TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10762 — 36 PAGES — JEUDI 6 SEPTEMBRE 1979

EN ISRAËL

Le président Sadate a été accueilli en grande pompe à Haïfa

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 rls.; Italie, 600 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 160 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le tiers-monde après La Havane

L'affrontement Tito-Castro au sixième sommet des pays non alignés, à La Havane, a finalement été moins sévère qu'on ne le prévoyait. Non que les chefs de file des deux tendances qui divisent le mouvement aient aplani leurs divergences, mais parce qu'ils ont accepté de ne les évoquer qu'à demi-mots.

Il revenait à M. Fidel Castro, en tant que représentant du pays hôte, de parler le premier. Sans rien renier de ses thèses sur la « solidarité naturelle » du bloc soviétique avec les pays non alignés, le chef de l'Etat cubain a surtout cherché à justifier dans son discours les liens privilégiés qui unissent Cuba à l'U.R.S.S. Sans le soutien soviétique, a-t-il dit en substance, la révolution cubaine n'aurait pas survécu. Cuba ne peut pas l'oublier. Cela dit, a-t-il ajouté, Cuba « ne veut imposer son radicalisme à personne, encore moins aux non-alignés » et fera preuve pendant les trois années durant lesquelles lui revient la présidence du mouvement « de patience, de prudence, de souplesse et de sérénité ».

Le maréchal Tito a choisi, semble-t-il, de prendre M. Fidel Castro au mot. En une demi-heure, il s'est contenté, mardi 4 septembre, d'exposer sans esprit polémique les principes historiques d'un mouvement dont il est le seul fondateur survivant : opposition à la politique des blocs et à toute forme d'hégémonie politique et économique, droit de chaque pays à la liberté, à l'indépendance et au développement autonome. Sans citer ni Cuba ni l'U.R.S.S., mais l'allusion était claire, le chef de l'Etat yougoslave a ajouté : « Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission de qui que ce soit. »

Que le conflit n'ait pas éclaté entre les deux hommes qui incarnent deux périodes de l'histoire ne signifie cependant pas qu'il ait été résolu. Simplement, ni M. Castro ni le maréchal Tito n'ont intérêt aujourd'hui à déclencher une scission claire et nette dans le mouvement pourtant combien hétéroclite dont ils se réclament. Pour le maréchal Tito, l'issue d'un affrontement ouvert serait incertain : les pays que l'on qualifie de « modérés », et qui se méfient autant que la Yougoslavie des ambitions soviétiques, sont loin d'appartenir à la même famille politique et ne sont souvent animés d'aucun esprit militant. Il en va tout à fait différemment de ceux qui suivent M. Fidel Castro : dépendant économiquement et militairement de l'U.R.S.S., la lutte est pour eux une question de vie et de mort. Que deviendraient le Vietnam, l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, Cuba, sans l'aide soviétique ?

Les dirigeants cubains semblent avoir parfaitement compris ces différences de motivations. Et, pour M. Fidel Castro, l'opposition yougoslave à ses thèses est sans doute supportable dans la mesure où le maréchal Tito — qui est âgé de quatre-vingt-sept ans — ne sera pas toujours là pour donner à la fraction qu'il incarne un prestige exceptionnel. Une fois le chef de l'Etat yougoslave disparu, il est probable que Cuba accentuera son action pour rallier le mouvement à ses conceptions, quitte à abandonner en chemin quelques pays déjà prêts de toute façon au boycottage du mouvement. Les promesses « de prudence et de sérénité » de M. Castro risquent alors de ne pas peser lourd.

La thèse exposée par le chef de l'Etat cubain sur la « reconnaissance » de La Havane à l'égard de Moscou serait en effet plus convaincante s'il avait évité de reprendre à son compte tous les aspects de la politique extérieure soviétique, brossant le tableau manichéen d'un monde divisé en anges et en démons, s'érigeant en grand-prêtre infaillible d'une religion de l'histoire dont l'histoire nous a pourtant appris à douter.

(Lire nos informations page 3.)

La défense de l'Occident

• Bonn rejette toute participation à une force nucléaire
• Les sénateurs américains ajournent l'examen de SALT 2

Les problèmes de défense et le renforcement des moyens militaires soviétiques provoquent en Occident de nouvelles prises de position. Tandis que le gouvernement de Bonn réaffirme une politique atlantique très orthodoxe, rejetant toute ambition nucléaire, à Washington, la commission des affaires étrangères du Sénat a brusquement ajourné, mardi 4 septembre, l'examen du traité américano-soviétique SALT 2 pour demander au gouvernement les explications sur la présence signalée, la semaine dernière, de troupes soviétiques à Cuba.

Un rapport complet sur cette affaire a été remis mardi au président Carter. La commission des affaires étrangères devait se réunir, ce mercredi, pour interroger le secrétaire d'Etat, M. Vance, et les responsables des services de renseignements. La commission — a indiqué son président, le sénateur Church — veut savoir depuis quand les soldats soviétiques (deux à trois mille d'après le département d'Etat) stationnent à Cuba, dans quel but, et quelles sont les implications de cette présence militaire pour les Etats-Unis et les pays occidentaux.

A Moscou, la presse soviétique réagit vivement aux propos de M. Kissinger selon lesquels la stratégie soviétique rend les Etats-Unis « *vulnérables* » (*le Monde* du 4 septembre). La *Pravda* et l'Agence Tass accusent l'ancien secrétaire d'Etat « *d'effrayer son auditoire au sujet d'une prétendue menace militaire soviétique* ». Selon l'organe du P.C. de l'U.R.S.S., M. Kissinger « *fait semblant d'être terrorisé par la prétendue incursion de tanks soviétiques sur tous les continents sans exception* ». M. Kissinger — écrit la *Pravda* — « *qui, à une certaine époque, avait participé à l'élaboration de SALT 2* », « *se repend maintenant* » parce qu'il brigue un siège au Sénat. « *Son ardeur à satisfaire le Pentagone et les monopoles militaro-industriels s'explique aisément si l'on songe aux prochaines élections de 1980* », ajoute le journal.

(Lire la suite page 8.)

L'exigence de la dissuasion

par MICHEL DEBRÉ

Quand on exprime l'idée que la force militaire française doit être en mesure, le cas échéant, de participer à la sécurité du continent, on ne fait qu'affirmer une nécessité d'intérêt national à laquelle il est bon, qu'entre autres nécessités, la France se prépare.

Quand on soutient que, en vue d'assurer la défense de l'Europe, la force militaire française doit être intégrée dans un ensemble dont la stratégie et le commandement échapperaient à la France, on livre la nation à une politique qui est l'opposé de l'intérêt national. La confusion entre cette exigence, d'une part, ce renoncement, d'autre part, aboutit, par crises périodiques depuis trente ans, à d'étranges confusions, d'où certaines arrière-pensées, c'est le moins qu'on puisse dire, ne sont pas toujours exclues.

Un principe doit toujours être rappelé, car son évidence échappe souvent aux constructeurs de système. *Il n'y a de défense que nationale.*

La défense, ce n'est pas seulement des plans et des organigrammes. La défense, ce n'est pas seulement des états-majors et des stocks d'armes. La défense, ce n'est pas seulement un corps militaire. La défense, c'est d'abord un patriotisme. Où meurt le patriotisme, on cherchera en vain à bâtir une force militaire, et le premier devoir de celui qui veut préserver son pays en le dotant d'une capacité de défense, c'est d'accompagner son effort technique de la formation civique qu'appelle tout pays constitué par l'histoire, et qu'exige en particulier une démocratie où l'origine du pouvoir est dans le peuple.

Ce caractère national de la défense est accentué par la stratégie de la dissuasion. Lorsque les Américains et les Russes se sont engagés, il y a quelques années, à n'employer leurs forces nucléaires qu'au cas où leur territoire serait menacé, ils ont couché noir sur blanc l'expression d'une réalité qui s'imposait à eux. S'agissant au moins de faire face à une très grande force de destruction, on n'expose la vie des siens que pour une cause sacrée, celle de la patrie. Or la dissuasion, au moins pour la France, c'est la stratégie de non-guerre.

(Lire la suite page 8.)

La loi de finances

• Taxation spéciale de certains signes extérieurs de richesse
• Imposition exceptionnelle sur la production d'hydrocarbures

Taxe exceptionnelle sur les entreprises de production d'hydrocarbures (mais pas de raffinage ou de distribution), renchérissement de la vignette automobile (de 17 à 30 %, et même triplement pour les très grosses cylindrées), institution d'une vignette pour les grosses motos, taxe spécifique et définitive sur certains signes extérieurs de richesse coïncidant avec une grande dépense d'énergie (avions, hélicoptères, hors-bords et bateaux à moteur), alourdissement de la fiscalité pour les hauts revenus, renchérissement de l'alcool et du tabac, plafonnement des exonérations pour le calcul des droits de succession : le projet de budget pour 1980, s'il ne comporte pas d'aggravation de la pression fiscale globale, prévoit quelques mesures — douloureuses pour certains — visant soit à réduire les inégalités de revenus, soit à économiser l'énergie, soit tout simplement à contenir dans des limites raisonnables un déficit budgétaire qui, dans le projet gouvernemental soumis mercredi 5 septembre au conseil des ministres, comporte une impasse de 31 milliards de francs.

D'autre part, le gouvernement, pour prévenir l'augmentation trop rapide de la masse monétaire, devrait annoncer dans les prochains jours un durcissement de l'encadrement du crédit ; le pourcentage des crédits désencadrés qui seraient réintégrés dans la masse des crédits encadrés passerait de 20 à 25 % ou même plus.

La fiscalité sur les revenus est alourdie dans le projet de budget de l'Etat pour 1980 soumis mercredi 5 septembre au conseil des ministres. C'est dire que les revenus (salaires, traitements, bénéfices commerciaux...) encaissés cette année seront plus imposés l'année prochaine que les revenus de 1978 ne l'ont été ou ne le seront cette année. MM. Barre et Papon ont, en effet, décidé de ne pas corriger complètement le barème de l'impôt des effets de l'inflation. C'est ainsi que les huit premières tranches du (barème (allant des taux 0 à 35 %) ne seront relevés que de 8 % alors que la hausse des prix dépassera 10 % et même probalbement 11 %.

AL. V.

(Lire la suite page 31.)

Des policiers et des « bavures »

Les deux C.R.S. qui, au cours d'un contrôle d'identité à Annecy (Haute-Savoie), avaient maltraité un jeune homme seront traduits devant un conseil de discipline quand la justice se sera prononcée. Ils sont écroués.

Cette nouvelle « bavure » policière s'ajoute à une liste déjà longue. Elle est l'occasion de s'interroger sur ce qui tient à des comportements individuels et sur ce qui relève d'un mauvais fonctionnement de l'institution policière en France, notamment le recrutement et les conditions de travail.

I. — « Un métier d'homme »

par GEORGES MARION

L'homme regardait la scène, intrigué. Des cris l'avaient attiré dehors, sur le pas de sa porte. Quelques mètres plus loin, en aval de sa rue, il vit deux agents en train de verbaliser un automobiliste. Scène banale, à ce détail près que l'un des agents injuriait copieusement l'automobiliste arrêté. Il s'approche pour ne pas perdre une miette du spectacle.

« *Ça t' regarde ?* » L'agent s'était retourné brusquement, abandonnant sa première victime pour s'adresser à ce témoin inattendu. L'homme eut l'impression qu'il était ivre.

« Non, mais je regarde quand même, répondit-il.

— *Dégage !*

— J'ai pas à dégager, j'habite là. » Il fit un vague signe de la main pour indiquer son immeuble.

« *Pédé ! Enculé !* », hurla l'agent en empoignant l'homme par le col de sa chemise, dont les boutons sautèrent. Ce dernier eut à peine le temps de protester par un « Soyez poli ! » qui se voulait dissuasif qu'il reçut les premiers coups dans la figure.

Les passants commençaient à se rassembler, faisant cercle autour de cette scène peu commune. D'autres curieux avaient ouvert leur fenêtre. L'homme vit sa femme arriver.

« *Appelle police-secours !* », lui cria-t-il, sans se rendre compte de l'incongruité de sa demande. La femme n'eut pas le temps de faire un geste. Déjà l'agent était sur elle, lui décochant des coups de pied dans le ventre. Personne n'était intervenu, mais l'attroupement grossissait, bourdonnant de réprobation. L'agent semblait maintenant avoir perdu tout contrôle de lui-même. Il porta la main à son arme, dégaina et hurla à l'adresse de la foule : « *Barrez-vous ou je vous tire dedans !* »

(Lire la suite page 12.)

• ALGÉRIE : Vaste opération de police contre le « parasitisme ».

(Lire, page 4, l'article de Daniel JUNQUA.)

• R.F.A. : D'importants succès ont été remportés dans la lutte contre le terrorisme.

(Lire, page 6, l'article de Bernard BRIGOULEIX.)



AU JOUR LE JOUR

La cloche et le tambour

Un de mes voisins me faisait remarquer qu'il est plus facile ces jours derniers de savoir ce qui se passe au fond du trou des Halles qu'au fond de ceux qui ont été creusés dans notre village pour l'installation du tout-à-l'égout.

Il posait ainsi de manière pertinente le problème des radios locales. Naguère, le tambour municipal nous eût moins montré les dents de M. Chirac, mais nous eût plus efficacement renseignés sur notre voirie.

Avant le tambour, il y avait la cloche de l'église avec ses carillons, ses tocsins et ses glas, qui ne laissaient ignorer à personne les événements de la petite communauté.

Il est vrai, et c'est sans doute ce que veut dire M. Lecat quand il craint la politisation de la communication locale, que la cloche et le tambour ont aussi servi souvent à battre le rappel pour l'insurrection. Mais sait-il que, en étouffant leur voix sous les sonneries et les roulements nationaux, il nourrira plus qu'il n'apaisera les colères ?

ROBERT ESCARPIT.

LES ENFANTS

Les mal-aimés de la culture

Dans les allées de la création, l'Année de l'enfant est passée inaperçue. Discrète, elle n'a provoqué que quelques festivals et rencontres, où l'on a rappelé le mauvais sort réservé au public enfantin, l'absence d'une politique culturelle nationale. C'est que l'enfance n'est pas vraiment considérée en France comme un public. On enferme son droit à la culture dans une fausse alternative, où l'éducation a pour vis-à-vis la récréation.

Des efforts so entrepris par les animateurs, ns les institutions de l'action culturelle, dans les municipalités — la Fédération des centres culturels communaux a notamment organisé sur ce sujet des journées de réflexion au Festival d'Avignon. Dans le domaine de la littérature, des arts plastiques, de la danse et du théâtre, il y a des artistes pour s'adresser aux enfants, et il y a mise en œuvre de cette communication, même si, par exemple, les centres dramatiques pour enfants sont quatre fois moins subventionnés que les autres. Mais il n'existe pas de films pour enfants, et bien peu d'exploitants réfléchissent à la façon d'accueillir les jeunes spectateurs.

On connaît mieux l'enfant-client, le consommateur assidu de la publicité, qui elle-même les consomme. Elevés dans ses images et dans les histoires du cinéma et de la télévision, les enfants peuvent s'entourer de leurs héros : on les habille en Superman, on leur fait collectionner images, poupées, jeux et jouets. Les maisons de disques profitent aussi de ces passions et leurs ventes records, c'est Goldorak et Casimir (personnages de télévision), et les contes qui n'ont plus qu'un auteur : Walt Disney.

Dans une interview à la revue « Parents », M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, vient d'annoncer le lancement d'une opération pour 1980 (« la plus importante de mon pro amme à venir », a-t-il déclaré). Elle aura pour objectif de faire des enfants « des téléspectateurs actifs » pour modifier leurs dangereuses habitudes de consommation.

CL. D.

(Lire nos articles dans « le Monde des arts et des spectacles », pages 17 à 19.)

L'ESPRIT DES LOIS

Les impostures de la démocratie

par JACQUES ROBERT (*)

LA France est une démocratie. Une grande démocratie. Représentative, libérale, humaine, raisonnable et sobre...

Qui pourrait, en effet, sérieusement contester que le suffrage y est, depuis longtemps, universel, que les élections — multipliées (présidentielles, législatives, sénatoriales, cantonales, municipales, européennes...), — s'y déroulent librement, que les *partis* politiques participent à l'expression de la voix populaire, que les *grandes libertés sont encore l'apanage* du plus *grand nombre* ?

Les vieilles querelles de jadis sont éteintes : on ne se bat plus autour de l'Ecole ou de l'*Eglise. On se réunit et on s'associe* librement. On manifeste, même si les vrais casseurs ne sont pas finalement les *vrais payeurs. On fait la grève, même* si d'aucuns s'acharnent à en vouloir limiter le droit dans certains secteurs. On s'exprime sans censure, *sauf en matière* cinématographique. On circule sans être filé. Le domicile reste sacré, le droit d'asile reconnu et *effectif*. La vie est *protégée*, même si une peine de mort toujours maintenue fait quelque peu tache...

Ce sont les attributs — inestimables — de la démocratie.

Mais derrière ce décor, séduisant et réel, combien de lents grignotages encore, de restrictions insidieuses, de *mauvais vouloirs évidents, d'habitudes* néfastes trop souvent contractées, de textes dangereux !

Ce sont les impostures — inacceptables — de la démocratie.

∴

Imposture électorale, d'abord.

Le pitoyable spectacle de l'élection européenne la résume tout entière.

— La loi du 7 juillet 1977 — votée pourtant par une majorité large, — n'a pas seulement fixé un seuil de représentativité minimum (5 %), limitant ainsi les chances des petites listes. Elle a *délibérément* entravé leur participation à la consultation en reprenant une vieille disposition du code électoral qui prévoit que l'Etat ne rembourse le coût du papier, l'impression des *documents* et les frais d'affichage qu'aux candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages. Le total de ces dépenses étant considérable, les petits partis pauvres sont écartés du débat. Ils renoncent *à présenter* des listes ou renoncent *à imprimer* autre chose que les bulletins destinés aux bureaux de vote.

Exclus déjà des ondes où triomphe, d'ailleurs inégalement, le monopole *des forts, ils le sont encore* des bureaux.

Par une ironie singulière du destin, une telle discrimination apparaît dans *le contexte d'une représentation proportionnelle dont* on sait *pourtant* depuis toujours qu'elle a essentiellement pour but de faire passer la *justice avant l'efficacité...*

Ainsi, sous le *parapluie* déployé du suffrage universel, on en revient à un système électoral censitaire et *louis-philippard... Alors* qu'il *faudrait* une fois pour toutes s'atteler aux problèmes du coût des campagnes, *du financement des partis politiques*, du contrôle de l'enrichissement des élus.

— Quant au débat démocratique que devrait largement ouvrir toute *élection*. on a vu *comment il* pouvait être détourné et obscurci. A une interrogation confuse (votait-on pour l'Europe — mais laquelle ? — ou pour *M. Barre — mais sur quelle politique ?* —) il a été douteusement répondu. Et l'on a pourtant interprété comme un *succès* relatif ce qu'en *d'autres* temps Georges Pompidou avait ressenti comme un *cuisant échec*..

— Pour couronner le tout, on interprète, à l'occasion d'une comptabilité tardive et douteuse de bulletins contestés, la volonté supposée d'électeurs distraits ou indifférents. Et si la remise dans l'urne d'une profession bleue était l'expression voulue d'un vote blanc ?

Cette triple imposture électorale n'est qu'un aspect d'une *imposture politique* plus fondamentale encore.

Le déséquilibre des pouvoirs

Nous en restons encore aux conceptions constitutionnelles chères à Montesquieu, à une démocratie parlementaire formelle, privilège des *« despotes » et des « philosophes »* éclairés. Nous dissertons toujours sur la séparation des pouvoirs alors que nous vivons tous les jours le déséquilibre des pouvoirs. De l'exécutif et du législatif, certes, mais aussi et surtout de l'économique et du politique.

Le citoyen — on *l'a vu* récemment — commence à se lasser d'être périodiquement appelé à remettre un chèque en blanc à un « représentant du peuple » qu'il ne rencontrera peut-être jamais et qui, pris lui-même dans un réseau complexe de règles byzantines, croira gouverner en son nom. Alors que l'on sait bien que c'est par la décision économique, la vraie décision réelle, celle que prend le manager ou le technocrate, averti et informé, que se modèle et se transforme effectivement *l'existence quotidienne de chacun.*

Le pouvoir politique, partagé, désarmé, délétère et diffus — même s'il se personnalise en apparence, — cède la place au pouvoir économique, occulte, omniprésent et efficace. Au gouvernement des hommes se substitue insidieusement l'administration des choses.

Il faut imaginer une nouvelle et vraie démocratie dans laquelle d'autres pouvoirs — syndical, associatif... — pourraient participer eux aussi à la décision en tant que partenaires obligés et actifs. Sans exclusive. En confiance. Afin que s'équilibrent vraiment les différents pouvoirs aux prises.

Discriminations sociales

Entre une *société étatique* hypertrophiée et une société « civique » de bénévoles trop encadrés ou mis en condition, il y a place pour une « démocratie participative », institutionnelle, ouverte et de bon aloi.

Il y va du consensus national.

Or celui-ci ne peut *reposer* à son tour sur une *imposture sociale.*

C'est vrai que l'on dramatise souvent à l'excès en France *nos* divisions internes. Et c'est vrai aussi qu'il existe un consensus majoritaire sur quelques points *essentiels*.

Les *institutions* ne sont plus sérieusement contestées, même si la gauche reste nostalgique d'une lecture parlementaire de la Constitution et du contrat de législature, même si M. Jacques Chirac doute, entre deux éclats, de la « légitimité » du chef de l'Etat.

Personne ne remet en cause la nécessité impérative d'*une défense nucléaire*. Personne ne ressuscite le débat sur l'armée de métier. Personne ne prêche — et heureusement — *pour* l'insoumission et le syndicalisme dans l'armée.

L'*indépendance nationale* rallie l'ensemble des suffrages. On fait, d'un *bord* à l'autre, *passer* les impératifs nationaux devant les liens — longtemps affichés — de la solidarité internationale.

Mais il y a pourtant différentes façons de *concevoir* la société de demain, différentes approches des choix de l'avenir. Et les discriminations sociales pèsent ici d'un poids très lourd.

Aux disparités *culturelles* et économiques s'ajoutent aujourd'hui celles de l'emploi. Qui aggravent les précédentes car les risques de chômage croissent avec les insuffisances de la formation, et l'orientation du départ *ne* dépend point toujours seulement du mérite de l'enfant...

Que peut-il y avoir de commun entre les France dissemblables et hétérogènes qui *s'alignent* devant nous ? Entre la France *« privilégiée »* des secteurs sans chômage (secteur public et secteurs économiques en expansion : *nucléaire, informatique, électronique...), la France « vulnérable »* des campagnes, du bâtiment, du textile et de la sidérurgie, et la France *« exclue »* des personnes retraitées, âgées et démunies, des travailleurs temporaires, des émigrés ?

Que peut-il y avoir de commun entre les 2 % de foyers ayant les meilleurs revenus et possédant 16 % de la fortune française et les 30 % des plus petits revenus ne disposant que de 12,4 % du total de la richesse des Français ?

La démocratie, certes, ne peut prétendre à l'harmonisation complète *des conditions individuelles* puisque « les hommes ne sortent pas identiques d'une matrice universelle ». Mais elle suppose un minimum incompressible : *une équité de représentation ; un respect des libertés ; une justice bien administrée et égale pour tous.*

Les différents groupes humains qui campent aujourd'hui sur notre territoire sont-ils tous traités d'une manière semblable ?

On aimerait — même si les impératifs de l'ordre public peuvent pousser, certains jours, à la sévérité — que ne soient justement frappés que les vrais fauteurs de troubles, que les procédures judiciaires — qui sont faites pour la protection des personnes — ne soient point détournées de leur sens, que soient écoutés et jugés avec la même équité *le puissant* et *le misérable, la femme* et *le mari, l'adolescent* et *l'adulte, le débiteur* et *le créancier, le malade* et *le médecin, l'ouvrier* et *le chef d'entreprise, la victime* et *l'agresseur...*

On aimerait aussi que l'on ne se retranche point derrière une opinion *publique appréhendée ponctuellement* au travers de sondages contestables pour empêcher des choix éthiques fondamentaux ou qu'après avoir verrouillé nos frontières on ne se donne pas les moyens, par des textes trop sévères ou injustes, de refouler de notre territoire des travailleurs étrangers qui auraient simplement cessé d'être utiles à notre appareil productif !

∴

La démocratie, ce n'est point seulement une doctrine politique ou une organisation des pouvoirs. C'est un état d'esprit. Qui ne peut naître que d'une longue pratique.

La démocratie se vit et s'édifie tous les jours. C'est un chantier permanent. Que la construction s'arrête ou s'altère, et l'équilibre de tout l'ensemble est compromis.

Les impostures ouvrent toujours la porte aux aventures.

(*) Professeur de droit à l'Université de Paris II.

Les géraniums dans le jardin

par LUCIEN SFEZ (*)

LES amis nous disent : « *Ce système se dégrade. Les politiciens nous mentent et au moins nous ennuient. Vivant en vase clos, loin des réalités quotidiennes, ils ont un autre langage que le nôtre. Nous, nous avons trouvé notre chemin de vérité. Dans nos petites associations, nous échappons aux contraintes mortifères des grandes organisations, des grandes régulations économiques, des partis, de l'Etat.* »

On nous dit encore : « *Les élites nationales ne sont plus crédibles. Il n'y a plus de valeurs, plus de sens. C'est à nous, à la base, à reconquérir le sens perdu, les réalités essentielles de la vie quotidienne. Et qu'importe le lieu où nous agissons.* »

C'est la question du sens qui est posée ici : le sens, l'esprit des lois ou du *peuple*. Il est *clair* que la *mise au travail, par ordre* descendant, avec un projet venu du haut, n'a plus cours aujourd'hui. Ce ne *sont pas les moyens* qui manquent, ni les *médias*. Mais voilà : ça n'embraye plus. On n'y croit plus. Il est confortable d'imaginer un nouveau départ par le *bas*. On rencontre ici les préoccupations des pouvoirs centraux : les régulations de papa sont inefficaces. Il vaut mieux laisser faire les *vies locales. Laissons s'échapper quelques jets de vapeur* et la marmite ne sautera pas.

On perçoit déjà toute l'ambiguïté de cette nouvelle mode des associations et de *la vie quotidienne*. Liberté certainement qu'accomplissent les milliers d'associations qui naissent *chaque année. Normalisation* du pouvoir en même temps. Qu'en *penser* ? Une vision nous hante : celle, idyllique, d'une gestion de la société par des microgroupes qui refuseraient toute bureaucratie. Tout serait alors réglé. La gratuité contre le monde de l'argent, le désintéressement contre la carrière et l'ambition, l'effort personnel dans un groupe collectif militant contre la « marchandisation ». Penser à l'autre. désenclaver la solitude. La vie associative régulerait les corps sociaux par le bas, donnerait un nouveau sens des *responsabilités. La reprise s'amorcerait*. Une nouvelle cohésion gagnerait peu à peu les sphères élevées.

Ces arguments de bonne volonté sont indiscutables, même si l'on peut penser que les hommes d'Etat sont de trop bon apôtres, ne « lâchant » sur ce point que pour en récupérer d'autres.

On posera en revanche une question : on peut limiter la « mercantilisation » de la société, mais qu'est-ce qui a produit le phénomène, a rendu abstraits les rapports de représentation, a rendu moins crédibles *et l'Etat et ses prêtres, et les médias*, et le père, et la mère ? Il convient alors de s'interroger sur les conditions et les contraintes de longue durée, *sans quoi* tout l'effort associatif, tous les mouvements à la base, toutes les recherches de la vie quotidienne risquent de s'enliser dans le verbiage.

Mieux encore : repérer le fondement commun des analyses du président de la République et des associés de tout poil. N'y a-t-il pas dans les deux cas une vision commune, celle d'une société avec un bas et *un haut, un « haut » qui n'irradie* plus de ses rayons, un « bas » en dérive ? Un centre qui ne peut revitaliser ses périphéries qu'il a préalablement dévorées ? D'où alors la nécessité de repartir de ces abîmes périphériques pour redonner chair et sang à l'ensemble...

Divergence ici, et ici seulement. Pour les pouvoirs officiels, la société gagne en cohésion. Pour une bonne partie des associés, un sens nouveau, des valeurs nouvelles peuvent se répandre. Divergence des buts sur décor commun : le haut central opposé au bas périphérique, local. Un seul *malheur, cette opposition n'existe pas.*

Au départ, les associations remplissaient des *services collectifs* non accomplis par les autorités officielles : *Croix-Rouge, pompiers, etc.*, autant de gratuités nobles. Aujourd'hui, la situation est bien différente avec la notion de transfert social, sorte de charité *inavouée* à l'échelle nationale. Nous rencontrons ici deux limites structurelles des sociétés industrielles, capitalistes ou non capitalistes.

La *première* limite tient à la ségrégation de la *consommation*. Ainsi en matière de logement. La vie associative est forte, non dans les villes traditionnelles où la population est mêlée, mais dans les nouvelles villes traditionnelles, où la population des hommes et des femmes cherchent *une nouvelle identité, se regroupent* en associations de résidents homogènes, avec les mêmes *problèmes. Associations ségrégées*, quartier par quartier, questions par question, qui sont le reflet des structures ségrégées de la consommation. Même les écologistes sont contre-dépendants de ces structures.

Les *besoins croissent* au fur et à mesure de l'ascension sociale. Une enquête dans un petit village de la région *parisienne* avait révélé que, si les besoins des couches défavorisées étaient rares, les besoins des élites étaient innombrables : cours de poterie, piscine, peinture, C.E.S., danse, soirées musicales, et l'on en passe... Plus on produit d'objets, plus la consommation se diversifie, plus ces associations sont prises dans *une* spirale de dépendance. Les élites qui consomment le plus sont toujours sur le devant de la scène, et les *maisons de la culture profitent* à quelques-uns. Ne faut-il pas d'abord savoir s'en servir ? Le haut ne s'oppose pas au bas, et les élites sont *partout, centristes, de gauche* ou autogestionnaires.

Deuxième limite : pour se faire entendre de l'Etat, des médias, les associations *doivent se regrouper* entre elles, *adopter* un langage identique à celui des grandes organisations. Elles deviennent alors simples reflets du pouvoir central, *dont* elles *appliquent les règles les plus bassement* « managériales » et quantitatives qui ont assuré l'échec du système central de représentation. On les sollicitera, on tentera de les inscrire dans des dialectiques droite-gauche. Une, deux. Enfer ou Paradis. Vélo ou voiture. Et si elles refusent, on les *laissera s'abandonner* aux délices corporatistes, avec tous les anciens modèles familialistes, travail, famille, patrie. Il n'est donc plus question de trouver *un nouveau sens*, de le faire remonter. C'est déjà tout remonté et c'est l'ancien sens ! *Corporatisme ou politique partisane, tel* est le douloureux dilemme des associations. On n'échappe pas si facilement aux grandes régulations sociales. Le central est dans la périphérie, et la périphérie dans le centre.

Matignon, comme Pechiney ou la C.G.T.

A vrai dire, la question était viciée dès le départ par le schéma linéaire et hiérarchique qui croit incarner la Raison unique : les associations sont le bas, le pouvoir est le haut. Il faut faire remonter le bas vers le haut, *puisque* le haut ne peut plus *descendre. Or*, dans nos sociétés, il n'est pas plus d'abîmes que de sommets. *Matignon est un groupe*, comme Pechiney ou la C.G.T., une mairie *ou* des militants résolus. La politique est éclatée, et, dans nos systèmes si complexes, enchevêtrés, *fragiles, un rien ou* n'importe que peut mettre en panne ou accélérer.

L'expérience canadienne pourrait montrer la voie : écoles, hôpitaux, aide sociale, circuits de distribution, *radios-télés* sont pris en *main* par la base. L'Etat reconnaît la contestation sociale, la favorise, la finance. Contradiction évidente de cet anarchisme étatique. Mais contradiction *en la forme quant aux principes qui* la posent. *Les résultats sont là* : plus de vie, plus de libertés, ni *plus* ni moins de violence.

Or nous sommes loin de l'expérience canadienne. Les associations peuvent à peine ester en justice. L'Etat rechigne à les *financer*. Il ne les soutient pas et même les contrôle. Le président de la République est *chef de la société et chef* de l'Etat. Les discours du chef de la *société sont* toujours contredits par les pratiques de l'Etat, dont il est le chef. Cahin-caha, oui et non, *je donne et je reprends. Voudra-t-on un* jour une autre politique ? Dans ce cas, *brisons* les codes et les apriorismes, laissons les associés se colleter à la règle, la contourner, la *violer ou* la respecter, cessons de les guider à l'avance, selon nos modèles uniformes ; finançons-les et *sans tutelle aucune : autant de* propos scandaleux pour des légistes français. Mais ne savent-ils pas déjà qu'au nom de leur raison ils gèrent le *non-sens, c'est-à-dire* une structure sans haut ni bas. Que l'irrationalité fréquente des micro-groupes, l'errance parfois dérisoire des associations, c'est la recherche même du sens, d'un sens nouveau ? Diable, cela mérite au moins une petite réflexion.

En un mot, les géraniums, ne les plaçons par à l'abri. Laissons-les au grand air, au grand soleil, dans le jardin.

(*) Professeur de sciences politiques à l'université de Paris-IX.



Pour un ministère de l'Administration

par GÉRARD LONGUET (*)

TOUS azimuts, la France se redéploie. L'industrie, l'agriculture, engagées dans une compétition chaque jour plus difficile, tirent d'elles-mêmes en se réformant un dynamisme nouveau.

Un secteur pourtant garde sa sérénité, son confort et sa tranquillité. Il s'agit du vaste secteur public et para-public, qui vit de prélèvements et n'affronte pas de plein fouet le choc de la concurrence.

L'administration française est travailleuse, compétente et désintéressée. Mais elle est également coûteuse pour le pays et les collectivités locales, rigide pour ses agents comme pour ses administrés, et, au fond, assez étrangère à l'aspiration libérale et décentralisatrice de la France moderne.

La France doit beaucoup à son administration, qu'il s'agisse de l'Etat monarchique ou de l'Etat républicain. Aujourd'hui, la puissance formidable accumulée par la machine administrative lui donne une inertie décourageante pour ceux qui veulent l'orienter et la diriger.

Or, notre pays évolue, ses besoins évoluent, la façon d'administrer les Français elle-même évolue. Nos compatriotes souhaitent pour eux-mêmes et pour leurs enfants certes autant de sécurité et d'égalité, mais aussi plus de liberté et plus d'initiative, moins de contrôle, moins de suspicion.

Ces idées ne sont pas originales et sur ces objectifs une large convergence est possible entre Français d'horizons différents. En revanche, il serait nouveau d'arrêter une stratégie du changement dans l'ordre administratif.

Il faut pour une œuvre de ce type du souffle, de la continuité et de la persévérance. La qualité de l'homme est essentielle, elle est insuffisante. Il faut donner à la France un état-major permanent de la réforme administrative. Trois objectifs devraient lui être assignés :

— « *Vider les greniers* » : l'administration pratique l'accumulation sédimentaire. Il faut organiser l'allégement permanent, en se posant constamment la question « est-ce encore à l'Etat, structure unitaire et centralisée, d'assurer telle mission ? »

— « *Lire entre les lignes* » : la France a choisi une voie libérale, mais ses comportements sont empreints d'un socialisme honteux *et d'une centralisation insidieuse*. Le libéralisme se mérite, s'organise et se défend, et « l'enfer bureaucratique » est pavé de bonnes intentions. Il faut donc lire en libéral toutes les mesures d'organisation administrative.

— « *Renforcer l'Etat* » en l'allégeant et en l'affranchissant de tout ce qui n'est pas essentiel. L'Etat n'a pas le monopole du service public. Les collectivités locales, mais aussi les établissements publics, sous toutes leurs formes, peuvent prendre en charge plus de services publics.

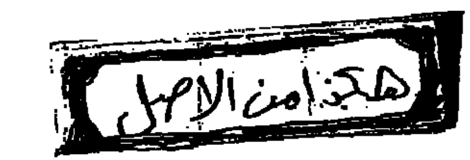
Mais ce qui relève de l'Etat doit être assuré avec toute la rigueur de sa haute mission.

Le pouvoir politique s'intéresse à juste titre à l'agriculture, à l'industrie, à la santé, au cadre de vie, au cinéma... Il faut qu'il s'intéresse aussi aux moyens de son action et à l'organisation générale du service public.

Les hommes compétents existent au sein de l'administration. Les cellules de réflexion également, même si elles travaillent en ordre dispersé. Mais il faut un responsable politique permanent qui ait à l'égard de ses collègues l'autorité d'un ministre pleinement responsable, et, face à l'armée immense des agents du service public, les moyens de réflexion, de proposition et de contrôle.

Pour ne pas devenir une simple fédération de féodalité ou de corporation, toute animée des meilleures intentions sans doute, l'administration doit avoir son ministre. Une autorité politique, qui prépare le changement et assure au plan des principes l'unité de l'Etat et la poursuite de la démarche libérale et décentralisatrice.

(*) Député de la Meuse (U.D.F.).



Le Monde

étranger

IRAN

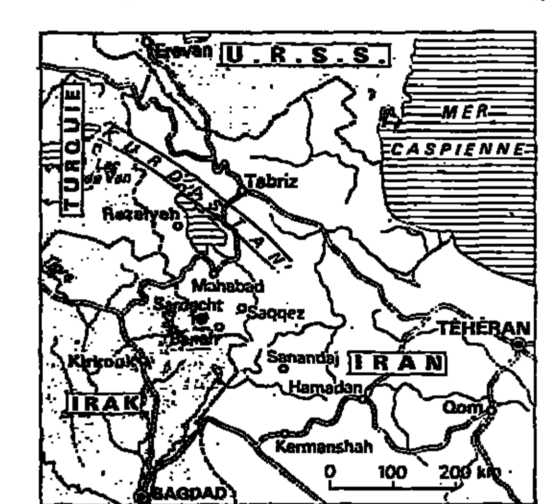
L'armée poursuit le « nettoyage » des régions kurdes occupées

Tandis que les forces de l'ordre iraniennes poursuivent le « *nettoyage* » des régions kurdes occupées ces derniers jours, des unités se dirigent vers le dernier réduit de la rébellion, le bourg de Sardacht, accolé à l'Irak. La vie parait revenir à la normale dans la ville de Mahabad, où une bonne partie de la population qui avait fui lors des récents combats serait revenue. Le maintien de l'ordre a été confié aux pasdars (miliciens islamiques) et non à l'armée, qui s'est abstenue de pénétrer dans la ville. Elle a cependant établi des barrages sur toutes les routes d'accès, empêchant notamment les journalistes de s'approcher de la localité.

Le premier ministre, M. Bazargan, a annoncé que le gouvernement allouerait à toutes les provinces iraniennes des crédits d'un montant égal aux revenus d'une journée d'exportation pétrolière, soit environ 70 millions de dollars. Les provinces du Kurdistan et du Khouzistan seront les premières régions à recevoir cette somme pour des projets de développement économique.

L'événement politique de la journée du mardi 4 septembre a été la rencontre à Qom de l'imam Khomeiny avec l'ayatollah Chariat-Madari. Les deux adversaires ne s'étaient pas revus depuis plusieurs semaines. L'ayatollah Chariat-Madari avait dénoncé, le mois dernier, les conditions dans lesquelles se déroulerait l'élection de la Constituante, et avait même menacé de provoquer un soulèvement populaire dans sa province natale de l'Azerbaïdjan. L'imam Khomeiny lui a manifesté des égards particuliers en se rendant à son domicile pour *« le féliciter de son récent pèlerinage dans la ville sainte de Meched »*.

Entre-temps, les autorités poursuivent et aggravent leur répression de la presse. Mardi, les quatre correspondants américains de l'agence Associated Press ont reçu l'ordre de quitter le pays dans les quarante-huit heures. Le bureau de l'agence sera fermé jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle équipe. Huit autres journalistes occidentaux, dont le correspondant du *Daily Telegraph*, ont été expulsés ces derniers jours. Des menaces pèsent sur les trois autres agences de presse occidentales, accusées dernièrement par le porte-parole du gouvernement d'être des *« nids de sionistes »*. Le ministre de l'orientation nationale a, pour sa part, averti les journalistes étrangers qu'ils ne pourraient plus désormais se rendre en Iran avec des visas de tourisme pour effectuer ensuite des enquêtes professionnelles. Il a indiqué que des sanctions seraient prises contre les journaux étrangers qui s'abstiendraient de publier les démentis et les mises au point que son ministère leur adresserait éventuellement. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*.



Moscou commence à critiquer les milieux dirigeants de Téhéran

De notre correspondant

Moscou. — L'U.R.S.S. a catégoriquement démenti, le mardi 4 septembre, toute participation dans la rébellion au Kurdistan iranien. Dans un commentaire « autorisé », l'agence Tass a affirmé que les déclarations *« de certaines personnalités influentes d'Iran et des organes de presse de Téhéran (...) n'avaient aucun fondement et étaient inventées de toutes pièces »*.

Ce n'est pas la première fois que les autorités soviétiques démentent aider la rébellion kurde. En avril dernier, elles avaient déjà rejeté les mêmes accusations mais en en identifiant la sources aux *« milieux réactionnaires et impérialistes »*. Cette fois, sans mettre ouvertement en cause ni l'imam Khomeiny ni le gouvernement iranien, elles indiquent clairement que les *« rumeurs »* ont pris naissance dans les milieux qui en sont proches.

Les Soviétiques ne pouvaient taire plus longtemps leur mécontentement, qui a diverses causes. Sans doute, sont-ils fondamentalement satisfaits que les Américains aient perdu en Iran une base à partir de laquelle ils surveillaient leur territoire et qu'un régime, qui prétendait jouer dans la région un rôle de gendarme, ait disparu. Mais l'échec des Américains ne s'est pas transformé directement en succès soviétique. L'U.R.S.S. s'inquiète en particulier de la situation en Afghanistan, où les rebelles musulmans ont trouvé des soutiens actifs dans les nouveaux dirigeants iraniens. C'est d'ailleurs à propos de l'Afghanistan que Moscou avait adressé au mois de mars dernier son premier avertissement public au gouvernement de Téhéran.

Les Soviétiques ont, d'autre part, toutes les raisons de s'interroger sur l'avenir de leur coopération économique avec l'Iran. Quelques semaines après que la *Pravda* eut solennellement salué le renforcement d'une *« coopération mutuellement avantageuse »* et vanté l'accord triangulaire Iran-U.R.S.S.-Europe occidentale comme *« profitable à tous les signataires »*, Téhéran dénonçait un contrat qui prévoyait la livraison, via l'U.R.S.S., de 11 milliards de mètres cubes de gaz iranien à l'Europe, à partir de 1981.

L'attitude de Moscou vis-à-vis du nouveau régime iranien a progressivement évolué. Les Soviétiques ont commencé par lui adresser des avertissements déguisés, destinés apparemment à dénoncer les manœuvres et les intrigues impérialistes, mais en fait à mettre en garde contre une évolution jugée dangereuse. Puis ils ont nuancé leur analyse de la révolution, insistant sur la place prépondérante occupée au pouvoir par les milieux de la petite et moyenne bourgeoisie, qui se sont révélés comme *« les adeptes les plus zélés de Khomeiny »*. Considérant le caractère *« peu ordinaire et même unique »* de la révolution iranienne, le spécialiste du Moyen-Orient de la *Pravda* se demandait, il y a quelques semaines, s'il était possible de *« trouver dans le Coran des réponses aux questions du vingtième siècle »*.

Mais il a fallu attendre la répression contre le parti communiste Toudeh (proche de Moscou) pour que l'U.R.S.S. critique les orientations de l'imam Khomeiny. Encore l'a-t-elle fait de manière indirecte, en citant abondamment les déclarations du Toudeh et en soulignant *« l'incertitude sur le sort de la révolution manifestée notamment par les forces démocratiques* (iraniennes) *qui ont supporté les plus grands sacrifices pendant la lutte contre le chah »*.

En dehors du démenti sur leur participation aux combats du Kurdistan, les Soviétiques continuent à s'abriter derrière le parti Toudeh ou les citations de la presse occidentale pour manifester un discret soutien à la cause des rebelles. L'agence Tass a largement repris une lettre du comité central du Toudeh se prononçant pour l'octroi aux Kurdes de l'autonomie *« dans le cadre de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale de l'Iran »*. La publication de ces déclarations par la presse soviétique témoigne moins de la sympathie, incertaine, des dirigeants du Kremlin pour l'autonomie kurde que de leur désapprobation générale de l'évolution politique en Iran.

DANIEL VERNET.

UN LIVRE DE L'IMAM KHOMEINY

« Pour un gouvernement islamique »

Pour un gouvernement islamique, *la seule œuvre politique connue de l'iman Khomeiny — publiée lors de son exil en Irak, en 1971 — paraîtra le 15 septembre prochain, en traduction française, aux Editions Fayolle. Livre-manifeste, l'ouvrage éclaire les propos, les gestes et les réactions d'un homme qui s'applique désormais à modeler l'Iran selon ses propres conceptions de l'islam chiite. Nous extrayons les passages suivants de la préface rédigée par l'iman Khomeiny.*

L'islam est la religion de ceux qui luttent pour la vérité et la justice, de ceux qui réclament la liberté et l'indépendance. Il est l'école des combattants contre le colonialisme. Mais cette image a été faussée pour le public, et la représentation erronée que l'on en donne dans les centres d'études religieuses a bien sûr pour but de dévitaliser l'islam et de masquer ses caractères révolutionnaire et dynamique (...). Les éléments dont il a été question plus haut ont, par exemple, répandu l'idée que l'islam n'était pas une religion universelle, qu'elle n'était pas une religion de la vie, qu'elle n'avait ni doctrine, ni lois, ni système gouvernemental, en un mot qu'elle s'occupait bien de quelques préceptes relatifs entre autres à la « menstruation » des femmes ; à la rigueur, on lui accorde une morale, mais rien au niveau de la vie ou de l'administration de la société. (...)

L'islam ne reconnait pas la royauté. Si c'est un défaut, soit ! l'islam est défectueux. De même qu'il n'a rien prévu pour le profit capitaliste, le système bancaire à base d'usure, la vente de l'alcool ou la prostitution, pour la bonne raison que ces choses ont été interdites à la base. Et ce sont les équipes gouvernementales mises en place par le colonialisme qui cherchent à instituer ce genre de pratiques dans les pays musulmans (...).

On insiste souvent sur le caractère draconien et cruel des lois pénales islamiques. Quelqu'un a même eu l'audace d'écrire : *« Ce sont des lois impitoyables d'origine arabe, c'est la cruauté des Arabes qui a donné naissance à ce genre de lois ! »*

Je m'étonne beaucoup de cette manière de penser.

D'un côté, si l'on tue quelqu'un pour 10 grammes d'héroïne au nom de la loi, cela n'est pas considéré comme une justice cruelle. Je sais que récemment on a exécuté une dizaine de personnes pour 10 grammes d'héroïne. Si on applique ce genre de lois inhumaines pour lutter soi-disant contre la corruption, n'est-ce pas une justice cruelle ? Je ne veux pas dire par là que la vente de l'héroïne doive être libre. Il faut bien sûr l'empêcher, mais il faut aussi adopter des mesures proportionnées à ce genre de délit. De même donner quatre-vingts coups de fouet à un ivrogne est considéré comme cruel, tandis qu'exécuter quelqu'un pour 10 grammes d'héroïne ne l'est pas. Pourtant nous savons combien de maux rencontrés dans la société ont pour origine la consommation de l'alcool : accidents de la route, crimes, suicides, et il semble que même l'usage de l'héroïne provienne de l'accoutumance à l'alcool ! Cependant l'alcool est toléré chez nous, car en Occident sa commercialisation est libre.

En ce qui concerne la prostitution, qui est l'une des conséquences les plus évidentes de la consommation de l'alcool, si nous la punissons de quatre-vingts coups de fouet, et l'adultère de cent coups de fouet, ou que nous infligions la lapidation, des cris s'élèveront pour déclarer que nous sommes cruels et que c'est la faute des Arabes ! Alors que les lois pénales islamiques sont nées pour le bien de toute une vaste communauté. La prostitution qui se répand de nos jours si largement au point de devenir un fléau dévastateur et corrupteur de générations entières, et un frein au travail, n'est que le corollaire de ces débauches si volontiers diffusées. Dans ces conditions, si l'islam ordonne de fouetter publiquement un individu en vue d'empêcher la corruption de s'installer chez les jeunes, faut-il appeler cela de la cruauté ? (...)

A l'époque du Prophète, les lois n'étaient pas seulement rédigées puis promulguées, mais également appliquées. Le Prophète exécutait lui-même ces lois : il coupait les mains des voleurs, infligeait les châtiments, lapidait. Le calife lui-aussi était là pour cela. C'est en ce sens que l'établissement du gouvernement est nécessaire ainsi que l'organisation des pouvoirs exécutif et administratif : ils font partie intégrante de l'exercice du pouvoir de même que font partie de la foi les luttes et les efforts pour y accéder (...)

Expliquez au peuple que les *âkhond* (1) ne se contentent pas de rester dans un coin à Qôm ou à Najaf à étudier quelques problèmes secondaires — tel celui de la menstruation chez les femmes, — en se coupant de la politique, puisque la religion doit être séparée de la politique ! Coupez court aux rumeurs propagées par les colonialistes et aux propos d'athées. A l'époque du Prophète, y avait-il la classe des clercs, puis celle des hommes politiques ? Et sous les califes, vrais ou faux, sous le califat d'Ali ? Ces propos sont tenus par les impérialistes et leurs agents politiques pour détourner la religion des affaires terrestres et l'écarter de l'organisation de la communauté musulmane ; pour séparer les oulémas du peuple et des combattants pour la liberté et l'indépendance. C'est leur seul atout pour s'imposer au peuple et s'emparer de nos richesses. C'est aussi leur unique objectif.

Quant à nous, musulmans, si nous ne faisons rien d'autre que des prières, les colonialistes nous laisseront tranquilles ! Mais nous ne devons pas leur permettre de s'emparer de nos richesses et nous contenter de prier sous prétexte que Dieu les punira et que nous serons récompensés après notre mort ! Si nous suivons cette logique, il ne nous arrivera rien. Souvenez-vous de cet Anglais au moment de l'occupation de l'Irak qui demanda un jour si l'appel à la prière lancé du haut des minarets par le muezzin comportait quelque danger pour la politique anglaise. « Non,, lui répondit-on. Laissez-le donc dire ce qu'il veut. »

Si vous ne vous occupez pas de la politique des colonialistes, si vous réduisez l'Islam aux préceptes dont vous avez l'habitude de discuter et si vous ne dépassez jamais cette frontière, on ne vous fera rien, on ne vous dira rien. Priez tant que vous le pourrez. Pendant ce temps-là, les impérialistes n'auront d'yeux que pour votre pétrole. Que voulez-vous que vos prières leur fassent? Ils réclament nos mines, ils veulent transformer notre pays en un marché à leur service ; et c'est bien pour cette raison que nos équipes au pouvoir, qui leur sont dévouées, freinent notre industrialisation et ne créent chez nous que des industries de montage. Ils préfèrent que nous ne vivions pas comme des hommes, car ils ont peur des hommes. Ces derniers sont capables de se reproduire, et leur influence peut devenir telle qu'ilts constituent un danger pour le despotisme, le colonialisme et les gouvernements quileur sont dévoués.

Chaque fois qu'est apparu un homme de grande envergure, ou bien ils l'ont tué, ou emprisonné, ou exilé, ou ils l'ont entaché de politique ! Pensez donc, un *âkhond* politique ! Eh bien, politique, le Prophète l'était ! Ne vous laissez pas abuser par les fausse propagandes qui veulent nous exclure de la politique et des affaires ayant trait à la société et nous empêcher de combattre les Etats traîtres et leurs politiques anti-populaires et anti-islamiques. Ils veulent tout simplement agir comme ils l'entendent, sans que personne leur barre la route.

(1) N.D.L.R. : Les « curés » chiites.

ISRAËL

ACCUEILLI EN GRANDE POMPE A HAIFA

Le président Sadate insiste sur la nécessité d'une « paix globale »

« Mes chers cousins. » C'est par ces mots que le président Sadate a commencé, mardi 4 septembre, sa seconde allocution à la tribune d'honneur, où il a été accueilli par le maire de Haïfa. Après avoir réaffirmé sa volonté et celle « du peuple égyptien de ne plus permettre que du sang soit versé », il a assuré ses auditeurs que, « grâce à nos efforts conjugués, ceux de mon cher ami Menahem Begin et les miens, nous réussirons à réaliser la volonté de nos peuples, de vivre à jamais dans la paix et la fraternité ».

C'est escorté par des navires de guerre israéliens et égyptiens que le président Sadate était arrivé à Haïfa à bord de son yacht « Horreya ».

Des avions à réaction Kfir ont survolé le « Horreya » alors qu'il accostait, et une fanfare de l'armée a accueilli le raïs tandis que des élèves officiers de la marine israélienne en uniforme blanc se tenaient de part et d'autre d'un tapis rouge déroulé jusqu'au pied de la passerelle.

De notre correspondant

Haïfa. — A chaque nouvelle rencontre entre les dirigeants égyptiens et israéliens, les rapports paraissent de plus en plus détendus. La première journée de la visite du président Sadate à Haïfa a confirmé cette impression. Au cours du dîner offert en son honneur, mardi soir, le chef de l'Etat égyptien a souligné les progrès de la *« confiance mutuelle »*, qui, selon lui, se renforce entre les deux pays. M. Sadate avait insisté précédemment sur le caractère irréversible du processus de paix, mais il a surtout retenu l'attention de son auditoire en accordant dans son discours une large place à la question palestinienne, laissant entendre ainsi que, en dépit des progrès réalisés dans les relations bilatérales entre Israël et l'Egypte, les divergences de vues sur cette question restaient un obstacle sur la voie d'une normalisation véritable. C'est du moins l'interprétaiton qui a été retenue dans la plupart des milieux politiques israéliens, avec souvent une certaine inquiétude.

« Ce serait une grave erreur dont on ne peut payer le prix que de ne pas comprendre que la seule paix durable est une paix globale », a déclaré le président Sadate. *« C'est en ayant cela présent à l'esprit*, a-t-il ajouté, *que nous devons forger notre détermination d'ouvrir la voie vers un règlement juste du problème palestinien.* » Le raïs a précisé que ce problème restait *« le nœud de tout le conflit »*. Il a, d'autre part, fait remarquer que la *« réalisation des droits légitimes du peuple palestinien n'est pas incompatible avec les intérêts d'Israël »*.

Ces propos n'étaient pas neufs, mais l'insistance avec laquelle ils ont été tenus a suscité la mauvaise humeur de certains membres de la majorité gouvernementale.

Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a expliqué, lundi soir au cours d'une interview télévisée, les raisons de ses récentes rencontres avec des personnalités proches de l'O.L.P. dans les territoires occupés. M. Dayan a profité de l'occasion pour bien préciser qu'il n'était pas question de modifier la position d'Israël, hostile à toute négociation avec l'O.L.P. Il a toutefois ajouté que cette attitude n'était pas une raison pour refuser tout dialogue avec les représentants de la population des territoires occupés qui soutiennent l'organisation de M. Arafat. La visite du président Sadate a certainement empêché un certain nombre de députés de la majorité parlementaire de dénoncer l'attitude, qu'ils condamnent, de M. Dayan. Plusieurs d'entre eux ont annoncé leur intention de débattre de cette affaire les jours prochains. Le président du groupe du Likoud à la Knesset, M. Abraham Sharir, a déclaré lundi que M. Dayan avait causé un grand dommage au combat d'Israël contre l'actuelle offensive diplomatique de l'O.L.P. Par ailleurs, un autre député du Likoud a dénoncé la politique *« personnelle »* de M. Dayan et réclamé que l'on remette ce dernier *« à sa place »*.

Il y a eu peu de commentaires jusqu'à présent en Cisjordanie à propos de la dernière rencontre entre M. Dayan et le Dr Ahmed Hamzeh-Natché (*le Monde* du 5 septembre). Cependant, M. Bassam Chaka, maire de Naplouse, a vivement critiqué la démarche du ministre israélien des affaires étrangères, en déclarant : *« M. Dayan essaie de créer en Cisjordanie un nouveau leadership à la place de l'O.L.P., mais il n'y réussira pas »*. M. Chaka, qui est proche de l'O.L.P., semble faire allusion au fait que le dr Hamzeh pourrait, lors des prochaines élections municipales en Cisjordanie, en 1980, créer des listes, de tendance communiste, distinctes de celles favorables à l'O.L.P.

Le gouvernement militaire de Cisjordanie a pris, lundi, un certain nombre de mesures pour empêcher que différentes personnalités du territoire puissent se rencontrer à Jérusalem-Est. Le gouvernement militaire craignait que la réunion prévue n'ait pour but de dénoncer la politique du président Sadate et ne se termine par une manifestation.

FRANCIS CORNU.

Dans le Sud-Liban

RUDE JOURNÉE POUR L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS

Beyrouth (*A.F.P.*). — Le gouvernement libanais a tenté et réussi, le mardi 4 septembre, une « opération vérité » dont les résultats étaient aléatoires : emmener les ambassadeurs en poste à Beyrouth dans le sud du Liban, et, plus précisément, à Tyr, dont le contrôle lui échappe complètement au profit des Palestiniens, pour leur montrer les dégâts causés par les bombardements israéliens.

Plusieurs ambassadeurs s'étaient fait représenter, mais celui des Etats-Unis, M. John Gunther Dean, avait choisi de participer personnellement à la visite, « *dans l'intérêt du Liban* », a-t-il dit. L'ambassadeur a passé une rude journée.

Dès l'arrivée à Saïda, la capitale du Sud, il était patent qu'il serait la vedette de cette journée. A l'intérieur même du *mohafazat* (préfecture), cent cinquante à deux cents réfugiés du Sud — ils sont des dizaines de milliers à Saïda — le poursuivaient, l'interpellant avec véhémence, en arabe, à 30 centimètres du visage.

A Tyr, ville à peu près vidée de ses habitants par les bombardements israéliens, l'ambassadeur a fait le tour d'un quartier bombardé, mais, lorsqu'il a voulu regagner sa voiture, des scènes très pénibles ont éclaté : chacun voulait que M. Gunther Dean aille voir les ruines de sa maison. L'ambassadeur est alors redescendu de sa voiture pour aller voir les ruines d'une maison parmi beaucoup d'autres...

Partout les demandes étaient les mêmes : « *Nous ne voulons plus d'aucun étranger ni même de la FINUL* (Forces intérimaires des Nations unies au Liban) *à la limite. Nous voulons la paix et la présence de l'armée libanaise.* »

ums dans le jardin

Pechiney ou la C.G.T.

le l'Administration

AFRIQUE

Algérie

EN LANÇANT UNE VASTE OPÉRATION DE POLICE A ALGER

Le gouvernement entend engager avec éclat la « lutte contre les fléaux et le parasitisme »

De notre correspondant

Alger. — Les habitants de la capitale se rendant, mardi matin 4 septembre, à leur travail ont trouvé la ville en *« mini état de siège »*. Tout au long de la journée, des centaines de policiers, renforcés par de jeunes gardiens de la paix frais émoulus de l'école de police, ont quadrillé étroitement la cité. Leur mission : instaurer dans la rue ordre et discipline, traquer les *« éléments parasites »* se livrant à des activités illicites, faire respecter les règlements concernant l'hygiène, assurer enfin la sécurité des citadins.

Des patrouilles de policiers, longue matraque noire à la main, escortés par des soldats tenant des chiens en laisse et suivis de *« paniers à salade »* ont ainsi parcouru jusqu'aux moindres ruelles, contrôlant les identités des *« oisifs »* et arrêtant les *« suspects »*.

D'autres, par équipes de deux, contraignaient les piétons à user des passages protégés et les automobilistes à respecter la signalisation et assuraient, *manu militari*, l'ordre aux arrêts d'autobus où se forment, presque à toute heure du jour, de longues files d'attente agitées par de brusques bousculades à l'arrivée de chaque véhicule.

Des cours spéciales

Dans l'après-midi, une dépêche de l'agence Algérie Presse Service a annoncé que *« désormais les délinquants, vagabonds, spéculateurs et trafiquants de tous genres »* appréhendés au cours de ces opérations de contrôle, seraient immédiatement présentés à des *« tribunaux spécialement réunis »*. Ces cours, siégeant en audiences de flagrants délits, pourront envoyer les condamnés dans des chantiers de travail qui vont être ouverts. Ils y seront employés à la construction d'ouvrages d'intérêt public. Ces décisions et cette procédure, précisait l'agence, ont été mises au point au cours d'une réunion qui s'est tenue, mardi, sous la présidence du premier ministre, M. Abdelghani, et à laquelle participaient, outre les responsables des services de sécurité, les secrétaires généraux des ministères de la justice et de l'intérieur et les walis (préfets) des départements de Laghouat, Saïda et Tlemcen. Des observateurs en ont déduit que les camps de travail seraient sans doute installés dans ces régions. La dépêche de l'A.P.S. a été cependant annulée une heure plus tard, sans explication et, dans la soirée, la radio n'a parlé de la création de camps de travail qu'au conditionnel. Il semble bien pourtant que l'idée a été retenue.

Depuis plusieurs jours, la presse préparait l'opinion à l'application de mesures radicales. A l'origine de l'action ainsi entreprise se trouvent une initiative et des directives du président Chadli Bendjedid lui-même. Le 28 août dernier, le chef de l'Etat avait consacré une séance de travail de quatre heures à l'examen de la situation dans les grandes villes et *« à la lutte contre les fléaux sociaux préjudiciables au pays et aux citoyens »*. Il avait été décidé de faire porter en premier l'effort sur Alger, *« façade du pays »* avant de l'étendre aux autres villes. Le premier ministre et le coordonateur du parti, M. Yahiaoui, avaient été chargés d'étudier, de proposer puis de mettre en œuvre des mesures pour remédier à une situation que chacun juge ici déplorable.

Commentant ces décisions, *El Moudjahid* écrivait le 29 août : *« Les chantres qui ont jadis chanté la splendeur et la blancheur d'Alger seraient en peine de recouvrer leur voix devant l'état de délabrement et de déchéance physique et morale de la cité dont les quartiers, les rues, les plages et les espaces verts se sont transformés — et c'est le moins qu'on puisse dire — en dépotoirs pour les immondices. »* Et le journal concluait : *« L'hygiène dans notre capitale exige une application rigoureuse et continue de la réglementation comme elle exige — si cela s'avère nécessaire — que des mesures coercitives radicales soient prises. »*

Le quotidien officiel devait aller plus loin encore le lendemain en affirmant : *« Que dix-sept ans après notre indépendance l'on ne soit pas en mesure d'assurer correctement le ramassage des ordures, d'alimenter en eau tous les foyers, d'assurer la sécurité de nos femmes dans les rues ou dans les bus, de protéger le pouvoir d'achat du travailleur, voilà qui est tout simplement impardonnable. Car ce serait à notre sens un tort que de prendre pour seul paramètre du développement les millions de tonnes de béton coulé, le nombre impressionnant d'engins sur les chantiers — surtout quand beaucoup sont immobilisés par le manque de... boulons — et de clamer avec une pointe d'orgueil que nous connaissons une formidable pénurie de matériaux de construction quand le ciment est disponible au marché noir à 150 dinars le quintal (1) »*. Voilà un ton inimaginable il y a moins d'un an, qui démontre la volonté des autorités de regarder désormais certaines réalités en face.

De fait le tableau que l'on peut dresser de la vie dans les grandes cités algériennes est, à quelques rares exceptions près, des plus sombres. La plupart des problèmes affrontés quotidiennement par les citadins proviennent de l'accroissement constant de la population. Une croissance démographique qui se situe parmi les plus rapides du monde et un exode rural que la révolution agraire n'a pas réussi à enrayer ont conjugué leurs effets pour gonfler démesurément la population des villes. Celles-ci, largement désertées par leurs habitants européens lors de l'indépendance, ont été occupées par des ruraux impécunieux, souvent mal à l'aise dans un univers urbain élaboré en fonction de schémas culturels qui leur sont, à tous égards, étrangers. Alger comptait environ 600 000 habitants à l'indépendance en 1962, 900 000 en 1966, 1,8 million en 1977, et la capitale a vraisemblablement dépassé aujourd'hui le cap des 2 millions. L'évolution a été similaire pour les autres grandes villes du pays et particulièrement Oran, Constantine et Annaba. 41 % des Algériens vivent désormais en ville contre 31 % en 1966. En 1990, un Algérien sur deux sera citadin.

En règle générale, la construction de logements nouveaux n'a couvert qu'une partie infime des besoins qui ne cessaient de croître. Quelques cités ont vu le jour à la périphérie de la capitale. Mais les anciens quartiers sont restés identiques à ce qu'ils étaient en 1962. Voilà qui explique l'extraordinaire densité de la foule dans les rues d'Alger, une foule presque oppressante, comparable à celle qui peuple les grandes cités asiatiques. Un observateur pouvait écrire en 1977 : *« Dans des logements conçus pour des familles de quatre ou cinq personnes s'entassent sept ou huit enfants, leurs parents, sans compter les inévitables cousins. Les médinas absorbent les néo-citadins comme une éponge l'eau. On a peine à imaginer combien de personnes peuvent s'entasser derrière les façades aveugles de vieilles villes. La Casbah d'Alger croule sous le poids de ses habitants : 37 400 en 1921, 2 000 à l'hectare, 61 000 en 1954, 4 000 à l'hectare, plus de 120 000 en 1975, 8 000 à l'hectare. Le taux d'occupation par logement ne cesse de s'élever... Trois personnes se partagent en moyenne une même pièce, huit dans certains quartiers... »* (2).

Seule la situation financière de la ville peut constituer un sujet de satisfaction pour les dirigeants. Un étudiant en droit constatait en 1977, dans un mémoire, qu'elle était parfaitement saine. *« L'insuffisance flagrante de réalisations*, écrivait-il, *— les crédits reportés en 1975 étaient de plus de 48 milliards, auxquels il fallait ajouter 12 milliards de prélèvements, soit un projet d'équipement à réaliser de plus de 60 milliards, explique la quasi-absence d'endettement de la capitale, et le peu de sollicitude de la part de l'Etat à son égard. »* Et il concluait : *« La ville risque d'aller vers sa propre asphyxie. »*

Les alarmes des autorités devant une telle situation sont d'autant plus compréhensibles que la dégradation des mœurs va de pair avec celle de l'environnement. L'inactivité forcée de nombreux habitants conduit, dans de nombreux cas, droit à la délinquance, qu'il s'agisse d'adultes chômeurs ou des innombrables jeunes de douze à seize ans rejetés par le système scolaire. Ce sont eux le plus souvent, qui pratiquent mille *« petits métiers »* en attendant l'âge du service national. Ils *savent bien, en effet, qu'ils n'ont* aucune chance de trouver une place dans les trop rares centres de formation professionnelle. Les lacunes du système de distribution, le goût des Algériens pour les produits de consommation occidentaux importés clandestinement, leur offrent un vaste champ d'activité. La prostitution, par ailleurs, bien que discrète, gagne du terrain, ainsi que l'alcoolisme.

Le délabrement de l'infrastructure

Les immeubles, *« bien vacants »* soumises à une terrible épreuve. Les immeubles *« bien vacants »* abandonnés par les Français et gérés pour la plupart par la willaya, se dégradent de plus en plus, et *El Moudjahid* commente périodiquement les manifestations diverses de ce délabrement : chutes de balcons, pannes d'ascenseurs, etc. L'eau fait l'objet d'une distribution parcimonieuse quelques heures par jour, lorsqu'elle ne manque pas totalement, ce qui est le cas dans certains quartiers depuis plusieurs années. Le réseau de canalisation, non entretenu, fuit de toutes parts.

Jonchés de papiers de toutes sortes et de détritus, les trottoirs, entrées d'immeubles et de caves deviennent le soir le terrain d'élection d'innombrables rats. La canicule, qui s'est abattue au mois d'août sur la ville, a fait craindre le pire et un risque d'épidémies graves n'est plus désormais à exclure, dans une cité où existent à l'état endémique les cas — il est vrai, peu nombreux, — de thyphoïde, de méningite et même parfois de choléra.

« Soulagement dans tout le pays après l'annonce des mesures prises pour redresser la situation », a annoncé mardi *El Moudjahid* en page une sur quatre colonnes. Il est indéniable que des Algériens ont réagi favorablement à la présence et à l'action des forces de l'ordre. Il n'en reste pas moins que le spectacle de groupes de citoyens attendant l'autobus sous la surveillance de chiens policiers n'est guère satisfaisant. Les camps de travail forcé, s'ils voient effectivement le jour, rappellent de bien tristes souvenirs, et notamment ceux organisés en Tunisie pour les jeunes « oisifs » de moins de trente ans, après la sanglante répression du 26 janvier 1978.

Certains se demandent si des mesures de ce type ne terniraient pas la réputation de l'Algérie. S'attaquant aux conséquences et non pas aux racines du mal, la coercition risque de surcroît d'être d'une efficacité limitée, si elle n'est pas relayée rapidement par d'autres actions en profondeur. Si certaines des difficultés que connaissent les cités algériennes, manque d'eau, de logements par exemple, ne peuvent être résolues qu'au prix de longs efforts d'investissements trop longtemps retardés, d'autres, nettoyage des rues, transport en commun, distribution des marchandises, pourraient recevoir des solutions relativement rapides si les dirigeants concernés mettaient en œuvre la politique appropriée. *El Moudjahid* a dénoncé vivement, dans son éditorial de mardi, *« les responsables qui manipulent les deniers de l'Etat à des fins personnelles, qui délaissent la planification au profit d'un gain individuel, qui bloquent les tâches d'édification nationale par des procédés bureaucratiques, qui font du secteur d'Etat une mamelle commune »*. Ce réquisitoire pourrait bien annoncer une autre remise en ordre qui se situerait, celle-là, au niveau des cadres.

DANIEL JUNQUA.

(1) 1 dinar = 1,20 franc.
(2) François Aballea in *Habitat et Vie sociale*, nº 17, avril 1977, 14, rue Saint-Benoît, 75006 Paris.

Tchad

M. Goukouni Oueddeï demande une suspension de l'évacuation des troupes françaises

Le président Goukouni Oueddeï a demandé à la France de suspendre le retrait de ses troupes stationnées au Tchad, a-t-on annoncé, mardi 4 septembre, de source officieuse tchadienne. M. Oueddeï, qui préside le « *comité intérimaire* » mis en place lundi (*le Monde* du 5 septembre), aurait demandé au gouvernement français de se conformer strictement aux accords de Lagos du 21 août, lesquels prévoyaient un retrait militaire français après la formation du *« gouvernement transitoire d'union nationale »*.

Paris semble, en effet, avoir anticipé sur le calendrier souhaité à Lagos, en amorçant, dimanche, le retrait de mille hommes sur les deux mille cinq cents qui forment la force d'intervention française au Tchad. Non seulement le comité intérimaire mis en place lundi ne constitue pas le *« gouvernement transitoire d'union nationale »* prévu dans une phase ultérieure du règlement, mais le lieutenant-colonel Kamougue, vice-président en titre, a confirmé lundi qu'il n'avait encore envoyé *aucun* représentant à N'Djamena pour siéger au sein de ce « comité de gestion provisoire ». *« Nous autres gens du Sud*, a-t-il déclaré à l'envoyés spécial de l'A.F.P. à Bongor (sud du Tchad), *ne retournerons à N'Djamena que lorsque la démilitarisation sera effective, et le retrait des armes aux civils réalisé. »*

Au lendemain des accords de Lagos, tout en exprimant son *« intérêt »*, le gouvernement français avait rappelé qu'il avait annoncé, dès le 20 mars, son intention de retirer ses troupes du Tchad et qu'il la mettrait à exécution *« dès que les nouvelles autorités tchadiennes en auraient exprimé le désir »*. La démarche de M. Goukouni Oueddeï, comme les propos de M. Kamougue, — *« nous aurions souhaité que la force française reste encore un peu »*, a également déclaré ce dernier lundi — indiquent que ces conditions ne sont pas remplies. Mais l'initiative française semble avoir été précipitée par le fait qu'à Lagos les onze factions politico-militaires tchadiennes présentes avaient jugé que *« la présence des troupes françaises au Tchad constitue un obstacle à la recherche d'une réconciliation pacifique et significative et à une solution du problème tchadien »*. Cette formulation semble avoir suscité une certaine irritation à Paris.

Paris n'a pas précisé le délai pendant lequel seront maintenues au Tchad ses unités de transport aérien qui assurent une bonne part de la logistique de N'Djamena. — J.-C. P.

Tunisie

Le dixième congrès du parti unique se place sous le signe de l'ouverture et de la libéralisation

De notre correspondant

Tunis. — *« Admettre la nécessité de s'ouvrir sur les personnes et les idées »* : tel est, pour le premier ministre et secrétaire général du parti socialiste destourien, M. Hedi Nouira, le principal objectif du dixième congrès du parti unique tunisien, que le président Bourguiba ouvre, ce mercredi 5 septembre, à Tunis.

Pendant quatre jours, les 858 délégués élus ces dernières semaines par les quelque 750 000 adhérents du P.S.D. auront en effet à se prononcer sur une libéralisation de la vie politique et *une démocratisation* des institutions engagée depuis le début de l'année.

Certes, il n'est pas question — du moins dans l'immédiat — d'envisager l'instauration d'un multipartisme que demandent les trois principaux courants d'opposition : démocrates-socialistes, membres du mouvement de l'Unité populaire et communistes. Le parti se voulant *« mouvement populaire »*, rassembleur des différentes catégories sociales, demeurera *« seul et unique »*, mais ses dirigeants se déclarent convaincus de la nécessité de l'adapter à l'évolution de la société tunisienne en l'ouvrant *« aux compétences et à la jeunesse »*.

Un affrontement feutré

Cette volonté d'ouverture s'est déjà manifestée tout au long de ces derniers mois. Il y eut d'abord les réunions des « comités de réflexion » où tous les Tunisiens militants destouriens ou non purent s'exprimer sans réserve ni contrainte sur l'action du parti et du gouvernement, puis l'accession des jeunes à des postes de responsabilité dans les différentes structures du parti, à l'occasion d'élections quelquefois serrées et mouvementées, enfin l'adoption, il y a un epu plus d'un mois (*le Monde* du 2 août), d'une loi donnant aux Tunisiens la possibilité de choisir entre deux candidats par siège lors des futures consultations électorales.

Cette formule sera appliquée, pour la première fois en novembre prochain, pour les élections législatives auxquelles le parti a l'intention de présenter un certain nombre de candidats non destouriens. *« Il y aura un choix qui tiendra plus compte de la compétence et du rayonnement que de l'allégeance, et chacun devra admettre la règle du jeu démocratique »*, nous a déclaré un collaborateur de M. Nouira. *Il semble bien que cette « règle du jeu »* se soit déjà appliquée au moment des élections des délégués au congrès, car elles ont réservé quelques surprises avec l'élimination de personnalités en vue : plusieurs députés, des membres du comité central et même l'un des directeurs adjoints du parti.

Même si à ce stade elle paraît modeste, l'*« ouverture »* — nouveau leitmotiv de la classe dirigeante — devrait permettre de faire sortir le parti d'un autoritarisme dans lequel il s'est longtemps complu, d'éviter à l'avenir une monopolisation des responsabilités qui s'est instaurée depuis l'indépendance au niveau régional et central, favorisant ainsi l'esprit de chapelle, et de mettre un terme aux « purges » qui se sont succédé, pour des raisons parfois minces, depuis une dizaine d'années, ainsi qu'à certaines méthodes pas toujours très avouables et de moins en moins tolérées par l'opinion. Autant de critiques qui n'incitaient pas jusqu'ici aux adhésions et qui sont maintenant formulées à visage découvert par nombre de destouriens.

Bien que suscitant des réserves parmi les partisans d'un *« parti dur et pur »* qui craignent son affaiblissement, cette libéralisation, dont M. Nouira, avec l'accord du président Bourguiba, se fait le champion, sera confirmée par le congrès, et il est prévisible qu'aucune voix ne s'élèvera pour la combattre. Si affrontement il doit y avoir, il demeurera feutré dans les coulisses, en prévision uniquement de l'élection des quatre-vingts membres (plus dix suppléants) du nouveau comité central, qui interviendra le dernier jour des assises.

Quel camp, des avocats de la libéralisation ou des adeptes du maintien du *statu quo*, sera majoritaire au sein de cette instance supérieure ? L'enjeu est de taille, surtout si l'on se place dans la perspective désormais toujours présente dans la vie politique tunisienne de l'« après Bourguiba ».

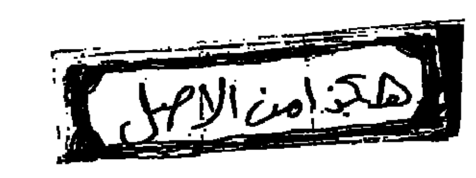
Préoccupé avant tout par les problèmes de développement et le bon fonctionnement de l'administration, M. Nouira a longtemps donné la priorité à sa tâche de premier ministre. Il semble aujourd'hui décidé à consacrer davantage son temps à ses fonctions de secrétaire général du P.S.D. Déjà, ces derniers mois, il a multiplié les contacts privés et publics aux quatre coins du pays, et cette prise en main directe d'un parti sortant de sa sclérose est d'autant plus importante pour lui alors que le Combattant suprême paraît s'apprêter à le reconfirmer comme son successeur, ainsi que l'annoncent déjà les affiches du congrès qui recouvrent les murs de la capitale. Elles le montrent brandissant haut le bras de son premier ministre, à la manière d'un arbitre désignant le vainqueur d'un match.

Placées sous le double signe de la *« fidélité »* (à Bourguiba) et du *« progrès »* économique, les assises du P.S.D. auront réussi à dresser le bilan de l'action menée depuis le précédent congrès et à tracer les lignes générales de la politique à suivre pour les cinq prochaines années. Sur le plan économique *et social, il s'agira de continuer* et de parachever dans le même cadre libéral l'application du *« contrat de progrès »* adopté en 1974 en vue de l'instauration d'une *« société intermédiaire »* fondée sur un triple équilibre entre les régions, entre les hommes et entre les générations.

Les retombées de la crise syndicale de 1967, qui ont perturbé pendant un temps la politique contractuelle du gouvernement et dont les effets sont encore ressentis, seront l'occasion *de revenir*, une fois de plus, et bien que la justice se soit déjà prononcée, sur les émeutes du 26 janvier 1978, pour en dénoncer les responsabilités, non seulement internes (1), mais extérieures. Cela promet quelques règlements de compte entre congressistes. Certains d'entre eux, limogés ou démissionnaires du gouvernement (2) parce qu'ils refusaient de s'associer à la politique de fermeté alors suivie, ont été depuis *accusés à maintes reprises de* complicité dans la préparation du « jeudi noir ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Le secrétaire général de la centrale syndicale, M. Habib Achour, condamné à dix ans de travaux forcés, a bénéficié le 3 août d'une grâce présidentielle et se trouve en résidence surveillée à son domicile de Tunis, mais quatorze de ses adjoints continuent de purger des peines de cinq ans à dix ans de travaux forcés.
(2) Il s'agit de M. Tahar Belkhodja, ancien ministre de l'intérieur relevé de ses fonctions le 23 décembre 1977, et de MM. Mongi Kooli, ancien ministre de la santé, et Moncef Belhajamor, ministre chargé des relations avec le Parlement, démissionnaires deux jours plus tard, et qui ont été tous les trois réélus par leurs cellules en tant que congressistes.



AMÉRIQUES

Chili

L'ASSOCIATION FRANCE-AMÉRIQUE LATINE PROTESTE CONTRE LA VISITE PROCHAINE DE M. CUBILLOS A PARIS

Les protestations se multiplient à l'approche de la « visite de travail » en France de M. Hernan Cubillos, ministre chilien des affaires étrangères, qui doit être reçu le 12 septembre, à Paris, par M. Jean François-Poncet. L'Association France-Amérique latine « dénonce », dans un comuniqué publié mardi 4 septembre, cette visite qui est destinée, selon elle, à *« améliorer l'image internationale du régime chilien »* et à *« approfondir les liens, déjà trop nombreux, entre les gouvernements français et chilien et faire aboutir des projets importants de ventes d'armes »*.

L'Association rappelle que *« quinze cadavres de personnes portées disparues depuis 1973 ont été découverts dans la mine abandonnée de Lonquen »* et que les coupables, des carabiniers, viennent d'être amnistiés. D'autre part, France-Amérique latine évoque le cas du professeur Alvarez, mort le 21 août, après avoir été torturé par les services de sécurité.

M. Cubillos est depuis mardi à Madrid, après une « visite privée » à Londres, au cours de laquelle il a cependant rencontré lord Carrington, secrétaire au Foreign Office. Le ministre chilien n'est pas parvenu à convaincre les Britanniques de rétablir les relations diplomatiques avec son pays. Celles-ci avaient été rompues en 1975 en raison des sévices infligés par la police chilienne à Mme Sheila Cassidy, une ressortissante britannique, qui a été relâchée par la suite et autorisée à rentrer en Grande-Bretagne.

Des parents de personnes disparues au Chili poursuivent, d'autre part, depuis lundi, une grève de la faim à l'église Saint-Merri, dans le quatrième arrondissement, à Paris, pour obtenir des informations sur le sort de ces personnes, et par solidarité avec des mouvements identiques dans plusieurs églises de Santiago.

★ 11, rue du Caire, 75002 Paris.

Argentine

La « solution finale » du problème des disparus

Un appel de Julio Cortazar et de Carlos Fuentes

Une journée de jeûne est organisée jeudi 6 septembre à l'église Saint-Séverin, à Paris, par le Comité de solidarité avec les familles de disparus et emprisonnés en Argentine. Le but de cette manifestation est de soutenir l'action des parents de disparus en Argentine, ainsi qu'en Uruguay, et de dénoncer les projets de loi visant à considérer comme décédés les disparus argentins qui n'auraient pas répondu dans un délai de quatre-vingt-dix jours à une convocation par voie de presse devant un juge.

A propos de cette loi, l'écrivain argentin Julio Cortazar et l'écrivain mexicain Carlos Fuentes nous ont fait parvenir l'appel suivant :

« Les projets de loi annoncés par la dictature militaire le 22 août dernier légalisent ou entraînent la mort de milliers d'opposants politiques « disparus », c'est-à-dire enlevés, torturés et détenus dans les camps de concentration du régime. Ils sont quinze mille selon Amnesty International, vingt-cinq mille selon les organismes qui défendent les droits de l'homme en Argentine, trente mille à trente-cinq mille selon d'autres estimations.

» Ils ont été enlevés par des commandos militaires au plus profond de la nuit. En plein jour, les militaires prétendent ne rien savoir d'eux. Cette formidable opération d'hypocrisie de la dictature argentine arrive à sa conclusion en déclarant « présumés décédés » *ceux qui, à la suite d'un avis diffusé par la presse, ne se manifesteraient pas dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Il n'est pas pensable que la dictature militaire ouvre ses camps de concentration pour que les détenus se présentent devant le juge qui les a fait convoquer. La liquidation des* « disparus » *a déjà commencé.*

» Cette « solution », accélérée par l'arrivée de la commission des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains qui se rend à Buenos-Aires le 6 septembre, a bien un antécédent : la « solution finale » du problème juif perpétrée par les nazis. On trouve à Auschwitz un curieux livre de comptes qui date de cette époque. A côté des nom, âge, nationalité du déporté, figure l'heure du « décès » et la cause de celui-ci : grippe, influenza, influenza, grippe, des pages et des pages d'influenza et de grippes mortelles. La dictature militaire argentine a préféré que les tribunaux légalisent le terrorisme d'Etat et le massacre des opposants politiques.

» L'opinion publique mondiale, les organismes internationaux, les gouvernements démocratiques, ne doivent pas permettre que ce crime, ces milliers de crimes soient passés sous silence. Cela aussi équivaudrait à les légaliser. Nous demandons à la prochaine Assemblée générale des Nations unies de condamner et de sanctionner la dictature du général Videla. Le peuple argentin ne mérite pas pareille solitude. »

★ COSOPAM, 76, rue de la Verrerie, 75004 Paris.

● *Le FIDA (Fonds international pour le développement agricole)*, agence spécialisée des Nations unies, vient d'accorder un prêt de 7,5 millions de dollars au Paraguay pour financer des projets agricoles dans l'est du pays.

ASIE

CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'ambassade de Corée du Sud

A la suite de la publication d'un article sur le cas d'un membre du KOTRA (organisme sud-coréen chargé du commerce extérieur) qui avait demandé l'asile politique en France avant de changer d'avis et de rentrer dans son pays (le Monde *daté 26-27 août), nous avons reçu de M. Chang Duk Sang, attaché de presse de l'ambassade de Corée du Sud, une lettre dont voici quelques extraits :*

Démentant que cet officiel, M. Hahn, ait été contraint de rentrer en Corée du Sud, M. Chang affirme que « tout au contraire, des pressions ont été exercées sur M. Hahn, pendant qu'il se terrait, par plusieurs sympathisants du régime de Pyongyang, notamment par l'un de ses anciens condisciples à l'université de Séoul, M. Yi Yu Jin, qui le conduisit à la délégation commerciale de Pyongyang à Paris (...) où l'on tenta de le persuader du danger qu'il courait s'il rentrait à Séoul, lui qui venait d'adresser une demande d'asile politique au gouvernement français, et on l'incita à se rendre à Pyongyang.

» Quelque temps après, M. Hahn, qui n'est pas communiste, se rendant compte qu'il était tombé dans un piège tendu par les Nord-Coréens, décida de rentrer à Séoul. C'est pourquoi il se présenta au KOTRA et demanda la protection de sa sécurité personnelle, menacée par les Nord-Coréens. (...)

» Cette affaire peut paraître mystérieuse si l'on ne tient pas compte du bouleversement dans la vie d'un officiel coréen causé par la fin tragique de son épouse — suicidée — fin qui, étant donné les structures de la société coréenne, serait peut-être mal comprise par la famille de la jeune femme. D'où le brusque désir de ne pas rentrer immédiatement à Séoul, de rester quelque temps encore en France, où un simple permis de séjour aurait pu, dans ce cas, n'être pas accordé. (...) »

[La « mise au point » de l'ambassade sud-coréenne ne contribue pas à dénouer l'écheveau de cette rocambolesque affaire. Elle n'explique pas pourquoi M. Hahn a demandé l'asile politique et a fait part à ses amis de sa peur d'être assassiné et pourquoi, soudainement, il s'est ravisé et est rentré à Séoul. Les choses seraient sans doute plus claires si le régime du général Park ne voyait pas systématiquement dans tout opposant, un « agent nord-coréen », et si M. Hahn avait été autorisé par ses « protecteurs » à rencontrer des journalistes français au lieu d'apparaître seulement lors d'une « conférence de presse » réservée à ses seuls compatriotes dans les locaux de l'ambassade. — P. de B.]

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

DEUX ANS APRÈS L'AFFAIRE SCHLEYER

Les autorités ont obtenu d'importants résultats dans la lutte contre le terrorisme

Le lundi 5 septembre 1977, en fin d'après-midi, un groupe de la Fraction Armée rouge enlevait dans un faubourg de Cologne le président du patronat ouest-allemand, Hanns-Martin Schleyer, après avoir tué les quatre membres de son escorte.

C'était le début d'une longue « affaire » qui a, durant un mois et demi, occupé tous les esprits outre-Rhin et retenu l'attention du monde entier.

Cette affaire a trouvé un triple épilogue le 18 octobre, lorsqu'un commando, venu de la République fédérale, a pris d'assaut le Boeing de la Lufthansa qu'un second groupe terroriste avait détourné le 13 octobre pour faire plier le gouvernement de Bonn devant les exigences des ravisseurs — qui réclamaient notamment la libération de la plupart des « chefs historiques » de la Fraction Armée rouge détenus en R.F.A., — puis avec le triple suicide, dans leur prison de Stammheim, d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, et, enfin, avec la découverte du corps de Hanns-Martin Schleyer dans le coffre d'une voiture à Mulhouse, le 19 octobre.

Deux ans après le début de l' « affaire Schleyer », Bernard Brigouleix dresse le bilan de la lutte, parfois spectaculaire, mais le plus souvent discrète, que les autorités ouest-allemandes ont menée non sans succès contre le mouvement terroriste depuis cette date.

Lorsque, voici exactement deux ans, Hanns Martin Schleyer fut enlevé à Cologne, en plein après-midi, et ses quatre accompagnateurs — dont trois policiers — assassinés, la R.F.A. semblait depuis plusieurs années malade de ses terroristes. *Situation qui contrastait singulièrement* avec les succès de son économie et la stabilité de son régime politique, *et qui suscitait chez ses amis une consternation mêlée* parfois de la crainte d'une possible contagion. Chez ses adversaires au *contraire, l'Allemagne de l'Ouest* fut prompte à déceler une certaine joie mauvaise devant ses malheurs, une « Schadenfreude », comme disent les Allemands. Faisant suite à une longue liste d'attentats, chantages et autres coups de main, l'affaire de Cologne parut confirmer aux yeux de *l'opinion mondiale*, et d'abord en République fédérale elle-même, que la R.F.A. s'enfonçait dans une ère de terrorisme particulièrement *sombre.*

Paradoxalement, le *calme observé* depuis l'épilogue de cette *opération*, le 18 octobre 1977 à Mogadiscio, autorise à se demander si celle-ci n'a pas, au *contraire*, *marqué* le terme, sinon de toute forme de terrorisme en Allemagne fédérale, du moins d'une phase essentielle de la lutte armée contre le régime de Bonn. Au point que, tout récemment, le quotidien espagnol *ABC* citait, dans son édition dominicale, « *l'exemple allemand* » de victoire sur le terrorisme.

Sans doute convient-il de se montrer prudent : l'histoire du mouvement terroriste d'extrême gauche outre-Rhin, né à Berlin voici douze ans, a déjà fourni d'autres exemples de relative accalmie, et il serait sans doute prématuré de parler de son extinction. Mais le fait est que depuis deux ans, aucun attentat de quelque importance n'est venu troubler la vie publique ouest-allemande.

Il est vrai que le succès remporté par les autorités lors de la prise *d'assaut du Boeing de la Lufthansa* à Mogadiscio et, peut-être plus encore, la mort dans leur prison de *Stammheim* de trois des *principaux* fondateurs de la Fraction armée rouge, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe (même si la thèse du suicide a été vivement contestée par certaines personnalités et organisations d'extrême gauche, en R.F.A. et ailleurs) avaient de toute façon porté un coup sévère au mouvement.

Depuis deux ans, activement mais sans tapage, Bonn s'est attaqué au démantèlement du terrorisme. Ce combat a été mené sur trois fronts : la *prévention* des attentats, la répression de leurs auteurs et un certain effort de réinsertion des anciens terroristes « amendés » dans *une vie plus normale.*

La prévention de nouveaux attentats était d'autant plus urgente et impérative pour les autorités ouest-allemandes *que la Fraction armée* rouge, après l'échec du détournement de Mogadiscio, avait annoncé qu'elle ferait exploser en vol trois appareils de la Lufthansa à partir du 15 novembre 1977, à la fois pour « punir » la compagnie aérienne ouest-allemande de sa coopération avec le gouvernement, pour frapper la R.F.A. dans un domaine qui lui tient particulièrement à cœur — l'économie — et pour entretenir le *malaise.*

L'affaire de la Lufthansa

En liaison avec les autorités de *police des nombreux pays* où la compagnie fait escale, d'importantes mesures de sécurité ont été prises.

Il n'était, pour s'en convaincre, que d'emprunter, à Orly, un vol de la Lufthansa quelques jours après le 15 novembre : l'appareil était entouré de gardes mobiles mitraillette au poing, puissamment éclairé par des projecteurs, les bagages à main et de soute minutieusement fouillés — de même, naturellement, que les passagers — et ceux-ci devaient dentifier leurs valises avant de monter à bord.

Mais ce cérémonial impressionnant ne constituait que la partie la plus visible du dispositif de sécurité. Les instructions *spéciales données* aux contrôleurs de la navigation aérienne, par exemple, remplissaient plusieurs gros volumes. Les « aiguilleurs du ciel » devaient notamment faire effectuer une montée très rapide aux avions de la Lufthansa, et un grand virage très serré dès que l'altitude, la vitesse et la météo le leur permettaient. Une voiture de gendarmerie accompagnait l'avion durant tous ses déplacements au sol. Il était, en outre, interdit de prononcer, à la radio, pour les communications entre l'avion et la tour de contrôle (ou le centre de contrôle régional) le nom de la compagnie ouest-allemande : différents noms de code avaient été adoptés. L'ensemble de ces mesures n'était pas sans rappeler celles qui avaient été adoptées pour El Al après l'été 1968.

La compagnie ouest-allemande a connu au début une sensible diminution de sa *clientèle. Mais celle-ci semble s'être rapidement convaincue* que la menace des terroristes avait réussi à « *faire, paradoxalement, de la Lufthansa l'une des compagnies les plus sûres du monde* », comme l'assurait alors un membre de son état-major.

D'une manière *générale*, la *protection* rapprochée des personnalités a été considérablement renforcée. Elle est désormais confiée non à de simples policiers, mais à des spécialistes de la lutte anti-terroriste, armés et entraînés en conséquence.

En outre, les autorités se sont efforcées de rendre impossibles les contacts entre *extrémistes* détenus. Durant les années qui ont *précédé* l'affaire Schleyer, à la faveur d'un régime pénitentiaire qui était devenu l'un des *plus* libéraux du monde, ces contacts s'étaient multipliés et avaient pu faciliter la mise au point de nouvelles *opérations*, a-t-on *estimé* à Bonn.

D'autant plus que certains avocats, toujours selon les autorités ouest-allemandes, avaient outrepassé leurs prérogatives *en servant d'intermédiaires* entre ces prisonniers et leurs amis de l'extérieur. Les facilités accordées aux *terroristes prisonniers ont été*, dans la plupart des cas, supprimées, et leurs défenseurs ont été soumis à des « *fouilles corporelles rapprochées* », *comme* on dit pudiquement, qui ont soulevé de leur part de très vives protestations.

Les extrémistes détenus, traditionnellement regroupés dans deux « prisons-modèles », Moabit à Berlin-Ouest et, surtout, Stammheim, à Stuttgart, ont été répartis dans l'ensemble des établissements pénitentiaires de la République fédérale à partir de novembre 1977, fût-ce au prix de coûteux aménagements de ces établissements. Celui de Stammheim, dont la réputation de forteresse *inviolable* s'était *révélée* particulièrement usurpée, lorsque l'enquête sur le triple suicide du 18 octobre révéla que des armes à feu y avaient *été fournies à Andreas Baader* et ses amis, et que de nombreuses caches y furent découvertes, a été passé au peigne fin et la surveillance y a été renforcée.

Une très vaste opération de police

Ces mesures n'ont pas dispensé le gouvernement de Bonn et ceux des différents Länder de lancer, pour retrouver les auteurs des précédents attentats, et tout particulièrement celui de Cologne, la plus vaste opération policière jamais organisée en République fédérale. Durant les *semaines qui ont suivi l'enlèvement* de Hanns-Martin Schleyer, près de cinq cent mille personnes ont été contrôlées dans l'ensemble du pays. Des centaines de suspects ont été interpellés. Au point que le « milieu » ouest-allemand s'est ému de cet inhabituel déploiement de forces, et s'est mis, assurent certains, à rechercher lui-même les terroristes...

Dès octobre 1977, le gouvernement avait lancé un appel solennel à la population pour qu'elle aide la police dans sa recherche des auteurs des précédents assassinats de personnalités. M. Walter Scheel, alors président de la République fédérale, devait y insister à nouveau quelques semaines plus tard. La célèbre affichette des quelque vingt « *terroristes recherchés d'urgence* » (« *dringend gesuchte terroristen* ») couvrit en *quelques jours les murs de tout le* pays.

Cette *mobilisation générale* n'allait pas *tarder à créer*, dans les milieux de la gauche libérale ouest-allemande, un certain malaise. Y compris chez des *personnalités* qui, comme Heinrich Böll ou Günter Grass, avaient clairement condamné le *terrorisme*, n'en déplaise aux amalgames démagogiques et aux simplifications abusives de certains journaux de droite. En outre, elle ne semble pas avoir beaucoup aidé la police — si ce n'est à mesurer les erreurs et les négligences commises durant l'affaire Schleyer, qu'un rapport *sévère* devait mettre en lumière le 2 novembre 1977.

Il est vrai que, malgré le prestige personnel que lui avait valu Mogadiscio, le *chancelier Schmidt* voulait, *au lendemain de la conclusion de* l'affaire, montrer à l'opinion que le gouvernement ne *restait pas inactif.* D'autant plus que l'opposition chrétienne-démocrate ne devait pas tarder à engager le *fer sur* ce terrain. Mais, en *réalité*, le vrai « travail » s'est effectué ailleurs — et d'abord au fameux GSG 9, cette unité spécialement entraînée à la lutte anti-terroriste.

Un groupe de travail, réunissant différents spécialistes, a, d'autre part, été constitué pour analyser le phénomène du *terrorisme* et définir les moyens de le combattre efficacement. Il ne s'agissait pas seulement de policiers, mais aussi de juristes, de psychologues et de sociologues. Enfin, l'office criminel fédéral (B.K.A.), rassemblant quelque deux mille cinq cents agents de tous grades sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, a mené en R.F.A. et dans différents pays voisins une enquête minutieuse, mais fort discrète, cependant que les vastes déploiements policiers occupaient l'avant-scène.

Deux ans après l'affaire Schleyer, d'importants résultats témoignent de l'efficacité des investigations du B.K.A. Sans doute — et on le regrette évidemment à Bonn, — il n'a jamais été possible aux autorités de police d'affirmer avec certitude que tous les auteurs du meurtre du « patron des patrons » ouest-allemands et de ses quatre accompagnateurs avaient été arrêtés. Mais tout de même : l'énumération des succès remportés *par la* police *ouest-allemande depuis deux ans* contre le terrorisme *ressemble* à une litanie.

Citons, parmi les principales, et pour la seule fin de l'année 1977, celle de Rolf Clemens Wagner et de Christophe Michael Wackernagel, le 11 novembre, au cours d'une fusillade à Amsterdam ; *et celle de* Gabriele Kröchner-Tiedemann et Christian Möller, à Delémont, dans le Jura suisse, *également* après *une fusillade, le 20 décembre*. Le 15 septembre 1978, Astrid Proll est interpellée à Londres, où elle vivait sous une fausse *identité* depuis plusieurs *années. Une dizaine de jours plus* tard, Angelika Speitel est arrêtée près de Dortmund ; elle est soupçonnée *d'avoir pris part à l'enlèvement* et au meurtre de Hanns-Martin Schleyer, de même que Rolf Heissler, arrêté le 9 juin à Francfort.

De nombreux « *sympathisants* » des terroristes — *notion* dont le vague juridique alimentera, non sans raison dans certains cas, bien des polémiques — ont également été interpellés depuis deux ans, probablement une *centaine* au total. Quant à Elizabeth Von Dyck, elle est tuée le 5 mai dernier à Nuremberg, après *avoir ouvert le feu sur les policiers* qui l'arrêtaient...

La notion d'« espace judiciaire européen », comme l'a définie M. Giscard d'Estaing, s'est *bel et bien mise en place* durant ces deux ans, *face* à l'espace terroriste européen : Bonn obtiendra, dans tous les cas sauf un, l'extradition des extrémistes arrêtés à l'étranger, y compris celles de Knut Folkerts et Gert Schneider, interpellés précédemment aux Pays-Bas. Dès novembre 1977, Me Klaus Croissant a été remis par la justice française aux autorités ouest-allemandes. L'exception — douloureusement ressentie par la R.F.A. — est celle de la Yougoslavie : Belgrade devait refuser de remettre à la justice de Bonn quatre terroristes particulièrement importants arrêtés en mai 1978 à Zagreb, la R.F.A. n'ayant pas accepté de livrer en échange des réfugiés politiques croates...

Sévérité ou clémence ?

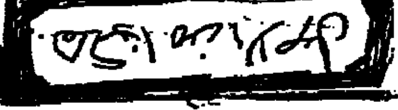
Dans le même temps, un grand nombre de procès ont lieu. Certains verdicts sont *sévères*. Ils sanctionnent, il *est* vrai, des crimes ou des séries de crimes qui, dans aucun pays du monde, ne suscitent *d'ordinaire* l'indulgence du tribunal : des assassinats ou des tentatives d'assassinats commis contre des policiers. C'est le cas, notamment, pour Verena Becker, condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité — la peine maximale en R.F.A. — le 28 décembre 1977. De même pour Günter Sonnenberg, le 26 avril 1978 ; il était accusé d'avoir tué deux policiers et participé au meurtre du *procureur* fédéral général Siegfried Buback. Loin de Bonn, Soraya El Ansaï, unique survivante du commando terroriste de Mogadiscio, est condamnée à vingt ans de prison en Somalie, en avril 1978 également. Christine Kuby est, elle aussi, condamnée à perpétuité le 2 mai 1979 à Hambourg, comme Irmgard Möller, le 31 mai à Stuttgart.

D'autres sont beaucoup plus légers. C'est le cas, en général, *pour* les avocats de la Fraction armée rouge, notamment Mes Klaus Croissant et Kurt Groenwold — qui bénéficieront, si l'on peut dire, de verdicts relativement cléments, du moins au *regard des charges qui leur sont imputées — et pour les comparses.* Mais même certaines « vedettes » du terrorisme obtiendront une relative indulgence, comme Volker Speitel et Hans-Joachim Dellwo, jugés à Stuttgart en *novembre* 1978 (le premier, il est vrai, a *reconnu* que les avocats du groupe Baader-Meinhof avaient fourni des armes en prison au fondateur de la *Fraction* armée rouge). Astrid Proll elle-même est traitée avec modération (*le Monde* du 28 juin). Siegfried Haag et Roland Mayer, compte tenu des chefs d'accusation pesant sur eux, se tirent plutôt bien d'affaire, avec respectivement quatorze et douze ans de prison, le 11 juillet dernier.

C'est que, d'une *manière* générale, le gouvernement ouest-allemand a tenté de jouer la carte de la réinsertion *sociale des* ex-terroristes, du moins de ceux qu'il jugeait récupérables *et qui n'avaient pas trop*, comme on dit, de « sang sur les mains ». Sans doute tout n'est-il pas pur dans un tel comportement, qui, plus d'une fois, a pu prêter le flanc à l'accusation de marchandage. Les déclarations d'un Volker Speitel, par exemple, sont venues à point nommé pour apporter à la thèse du suicide d'Andreas Baader et de ses deux codétenus une confirmation que les rapports des experts internationaux avaient d'ailleurs déjà fournie. Mais, dans l'ensemble, on s'est *efforcé* à Bonn de ne pas pousser ceux des extrémistes qui semblaient désireux de rompre avec leur passé vers le vertige de l'irréparable, du non-retour.

Il est encore trop tôt pour mesurer si une telle attitude a porté ses fruits. Et si, *complétées par la prévention minutieuse de nouveaux attentats* et un combat sans merci contre les *éléments les plus durs de la Fraction* armée rouge, elle a vraiment permis à l'Allemagne fédérale d'en finir avec la menace du *terrorisme* d'extrême gauche. Mais le fait est que, depuis deux ans, les Allemands vivent en paix avec eux-mêmes.

BERNARD BRIGOULEIX.



...LEYER

...utte contre le terrorisme

Union soviétique

A LA FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE

Les éditeurs américains protestent contre la censure

De notre envoyée spéciale

Moscou. — Sous la devise du « *Livre au service de la paix et du progrès* », la seconde Foire internationale du livre de Moscou, s'est ouverte le mardi 4 septembre avec une ampleur beaucoup plus considérable que la première, qui s'était tenue en 1977.

Quelque deux mille maisons d'édition de soixante-quinze pays exposent plus de cent mille exemplaires dans les stands de deux pavillons sur les terrains de l'exposition des réalisations économiques de l'U.R.S.S. La foire n'est ouverte au public qu'à partir de ce mercredi après-midi et jusqu'à dimanche. Les représentants de l'ONU, de l'UNESCO et du Conseil mondial de la paix participent, cette année, à la manifestation.

L'attention a été retenue par les éditeurs anglo-saxons, qui ont vigoureusement protesté contre l'interdiction par les censeurs soviétiques de certains de leurs livres, quarante-quatre, selon M. Alexander Hoffmann, président de l'Association des éditeurs américains qui tint, au au grand dépit des organisateurs soviétiques, une conférence de presse impromptu à l'intérieur du pavillon, près de l'aire des stands des Etats-Unis. Il a insisté notamment sur le fait que les saisies et les restrictions soviétiques pourraient conduire son association à remettre en question une participation ultérieure des Etats-Unis à la Foire de Moscou.

Parmi les titres confisqués, notons pêle-mêle deux livres de la fille de Staline (exilée aux Etats-Unis), deux ouvrages sur la danse concernant des transfuges du théâtre Kirov, *Bravo Barychnikov* et *les Mémoires de Valéry Panov*, un ouvrage sur Boukharine, un autre sur les Tatars de Crimée, le livre sur Hitler de John Toland, une histoire en bandes dessinées de la politique étrangère des Etats-Unis, *Art et Révolution* de John Berger, des livres de Orwell, Soljenitsyne, Sakharov. Cette liste est restée affichée près du stand de Penguin Books.

Le stand collectif de l'Office de promotion de l'édition française regroupe quatre-vingts éditeurs ; quelques-uns, tels que Gallimard, Stock, Flammarion, Hermann, Garnier, Editions sociales, ont un stand particulier. Ils ont purgé leur exposition des livres sur l'U.R.S.S. et des ouvrages publiés sans l'accord de la VAAP, l'organisme soviétique chargé de la vente des livres à l'étranger. C'est ainsi que les éditions du Seuil, par exemple, n'ont apporté aucun livre de Soljenitsyne, de Voïnovitch et de Vladmov, que Edouard Kouznetsov est absent chez Gallimard. Voïnovitch et Vladmov, qui vivent à Moscou, ne verront pas leurs livres exposés.

En revanche, le visiteur curieux sera sans doute amusé de voir chez Albin Michel des auteurs qui n'ont jamais été membres de l'Union, comme Erofeev (*Moscou Petouchki*) et Youri Dombrovski (*la Faculté de l'inutile*). Une place d'honneur est réservée à la maison Hachette, dont une des dernières publications, *les Mémoires de Leonid Brejnev*, trône au milieu du stand, comme d'ailleurs dans de nombreux stands étrangers, socialistes ou non, puisque selon l'agence Tass les œuvres du chef de l'Etat soviétique sont « *au centre de l'attention générale* ».

L'éditeur italien Einaudi, qui avait été absent de la première Foire après la confiscation de certains de ses livres, est venu à Moscou cette fois-ci. Quatre de ses ouvrages auraient également été confisqués jusqu'à présent.

La Foire se tient jusqu'au 10 septembre.

NICOLE ZAND.

Italie

DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI

M. Zaccagnini annonce qu'il renoncera en décembre au secrétariat général de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — Le conseil national de la démocratie chrétienne s'est ouvert, mardi 4 septembre, à Rome, sur une demi-surprise : le secrétaire général, M. Zaccagnini, a annoncé qu'il ne serait plus candidat à cette fonction lors du congrès de son parti qui doit se tenir du 19 au 23 décembre prochain.

Dans son discours introductif, sorte de testament politique qui doit être à présent discuté par les délégués, M. Zaccagnini préconise une nouvelle fois le dialogue et la confrontation avec le P.C.I. tels qu'ils avaient été définis par Aldo Moro. Cette ligne politique a subi de nombreuses attaques de la part des courants les plus conservateurs de la démocratie chrétienne, favorables à une entente privilégiée avec le parti socialiste. Il est trop tôt pour juger des effets de la décision de M. Zaccagnini. Mais, par son geste, le secrétaire général de la D.C. espère favoriser un débat de fond au sein de son parti, aujourd'hui divisé.

Depuis la disparition d'Aldo Moro et la fin de la politique de solidarité nationale qui avait permis d'associer les communistes à la majorité gouvernementale, le parti de la « *majorité relative* » manque d'un projet politique à long terme.

L'amertume non dissimulée de M. Zaccagnini vient sans doute du fait qu'il n'a pas réussi à maintenir sa formation sur la voie tracée par Aldo Moro. Après la longue crise du printemps dernier, les élections du mois de juin et la difficile constitution du gouvernement Cossiga, M. Zaccagnini estime que « *les orientations les plus récentes du P.C.I. offrent un espace au dialogue que nous espérons approfondi et fécond* ».

Le secrétaire général de la démocratie chrétienne répond ainsi favorablement à la relance du compromis historique récemment proposée par M. Berlinguer. Mais les premières réactions des partis politiques ne sont guère favorables au dirigeant démocrate-chrétien. Les socialistes parlent de signes préoccupants et même d'une attitude de rupture à leur égard. Les communistes estiment qu'il ne suffit pas d'envisager un simple retour au passé.

On attend maintenant les réactions au sein même de la démocratie chrétienne. La bataille, en tout cas, est engagée pour la succession à la tête du parti. Trois noms sont cités : ceux de MM. Andreotti, Forlani et Piccoli. D'ici au prochain congrès du mois de décembre, la lutte sera serrée entre les différents courants démocrates-chrétiens.

(Intérim.)

Espagne

Polémiques à propos des mesures françaises à l'égard des réfugiés basques

Le calme était à peu près revenu, mardi 4 septembre, au Pays basque espagnol. Plusieurs manifestations, regroupant assez peu de monde, ont eu lieu cependant à Bilbao, Vitoria et Saint-Sébastien et ont donné lieu à quelques incidents. D'autre part, la question des mesures prises par les autorités françaises à l'égard des militants basques réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques continue à soulever des polémiques.

De notre correspondant

Madrid. — Comment s'y reconnaître ? A en croire une bonne partie de la presse espagnole, le gouvernement français continue de se croiser les bras devant la façon dont l'ETA utilise le département des Pyrénées-Atlantiques comme base d'agression contre la « jeune démocratie ». Pour appuyer leur démonstration, certains journaux recourent même à l'insulte et à l'exploitation d'une xénophobie digne de la période franquiste. Des ministres du gouvernement Suarez font écho à ces plaintes : les mesures prises en janvier par Paris seraient restées sans effet, les « Etarras » (militants de l'ETA) continueraient de se promener librement à Bayonne ou à Hendaye, etc.

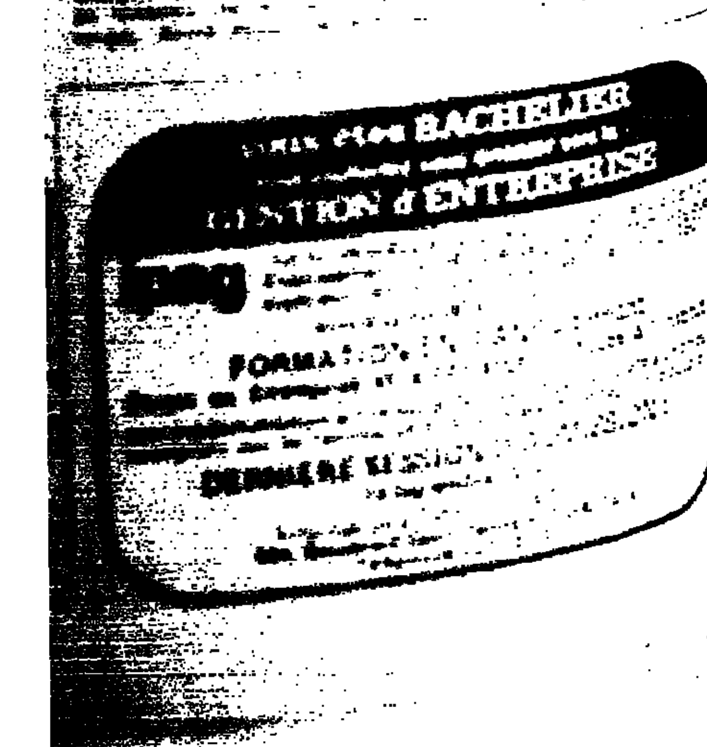
Herri Batasuna, la coalition indépendantiste proche de l'ETA, accuse au contraire le gouvernement Barre d'avoir accentué la « répression » contre les réfugiés, de les obliger à vivre dans la clandestinité et de s'acheminer vers « une solution finale » du problème. Après la manifestation du 1er septembre, au cours de laquelle un jeune homme a été tué à Saint-Sébastien, les séparatistes poursuivent leur campagne sur ce thème. Mardi 4 septembre, soixante-dix élus de la coalition (conseillers municipaux ou membres des juntes provinciales) se sont enfermés dans l'hôtel de ville de Bilbao. Deux parlementaires appartenant à Herri Batasuna, MM. Francisco Letamendia et Miguel Castells, ont renouvelé mardi à Madrid — une ville qu'ils ne fréquentent guère — la conférence tenue il y a quelques jours à Saint-Sébastien (*le Monde* du 1er septembre).

Une avocate de Bayonne, Mme Christiane Fando, présente également, a affirmé que le gouvernement français agissait à l'égard des Basques vivant sur son territoire dans une « *totale illégalité* » puisqu'il avait signé la convention de Genève sur les réfugiés. Elle a précisé qu'une centaine de recours avaient été présentés contre les mesures prises par les autorités françaises mais qu'aucun tribunal ne s'était encore prononcé. MM. Letamendia et Castells ont expliqué qu'Henri Batasuna fondait sa campagne actuelle sur le droit que tout Basque devait avoir de vivre en Euskadi (nord et sud). « *Les Basques d'Euskadi sud se réfugient au nord*, ont-ils dit, *pour fuir l'arrestation et la torture. Il y a peut-être des gens de l'ETA parmi eux. Mais il est abusif d'identifier tous les réfugiés basques avec l'ETA.* »

Les parlementaires ont commenté avec leurs excès de langage habituels l'action de la police espagnole à Saint-Sébastien. M. Castells l'a comparée à celle des « *nazis dans le ghetto de Varsovie* ». Il a même affirmé, à titre d'exemple, que des policiers avaient bafoué le drapeau basque et les fleurs que des manifestants avaient déposés à l'endroit où l'un des leurs a été tué le 1er septembre. Aucune explication officielle n'a encore été donnée sur ce dernier incident. Dans un communiqué, le gouvernement civil du Guipuzcoa a seulement indiqué qu'une enquête avait été ouverte. A ne croire des informations officieuses obtenues par l'agence Europa Press, le policier qui a tiré samedi la balle meurtrière se serait trompé au moment de charger son fusi et croyait se servir de balles de caoutchouc...

Même la section basque du parti gouvernemental, l'U.C.D., a protesté mardi contre l'action des forces de l'ordre.

CHARLES VANHECKE.



DIPLOMATIE

AU SOMMET DE LA HAVANE

Le mouvement des non-alignés doit exprimer les intérêts de l'humanité tout entière

déclare le maréchal Tito

De notre envoyé spécial

La Havane. — Attendu parce que étant celui du porte-parole du courant originel des non-alignés, le discours prononcé le mardi 4 septembre par le maréchal Tito, devant le sixième sommet de La Havane, a paru une pâle réplique aux vigoureux développements de M. Fidel Castro la veille (*le Monde* du 5 septembre). Le chef de l'Etat yougoslave a tenu, comme on pouvait s'y que peu manquer de « nerf » et modérés mais qui semblaient quelque peu manquer de « nerfs » et guère capables de mobiliser les pays qui rejettent le leadership cubain. En exprimant sa crainte *quant au jeu cubain, le chef de* l'Etat yougoslave a déclaré : « *Notre mouvement exprime les intérêts fondamentaux de l'humanité tout entière, et pas uniquement d'une de ses parties... Nous devons nous opposer à tout ce qui nous désunit et à toutes les tentatives d'infiltrer les intérêts étrangers dans nos rangs.* » Il a ajouté : « *Nous n'avons jamais cessé de nous prononcer avec constance contre la politique des blocs et la domination étrangère, contre toutes les formes d'hégémonie politique et économique, pour le droit de chaque pays à la liberté, à l'indépendance. Et au développement autonome. Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission ou la réserve de qui que ce soit parce que cela est incompatible avec l'essence de la politique de non-alignement.* »

Cuba était, bien entendu, visé aussi par ces remarques. L'affrontement *se poursuit au sein des commissions* politiques et économiques qui mettent au point le document final pour tenir compte des nombreux amendements au *texte initial cubain* proposés notamment par l'Inde, la Yougoslavie et l'Algérie.

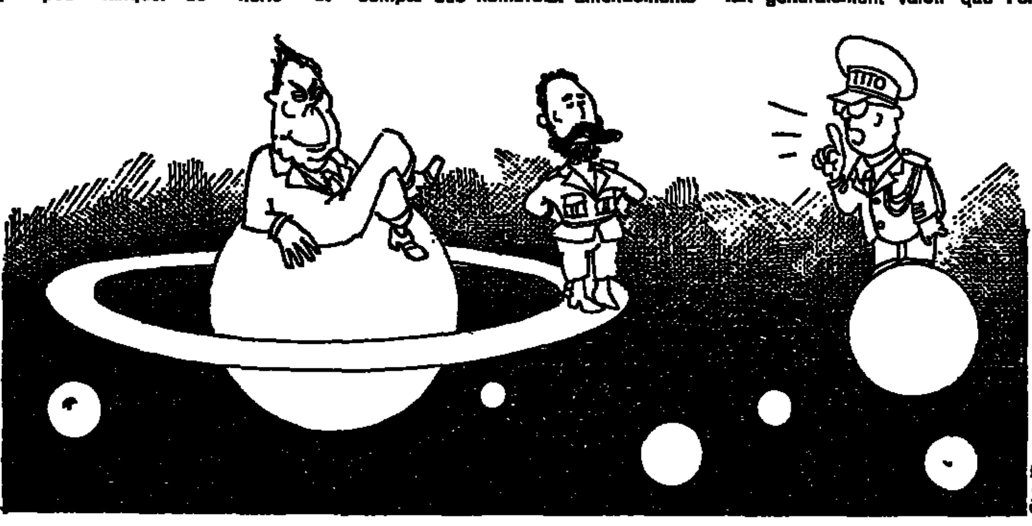
Le maréchal Tito a également montré l'importance que son pays attachait aux méthodes de travail du bureau de coordination — sorte de secrétariat général du mouvement, — qui, a-t-il dit, « *à vocation pour prendre des initiatives et exprimer les positions de l'ensemble du mouvement* ».

Au cours de la même journée, les présidents Saddam Hussein (Irak), Hafez El Assad (Syrie) et M. Yasser Arafat *ont dénoncé le traité égypto-*israélien et les liens entre Le Caire et Washington. Les orateurs ont appelé les non-alignés à condamner moralement l'Egypte mais ils n'ont pas demandé son exclusion du mouvement.

Quelle attitude adoptera le colonel Kadhafi s'il vient à son tour à La Havane avant la fin du sommet, comme il semble en avoir donné l'assurance ?

Les chefs d'Etat d'Irak, de Syrie, du Bangladesh et le premier ministre *jamaïcain, M. Michael Manley, ont* consacré une large part de leur allocution aux questions économiques et fait généralement valoir que l'énergie n'était pas le seul *problème* devant faire l'objet de discussions sur un nouvel ordre économique *international. Ils ont notamment* recommandé la mise en œuvre de moyens pour lutter contre l' « *inflation exportée* » dans les pays en voie de développement par les pays industrialisés et la création d'un fonds spécial pour venir en aide aux pays du tiers-monde les plus sévèrement affectés par les hausses de *pétrole. L'idée que les pays pétro*liers les plus riches doivent participer à cet effort est d'autant plus partagée parmi les non-alignés que ce ne sont pas les pays occidentaux qui le disent mais, en premier lieu, M. Fidel Castro.

GÉRARD VIRATELLE.



(Dessin de PLANTU.)

SELON L'INSTITUT INTERNATIONAL DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

Le pacte de Varsovie modernise ses forces plus vite que l'OTAN

De notre correspondant

Londres. — Dans son rapport annuel sur l'état des forces armées dans le monde, qui vient d'être publié à Londres, l'Institut international des études stratégiques estime que l'augmentation et la modernisation des armements du pacte de Varsovie altèrent l'équilibre militaire au détriment de l'Occident.

Néanmoins, l'I.I.S.S. ne juge pas nécessaire de modifier ses conclusions antérieures : « *Les défenses de l'OTAN sont d'une ampleur et d'une qualité telles que tout effort pour les détruire exigerait une attaque majeure avec des conséquences incalculables*, déclare le rapport. *Les risques, y compris celui d'une escalade nucléaire, imposeront la prudence à l'agresseur.* »

Selon l'I.I.S.S., les deux Super-Grands, en dépit de SALT 2 continueront d'augmenter leur capacité nucléaire. L'Union soviétique remplace ses missiles terrestres par des engins plus précis portant un plus grand nombre de têtes. Les Etats-Unis accélèrent la modernisation de leurs engins, mais compte tenu des délais nécessaires et des limitations imposées par SALT, l'I.I.S.S. considère qu'il leur faudra entre huit et dix ans pour rétablir un certain degré d'invulnérabilité de leurs forces dites de dissuasion terrestres par *la mise en service* d'un système mobile (I.C.B.M.).

En ce qui concerne le rapport des forces, l'I.I.S.S. estime que les pays de l'Est ont pris l'avantage, tant du point de vue de la quantité que de l'efficacité. Il évalue cet avantage à 25 % en ce qui concerne les têtes nucléaires disponibles, mais il passerait à 60 % *si les Poséidon et les autres en*gins américains mis à la disposition du commandement atlantique ne figuraient plus dans l'équation.

La puissance militaire du tiers-monde

Le rapport précise que, l'an dernier, 230 nouveaux I.C.B.M. soviétiques sont devenus opérationnels. Il ajoute : « *Si les forces de l'OTAN ne sont pas augmentées ou modernisées, le développement des engins balistiques à rayon d'action intermédiaire soviétiques SS-20 fera nettement pencher la balance du côté des forces de Varsovie. D'autre part, de nouveaux appareils perfectionnés de l'aviation ont accru la capacité anti-aérienne de l'Union soviétique.* »

Dans le domaine conventionnel, l'Occident a des problèmes d'effectifs. Les forces américaines comptent 46 000 hommes de moins qu'en 1978 et les autres pays de l'OTAN ont des difficultés à maintenir leurs effectifs. L'Union soviétique, en revanche, a augmenté ses forces de 20 000 hommes (notamment dans l'aviation) et quatre nouvelles divisions ont été créées. Le rapport précise que dans le nord et le centre de l'Europe l'OTAN dispose de 27 divisions immédiatement utilisables, face aux 47 divisions du pacte de Varsovie, qui ont un net avantage dans le domaine des blindés (20 500 contre 7 000).

« *L'OTAN a modernisé ses forces, mais la modernisation accomplie par les forces de Varsovie se fait plus rapidement* », souligne le rapport. Pour l'I.I.S.S., il est clair que l'Union soviétique commence à rattraper l'Ouest sur le plan de la qualité et que l'augmentation régulière des dépenses militaires soviétiques débouchera, au début de la prochaine décennie, sur une période où la technologie américaine ne pourra plus entièrement compenser l'avantage quantitatif de l'Union soviétique.

Le rapport de l'I.I.S.S. note que les pays, en dehors des deux blocs, ont continué d'acheter les armes les plus modernes. Selon M. Bertram, « *l'accroissement par les pays du tiers-monde de leur puissance militaire crée des perspectives alarmantes* ». Ces pays ont accru leurs capacités de production pour satisfaire leurs propres besoins et même exporter. Le perfectionnement de cette « *production locale* » est monté en flèche. L'Union soviétique, d'autre part, est en mesure de fournir sans délai des armes dont elle n'a *plus besoin à ses clients. Le* rapport précise notamment que l'Algérie reçoit un important matériel militaire soviétique, que l'Irak a commandé à la France des avions et au Brésil des blindés.

La Libye continue d'acquérir des armes sans qu'elle ait les effectifs correspondants et reçoit des Nord-Coréens des MIG-23. Madagascar a reçu livraison de MIG-21 nord-coréens. L'Arabie Saoudite a passé des commandes massives d'armement à la France. Le Yémen du Nord est armé par les Américains et les Saoudiens. Le Yémen du Sud, lui, reçoit davantage d'appareils soviétiques, ainsi que des techniciens militaires cubains et allemands de l'Est. En Asie, le Vietnam reçoit des Mig soviétiques et son armée est passée de 600 000 à 1 million d'hommes. De même, l'armée nord-coréenne est passée de 440 000 hommes en 1978 à 600 000 aujourd'hui. En Amérique, Cuba continue de recevoir des appareils soviétiques (MIG-23 et A.N.-26) et deux sous-marins. Le rapport indique enfin que Cuba semble avoir retiré un certain nombre de ses troupes d'Afrique.

HENRI PIERRE.

La défense de l'Occident

(Suite de la première page.)

L'Allemagne fédérale ne veut pas devenir une puissance nucléaire ; il n'est pas question pour elle de participer, même *financièrement, à une force* atomique franco-allemande, a déclaré, mardi 4 septembre à Bonn, M. Hans Apel, ministre ouest-allemand de la défense, en présentant un « *livre blanc* » faisant le bilan de dix ans de politique militaire de l'Allemagne fédérale. Le ministre rejettait ainsi les suggestion faites en France par le général Buis et M. Alexandre Sanguinetti (*le Monde* des 19-20 août).

En revanche — a souligné M. Apel — le gouvernement de Bonn souhaite une modernisa*tion* des armes *atomiques* de l'OTAN en Europe, rendue nécessaire, a-t-il estimé, par le déséquilibre des forces en faveur du Pacte de Varsovie, qui est dû notamment aux nouvelles fusées soviétiques à portée moyenne SS 20 (lire ci-dessus à ce sujet le rapport de l'Institut international des études stratégiques). « *Tout ceci doit se faire dans le cadre de l'OTAN dont les Etats-Unis sont la composante principale*, a dit M. Apel. *Les Européens ont besoin de la protection des Etats-Unis contre l'intimidation, ce qui ne peut être remplacé. Même si l'Europe occidentale créait une union politique, le rôle des Etats-Unis pour la protection nucléaire resterait indispensable.* »

» *Le rôle de la France pour la défense commune de l'alliance atlantique est d'une grande importance* — a ajouté M. Apel. *Bien qu'elle ne participe pas à l'intégration militaire, elle travaille avec ses partenaires de l'OTAN.* » Le Livre blanc indique à cet égard que les forces nucléaires françaises « *contribue à la dissuasion* ».

Selon ce document, l'Union soviétique dispose actuellement de 1 370 *fusées* à portée moyenne *pouvant atteindre l'ensemble de* l'Europe occidentale, du Cap-Nord au Portugal. Dans le même temps, l'alliance atlantique — y compris la France — ne possède que 385 *vecteurs* d'une *portée supérieure* à 1 000 kilomètres. L'U.R.S.S. a mis en service 100 rampes mobiles de lancement de missiles SS-20, contre lesquelles il est pratiquement impossible de se défendre.

« *De même*, poursuit le Livre blanc, *le pacte de Varsovie a déployé en R.D.A., en Tchécoslovaquie et en Pologne cinquante-huit division, alors que l'OTAN n'en a que vingt-huit en Europe du Centre. (...) Dans le domaine des chars, le rapport est de trois à un en faveur des forces du pacte de Varsovie dans la même région.* »

Les réactions négatives ou sceptiques qu'a suscitées la suggestion du général Buis et de M. Sanguinetti ne sont cependant *pas unanimes outre-Rhin.* M. Weinstein, expert militaire du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, estimait samedi quelle devait être « *analysée avec soin* » ; mais il ajoutait qu'elle implique une contribution de la France à « *la défense avancée* » de l'Alliance atlantique.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE L'ÉMIRAT DE BAHREIN A RENCONTRÉ M. YVON BOURGES

Les perspectives de coopération militaire entre l'émirat de Bahrein et la France ont été au centre des entretiens qui ont eu lieu mardi 4 septembre entre le prince héritier Cheikh Hamad Ben Issa Al Khalifa et le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges.

Le prince Hamad, ministre de la défense de l'émirat, a déclaré en quittant le ministère que « *les entretiens qu'il venait d'avoir avec le ministre français, au lendemain de sa rencontre avec le président de la République, avaient permis de consolider les relations qui existaient déjà entre les forces armées du Bahrein et celles de la France* ».

Il a précisé que ces échanges de vues avaient porté notamment « *sur la façon d'organiser la coopération au niveau militaire entre les deux pays* ». « *Cette coopération*, a-t-il ajouté, *est le cadre dans lequel pourront s'établir entre nous toutes les formes de communications ou de relations dans le domaine de la formation militaire. Elles nous permettront d'accéder aux toutes dernières techniques dont les forces armées françaises nous feront bénéficier grâce à leur expérience.* »

● *M. Pierre Aubert*, chef du département des affaires étrangères de la Confédération suisse, viendra en France les 20 et 21 septembre sur l'invitation de *M. Jean François-Poncet*, ministre des affaires étrangères, a annoncé, le mardi 4 septembre, un communiqué du Quai d'Orsay (le chef du département des affaires étrangères est le ministre des affaires étrangères de la Suisse ; il portait jusqu'au printemps dernier le titre de chef du département politique).

● *M. Czyrek*, vice-ministre polonais des affaires étrangères, a été reçu, le mardi 4 septembre, par M. Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. La conversation a porté sur les relations franco-polonaises, notamment culturelles, la préparation de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, les perspectives d'une négociation américano-soviétique SALT 3, et sur le désarmement.

● *Les négociations américano-soviétiques* de Genève sur l'interdiction des armes chimiques ont été suspendues mardi 4 septembre. Elles reprendront en principe au début de 1980. — *(Reuter.)*

L'exigence de la dissuasion

(Suite de la première page.)

C'est une menace si forte que l'adversaire renonce. Cette menace ne vaut qu'en cas de crédibilité de la dissuasion, et celle-ci cesse de l'être à partir du moment où l'adversaire éventuel estime que le risque ne sera pas *accepté pour couvrir la sécurité* d'un autre.

La France est un vieux pays militaire, où, dans le fond des cœurs, le patriotisme est sincère et réel. Ne le gâchons pas ! La France a traversé en ce siècle des épreuves militaires qui l'ont terriblement affaiblie. Qu'elle se préserve de la guerre ! La dissuasion nationale, c'est-à-dire la capacité de diriger seule une défense orientée vers la sécurité, est l'exigence de base que l'orientation donnée par le général de Gaulle à notre politique militaire permet de satisfaire, *à condition que la modernisation et le développement de notre force nucléaire soient un souci constant de nos dirigeants.*

Ai-je besoin de rappeler que, parmi les éléments qui conduisirent le général de Gaulle à proposer au peuple de désigner désormais le président de la République au suffrage universel, il y avait la certitude qu'il fallait, à la France, en complément de l'effort technique, industriel, militaire qu'elle avait entrepris, une autorité dont la légitimité fût un élément de crédibilité ? Les *supputations sur les hésita*tions éventuelles d'un chef d'Etat sont hors de saison. Les circonstances déterminent les hommes et il appartient aux institutions de *faire que les* hommes puissent répondre aux circonstances. L'essentiel est de savoir que la légitimité présidentielle donne à notre force de dissuasion le meilleure crédibilité politique dont elle puisse disposer.

Sur cette base fondamentale, des compléments nécessaires *s'ajoutent et, notamment, une* capacité extérieure d'intervention qui, pour être complète, doit être à la fois continentale et outre-mer. Il s'agit de marquer la combinaison d'intérêts nationaux spécifiques, qui sont ceux de la France, et une solidarité qui, selon les événements, peut être plus ou moins forte, et également plus ou moins ressentie, mais qui peut se trouver dans la nature des choses et des exigences. On doit même considérer que l'affirmation d'une solidarité entre nations européennes peut contribuer à une dissuasion améliorée non *plus par la seule présence de* notre force nucléaire, mais par une bonne alliance, soutenue par un effort militaire qui serait l'expression de patriotismes associés. Il est clair, toutefois, qu'il faut éviter de pécher par orgueil ou par méconnaissance des réalités.

Ne péchons pas par orgueil. Volontiers le Français considère que l'Europe épouse les préoccupations de la France. L'Europe, à ses yeux, c'est une augmentation de puissance au service des conceptions ou des intérêts de la France. M. de Rémusat écrit avec naïveté dans ses Mémoires qu'il prit conscience en devenant *ministre des affaires étrangères* que les Européens pouvaient aimer la France, mais s'opposer avec acharnement à toute politique française. Chaque Français aurait besoin de l'expérience de M. de Rémusat. Lorsque les Turcs envahirent Chypre, un journaliste écrivit : « *S'il y avait eu une armée et une marine européennes, jamais les Turcs n'auraient osé intervenir !* » C'était croire que l'Europe aurait, en Méditerranée, épousé les thèses éventuelles de la France. Quelle erreur !

Des zones d'intérêts divergents

C'est là que joue le fait capital. Les zones d'intérêts divergents, voire de conceptions opposées, sont aussi importantes en Europe que les zones d'intérêts communs. Peut-être l'évolution des esprits ira-t-elle en facilitant des vues identiques, des solidarités ressenties. On ne fabrique pas, de nos jours, une solidarité nationale nouvelle en bâtissant des institutions. Il faut un accord populaire profond pour construire un pouvoir. Tel n'est pas le cas présentement en Europe, *et agir comme si* un hypothétique avenir était déjà le présent a un caractère dérisoire. Le caractère dérisoire de cette manière de faire se manifeste dans bien des domaines. Il est éclatant dans le domaine politique, qui domine le militaire. En effet, pour ce qui concerne la politique générale, les vues des puissances européennes ne sont pas de même nature. La France est attachée au maintien de la situation européenne, au moins pour ce qui concerne les frontières, telle qu'elle résulte de la fin des opérations militaires *de la seconde guerre, tant qu'un* accord général ne sera pas intervenu pour la modifier. *Nous intégrer dans un système militaire dont le commandement politique pourrait être inspiré par une autre vue des choses est un risque considérable* et qui peut aboutir, comme tout régime d'intégration forcée, à un rejet de l'Europe par les Français. Voilà qui est d'ailleurs si bien ressenti par les théoriciens de l'intégration qu'ils préconisent le démembrement de la France afin qu'il n'y ait plus de politique française. Mais, ce jour-là, il n'y aura plus de Français pour vouloir une défense.

L'ancien secrétaire d'Etat Kissinger, dans un grand discours qu'il prononça alors qu'il était au faîte de son pouvoir, déclara, en reprenant à son *compte une pensée du général de* Gaulle, qu'une nation qui renonce à sa *défense* bientôt n'est plus une nation. Il y a là une vérité politique éternelle. On peut l'entendre de deux façons. *Affirmer* qu'il ne doit plus y avoir de nation française, et en tirer des conséquences, qui iront très loin dans un monde que dominent les nationalismes. *Ou bien, humblement, fidèle à la leçon des siècles, vouloir la France.* Il lui faut alors une défense nationale moderne et adaptée.

C'est en suivant cette voie, et en satisfaisant aux conditions pour y réussir, que les Français tiendront le mieux leur rôle dans la difficile sécurité européenne.

MICHEL DEBRÉ.

● *La commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale se réunira le 18 et le 19 septembre prochain.* A cette occasion, elle entendra le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, M. Jean-François Martre, délégué général pour l'armement, et le général Méry, chef d'état-major des armées, qui rentre d'un voyage en Suède. La commission examinera également le rapport d'information de M. Arthur Paecht, député du Var (U.D.F.), sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire. Le rapport du gouvernement sur l'actualisation de cette loi devrait faire l'objet d'une déclaration du gouvernement dans la première semaine d'octobre.

A TRAVERS LE MONDE

Ghana

● LE CONSEIL REVOLUTIONNAIRE des forces armées du Ghana a promulgué lundi 3 septembre un décret donnant naissance, à dater du 24 septembre, à la « IIIe Républi*que* », *établie par la restitution* du pouvoir aux civils. M. Hilla Limann, élu chef de l'Etat le 9 juillet, a lancé un appel à tous les citoyens, civils et militaires, pour qu'ils « *évitent toute provocation d'ici le 24 septembre et renforcent les liens entre l'armée et la population* ». — *(A.F.P.)*

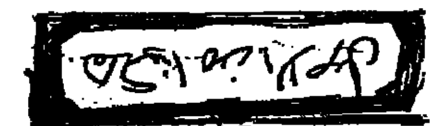
Italie

● M. GIULIO CARLO ARGAN, maire communiste de Rome, a annoncé, mardi 4 septembre, qu'il allait prochainement renoncer à ses fonctions en raison de son âge et de son état de santé. Agé de soixante-dix ans, il avait été hospitalisé il y a quelques mois à la suite d'un infarctus. — *(A.F.P., A.P.)*

● M. ROLF SCHILD, l'ingénieur britannique disparu il y a deux semaines alors qu'il se trouvait en vacances en Sardaigne (*le Monde* du 28 août), a été retrouvé vivant ce mercredi 5 septembre par une patrouille de carabiniers, à proximité d'un petit village de l'intérieur sarde, Bono. Il a été indiqué que ses ravisseurs exigeaient une rançon de quelque 25 millions de dollars pour libérer son épouse et sa fille, enlevées en même temps que lui. — *(A.P., Reuter.)*

Pakistan

● LE FILS D'UN DIPLOMATE BRITANNIQUE a été agressé et détenu plusieurs heures par quatre hommes qui appartiendraient aux services de sécurité, dans la nuit du samedi 1er septembre, à Islamabad. M. Phillip May, âgé de dix-huit ans, a été accusé d'être un « *espion* » et n'a été relâché qu'après un interrogatoire de plusieurs heures.



...INTERNATIONAL DES ETUDES STRATÉGIQUES

...rsovie modernise ses forces ...s vite que l'OTAN

HENRI PIERRE

La défense de l'Occident

A TRAVERS LE MONDE

Pakistan

Le Monde

politique

Devant les Jeunes Giscardiens

M. SOISSON EXPLIQUE LA POSITION DU GOUVERNEMENT DANS L'AFFAIRE DES SPRINGBOKS

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, qui était, mardi 4 septembre, l'invité des Jeunes Giscardiens, réunis en campus d'été à Saint-Pol-de-Léon, a commenté la décision du gouvernement de refuser aux Springboks leurs visas pour la France. Il a déclaré : *« Si, comme sportifs, nous avons des regrets d'avoir été contraints de prendre une telle décision, nous avons été dans l'obligation de le faire en raison de la position internationale de notre pays. Il n'y a pas de sport d'État en France. Il importe que les fédérations définissent les conditions dans lesquelles elles veulent assurer leur développement, mais le gouvernement, chargé de définir la politique nationale à l'égard de l'étranger, a jugé que les contacts avec les équipes d'Afrique du Sud pouvaient présenter pour la diplomatie française des inconvénients, notamment à l'égard des pays d'Afrique noire. Ces pays nous ont demandé la condamnation de l'apartheid. D'ailleurs, depuis 1970, l'Afrique du Sud ne fait plus partie du mouvement olympique. »*

Après avoir évoqué la situation politique, M. Soisson a lancé à ses hôtes : *« Vous êtes les soldats de l'an II de Valéry Giscard d'Estaing. Le combat décisif de l'élection présidentielle vous verra monter en première ligne. »* Il a ajouté : *« Trouver un idéal à apporter à la jeunesse, c'est ce que le président attend de vous. Les idéologies qui étaient dominantes en 1968 ont terriblement vieilli, nous sommes dans une situation du vide idéologique. La nouvelle droite ne correspond en rien à la situation actuelle de la jeunesse d'aujourd'hui. »*

∴

Aux journées R.P.R. de Vittel, M. Séguin, député R.P.R. des Vosges, a déclaré :

« Le ministre des affaires étrangères peut prendre le thé avec l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, mais l'équipe de France ne peut rencontrer les Springboks ! De même, on peut extrader un Sud-Africain vers son pays d'origine, mais on ne peut l'affronter dans une mêlée de rugby. »

La position française *« semble impliquer que nous n'aurons désormais des relations sportives qu'avec les pays dont nous approuvons le régime et les méthodes. Cette affaire, surtout, crée un précédent fâcheux au niveau des personnes. Aller à Moscou aux Jeux olympiques signifiera-t-il que nous approuvons le Goulag ? »*

M. François-Poncet a dit qu'il répondrait devant l'Assemblée nationale.

LE CONVENT DE SEPTEMBRE

Trois socialistes en compétition pour succéder à M. Michel Baroin à la tête du Grand-Orient de France

La Grande Loge et le Grand Orient de France tiennent, en cette fin de semaine, du 6 au 9 septembre, leurs convents annuels respectifs. Comme chaque année, ces deux obédiences vont renouveler le tiers (onze membres sur trente-trois) du conseil qui, à la tête de chacune d'elles, assise le grand maître. Elles vont aussi procéder à l'élection de ce dernier ; directement, par l'assemblée des délégués des loges à la G.L.D.F., ou indirectement, au G.O.D.F., par la médiation du conseil de l'ordre, lequel, une fois renouvelé, choisira un président (un grand maître) en son sein.

A la Grande Loge de France, M. Michel de Just a toutes chances d'être reconduit dans ses fonctions. Il l'avait nettement emporté, l'an dernier, par 265 voix contre 104 à un architecte parisien, M. André Kornl off. Sa direction, discrète et modérée (M. de Just, âgé de quarante-cinq ans, a la réputation d'un homme sage et pondéré), a été marquée par une campagne pour la défense des droits de l'homme, dont le temps fort fut, au mois de juin dernier, un colloque contre le racisme organisé au Palais des congrès (*le Monde* du 19 juin).

Au Grand-Orient de France, la situation est, cette année encore, plus mouvante. Trois candidats, qui appartiennent au même parti politique, vont s'affronter. M. Michel Baroin, en effet, n'est pas rééligible. Arrivé au terme de son mandat de trois ans comme membre du conseil de l'ordre, il est condamné par les statuts maçonniques à une retraite de douze mois. Réélu en 1980 à ce conseil, il pourra, comme l'intention lui en est prêtée, prétendre de nouveau à la grande maîtrise.

En attendant, trois membres du conseil de l'ordre (et du P.S.) ont fait campagne pour succéder à M. Michel Baroin et, dans le cas de l'un d'entre eux au moins, ce n'est pas pour « tenir au chaud » le fauteuil du grand maître sortant. M. Roger Leray (ancien directeur de la société Auer) ambitionne, en effet, de mettre fin à la série des grands maîtres « modérés » qui se sont succédé à la tête de l'obédience depuis plusieurs années (MM. Jean-Pierre Prouteau, aujourd'hui membre du gouvernement Barre ; Serge Behar et Michel Baroin, ancien collaborateur de M. Edgar Faure). M. Roger Leray, membre du parti socialiste, proche de l'ancien grand maître Jacques Mitterrand et de la tendance CERES, a aussi le soutien du président de la Fraternelle Ramadier, M. Roger Fajardie, naguère secrétaire national du P.S.

Ami de M. Michel Rocard et de l'ancien grand maître Fred Zeller, M. Edmond Corcos est le second candidat. Médecin acupuncteur (second grand maître adjoint) il s'était présenté en 1977 contre MM. Jacques Mitterrand et Michel Baroin et son retrait au second tour de scrutin avait alors permis l'élection de ce dernier. Il a deux années de présence au conseil de l'ordre, ce qui réduit à un an la durée de son mandat éventuel de grand maître.

Troisième candidat, M. Georges Fontès, représente la province. Agé de cinquante ans, premier grand maître adjoint (chargé des affaires intérieures) il habite Béziers et dirige une caisse primaire d'assurance maladie. Au parti socialiste il se situe dans le « courant » Mauroy.

M. Roger Leray, selon les prévisions les plus sûres, doit arriver en tête au premier tour. Un duel serré s'engagera ensuite entre lui et celui des deux autres candidats qui restera en lice. La direction sortante s'emploie à préparer un accord de désistement réciproque pour permettre à M. Corcos ou à M. Fontès, (au mieux placé des deux) de battre le candidat de l'aile gauche, M. Leray.

Trois socialistes en compétition, et représentant trois tendances de leur parti, qui pourra désormais proclamer que l'élection d'un grand maître du Grand Orient de France n'a aucune signification politique ?

ALAIN GUICHARD.

● ERRATUM. — Contrairement à ce que nous avons indiqué, dans nos éditions du 4 septembre, en publiant les résultats de l'élection cantonale qui s'est déroulée dimanche 2 septembre à Vauvert (Gard), c'est M. Edgar Tailhades (P.S.) qui est président du conseil régional du Languedoc-Roussillon et non M. Robert Gourdon (P.S.), récemment décédé.

● *Le Mouvement des démocrates socialistes* (nouvelle appellation du Mouvement démocrate socialiste de France) réunira ses militants, les 15 et 16 septembre, à Jouy-en-Josas, pour deux journées de réflexion.

● *M. Didier Bariani*, secrétaire général du parti radical devrait annoncer, mardi 11 septembre au cours d'une conférence de presse, sa candidature à la présidence de la formation. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président en titre, avait été mis en disponibilité par le bureau du parti, en mai 1979, après avoir annoncé qu'il présenterait une liste de candidats à l'élection européenne.

● *M. François Mitterrand* devait quitter Paris, le mercredi 5 septembre, pour la Martinique et la Guadeloupe, où il se rend en tant que président du conseil général de la Nièvre. Le premier secrétaire du P.S. sera de retour à Paris le 11 septembre.

Les journées du P.R. à Vittel

M. Bonnet : nous ferons respecter le monopole des ondes

De notre correspondant

Vittel. — Trois ministres, MM. Bonnet, François-Poncet et d'Ornano sont intervenus mardi 4 septembre devant les militants et cadres giscardiens rassemblés à Vittel à l'occasion des « Journées-Rencontre » du parti républicain.

M. Bonnet, ministre de l'intérieur, a évoqué la question des radios libres. Après avoir noté que, parfois, derrière ces radios, *« se cachent de très gros intérêts financiers »*, il a affirmé : le gouvernement *« fera respecter le monopole des ondes »*. Il a aussi indiqué que, si des modifications à la situation actuelle devaient intervenir, *« elles ne pourraient avoir lieu que dans l'ordre, en liaison étroite avec la presse régionale »*. « *Il n'est pas question de la pénaliser*, a-t-il dit. *On doit tenir compte de ses recettes publicitaires* ».

A propos des collectivités locales, le ministre a confirmé qu'en 1980 le taux de remboursement de la T.V.A. sur les investissements serait de 80 % et qu'en 1981 ce remboursement serait « *total* ».

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a dressé le bilan de l'action gouvernementale dans les trois dernières années et estimé que *« la France a réussi deux performances enviables : assurer son rang dans le monde et progresser dans la voie de la justice sociale »*.

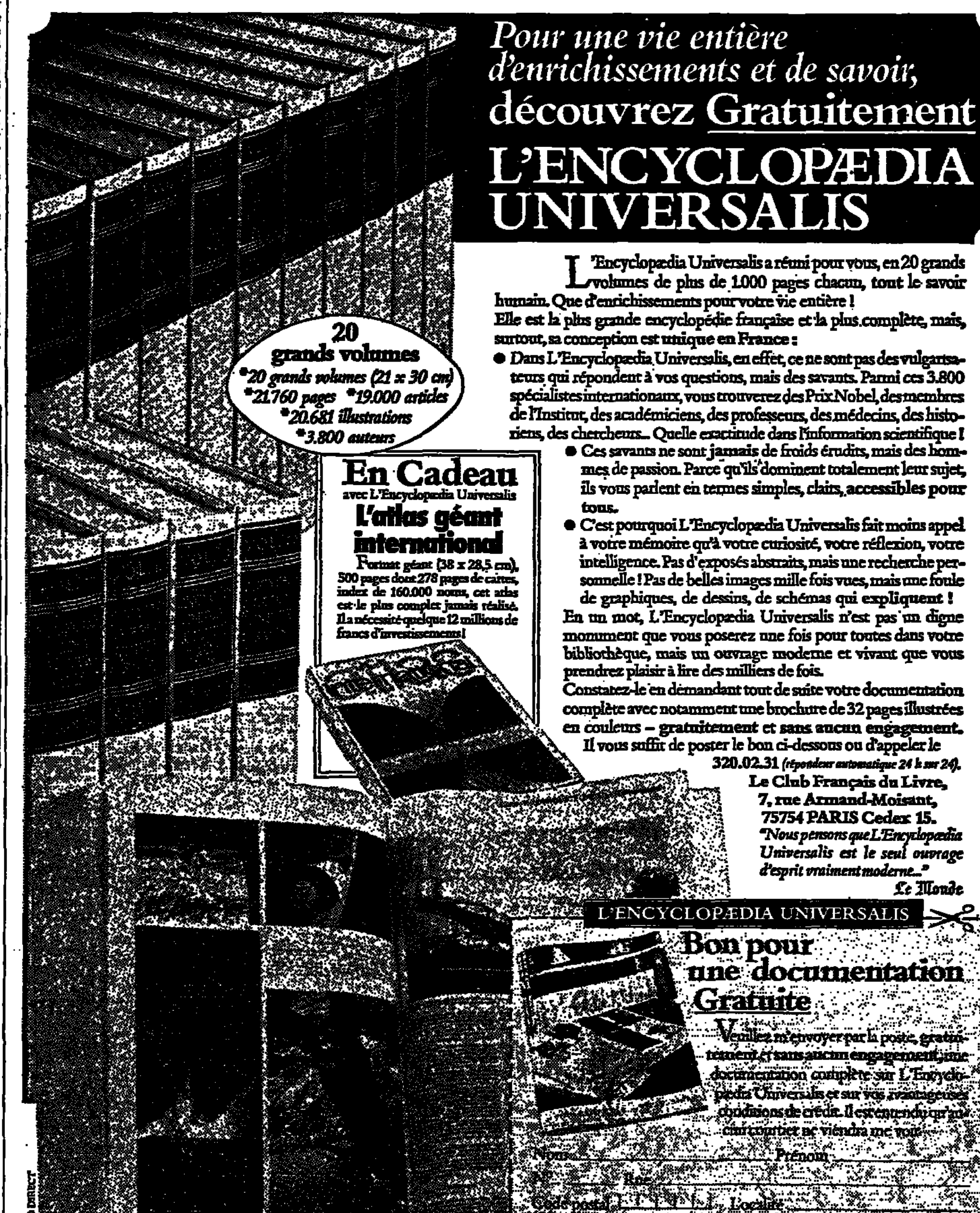
LES PRÉSIDENTES DU PLANNING FAMILIAL ET DU MLAC CONVOQUÉES PAR LE JUGE D'INSTRUCTION

Mmes Simone Iff, présidente du Mouvement français pour le planning familial, et Mérija Surdutes, présidente du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), ont été convoquées pour ce mercredi 5 septembre après-midi par M. Emile Cabié, premier juge d'instruction à Paris. Celui-ci les entendra comme témoins à propos d'une émission de radio « pirate » diffusée le 17 janvier dernier. Ce jour-là, une émission sur l'avortement avait été diffusée, de 20 h. 30 à 22 heures, sans être brouillée, à partir du siège du MLAC, 34, rue Vieille-du-Temple à Paris (4e arrondissement).

RADIO LORRAINE-CŒUR D'ACIER A REPRIS SES ÉMISSIONS

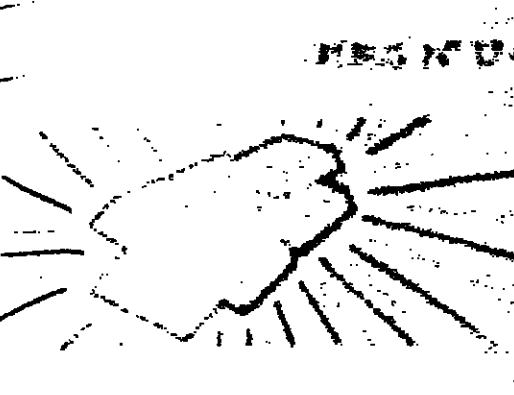
M. Henri Habasque, procureur de la République de Briey (Meurthe-et-Moselle), a ordonné, le lundi 3 septembre, une enquête sur les infractions commises par la radio libre Lorraine-Cœur d'acier (L.C.A.) au monopole de la radiodiffusion.

Cette radio avait été créée le 17 mars sur l'initiative des sidérurgistes C.G.T. de Longwy. De violents affrontements avaient opposé les forces de l'ordre aux défenseurs de la radio, les 17 et 18 mai. Par la suite, L.C.A. avait émis sans être inquiétée jusqu'au 27 juillet, date à laquelle la radio s'était mise en vacances. Les émissions ont repris, matin et soir, depuis le 3 septembre. La police judiciaire avait déjà commencé au printemps une enquête, qui n'est pas close, sur les émissions qui avaient eu lieu de mai à juillet.



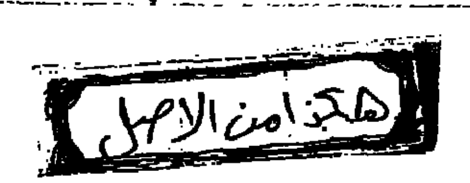


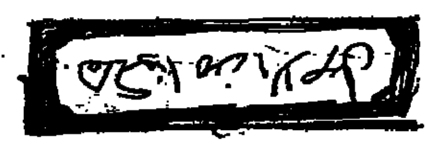





gr





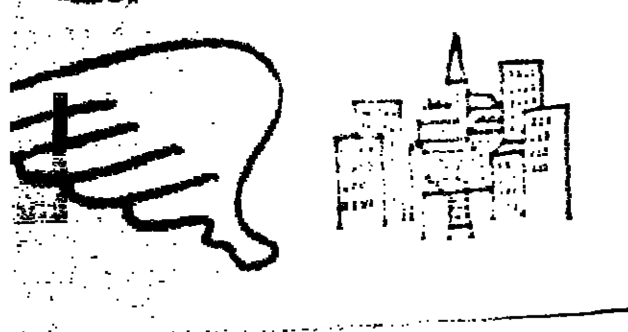


Z.
RTY.

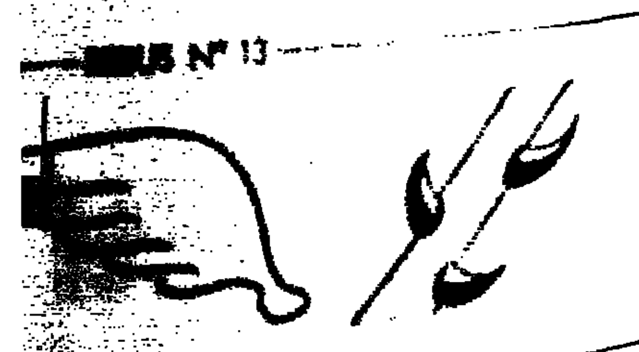
REBUS N° 8


REBUS N° 9

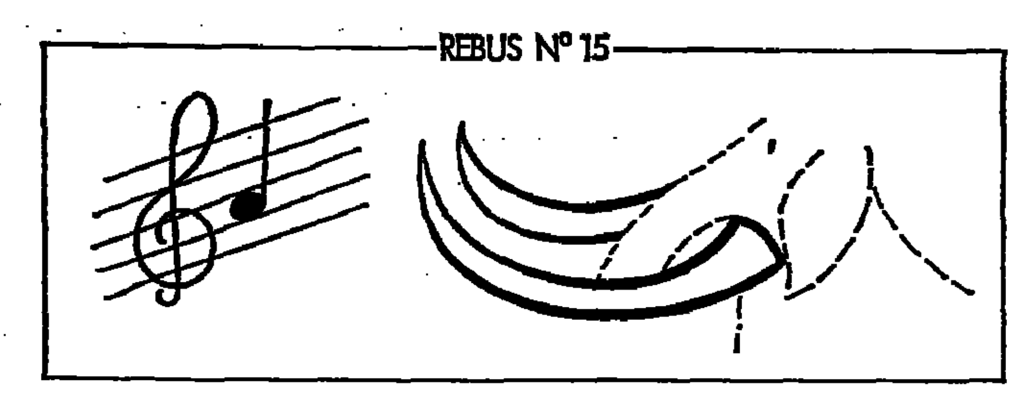

REBUS N° 10

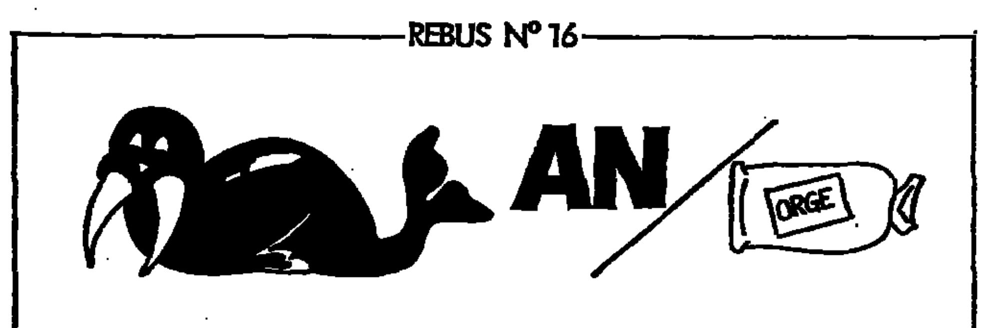

REBUS N° 11


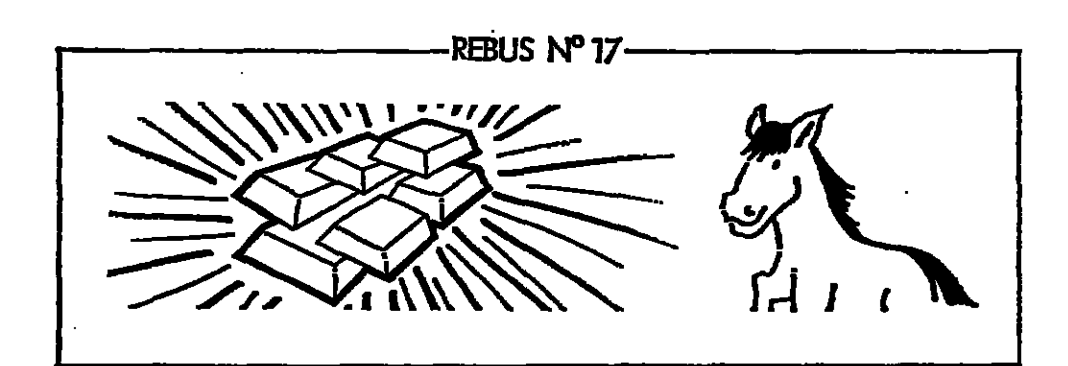
REBUS N° 12

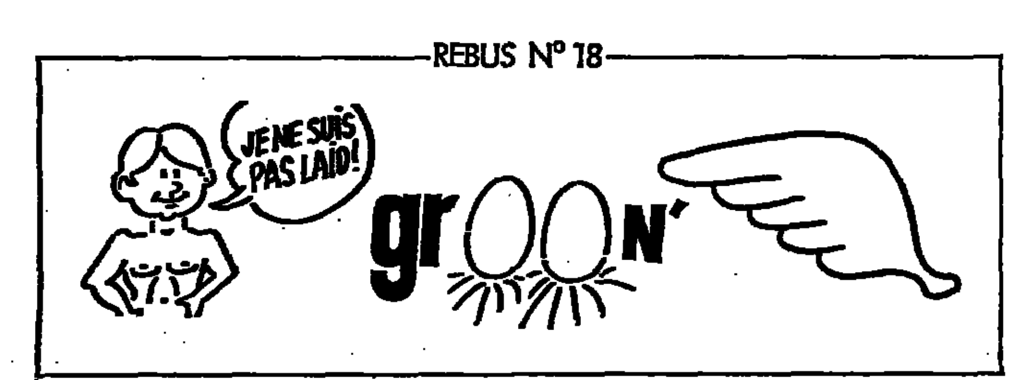

REBUS N° 13


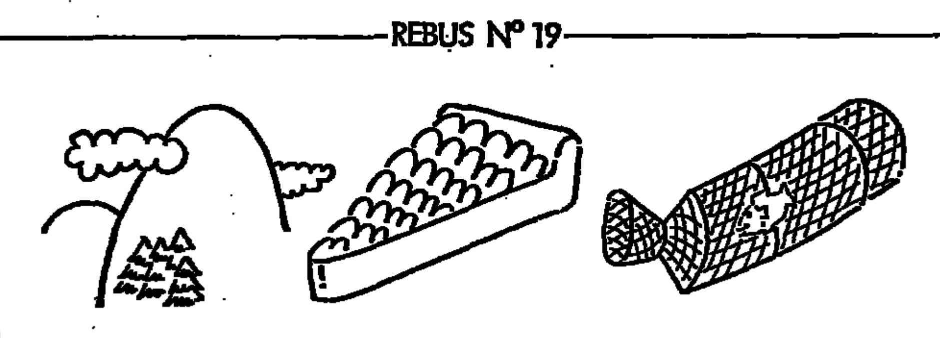
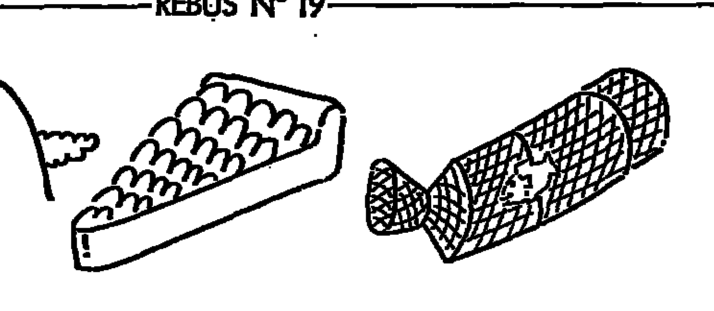
REBUS N° 14

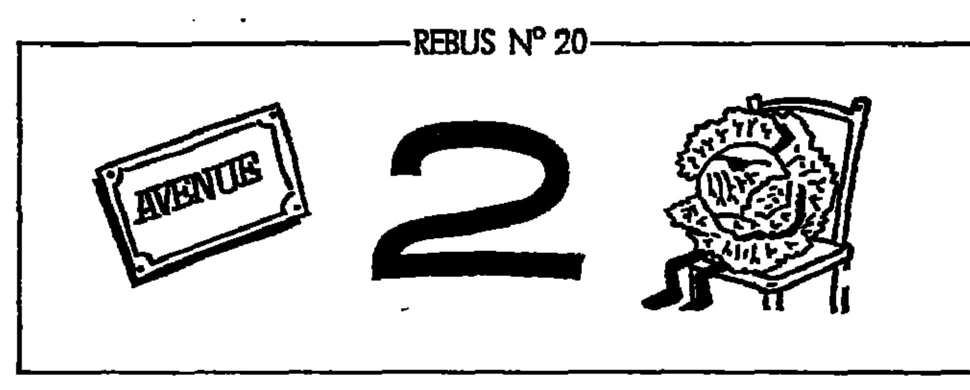

REBUS N° 15


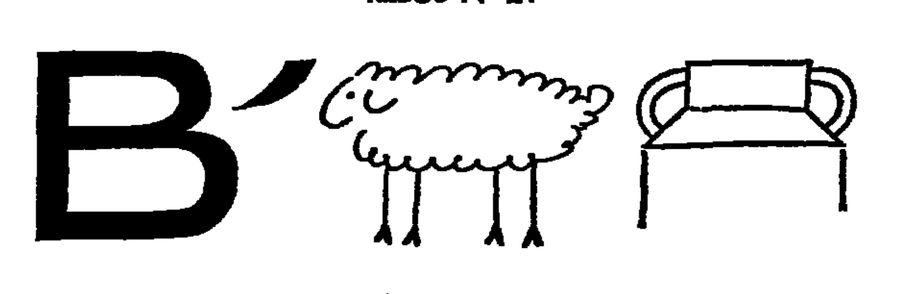
REBUS N° 16


REBUS N° 17


REBUS N° 18


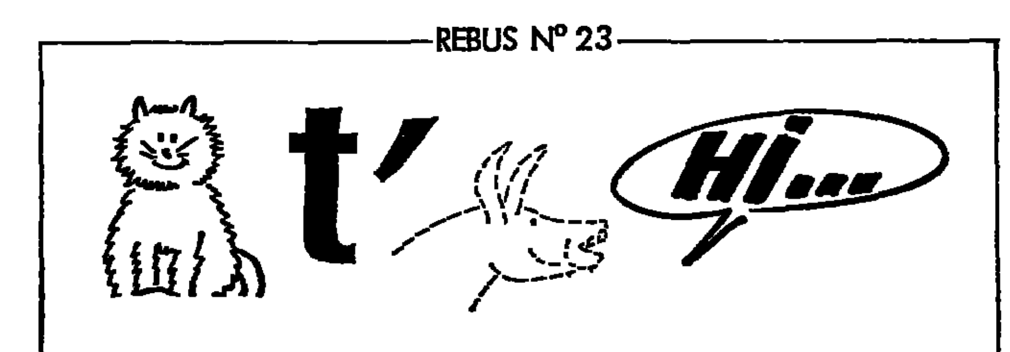
REBUS N° 19



REBUS N° 20


REBUS N° 21


REBUS N° 22

eil

REBUS N° 23


REBUS N° 24

JE NE SUIS PAS LAID!

V'

Avez-vous trouvé? Voici la réponse et l'adresse exacte de votre Darty:

N° 1 - AVENUE DE ST-OUEN (avenue-2 saints-houx-1): 128, avenue de St-Ouen - Paris 18e.
N° 2 - CREIL (K-raye): 10, avenue de l'Europe.
N° 3 - PARLY 2 (part-lit-2): Centre Commercial Parly 2.
N° 4 - BONDY (bond-10): 123, 155, avenue Gallieni - RN 3.
N° 5 - ASNIÈRES (âne-i-air): Carrefour des 4-routes - RN 309.
N° 6 - NOISY-LE-GRAND (noix-z'-île-grand): Centre Commercial "Les Arcades".
N° 7 - LA MADELEINE (lama-2-laine): sous la Madeleine - Place de la Madeleine - Paris 8e.
N° 8 - PIERREFITTE (Pi-air-fit): 102, 114, avenue Lénine - RN 1.
N° 9 - LA VILLETTE (La-v'-île-ette): Porte de la Villette - Centre Pariphéric - Aubervilliers.
N° 10 - CERGY "3 FONTAINES" (Cerf-j-3 fontaines): Centre Commercial "3 fontaines".
N° 11 - BELLEVILLE (B'-aile-ville): 25, bd de Belleville - Paris 11e.
N° 12 - LES ULIS 2 (lait-zu-lys-2): Centre Régional des Ulis - Bures-sur-Yvette.
N° 13 - BELLE-ÉPINE (B-aile-épine): Centre Régional de Belle-Épine - Thiais-Rungis.
N° 14 - CHAMPIGNY (champ-pis-gn-nid): 12, avenue Roger-Salengro - RN 4.
N° 15 - LA DÉFENSE (La-défenses): sur le parvis de La Défense, à côté du C.N.I.T.
N° 16 - MORSANG-SUR-ORGE (morse-an-sur-orge): 51, rue de Montlhéry.
N° 17 - ORGEVAL (or-cheval): Centre Commercial "Art de Vivre".
N° 18 - BEAUGRENELLE (beau-gr'-oeufs-n'-aile): Centre Commercial Beaugrenelle, 71, quai de Grenelle - Paris 15e.
N° 19 - MONTPARNASSE (mont-part-nasse): Centre Commercial Gaîté-Montparnasse, 80, avenue du Maine - Paris 14e.
N° 20 - AVENUE DE CHOISY (avenue- 2-choux assis): 168, avenue de Choisy - Paris 13e.
N° 21 - BAGNOLET (b'-agneau-lait): Porte de Bagnolet - Centre Commercial.
N° 22 - CRÉTEIL-SOLEIL (Crête-eil-soleil): Centre Régional "Créteil-Soleil".
N° 23 - CHÂTILLON (chat-hi-hon): 151, avenue Marcel-Cachin.
N° 24 - BEAUVAIS (Beau-v'-haie): Centre Commercial "Le Franc-Marché", 2 à 4, place du Franc-Marché.



TV. Electroménager. Hi-Fi.

Le Monde

société

A ANNECY (Haute-Savoie)

La chasse aux cheveux longs

De notre correspondant

Les deux C.R.S. inculpés de violences et écroués après l'interpellation, à Annecy (Haute-Savoie), d'un jeune homme de vingt-deux ans, comparaitront devant un conseil de discipline dès que la justice se sera prononcée sur leur cas. En attendant, leur traitement a été suspendu. L'un des deux inculpés, M. Claude Jacquot, est père de onze enfants.

Annecy. — Le détachement de la C.R.S. 49, qui stationnait à Annecy *depuis le début de juillet*, a regagné, mardi 4 septembre, son cantonnement de Montélimar. Le hasard du calendrier a voulu que, au moment où prenait fin sa mission, la population annécienne apprenne la fâcheuse « bavure » qui s'est produite le vendredi 31 août à proximité du quartier de la gare *(le Monde* du 5 septembre).

Il était un peu plus de 23 heures. Un jeune homme de vingt-deux ans, Michel Chesnays, atendait ses amis avant de regagner un appartement délaissé qu'ils occupent depuis le début de l'été. Ce soir-là encore, il sera contrôlé par une patrouille de C.R.S., puis embarqué dans leur voiture. Au lieu de se rendre au commissariat, le véhicule grimpe vers la Visitation, un endroit désert la nuit, situé sur les contreforts de la montagne du Semnoz. Les C.R.S. font descendre Michel Chesnays, ils lui rappellent qu'il est « *indésirable* » dans la ville et qu'il doit quitter Annecy. Puis le chef de patrouille, Claude Jacquot, lui assène plusieurs coups de poing. La vicitime portera plainte, et les deux C.R.S. qui l'avaient contrôlé, Claude Jacquot et Robert Astier, seront inculpés, lundi 3 septembre, de violences avec préméditation et placés sous mandat de dépôt. Leur chauffeur a été suspendu d'activité et placé sous contrôle judiciaire.

« Fermeté » et... « courtoisie »

Les trois hommes étaient bien connus dans la ville pour avoir contrôlé systématiquement tous les « cheveux longs » et les « marginaux » qui stationnent notamment sur les pelouses du square de l'Evêché situé non loin du commissariat de police. « *Ils nous connaissaient parfaitement pour nous avoir fichés, photographiés à plusieurs reprises, mais ils continuaient à nous contrôler presque quotidiennement*, fait remarquer l'un des compagnons de Michel Chesnays. *Ils semblaient avoir horreur de tout ce qui ne s'identifiait pas à la ville.* »

Une cité en effet très belle, très propre, recouverte de fleurs, qui s'étend au bord d'un lac aux eaux limpides, Annecy est réputée pour son calme et sa prospérité. Le 5 juillet, en accueillant les C.R.S. de Montélimar, le maire de la ville, M. André Fumex (sans étiquette), leur avait rappelé que leur action devait être essentiellement préventive auprès de la population annécienne et des touristes. « *Si la fermeté est nécessaire*, avait-il dit, *la courtoisie, l'amabilité à l'égard des interlocuteurs doivent être au rendez-vous.* »

A l'hôtel de police d'Annecy, on ironise : « *Les C.R.S. ne sont peut-être pas fondamentalement destinés à faire des relations publiques ni à avoir des rapports agréables avec la population* ». Pourtant, on ne peut manquer de raprocher l'attitude de ces C.R.S. de celle qui conduisit, en 1972, les services de police d'Annecy à commettre certains abus. Ces services avaient alors entrepris de « nettoyer » le centre de la cité de tout ce qui pouvait apparaître comme « indésirable » aux yeux des Annéciens, et, en premier lieu, les clochards. Les fonctionnaires de police avaient pris l'habitude de les conduire au sommet du Semnoz pour des « promenades hygiéniques ». L'une d'elles se termina par le décès, le 12 décembre 1972, de M. Marcel Beaurepaire, qui fut retrouvé dans la montagne, mort d'épuisement et de froid.

CLAUDE FRANCILLON.

DÉPRESSION

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Une jeune femme dépressive, Mme Mireille Jurres, âgée de trente-trois ans, divorcée, habitant à Poitiers, à la ZAC de Beaulieu, a mis fin à ses jours, entrainant dans la mort trois de ses cinq enfants, dont le plus jeune avait deux ans et demi. Elle leur avait fait absorber, comme elle, des doses mortelles de médicaments et avait placardé sur sa porte un écriteau invitant les voisins à ne déranger la famille sous aucun prétexte. Les enfants étaient âgés de treize ans, de neuf ans et de deux ans et demi.

Le drame a été découvert lundi soir 3 septembre, huit jours après les faits, une voisine, alertée par une forte odeur ayant donné l'alerte. On suppose que les deux autres enfants du ménage se trouvaient chez leur père, médecin exerçant à Çeton (Orne).

Des policiers et des « bavures »

(Suite de la première page.)

Un car de police, prévenu par on ne sait qui, arriva. Plusieurs policiers en descendirent, se ruèrent sur l'homme et l'embarquèrent sans ménagement. Un peintre en bâtiment, témoin de la scène, qui demandait la raison de cette interpellation, fut emmené dans le même élan. Il y eut encore des coups dans le car, à l'indifférence d'un brigadier qui refusa d'intervenir, puis toujours des coups, au commissariat. Les collègues de l'agent ne bougeaient pas, vaguement gênés pourtant par cet acharnement. Lorsqu'on exigea de l'homme qu'il souffle dans l'alcootest, ce qui ne donna aucun résultat, il demanda en vain que le policier y soit également soumis.

Le lendemain, après vingt-quatre heures de garde à vue, il était présenté au parquet. Le substitut écouta son histoire, la ponctua d'un « *Vous n'allez pas me faire croire une chose pareille* », et lui indiqua rapidement qu'il était poursuivi pour avoir « *outragé par paroles des agents dépositaires de la force publique* », ainsi que pour avoir « *exercé des violences et voies de fait envers des agents (...) dans l'exercice de leurs fonctions* ». Les textes applicables étaient les articles 224, 228, 230 et 231 du code pénal. Le substitut ajouta qu'il serait libéré dans quelques instants mais qu'il devrait se présenter plus tard devant le tribunal pour y être jugé. Puis il lui signifia que ç'en était fini. L'audition n'avait duré que quelques mnutes.

Telle est la mésaventure survenue, le 6 juillet dernier, à M. Jean-Claude Jakubove, trente-six ans, qui n'a rien d'un « gauchiste chevelu » puisqu'il caressa longtemps l'idée d'entrer dans la police avant d'apporter un concours actif aux C.D.R. et au SAC. A quelques détails près, il y a tout lieu de croire que la version qu'il en donne est conforme à la vérité.

Une circonstance fortuite permet peut-être une première — et partielle — explication : ces événements se sont déroulés rue Louis-Blanc, à Paris, juste en face du siège de la C.G.T. Or les gardiens qui patrouillent dans ce secteur ont pour consigne de n'y manifester aucune indulgence, les contrevenants étant tous susceptibles de se rendre dans les locaux de la Confédération ou d'en sortir. L'association C.G.T.-troubles à l'ordre public est, chez certains policiers, si bien ancrée que, quelques jours après les faits, le Syndicat des gradés de la police nationale — organisation qui ne fait pas mystère de son anticommunisme militant — soulignait dans un tract cette proximité géographique pour mettre en doute la sincérité des nombreux témoins.

Série regrettable

Car ces derniers sont unanimes. Immédiatement après l'incident, ils ont signé une pétition de protestation et plusieurs d'entre eux se sont spontanément rendus au commissariat où était retenu M. Jakubove. La porte leur a été fermée au nez. D'autres ont fait parvenir des témoignages écrits qui laissent peu de doutes sur les responsabilités. L'un d'eux — une femme — précise : « *J'ai été personnellement insultée parce que je cherchais à m'informer. Il* [le gardien] *m'a tutoyée et m'a dit : « Je te chie sur la » gueule, salope. » C'est incroyable et inadmissible.* »

Inadmissible ? Certes. Incroyable ? De moins en moins. Depuis le début de l'été, les violences qu'on qualifie de « bavures policières » se sont accumulées : deux gardiens lyonnais inculpés de viol dans l'exercice de leurs fonctions ; deux autres sévèrement condamnés par les assises de Paris pour le même motif ; l'intervention musclée, accompagnée de chiens, contre un mariage dans la communauté immigrée de Marseille ; un rodéo motocycliste pour disperser un rassemblement du 14 juillet sur le plateau Beaubourg : d'autres interventions encore, à Tourcoing, à Caluire, autant d'exemples qui témoignent de ce que le préfet de police de Lyon a appelé « *une série regrettable* »...

A chaque nouvelle « affaire », le même scénario se répète, quasiment immuable : une partie de la presse s'en indigne, une autre la passe sous silence ou la minimise, les responsables de la police se taisent puisque, « *l'enquête étant en cours, aucune déclaration ne sera faite* » ; la magistrature, enfin, quand elle est saisie, se barricade derrière le secret de l'instruction. Des mois, voire des années, plus tard, « l'affaire », si elle n'est pas terminée par un non-lieu, sera jugée, souvent mal. Entre-temps, le policier fautif aura parfois été sanctionné par la commission de discipline de son corps, dans le secret de l'administration.

A ce jeu, les grands perdants demeurent le citoyen, qui ne sait plus s'il possède des voies de recours contre les excès policiers ou s'il s'y trouve désormais complètement livré, et le policier honnête, qui demeure attaché à la notion de service public et qui, de jour en jour, se trouvera confronté aux reproches, parfois aux *injures* d'*une population* mal informée. Autant d'occasions de bavures supplémentaires... Entre le fatalisme résigné *(« c'est comme partout, il y a du bon et du mauvais »)*, et la généralisation abusive *(« tous des pourris »)*, n'y aurait-il pas place pour l'explication ? La bavure ne serait-elle pas le produit de causes décelables ?

Mal parti, mal formé, mal arrivé

« *La police, un métier d'homme* », proclament — non sans sexisme — les affiches apposées dans les commissariats par les services de recrutement de la police nationale. On pourrait ajouter : des hommes qui ont leurs caractéristiques propres.

Un premirèe donnée s'impose : en grande majorité, la police s'autorecrute. Le futur policier a un père, un parent ou un ami proche dans la police. Seule une minorité choisit ce métier par goût personnel. 26,5 % des effectifs de la quatre-vingt-neuvième promotion, sortie récemment de l'école des gardiens de la paix de Vannes, motivent ainsi leur choix tandis que 56,5 % invoquent leurs relations familiales ou amicales. Pour 1977, les pourcentages relatifs aux quatre-vingt-quatrième et quatre-vingt-cinquième promotions de l'école de Sens, plus spécialement destinée à former les C.R.S., sont à peine différents : respectivement 25 % et 65 %. Encore faut-il remarquer que les raisons « familiales » peuvent en recouvrir d'autres, telle, par exemple, la situation de l'emploi. L'étude des origines régionales, *promotion* après promotion, indique bien que le chômage, qui ne figure d'ailleurs jamais parmi les motivations dans les statistiques officielles, joue un rôle non négligeable. Seul le métier librement choisi est bien fait ; le policier fait souvent mal le sien parce que les circonstances le lui imposent.

Laissé-pour-compte de la croissance économique, le futur gardien de la paix est souvent aussi un « accidenté » du système scolaire. Selon un responsable syndical, le recrutement de la décennie 1968-1978 a compté une moyenne de stagiaires issus à 85 % des classes de transition. S'il semble *s'être amélioré* depuis deux ans (le nombre de bacheliers et d'élèves de terminale s'est sensiblement accru, vraisemblablement, là aussi, à cause du chômage), la proportion de ceux qui n'ont pour tout diplôme que le certificat d'études primaires ou qui n'ont pas dépassé le cap de la quatrième du cycle des études secondaires *est encore forte. Une* statistique portant sur le test d'orthographe de la dernière promotion de l'école de Vannes indique que plus de 89 % des stagiaires ont fait entre onze et plus de quarante fautes dans une dictée ; 45,7 % ont fait entre onze et vingt fautes ; 0,5 % de l'effectif a fait moins de six *fautes. Autre reflet du bas niveau* du recrutement : c'est par hasard et après maintes interrogations sur la qualité de l'indicateur des rues remis à chaque gardien, que des instructeurs de l'école des gardiens de la paix de Vincennes ont compris pourquoi leurs stagiaires ne savaient pas s'en servir : ils maîtrisaient mal l'ordre alphabétique.

Ce retard, qui tient à des causes sociologiques depuis longtemps reconnues, n'est pas comblé par la formation que reçoit le futur gardien de la paix. Après un concours d'entrée et un examen médical — en fait, le seul obstacle sérieux, — il sera dirigé sur un des quatre centres régionaux d'instruction des corps urbains (CRICU) — Vannes, Reims, Châtel-Guyon, Fos-sur-Mer, — le centre de formation des C.R.S. de Sens ,ou encore le centre d'application des personnels en uniforme (CAPU) de Vincennes, où sont formés les gardiens parisiens. Il y recevra une formation de cinq mois (elle fut longtemps de quatre mois), récemment portée à *neuf* par adjonction d'un stage pratique effectué dans les services.

A l'évidence, cette formation, qui atteint plusieurs années dans des pays voisins, est insuffisante. On le reconnait au ministère de l'intérieur, où l'on se félicite des dernières mesures prises, tout en estimant positif pour la qualité du recrutement futur qu'il y ait actuellement onze candidats gardiens pour chaque poste offert. Mais, en attendant, il faut faire avec ce que l'on a, c'est-à-dire les recrues des dix dernières années, dont les « anciens », engagés dans les années 1956-1967, soulignent l'immaturité et le manque de sang-froid *devant* la moindre situation sortant de l'ordinaire. Ce sont pourtant ces « bleus » qui, à partir de 1968, ont massivement renouvelé le corps, en quelques années de recrutement forcé. Mal parti, mal formé, mal arrivé, c'est ce gardien-là qui est à l'origine de la bavure la plus « banale », celle qui débute par une simple altercation avec un automobiliste, continue par un échange où la menace de l'un répond au mépris trop affiché de l'autre, et se termine parfois par des coups... et des poursuites contre celui qui en a été la victime. Il est des revanches sociales que l'on s'octroie parfois à coups de gueule, de verbalisation abusive ou de matraque.

Surtout, comme c'est le cas à Paris, lorsqu'aux contraintes de son service le policier ajoute celles qui pèsent sur sa vie de banlieusard. 85 % des gardiens de la paix parisiens habitent hors de la capitale et de sa petite couronne, dans ce qu'il faut bien appeler des « flicvilles » situées parfois à plus de 50 kilomètres du lieu de travail. Tous les quatre jours, le gardien prend son service à 6 h. 30 pour l'interrompre à 12 heures, le reprendre à 19 heures et le terminer à 23 h. 30. C'est ce qu'on appelle la « grande tournée ». Les autres jours il commencera successivement à 12 h., 6 h. 30 et encore 12 h. Ces horaires *différents chaque* jour, ces déplacements interminables, ne sont évidemment pas propices à une bonne harmonie familiale ou professionnelle. Est-ce un hasard si l'alcoolisme est fort répandu dans les commissariats et si, en 1978, sur les vingt-deux mille gardiens que comptent Paris et les trois départements de la « petite couronne », plus de mille trois cents ont fréquenté la consultation neuro-psychiatrique de la préfecture de police ? En est-ce un autre si, aujourd'hui, six mille huit cent quatre-vingt-seize gradés et gardiens attendent impatiemment d'être mutés en province n'hésitant pas, chaque année, à renouveler la même demande qui mettra neuf à onze ans à être satisfaite ?

GEORGES MARION.

Prochain article :

LA LOI DU SILENCE

MÉDECINE

Au IX[e] congrès européen de thérapie comportementale

Apprentissage et conditionnement

Le neuvième congrès européen de thérapie comportementale réunit, du 4 au 7 septembre à Paris, plus de cinq cents participants venus du monde entier, dont cent cinquante français.

C'est la première fois qu'un pays francophone accueille ce congrès, ce qui montre l'intérêt croissant mais récent que les praticiens français manifestent pour cette discipline, qui connait dans les pays anglo-saxons un succès certain depuis plusieurs décennies.

L'Association française de thérapie comportementale ne compte que cent soixante adhérents et une soixantaine de praticiens seulement, utilisent cette méthode, enseignée à l'université dans le cours des études de psychiatrie et de psychologie.

Cette réticence des pays latins correspond, en grande partie, à des préjugés d'ordre dogmatique, ou conceptuel. En effet, la thérapie comportementale recourt aux principes du conditionnement pour modifier un comportement humain.

D'autre part elle peut, à certains égards, paraître s'opposer à la psychanalyse. Mais, en fait, elles sont complémentaires dans leur principe. Cette technique, en effet, n'a pas *pour objet d'élucider un conflit intra*-psychique. Elle vise simplement à déconditionner un comportement pour le conditionner dans un autre sens, afin d'aider un individu à retrouver une vie normale ; il s'agit en somme d'une méthode d'apprentissage issue à la fois des travaux de Pavlov, au début de ce siècle, et de ceux de Watson et de Skinner *aux Etats-Unis plus récemment.*

La « désensibilisation » systématique est certainement la méthode de thérapie comportementale la plus connue. C'est Joseph Wolpé (Etats-Unis) qui en a formulé le premier les bases théoriques à la suite de travaux portant sur les névroses expérimentales induites chez les chats. Il s'agit d'inhiber une réaction *anxieuse qui se produit dans certaines situations auxquelles le sujet est anormalement sensible (les pièces fermées, pour la claustrophobie ; les rues, les foules pour l'agoraphobie ; les microbes, les animaux ou les femmes, par exemple).*

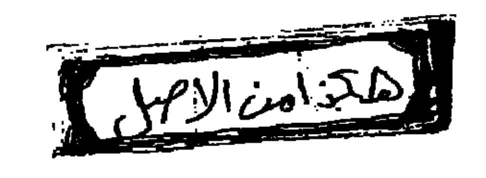
La thérapie consiste à préciser le lien entre certaines situations et la réponse d'anxiété en utilisant des thérapeutiques reposant sur le principe de l'inhibition réciproque. Wolpé propose alors une définition qui, quoique n'englobant pas tous les aspects de ce traitement, exprime bien son mécanisme : « *C'est l'utilisation du principe d'apprentissage expérimentalement défini en vue de changer les comportements inadaptés.* »

Cette technique permet, le plus souvent, non la guérison mais l'amélioration d'états pathologiques très variés (névrose principalement) chez l'enfant, l'adulte ou le vieillard.

Des comportements pathologiques (obsessionnels, comme l'agoraphobie, anxieux ou autres) peuvent être modifiés, au grand soulagement du malade, par un système de reconditionnement *recourant au principe des* « récompenses » ou des « punitions » pour les comportements nocifs ou bienfaisants.

Le recours à ces techniques pose cependant des problèmes éthiques majeurs. De plus, le principe de la punition a déjà entraîné aux Etats-Unis des abus et des procès retentissants. Mais les excès restent très *limités et les spécialistes considèrent qu'ils ne sauraient être un frein* à la diffusion de cette méthode remarquablement efficace.

Enfin, si c'est en psychiatrie que la thérapie comportementale est la plus fréquemment utilisée, elle est également efficace dans une série de situations auxquelles est souvent confronté le médecin généraliste, *telles que l'hypertension, les céphalées*, les douleurs rhumatismales, *l'obésité*, *l'alcoolisme*, la *tabagie*, l'asthme ou les difficultés sexuelles. L'absence de tout enseignement, voire de toute information du futur généraliste français sur les possibilités et les indications de ce traitement, est à cet égard regrettable. Les programmes du congrès leur laissent une très large place.



JUSTICE

Dans la Drôme

Une des personnes intoxiquées par du pastis « artisanal » est décédée

L'ouvrier de Montélimar (Drôme), M. Michel Barratier, le plus gravement intoxiqué, lundi 3 septembre, par du pastis « artisanal » contenant de l'alcool méthylique, et hospitalisé au centre antipoison Edouard-Herriot, à Lyon (« le Monde » du 5 septembre), est décédé ce mercredi 5 septembre. Ce même jour, M. Mohamed Merahbe n'était pas sorti de son coma. Une troisième victime est atteinte de cécité.

Dans la journée de mardi 4 septembre, les gendarmes ont procédé à vingt-neuf perquisitions. Ils détiennent en garde à vue quatre suspects, au domicile desquels ils ont découvert plusieurs centaines de doses d'anéthol — l'extrait d'anis qui entre dans la fabrication du pastis — et une trentaine de litres d'alcool contenant vraisemblablement du méthanol. Les suspects devaient être présentés au parquet de Valence ce mercredi 5 septembre, dans l'après-midi.

Les degrés de toxicité de l'alcool

L'alcool est toujours toxique... mais beaucoup plus gravement encore s'il s'agit d'alcool méthylique (ou méthanol), impropre à la consommation. L'alcool utilisé pour la préparation des liqueurs ou apéritifs est l'alcool éthylique ou éthanol, que l'organisme adulte dégrade, en l'oxydant, au niveau des poumons et des reins, à raison de 10 millilitres à l'heure.

La méthanol, qui peut être extrait du processus de carbonisation du bois ou préparé par synthèse, est métabolisé, dégradé, cinq fois moins rapidement que l'éthanol, par voie respiratoire et par les urines, pour aboutir à la formation d'acide formique et de formaldéhyde.

Une dose massive d'alcool éthylique, celui que contiennent nos boissons alcoolisées, entraîne un coma. Une alcoolémie égale ou supérieure à 6 grammes par litre justifie le placement d'un rein artificiel et, naturellement, une ventilation artificielle car les centres respiratoires sont en profonde dépression.

Les intoxications par l'alcool méthylique surviennent de la même façon, mais pour des doses cinq fois moindres (1 gramme par litre). Elles se traduisent également, dans les cas graves, par un coma profond et un abaissement de la tension artérielle.

Les troubles visuels (lésions de la rétine et du nerf optique) sont caractéristiques de cette intoxication : ils peuvent laisser, si le sujet survit, des séquelles définitives graves allant jusqu'à la cécité.

Un rétrécissement définitif du champ visuel peut accompagner de même les intoxications légères au méthanol qui se traduisent essentiellement par des migraines et des vertiges. La grande toxicité du méthanol explique qu'il soit impropre à la consommation et qu'il soit strictement interdit de l'utiliser à cette fin.

Docteur E. L.

Faits et jugements

L'avocat belge de François Besse a été inculpé de complicité d'évasion.

Mᵉ Michel Graindorge, l'avocat belge de François Besse, le complice de Jacques Mesrine, a été inculpé, mardi 5 septembre, après son arrestation le 31 août (*le Monde* du 5 septembre), pour avoir participé à l'évasion de son client, le jeudi 26 juillet, du palais de juistice de Bruxelles. Il est accusé de complicité dans une prise d'otage, d'avoir facilité une évasion avec « *transmission d'arme* », d'association de malfaiteurs et de recel de criminel.

Mᵉ Pierre Legros, avocat chargé de la défense de Mᵉ Graindorge, affirme que les accusations du parquet ne reposent sur aucun élément matériel : les perquisitions au domicile de l'avocat n'auraient rien donné : ce serait uniquement, d'aprèsl ui, sur la base desd éclarations de Mlle Isabelle de Andres, arrêtée, elle aussi, la semaine dernière pour avoir participé à l'évasion de François Besse, que le parquet aurait agi.

Dans une interview à la radio belge, le 27 juillet au lendemain de l'évasion de François Besse, Mᵉ Graindorge avait clairement défini son attitude : « *Tant qu'on pratique le métier d'avocat avec une passion qui, je crois, est la mienne, on trace une ligne de démarcation entre un attachement farouche au devoir de la défense et le projet d'évasion que peut nourrir un détenu. C'est une question, non pas de morale, mais de bon sens. Quand un détenu parle de projet d'évasion, je trace une ligne de démarcation immédiate en disant que ce domaine-là ne me regarde pas. Pourquoi ? Parce que tout simplement je n'ai pas envie de mettre en cause un métier qui me passionne et pour lequel j'ai l'intention de continuer à combattre pour améliorer une série de choses fondamentales.* » — *(Corresp.)*

L'enquête sur l'attentat de Vesoul.

L'enquête sur l'attentat qui a détruit dimanche 2 septembre la quincaillerie Catena de Vesoul (*le Monde* du 4 septembre) s'oriente vers les milieux d'extrême droite, alors qu'une information judiciaire a été ouverte et confiée à Mlle Marie-Dominique Vergez, juge d'instruction par intérim à Vesoul.

La police judiciaire s'attache en particulier à comparer les explosifs utilisés à Vesoul avec les engins qui avaient servi notamment lors des attentats signés « Groupe Peiper » contre les sièges du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et de la Ligue des droits de l'homme à Paris, depuis le début de l'affaire Peiper.

Des indices nouveaux paraissent, d'autre part, pouvoir contribuer à l'identification des auteurs de cette « vengeance nazie », visant, par l'intermédiaire de son ancien employeur, le militant communiste qui avait retrouvé le criminel de guerre de Traves. Il *s'agit, par exemple, du sigle* O.N.R., inconnu jusqu'à présent en France et qui reprend l'apparence d'un groupe fasciste polonais d'avant guerre ; de la façon propre à l'extrême droite d'écrire le « F » du « P.C.F. » ; et enfin de l'emblème de trois flèches vers le haut barrées d'un cercle. — *(Cor.)*

M. Peyrefitte en voyage d'études aux États-Unis.

Le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, quitte Paris jeudi 6 septembre, pour un voyage de huit jours aux Etats-Unis. Il s'agit d'un voyage d'études à l'occasion duquel le ministre de la justice entend prendre connaissance du système pénitentiaire américain. Il se rendra notamment à New-York, Washington, Chicago, San-Francisco et Los Angeles. Pendant l'absence de M. Peyrefitte, son intérim sera assuré par le premier ministre.

Interpellation d'un dirigeant agricole.

Un responsable de la Fédération départementale des syndicats d'explotants agricoles (F.D.S.E.A.) de la Corse, M. Maurice Acquaviva, quarante-neuf ans, président du groupement interprofessionnel des vins, a été appréhendé le lundi 3 septembre à l'Ile-Rousse (Haute-Corse). Il a fait l'objet d'une contrainte par corps pour le refus de paiement de frais de justice s'élevant à 2 000 francs. Le dirigeant agricole avait été condamné à une peine d'amende par le tribunal de grande instance, ainsi que plusieurs autres agriculteurs, pour sa participation au sac de la direction départementale de l'agriculture à Ajaccio, au cours d'une manifestation, en mars 1975.

D'autre part, dans un entretien accordé au quotidien espagnol *El Pais*, M. Edmond Simeoni, porte-parole du mouvement autonomiste l'Union du peuple corse (U.P.C.), estme que « *la Corse se trouve placée dans un état de « légitime défense* ». A son avis, la violence des nationalistes est « *inévitable à cause du blocage de la situation maintenu par Paris avec une répression croissante* ». Il juge qu'aujourd'hui « *l'idée de l'indépendance ne fait pas rire* ».

Nouveau règlement de comptes à Marseille : deux morts.

M. Jean-Michel Rispoli, trente et un ans, et M. François Ciavaloini, trente-trois ans, ont été assassinés à coups de revolver de calibre 11,43 dans le quartier Thiars à Marseille. Vers 23 h. 30, au milieu des terrasses de café encore pleines et des tables de restaurant non desservies, un tueur embusqué a tiré sur trois hommes. Le premier a été tué sur le coup par une balle. Les deux autres se sont enfuis, poursuivis par le tireur, qui a atteint à son tour Jean-Michel Rispoli, touché de quatre balles. Il devait décéder peu après. Le troisième, selon des témoins, serait parvenu à échapper au tueur.

Immédiatement des policiers de la sûreté marseillaise, patrouillant à proximité, ont intercepté le tueur, Armand Filipini.

Selon les policiers, ce double meurtre n'a rien à voir avec l'exécution de Jean Bianchini, gérant du bar La Rotonde, survenue lundi après-midi 3 septembre. Il s'agirait d'un règlement de comptes entre petits truands. Depuis le début de l'été sept personnes ont péri sous les balles à Marseille.

● *L'assassinat de Zouheir Mohsen.* — La France a demandé officiellement, le mardi 4 septembre, l'extradition de M. Mohsen Jaroudi, l'étudiant libanais accusé d'avoir participé à l'assassinat du dirigeant de l'O.L.P., M. Zoubeir Mohsen, en juillet dernier, à Cannes. M. Jaroudi a été arrêté, le 20 août, à Genève, à la demande des autorités françaises. — *(A.F.P.)*

● *Le tribunal de Paris* a refusé d'ordonner la saisie du numéro de septembre de la revue *Que choisir ?*, demandée en référé, le lundi 3 septembre, par la société des éditions Téléguide qui éditent notamment des revues et posters pour enfants. *Que choisir ?* dénonçait dans son article les mécanismes commerciaux de vente de ces autocollants.

● *Accident d'avion à Nice : ouverture d'une enquête.* — Le parquet de Grasse vient d'ouvrir une information judiciaire afin de déterminer les causes de l'accident du bimoteur de la compagnie danoise Sterling Airways qui s'est abîmé en mer, le lundi soir 3 septembre, non loin de l'aéroport de Nice, avec dix personnes à son bord. Le juge d'instruction a donné commission rogatoire à la police de l'air et des frontières pour mener l'enquête sur l'ensemble du territoire survolé par l'avion.

● *Six personnes ont trouvé la mort*, au cours de la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre, dans l'incendie d'un hôtel à Norddof, sur une île frisonne de la R.F.A. en mer du Nord. — *(A.F.P.)*

ÉDUCATION

Une enquête du « Monde de l'éducation » sur le travail des enfants

Un récent rapport du Bureau international du travail (B.I.T.) évalue à près de cent millions le nombre des enfants qui, à travers le monde, sont contraints de travailler (*le Monde* daté 26-27 août), notamment dans des mines et des usines d'Asie et d'Amérique latine. Ce phénomène est aussi observé dans une moindre mesure, en Europe (Portugal et Italie en particulier).

La France, pays « *hautement civilisé* », semble à l'écart de telles pratiques : la scolarité obligatoire, les lois et les règlements en vigueur et, bien sûr, la morale, s'y opposent, du moins en apparence.

Une enquête de Danielle Rouard, dans le dernier numéro du *Monde de l'éducation* (1), prouve pourtant que cette survivance du passé n'a pas complètement disparu.

Par de multiples exemples, cette enquête montre que la pratique des « *petits métiers* » par les enfants est encore assez répandue en France. Il y a ceux, garçons et filles, qui piquent à la machine, ceux qui récupèrent la ferraille pendant que d'autres vendent sur les marchés ou trient écrous et boulons dans des usines.

Enfants scolarisés pour la plupart, ils exécutent de petits travaux en plus des heures de classe. Parfois le soir à la sortie de l'école, plus souvent le mercredi, pendant les week-ends ou les vacances. Mais il faut, dans certains cas, « *augmenter la production* » au détriment des études. C'est alors l'absence ou pire, comme cette « *fillette de douze ans qui écoute l'instituteur en tricotant* », car, explique Danielle Rouard, cette enfant doit fabriquer des bouteilles enveloppées de poupées de laines bariolées « *pour vendre avec sa famille le brin de muguet dix fois son prix* ».

Le même numéro présente, d'autre part, « *les enfants de l'alternance* », ces élèves des classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) et parfois des classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.), qui passent alternativement une semaine au collège à suivre desc ours et une semaine à travailler dans une petite entreprise ou chez un commerçant.

(1) Septembre 1979, n° 53, 7 F.

● *Comme chaque année le Conseil national du patronat français* (C.N.P.F.) recommande, dans une note aux chefs d'entreprise, d'accorder « *dans toute la mesure du possible des assouplissements d'horaires le jeudi 13 septembre 1979 pour donner aux mères qui le souhaitent, le temps d'emmener leurs très jeunes enfants à l'école* ».

[Cette initiative, prise par le C.N.P.F. depuis quelques années, est fort louable. Mais pourquoi ne pas l'élargir aux pères qui le souhaiteraient ?]

RELIGION

Une lettre de l'Église de la nouvelle compréhension

A la suite de notre article « La scientologie ne désarme pas » (le Monde *du 21 août), qui posait des questions sur les liens qui existeraient entre la scientologie et l'Association pour le respect des libertés spirituelles, l'Eglise de la nouvelle compréhension (ex-Eglise de scientologie), usant de son droit de réponse, nous adresse le texte suivant :*

Si derrière l'utilisation gratuite d'une main-d'œuvre noire arbitrairement internée dans des camps psychiatriques se cache le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, c'est par contre au grand jour et en son nom propre que l'Elise de scientologie à découvert et dénoncé ce scandale contre les droits de l'homme.

Aux Etats-Unis, la C.I.A. s'est abritée derrière la psychiatrie pour tester anonymement sur des personnes non prévenues de puissantes drogues mises au point dans un but de contrôle mental. C'est par contre au grand jour que la commission « Les citoyens américains pour l'honnêteté au sein du gouvernement », officiellement parrainée par l'Elise de scientologie, a dénoncé ces pratiques.

Une campagne internationale a été lancée par cette commission avec l'appui officiel de l'Eglise de scientologie. Elle vise le secret dont le gouvernement américain entoure le crime contre l'humanité représenté par le B.Z., arme chimique dix à cent fois plus puissante que le L.S.D., et c'est très officiellement que l'Eglise de scientologie de Suisse a déposé un mémoire très documenté à ce propos à la conférense du désarmement à Genève.

C'est également très officiellement et au grand jour que la commission de citoyen pour les droits de l'homme, qui lutte contre les abus de la psychiatrie, est parrainée en France par la scientologie, en l'occurrence, l'Eglise de la nouvelle compréhension.

SCIENCES

UN COSMONAUTE FRANÇAIS POURRAIT VOLER DÈS 1982 A BORD D'UN SOYOUZ

Le cosmonaute français qui doit s'intégrer à l'équipage d'un Soyouz et passer quelques jours dans une station Saliout pourrait voler dès 1982. C'est ce qu'a indiqué le président du Centre national d'études spatiales (CNES), M. Hubert Curien. La date de 1982 est la première possible compte tenu des délais nécessaires à la définition précise de la mission, à la sélection des candidats, et à l'apprentissage poussé du russe : il faut ensuite prévoir un an ou dix-huit mois d'entrainement à la « cité des étoiles », près de Moscou. Il faut aussi que cette date soit compatible avec le programme soviétique. Mais le vol du cosmonaute aura lieu avant l'autre grand programme franco-soviétique, l'envol d'un ballon dans l'atmosphère de Vénus. Cette opération était prévue pour 1983, mais les difficultés techniques plus grandes que prévu l'ont fait repousser.

C'est au cours du sommet franco-soviétique d'avril 1978 que le président Brejnev a proposé au président de la République de faire participer un Français au programme soviétique de vols habités, proposition qui a immédiatement été acceptée dans son principe. Une mission française composée de médecins et de techniciens de l'espace va partir à Moscou pour mettre au point avec les Soviétiques les critères physiques exigés et le mode de sélection.

SOIXANTE-DEUX ASTRONAUTES POUR LA NAVETTE SPATIALE

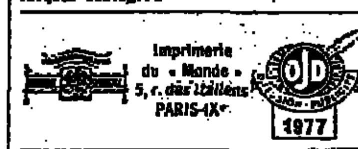
La NASA vient de sélectionner trente-cinq nouveaux astronautes, parmi lesquels figurent six femmes. Tous pourront faire partie des futurs équipages de la navette spatiale. Quinze d'entre eux seront formés comme pilotes, tandis que les autres deviendront des « spécialistes charges utile ». Ces derniers seront appelés à s'occuper des expériences scientifiques et techniques embarquées dans les soutes de la navette.

Le corps des astronautes de la NASA compte désormais soixante-deux personnes, qui, en principe, doivent suivre un entraînement de deux ans. Mais, selon les responsables de la NASA, les nouveaux admis ont fait de tels progrès depuis l'an dernier qu'ils ont satisfait aux exigences techniques et physiques en moitié moins de temps que prévu. Aussi la NASA a-t-elle décidé de limiter désormais à un an l'entraînement de ses futurs astronautes.

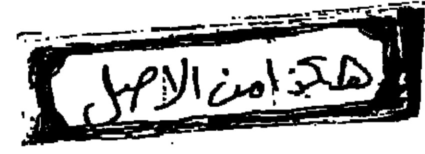
RÉORGANISATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Le *Journal officiel* du mercredi 5 septembre publie un décret portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie. Désormais, les usagers (aviateurs, marins, agriculteurs, entrepreneurs de travaux publics — entre autres) sont représentés au Conseil. Les présidents des commissions chargées des différents domaines de la météorologie font maintenant partie du Conseil. Ces commissions ont désormais une existence officielle. Auparavant, elles existaient au titre du seul règlement intérieur du Conseil. Ces modifications sont une conséquence de la récente réorganisation du ministère des transports qui a la tutelle de la météorologie. Le secrétariat général de l'aviation civile, qui coiffait la météorologie, a disparu, remplacé par deux directions indépendantes l'une de l'autre, celle de l'aviation civile et celle de la météorologie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1977





SCIENCES

UN SATELLITE SOVIÉTIQUE SERAIT RESPONSABLE DES INTERFÉRENCES RADIO SUBIES PAR PIONEER-11

Contrairement à ce que pensaient les responsables de la mission spatiale Pioneer-11, les interférences radio qui ont empêché la réception des données recueillies sur Titan, l'un des dix satellites de Saturne, auraient été produites par un satellite soviétique. Le Soleil, que la NASA avait, un temps, rendu responsable du phénomène, semble donc hors de cause.

Selon le directeur de la mission Pioneer, M. Charles Hall, personne n'a pensé que le satellite soviétique, récemment lancé, pourrait perturber la réception des signaux de la sonde par la station d'écoute de Madrid. Les émissions du satellite soviétique se sont en effet révélées cent à mille fois plus puissantes que le faible signal envoyé depuis 1,5 milliard de kilomètres par Pioneer-11.

Récupérer les données transmises par la sonde

D'ordinaire, et cela a déjà été fait à plusieurs reprises dans le passé, la NASA demande aux Soviétiques de libérer pour un temps la bande de fréquence radio utilisée par ses sondes interplanétaires. Personne ne doute aujourd'hui à Mountain-View (Californie), où l'on suit le déroulement du vol de Pioneer-11, que les Soviétiques auraient pris toutes les mesures qui s'imposaient pour éviter ces interférences si on le leur avait demandé.

Désormais, tout va être tenté pour récupérer les données retransmises par Pioneer pendant cette période. M. Hall s'est cependant montré pessimiste sur les résultats de cette tentative de décryptage au cours de laquelle les spécialistes essaieront d'effacer les signaux soviétiques sur les bandes magnétiques pour ne garder que ceux réellement émis par la sonde américaine. Si l'opération échoue, il ne restera plus qu'à attendre l'arrivée, en novembre 1980, de la première sonde Voyager dans la banlieue de Saturne, pour obtenir les premières mesures de température et les premières observations à l'infrarouge de Titan.

SPORTS

TENNIS — L'OPEN DES ÉTATS-UNIS

Les nerfs à l'épreuve

La journée de mercredi 5 septembre à Flushing-Meadow affiche des quarts de finale qui valent des finales de Wimbledon. Qu'on en juge : en simple messieurs, en fin de journée, Bjorn Borg contre Roscoe Tanner, réédition de la finale sur herbe de juillet dernier ; en simple dames, Chris Evert-Lloyd contre Evonne Goolagong-Cawley, Virginia Wade contre Billie-Jean King. Les autres matches, Connors-Dupré, McEnroe-Dibbs, Gerulaitis Kriek, se disputeront en nocturne.

De notre envoyé spécial

New-York. — Le tonnerre incessant des avions à réaction, la foule toujours en mouvement, un hot-dog dans une main, une boîte de coca-cola dans l'autre, l'air poisseux de toutes les pollutions imaginables, des odeurs échappées d'une laverie souterraine : autant de facteurs qui jouent avec les nerfs des concurrents de l'open des Etats-Unis déjà éprouvés par l'importance de l'enjeu.

Certains arrivent à rester maîtres d'eux-mêmes, quelles que soient les circonstances, comme le Suédois Bjorn Borg, dont l'impassibilité est devenue légendaire ; l'Américain Stan Smith, dont l'élégance et le fair-play sont exemplaires, ou encore l'Indien Vijay Amritraj, dont le sourire flotte imperturbablement. Mais le plus grand nombre se laissent aller à des gestes de mauvaise humeur incontrôlée.

Sans revenir sur le numéro de clown triste d'Ilie Nastase, qui a fait scandale la semaine dernière, on a vu, depuis, l'Américain John McEnroe se donner des coups de raquette sur la tête, trépigner et grommeler après un mauvais échange. Son compatriote Eddie Dibbs battait des bras comme un cormoran englué dans la marée noire quand Guillermo Vilas, à force de souffler sur ses doigts, arrivait à lui prendre un point.

Le plus violent de tous a sans doute été le Sud-Américain Johan Kriek, le vainqueur de Noah, qui, selon les circonstances, jurait comme un charretier, projetait sa raquette au sol, faisait mine de mitrailler son adversaire ou bien de danser des claquettes sur la ligne de fond en gobant la balle. Le Belgo-Américain Pat Dupré affichait, lui, des mines de trappiste récitant le rosaire en donnant un tour de plus à son silice, tandis que son opposant malheureux, le petit Harold Solomon, qu'il élimina mardi en cinq sets, criait « stupid » à chaque faute.

Jimmy Connors, qui ne rechigne pas habituellement au spectacle — il lui est arrivé d'accrocher des pompons à ses chaussettes, comme faisait le boxeur Mohammed Ali, pour énerver ses adversaires, — prenait sans cesse le ciel à témoin ou bien niait de la tête les mauvais coups du sort, lors de ses échanges avec Brian Gottfried, qui, dans l'adversité — il fut battu en quatre sets, — se voûtait comme un vieillard perclus de rhumatismes.

Depuis que les joueurs ont pris l'habitude d'ahaner comme des bûcherons en délivrant leurs services, il est vrai qu'on s'était habitué aux grognements sur les courts. Mais à Flushing-Meadow, on est proche parfois de la crise de nerfs. Le jeune espoir français Henry Leconte, qui était engagé dans le tournoi juniors, a paru sur des charbons ardents tout au long de son match contre le Péruvien Arraya. Incapable de se concentrer, il gesticulait en tous sens pendant les repos et décochait ses services sans prendre le temps de souffler, avant de quitter le court, battu (6-2, 6-3), et comme possédé de tous les démons.

Les dames ne sont naturellement pas à l'abri de ces défaillances nerveuses. L'Américaine Kathy Jordan (dix-neuf ans), tendue comme un ressort, a craqué, s'agitant tout à coup comme une poupée désarticulée, lors du tie-break décisif face à sa jeune rivale Tracy Austin (4-6, 6-1, 7-6) qui, en dépit de ses seize ans, a su se maîtriser

ALAIN GIRAUDO.

SIMPLE MESSIEURS (*huitièmes de finale*) : Jimmy Connors (E.-U.) b. Brian Gottfried (E.-U.), 6-2, 1-6, 6-4, 7-5 ; John McEnroe (E.-U.) b. Tom Gorman (E.-U.), 6-2, 6-4, 6-1 ; Pat Dupré (E.-U.) b. Harold Solomon (E.-U.), 3-6, 6-3, 6-2, 4-6, 6-4 ; Roscoe Tanner (E.-U.) b. Tim Gullikson (E.-U.), 6-3, 6-4, 7-5.

SIMPLE DAMES (*huitièmes de finale*) : Tracy Austin (E.-U.) b. Kathy Jordan (E.-U.), 4-6, 6-1, 7-6 ; Chris Evert-Lloyd (E.-U.) b. Sherry Acker (E.-U.), 4-6, 6-0, 6-2 ; Sylvia Hanika (R.F.A.) b. Dianne Fromholtz (Aust.), 6-7, 6-4, 6-4 ; Kerry Reid (Aust.) b. Anne Smith (E.-U.), 4-6, 7-5, 7-6.

ATHLÉTISME — MENNEA BAT LE RECORD D'EUROPE DU 100 MÈTRES

Au cours d'une séance d'entraînement chronométrée dans le stade olympique de Mexico, qui préludait aux épreuves athlétiques de l'Universiade, le sprinter italien Pietro Mennea (vingt-sept ans, 1 m 76, 60 kilos) a établi un nouveau record d'Europe du 100 mètres plat en 10 sec. 1. L'ancien record appartenait à l'ancien champion olympique soviétique Valéri Borzov.

SPORTS ÉQUESTRES

Un Danois champion d'Europe de concours complet

De notre envoyé spécial

Lühmuhlen (République fédérale d'Allemagne). — Charmant hameau situé à une cinquantaine de kilomètres de Hambourg, Lühmuhlen, dans le monde du concours complet, égale en réputation Badminton (Grande-Bretagne), Saumur et le Haras du Pin en France, Bâle (Suisse), Stockholm (Suède) et, aux Etats-Unis, Lexington (Kentucky).

L'équitation figurant parmi les sports de masse en Allemagne fédérale (heureux pays), le championnat d'Europe de concours complet ainsi disputé à Lühmuhlen du 30 août au 2 septembre, ne pouvait être qu'un succès sans aucune comparaison avec les mêmes compétitions organisées en France où, quand elles réunissent quinze mille personnes, on crie au miracle.

Accourus dès 7 heures du matin de Hambourg, Hanovre, Bremen, Lubeck et même de Kiel, plus de cent mille spectateurs, matraqués par un soleil de fournaise, se sont fait rôtir sans sourciller neuf heures de rang, canalisés par un service d'ordre à l'allemande, les coups de sifflet transformant en statue de sel tout contrevenant au règlement.

C'était, samedi, la journée réservée au cross, c'est-à-dire à l'épreuve de fond la plus glorieuse, car les deux « routiers » et même le steeple préliminaire n'ont qu'un très minime aspect combatif. Mais attention ! Quand les premiers concurrents de cette épreuve s'élancèrent à l'assaut du premier des trente-cinq obstacles, en l'occurrence un énorme talus fait de branchages de sapins « appelé » par un fossé assez profond, ils avaient déjà près de 20 kilomètres dans les jambes et 7,413 kilomètres les attendaient, hérissés de combinaisons à donner la chair de poule aux cavaliers les plus casse-cou, les Soviétiques dans le genre n'étant pas à la traîne.

A vrai dire, qu'est-ce que le cross au niveau du championnat d'Europe ? Le cross, c'est le parcours du combattant dans toute sa splendeur. Le cheval qui le termine indemne est un héros qui suivrait jusqu'au sacrifice suprême son pilote. Nous avons beau fouiller nos souvenirs, pas un cheval de concours hippique, lequel est souvent capricieux, douillet et s'enrhume pour un simple courant d'air, ne serait capable de pareils actes. Repère indiscutable, les « combinaisons » les plus meurtrières étaient annoncées par le nombre impressionnant d'ambulances, de civières déposées à même le sol et de nurses prêtes à vous empoigner un cavalier blessé au moindre signal d'alarme.

Parmi les obstacles les plus spectaculaires de ce cross européen figurait la longue combinaison sur l'eau, constituée par les numéros 6 A, 6 B et 6 C, immédiatement suivis en numéro 7 d'une barrière blanche arrondie puis, après une forte dénivellation, un fossé très profond à franchir de volée avec un amoncellement de branchages de sapins. Inutile de dire que les incidents et éliminations y furent nombreux devant un public accroché par grappes humaines. L'épreuve se terminait par le franchissement d'un tronc d'arbre avec un fossé d'eau en contrebas, et encore le saut d'un mur, après la traversée d'un enclos, dernier effort avant l'arrivée au poteau.

Par équipes, les Français Thierry Touzaint, Thierry Lacour, Edouard Decharme, Armand Bigot, figurent à la troisième place après l'Irlande et la Grande-Bretagne, l'Italie, la R.F.A., la Pologne, les Pays-Bas suivant avec des pénalisations relativement lourdes. La couronne à titre individuel revient au jeune Danois Niels Haggensen, vingt-quatre ans, étudiant en sciences économiques à Copenhague. C'est d'ailleurs la grande caractéristique du concours complet. Ses cavaliers sont des amateurs à 100 %, les nôtres les premiers qui occupent dans la vie des fonctions diverses, ne s'entraînant qu'à leurs rares heures de loisirs. Armand Bigot, pour sa part, est employé de banque dans le « civil ». Tel est aussi le cas de la jeune Normande Claire Prévost, vingt-huit ans, enseignante dans une institution privée de Trouville et qui signa ici, à titre individuel, une performance remarquable de bout en bout. Son cheval, *Duke*, onze ans, a été acheté 3 000 F de ses deniers, à quelques heures de partir pour la boucherie.

ROLAND MERLIN.

Le Monde

régions

PARIS — Le Forum des Halles sous le verdict du public

Avant d'être ouvert au public ce mercredi 5 septembre, le forum des Halles a reçu, lors de son inauguration, la visite de quelque quinze mille personnes. Le service d'ordre filtrait sévèrement la foule des invités, et des chicanes de plantes vertes avaient été placées près des escaliers mécaniques qui irriguent les quatre niveaux du centre commercial depuis la gare du R.E.R.

La place basse entourée de verrières était comble mardi à midi, à l'heure des discours. Après M. Claude Pierre-Brossolette, président-directeur général du Crédit lyonnais et président de la société civile du Forum, M. Christian de La Malène, premier adjoint au maire et président de la société d'aménagement des Halles (SEMAH), célébra cette « victoire sur l'incrédulité ». Rappelant « les procès d'intention, les critiques passionnées, les évocations dramatiques du trou, parfois même les injures qui ont accompagné le travail quotidien de l'équipe de cent personnes qui ont la charge d'un investissement de presque 2 milliards de francs », M. de La Malène évoqua la nouvelle conception d'urbanisme que représentent les Halles.

M. Chirac insista ensuite sur la « remarquable continuité » du déroulement du plan initial approuvé par le Conseil de Paris. Ignorant les hésitations et les incertitudes qui ont marqué cet aménagement depuis cinq ans, oubliant le défilé des architectes, M. Chirac rappela le terme de 1983 fixé à l'opération.

Le maire de Paris avait auparavant visité, en compagnie de M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Ile-de-France, et de nombreuses personnalités, l'exposition qui retrace l'histoire du quartier, réalisée par la SEMAH et présentée sous un chapiteau rue Pierre-Lescot jusqu'au 5 octobre. Dans la soirée, un spectacle était présenté au centre du Forum.

L'ART DES PROFONDEURS :

Le moins et le plus

Un programme comme celui des Halles ne pouvait pas se passer d'art. Donc on en a prévu : des choses faites pour durer (hélas ! a-t-on parfois envie de dire) et d'autres qui resteront seulement le temps du lancement.

Voyons d'abord le définitif, situé dans des lieux de passage assurés : un mur peint, une voûte peinte, un mur d'images, vingt-huit piliers décorés de céramiques, une sculpture. La sculpture, il est impossible de ne pas la voir. Elle trône à l'air libre sur la place, groupe en marbre de figures bizarroïdes, symbolico-surréalistico-quelque chose. Académique au fond, elle est sagement pyramidale avec ses rondeurs bridées, inexpressives et ses roseurs polies et noyées dans le blanc d'un piédestal pompeux qui n'en finit pas de se moulurer. Elle s'appelle *Pyegemalion* et est signée Julio Silva.

Les piliers : ils sont aux trois portes d'accès des niveaux — 1 et — 2, soit quatorze à chaque niveau. Les auteurs : Rieti pour le — 1, Cueco pour le — 2, qui se renvoient un bestiaire enroulé sur gros cylindres porteurs. Pas mal du tout, en fait. L'un plutôt pour les jeux de perspectives, l'autre pour le traitement de la surface colorée appliqué à des bestioles de rang différent : le lion, la girafe ou l'oiseau de Rieti se trouvent d'ailleurs dans le secteur des grands magasins de mode; la vache, le mouton ou le chien de Cueco dans celui, plus terre à terre, de l'artisanat et de l'équipement de maison.

Passons aux murs et aux peintures regroupées dans la zone d'ombre, de nuit et de cinémas, niveau — 3. Pour égayer ? Attila dans sa voûte a, semble-t-il, tremblé et multiplié les repentirs au point, rue de l'Arc-en-Ciel, de passer ses couleurs à l'eau de Javel. Moretti, c'est l'inverse. Avec une assurance à vous couper le souffle, le voilà égal à lui-même, c'est-à-dire à une somme mal digérée de pastiches invraisemblables, de Mathieu au pop. Le pire, c'est que c'est effroyablement grand. Reste un mur d'images d'Antoine de Bary, plus discret celui-là, pour l'entrée d'un cinéma. Noir et blanc, c'est un montage copieux d'images et de textes, pour se refaire sa propre histoire du cinéma.

Et maintenant l'éphémère, qu'il faut aller chercher au fin fond des rues, dans des boutiques qui n'ont pas encore trouvé d'acquéreurs : on n'allait pas les laisser vides pour l'ouverture. La Serete-aménagement a donc confié à une agence artistique d'un style nouveau : l'agence Art + (plus, moins, on donne décidément dans le calcul) qu'anime Gilles de Bure, le soin de faire occuper ces espaces par des artistes, qui se sont chargés de détourner allègrement les espaces pour mettre un peu d'air dans tout ça.

Et c'est ainsi que pendant un mois on pourra s'échapper un peu. Se plonger dans une contemplation mystique sur fond de carreaux blancs (J.-P. Raynaud) ou se recueillir dans le bleu cryptique d'un monument perlé (Damian), se mouvoir dans une épure cinétique de Soto, s'intercaler entre les + au néon d' « ici » et de « là-bas » de Kowalski, prendre un bain de reflets et de poudre d'argent dans les guirlandes de PVC moulées sur feuilles de bettes de Messagier, se reposer dans un transat en écoutant le bruit de la mer et en regardant l'ombre d'un palmier (Malaval), méditer sur le pourquoi du mètre carré artistique de Fred Forest, voyager dans l'île de Sanejouand, une grande maquette-sculpture de poudres colorées, habitée autrement ; et aussi... se souvenir des Halles, celles qui sont mortes en 1971, en observant la lente dégradation des aubergines, des concombres et des radis roses échafaudés en « Piedeshalles »... par Miralda.

Dans le noir, dans le trou, dans les profondeurs du « moins », ils ont pensé le « plus », le ciel, la lumière. Une manière douce de contester.

L'évasion, tourner le dos, suivre le chemin de l'homme peint par Rieti sur le mur de béton du bastion de la R.A.T.P.

GENEVIÈVE BREERETTE.

« FRACTION SUR LE TEMPS » par Urban Sax

Le rituel de l'invasion

La musique d'Urban Sax fait partie de ces musiques fantastiques, inclassables, et c'était une idée forte de faire appel à ces musiciens cosmonautes de science-fiction qui arrivent généralement par les toits pour assiéger la ville de leurs fantasmes mouvants et anonymes.

Une idée forte parce que ces déconstructeurs répétitifs (qui jouent selon la formule du « souffle continu ») finissent toujours par triompher de l'espace. Leur angoisse métallique, leur musique à la fois hypnotique et subversive, urbaine et d'insectes carnivores, se devaient d'entrer en contradiction avec l'architecture sur laquelle Gilbert Artman, l'ordonnateur du groupe, s'est spécialement appuyé pour créer et composer « Fraction sur le temps ». Mais c'était sans compter sur la force de pression d'un lieu particulièrement chargé.

Les musiciens ont commencé, c'est dommage, avec près de deux heures de retard : un court-circuit introuvable. Une foule serrée attendait, patiente, sur la place, sur le grand escalier (qu'il fallut dégager), sur les terrasses, sur les balcons du Forum. De petites lampes blanches et vertes ont commencé leur appel régulier et intermittent dans un silence habité de parasites volontaires. Les premiers musiciens sont arrivés rapidement ; ils ont monté les marches qui mènent aux quatre estrades, où sont disposés les instruments ; quatre groupes de quatre, en combinaison noire et masques de cosmonautes derrière les guitares, les violons, les claviers, les vibraphones, les percussions ; un danseur s'est glissé, immobile et doré, devant la statue de marbre de la place : des flots de fumée bleue et noire se sont déversés, noyant un instant dans le brouillard les violons et les contrebasses. Et c'est alors qu'on a vu, tout en haut, là haut, sur les toits, d'autres silhouettes noires qui se mouvaient lentement, et, plus loin, d'autres encore, des employés de centrale nucléaire, avec des masques à gaz, agitant leurs saxos.

On était déjà dans le temps hors temps, dans la lamentation intemporelle d'une spirale qui se préparait tout doucement. Chant d'une voix humaine (superbe), chant des saxos (qui lui ressemblait en plus puissant), chant des violons, des vibraphones, des lumières crépitantes, voix humaine, encore, qui se retire comme une vague, revient, inonde l'espace. Le danseur en mouvement est d'une beauté fracassante. Dans la tension qui monte, compacte, en spirales interminables et sans cesse recommencées, dans l'attente exaspérée d'une excitation que tous les musiciens contrôlent et dont le dénouement est toujours repoussé, il s'enroule, se déroule, se désorganise un quart de seconde et se reconstruit, recommence.

Cérémonie interminable, qui semble toujours pareille et qui toujours change — imperceptiblement, — ponctuée à peine ou violemment par de brusques feux d'artifice, des explosions brèves. Les quelque trente saxophonistes ont quitté les toits sans qu'on s'en aperçoive ; ils arrivent sur le premier balcon, phalanstère de souffleurs, meute blanche qui lance ses derniers cris, le « grand jeu », avant de retourner au silence, définitivement.

C'était beau, très beau, et pourtant ils n'ont pas donné leur mesure. C'était comme s'il y avait eu une contagion de l'environnement, du public sur le spectacle. Comme si l'énorme manifestation d'inauguration avait atteint et défait la signification du rituel, pour le réduire à la fonction de faire valoir d'une fête dont on ne savait trop ce qui l'emportait, du mondain, du politique ou du seulement commercial.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Du 5 au 8 septembre inclus, Urban Sax animera les rues du Forum tous les après-midi et donnera un concert chaque soir à 20 h. 30 dans la nouvelle salle du Petit Forum (niveau 3).

ÉCHECS

Les cinquante-troisièmes championnats de France

Kouatly et Sellos disputeront un match de départage

Niveau moyen plus relevé

Les 53es championnats de France d'échecs ont pris fin à Courchevel sans qu'émerge du tournoi national un champion de France. A l'issue de la onzième et dernière ronde, le maître international franco-libanais Bachar Kouatly et le Parisien Didier Sellos (vingt et un ans tous les deux) se sont retrouvés à égalité à 8 points. Un match de départage en quatre parties aura lieu en octobre, probablement à Lyon.

Il faut regretter que ce championnat de France ne soit pas chaque année l'occasion pour les meilleurs Français de se retrouver. Il était boudé cette fois par quelques joueurs de premier plan, MM. Haik, Giffard, Chevaldonnet entre autres. Ceux-ci considèrent sans doute que déjà parés du titre national ils n'ont plus rien à prouver. Grave erreur dans une discipline où aucun Français n'est prophète en son pays... et encore moins à l'étranger. Nos meilleurs éléments, y compris le maître international Aldo Haik, évoluent très loin (à 300 ou 400 points Elo) des meilleurs joueurs de la planète et aucun d'eux ne domine vraiment ni les autres ni son sujet.

La vogue grandissante des échecs en France s'est confirmée à Courchevel, où l'altitude (1 850 mètres) n'a pas trop gêné les « pousseurs de bois » regroupés dans les vastes locaux de l'office de tourisme. Plus de six cents participants étaient réunis en cinq tournois. L'open fédéral ouvert à tous les licenciés, quel que soit leur niveau, comptait à lui seul quatre cent quatre-vingts échéphiles, parmi lesquels bon nombre de très jeunes joueurs. Les trois tournois à qualification (National, Accession classique et Accession ligues) réunissaient une centaine des meilleurs joueurs français. Enfin, douze femmes disputaient le championnat féminin, dont l'intérêt aussi bien que la philosophie sont contestables : le cerveau féminin est-il donc fait différemment ?

Si l'élite ne progresse que lentement, le niveau moyen de la masse a fait un bond en avant en quelques années, grâce en soit toujours rendue à l'inaccessible étoile Bobby Fischer qui, par le bruit et la fureur de son match contre Spassky en 1972, a réveillé les échecs dans tous les pays du monde.

Après lui, le bois fut changé en or et les jeunes garçons (Où sont les filles ? Elles n'étaient pas vingt sur six cents à Courchevel.) découvraient, émerveillés, l'alchimie des pièces. Entre 1972 et 1979, les effectifs de la Fédération française des échecs ont connu un boom sans précédent : de six mille à neuf mille cinq cents licenciés. Le blé monte, tel Philippe Bezilko, douze ans, déjà champion de France minimes, qui réussit à prendre la quatorzième place de l'open en battant des adultes chevronnés et peut aussi se vanter d'une victoire sur... Kortchnoi. En effet, le vice-champion du monde est venu, depuis la proche Suisse où il réside, donner une simultanée sur quarante échiquiers. Il gagna trente-cinq parties, en annula trois et en perdit deux dont celle contre le jeune Bezilko. Celui-ci est, avec un autre minime, Mirallès, un de nos plus sérieux espoirs pour la prochaine décennie.

NATIONAL. — 1. Didier Sellos et Bachar Kouatly, 8 pts ; 3. Daniel Roos et Richard Goldenberg, 7,5 ; 5. Pierre Meinsohn, Laurent Monnard et Alain Villeneuve, 6,5 (vingt-quatre participants).

ACCESSION CLASSIQUE. — 1. Pascal Herb et Francis Meinsohn, 7,5 pts ; 3. Eric Prié et Jean-Luc Roos, 7. Ces quatre joueurs sont qualifiés pour le National 1980 (vingt-quatre participants).

ACCESSION LIGUES. — 1. Jean-Christophe Yoccoz, 8 pts ; 2. Patrick Séry, 8. Ces deux joueurs sont qualifiés pour le National 1980 (cinquante-deux participants).

OPEN FEDERAL. — 1. Yves Lorentz, 9,5 pts, qualifié pour le National 1980 (quatre cent soixante-dix-neuf participants).

FEMININ. — 1. Monique Ruck-Petit, 7,5 pts.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Cannes à l'heure arabe

III. — Et s'ils ne venaient plus ...

par GUY PORTE

La clientèle du Proche-Orient mène grand train de vie. Les commerces de luxe se multiplient pour tirer profit de cette frénésie de consommation, de bijoux, de vêtements et de produits divers (« le Monde » des 4 et 5 septembre.)

Un appartement sur la Croisette, à Cannes, se vendait, il y a trois ou quatre ans, 10 000 ou 12 000 francs le mètre carré. Il faut aujourd'hui multiplier ces prix par deux et même, dans le cas des appartements « en front de mer » des Résidences du Gray-d'Albion, par quatre. Dans le quartier résidentiel de la Californie, même progression : de 5 000 à 8 000 francs, on est passé couramment à 12 000 ou 13 000 francs, voire, pour l'ensemble immobilier de très grand luxe Mariposa, à 20 000 francs le mètre carré.

Ni l'évolution de l'indice du coût de la construction ni les vives tensions qui caractérisent le marché foncier local ne suffisent à expliquer cette flambée des prix. La loi de l'offre et de la demande est, comme toujours, déterminante et, en l'occurrence, la demande de la clientèle du Proche-Orient constitue sans nul doute l'un des principaux facteurs de renchérissement de l'immobilier de luxe cannois. Celui-ci ne représente que 10 % à peine du parc de logements construits (en chiffre d'affaires, beaucoup plus, évidemment !).

Malheureusement, toutes les catégories d'appartements de standing — par une autre loi naturelle du marché — ont peu ou prou épousé ce mouvement ascensionnel des prix. « *Si bien*, constate un jeune agent immobilier, M. Jean-Yves Pelloux, *que nous avons perdu le contact avec la clientèle traditionnelle.* »

Un très petit nombre des trois cents professionnels de Cannes ont la « chance » de pouvoir toucher la clientèle — restreinte — des émirs, ne serait-ce qu'en raison de la pléthore d'intermédiaires qui s'interposent entre l'acquéreur et le vendeur, moyennant de confortables commissions. A ce propos, d'ailleurs, la pratique du bakchich, sans vraiment faire école — notre vieille institution du pourboire a ses lettres de noblesse — n'a pas tardé à s'épanouir dans le microcosme cannois.

« *Les chauffeurs de princes ou d'hommes d'affaires arabes sont des personnages importants qu'il convient de ne pas négliger* », remarque un commerçant. Le personnel subalterne des palaces n'est pas en reste. « *Courses de taxi, lavage des voitures, etc., c'est généralement 10 % de la facture* », ajoute ce même commerçant, qui a dû personnellement se montrer « compréhensif » à l'égard de certains concierges pour faire passer aux « bons clients » ses cartes de visite.

Les effets directs sur l'économie locale des investissements immobiliers réalisés par la clientèle du Proche-Orient sont, au demeurant, plus limités qu'on ne pourrait le penser. Cannes ne voit guère, en effet, la couleur des pétrodollars déposés dans des établissements financiers londoniens, suisses ou américains. Lorsque les transactions interviennent dans des conditions classiques, les agences bancaires locales se bornent à exécuter, par un simple jeu d'écritures, les ordres de transfert de capitaux donnés par l'acquéreur. Un grand nombre d'opérations se font par ailleurs sous forme de cession d'actions, par l'intermédiaire de sociétés étrangères qui ont assez fréquemment leur siège au Liechtenstein...

« *Les affaires, qu'il s'agisse de l'immobilier ou d'autres secteurs d'investissements, se traitent ailleurs qu'ici* », confirme M. Petitjean, directeur de l'agence locale du Crédit commercial de France. « *Cannes ne peut évidemment prétendre à devenir une place financière. Les comptes que nous ouvrons ici servent aux dépenses secondaires. Leur niveau n'est d'ailleurs pas négligeable, mais les effets indirects à travers les agences immobilières, les entrepreneurs — il faut bien construire les appartements que l'on vend, — les commerçants locaux, sont les plus importants.* »

Un vigoureux élan

L'arrivée de la clientèle du Proche-Orient, et essentiellement des Iraniens, a sans doute contribué aussi au phénomène d'hypertrophie du secteur commercial cannois. La colonie iranienne, nombreuse et dispendieuse (1), a incontestablement imprimé un vigoureux élan aux affaires, qui a connu son apogée dans les années 1977-1978. On a vu, pendant cette période, les créations de magasins se multiplier, tout particulièrement dans le domaine du prêt-à-porter (quarante boutiques ouvertes en l'espace de deux ou trois ans dans le même secteur de la partie supérieure de la rue d'Antibes).

Le retournement de la situation politique en Iran a mis brusquement une sourdine à cette euphorie. « *La soudaine défection des Iraniens*, témoigne un commerçant en prêt-à-porter masculin, M. Philippe Trabaud, *a fait chuter notre chiffre d'affaires de moitié dans notre magasin de la Croisette et de 30 % rue d'Antibes.* » Dans l'immobilier, les Iraniens sont aujourd'hui vendeurs, quelquefois même à perte, pour partir s'installer en Californie ou au Québec.

En attendant les Mexicains

La source des investissements iraniens tarie, ou presque, l'apport économique de la clientèle du Proche-Orient repose donc désormais sur des bases beaucoup plus étroites. Certains professionnels locaux restent néanmoins confiants en l'avenir. Claude Muller est de ceux-là. Cet ancien agriculteur d'Algérie, qui dirige aujourd'hui à Cannes l'une des plus importantes agences immobilières de la Côte d'Azur, a su, par son habileté et son mordant, devenir l'interlocuteur privilégié des nouveaux riches du pétrole. « *Nous ne sommes qu'au début des investissements arabes*, affirme-t-il. *La législation française, à la différence de celle de la Grande-Bretagne, ne les encourage malheureusement pas.* »

A ceux qui objectent que les grandes propriétés susceptibles d'intéresser les nouveaux hôtes de la Côte sont devenues rarissimes, l'entreprenant agent immobilier entend apporter la preuve qu'un produit spécifique peut encore être créé. Se muant en promoteur, Claude Muller va ainsi réaliser prochainement, dans un parc de 2 hectares, situé dans le quartier de la Croix-des-Gardes, à l'ouest de Cannes, vingt appartements de très grand luxe et de dix pièces chacun, en trois immeubles. Uniquement destinés à recevoir la clientèle arabe.

Beaucoup estiment pourtant que la fréquentation de Cannes par les émirs des Etats pétroliers n'offre aucune garantie de pérennité. « *Une conjoncture économique et politique favorable les a amenés*, fait-on remarquer. *Une autre conjoncture défavorable peut les remmener.* » L'exemple iranien vient naturellement étayer ces craintes. « *Les prodigalités de certains représentants du monde arabe pétrolier*, prophétise à ce propos un observateur libanais, *ne sauraient se perpétuer. Elles sont déjà sévèrement jugées par certains pays du tiers-monde auxquels on a fait des promesses d'aide économique qui n'ont pas été tenues.* »

On commence donc à Cannes à se poser la question : « *Et s' « ils » ne venaient plus ?* » L'éventualité n'effare pas outre-mesure. « *La ville*, argumentent les plus confiants, *n'a jamais cessé d'être courtisée par les plus riches clientèles de la Terre. Après les lords excentriques et les grands ducs de la Belle Epoque, après les milliardaires texans du dernier après-guerre, après les émirs du pétrole, nous attendons maintenant les Vénézuéliens ou les Mexicains...* »

FIN

(1) Selon certaines approximations, la colonie iranienne sur la Côte d'Azur aurait pu représenter six à sept mille familles dans les mois précédant les « événements ». Mais moins de cinq cents titres de séjour — nécessaires pour des séjours excédant trois mois — ont été actuellement délivrés par la préfecture des Alpes-Maritimes.



.S

le verdict du publi

ACTION SUR LE TEMPS » par Urban Sax

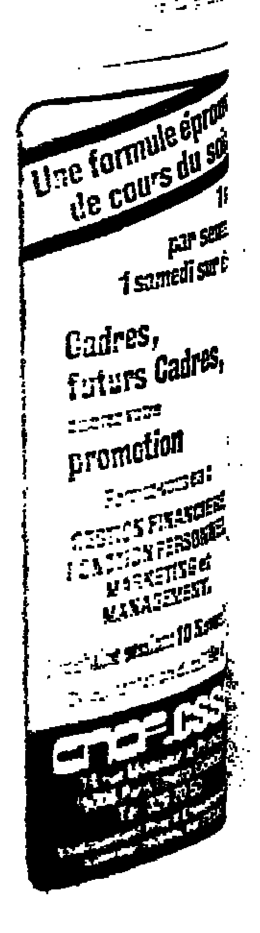
Le rituel de l'invasion

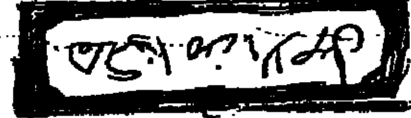
CATHERINE HUMBLOT

zur

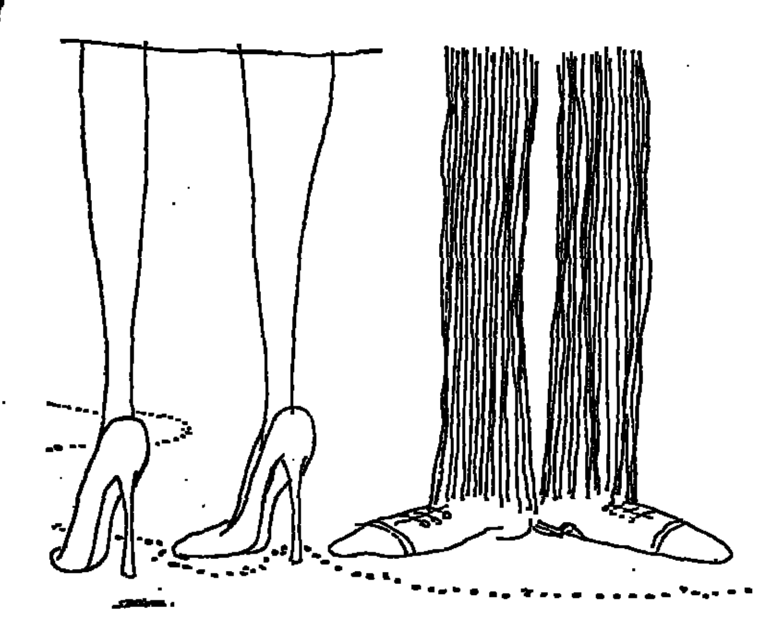
l'heure arabe

s'ils ne venaient plus ...





Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES



les enfants

Le consommateur consommé

L'ENFANT aime la publicité comme le sucre, sans se soucier des caries culturelles qu'elle provoque dans sa vision de lui-même et du monde, n'en déplaise aux professionnels qui, depuis six mois, suscitent enquêtes et colloques pour nous faire croire que les enfants résistent allégrement à la pression publicitaire...

On nous dit qu'ils savent fort bien choisir entre les produits. Peut-être. Mais s'ils se *défendent* de tel ou tel achat, ils n'échappent pas à la norme implicite et réitérée selon laquelle, pour être, il faut acheter.

On nous dit qu'ils rejettent les produits qui ne correspondent pas à leur publicité. Peut-être. Mais ils n'en continuent pas moins de gober spot après spot, comblant la déception de l'achat passé par le fantasme de l'achat à venir. Le renouvellement des envies anesthésie les frustrations. Ainsi se crée un déséquilibre dynamique qui conduit à ne vivre qu'en vue de futures consommations. Exister, c'est saliver.

On nous dit que, à l'inverse de l'adulte, l'enfant est surtout sensible à la valeur intrinsèque du produit. Peut-être. Mais la publicité ne s'efforce pas moins de lui associer les autres « valeurs » (socio-culturelles), de les y réduire, comme s'il fallait imprégner l'enfant de l'idée que *toutes* les dimensions de l'existence vont pouvoir se vivre dans la seule consommation. Le goût du risque, l'aventure, c'est Smarties transformé en bolide. L'effort, le dépassement de soi, c'est Vittel, avec un V. Le radical changement, ce sera tel nouveau papier-toilette : la révolution sera hygiénique ou ne sera pas. Le « merveilleux » se suce aisément à travers un bonbon (Alice au pays de Kréma). La sportivité se trouve dans le cassoulet William Saurin, le cassoulet des rugbymen et des footballeurs. Un bon fruité permet à l'enfant de rejoindre l'antique sagesse : *mens sana in corpore sano*. Il doit bientôt trouver « génial » un yaourt, sublime une purée : son ventre pense pour lui. Quant à l'image de la grandeur, il la trouvera, non pas dans le général, mais dans un géant qui lui ressemble, le monstre Nesquick, qui clame devant son bol fumant : « *J'en ai une énorrrme envie !* » Et ainsi de suite.

On nous dit, enfin, c'est l'argument-massue : voyez comme l'enfant moderne est en sécurité dans cet univers d'objets ! Comme il est bien dans sa peau : c'est un « *consommateur-né* » ! Né, ou condition-né ? C'est tout le problème. Nos euphoriques publicitaires oublient un peu vite que l'enfant d'aujourd'hui est *déjà* le fruit de dix ans de spots... Dix ans qu'on l'invite à se reconnaître dans l'enfant « heureux » qui ne vit que dans et par la consommation. Dix ans que cette peau uniforme de l'enfant « bien dans sa peau » — constituée de tee-shirts qu'il faut avoir mis, de programmes qu'il faut avoir vus, de sirops qu'il faut avoir bus — tente de normaliser la diversité concrète des enfants tels qu'ils sont. Dix ans qu'ils sont incités, non à vivre leur âge mais à en consommer les stéréotypes à la mode, hors desquels on n'est pas un enfant comme les autres. Dix ans que nos « consommateurs-nés » sont conviés, par-dessus tout, à consommer un mythe de leur enfance forgé par des adultes nostalgiques, comme pour les dissuader de devenir vraiment hommes.

Il ne suffit pas de considérer l'« enfant de la pub » : il faut admirer la façon dont on le force à se regarder lui-même (1). Ebahissez-vous devant l'enfant du spot Cadbury, cette merveille de fraîcheur et de spontanéité. Voyez la justesse naïve de ses intonations, la lenteur délectable de sa voix : « *C'est pas grave, monsieur Cadbury, si tu ne les fais pas un peu plus longs, j'en mangerai un peu plus. C'est tout.* » Délicieuse candeur, ingénue gourmandise — il est lui-même à croquer, n'est-ce pas ? Et que dire de l'affiche Kodak où l'enfant protégé par son chien savoure sa photo d'enfant protégé par un chien ? Et cette petite aux adorables taches de rousseur qui sort du coucou à 4 heures en même temps que les paquets de BN n'est-elle pas délectable, elle aussi ? Comme il doit être doux aux yeux des enfants de voir *comment* il est doux d'être enfant !

Pourquoi deviendrait-il adulte ?

Le spectacle des publicités habitue l'enfant à consommer l'image toute sucrée qu'on lui donne de lui-même. Du même coup, on le clôt dans un narcissisme définitif : pourquoi sortirait-il d'une aussi agréable dégustation de soi ? Pourquoi deviendrait-il adulte, sinon pour rester grand enfant ? Faut-il s'étonner que tant d'adolescents aient tant de mal à quitter le faux paradis de l'enfance et entrent dans la « vie » à reculons ? On ne dira jamais assez combien l'exaltation du mythe de l'enfance dévalorise aux yeux des jeunes l'âge mûr et le monde adulte. En les habituant à se voir avec l'œil émerveillé-apitoyé des grandes personnes, on les enferme dans la pseudo-essence qu'on leur a inventée. La dimension fondamentale qui manque à la vision publicitaire de l'enfance, c'est bien le désir de croître, de *devenir* vraiment, de devenir *autre*.

On objectera que nombre de publicités poussent l'enfant à s'identifier aux adultes. Il faut voir de quelle manière. « *Soyez Niki Lauda* », cela veut dire : dès que vous achetez le jouet, ça y est, *vous êtes Niki Lauda*, et vous l'êtes tellement que cela vous dispense d'avoir à le devenir... Tel petit garçon passant devant des glaces Miko déclare à sa copine : « *Quand je serai grand, je t'achèterai tout ça.* » « *Eh bien, dépêche-toi !* », répond la petite fille. Devenir adulte, c'est avant tout consommer davantage. Ainsi la publicité, chaque fois qu'elle flatte le désir de croître de l'enfant, le retourne sur lui-même pour le maintenir dans son cercle d'infantilité.

On voit dans un *spot* Roger Pierre faire le grand bébé, et appeler Mamy Nova : « *Mamy Nova, tous, y font rien que de m'embêter !* » Devant ce spectacle, les grands enfants sourient finement. Une petite fille de quatre ans, elle, s'est scandalisée : « *Pourquoi est-ce qu'il fait l'enfant ?* » Assurément, elle n'a rien compris.

En réalité, elle a trop bien compris. Pour elle, l'enfance est un passage, et non une île : il lui paraît impensable qu'un adulte, même pour jouer, exhibe les symptômes d'une régression infantile. A juste titre. Car c'est précisément ce modèle d'adulte que les publicitaires préparent sous le modèle d'enfant : un consommateur infantilisé, à la fois adulte nostalgique et enfant demeuré, éternel spectateur d'un monde qu'il n'assume pas, passant sa vie à singer un mode de vie qui n'est jamais sa vie, à se consommer lui-même au lieu de se transformer (2).

FRANÇOIS BRUNE.

(1) *Cf.* les articles de Josée Doyère, *le Monde* daté 29-30 avril et 9 mai 1979.

(2) Cet adulte infantilisé, dont la dépendance est nécessaire à la société de consommation, mère d'abondance, a été remarquablement décrit par Alain Petitjean, cf. « L'overdose télévisée », *le Monde* du 15 septembre 1978.

GOLDORAK, GO !

ÇA, c'est Goldorak, vu par Brice, quatre ans et demi, l'hiver dernier. Un Goldorak parmi d'autres. Il ne dessinait presque plus que Lui, ne chantait presque plus que Lui : « Il arrive du fond du ciel, aussi vite que la lumière. Qui est-il ? D'où vient-il ? For-mi-da-ble robot des temps nouveaux (...). C'est Goldorak-le-grand, le grand Goldora-AAK ! »

Goldo, pour les intimes, ses « métamorphoses », ses « transferts », nous ont fait passer un hiver futuro-spatial au cours duquel les « rétro-lasers » ont balayé tous les petits héros minables de chair et d'os qu'on pouvait présenter comme contre-modèles. Le pot de terre contre le pot de fer en quelque sorte ! Qu'est-ce que l'impact d'un pan-pan-pan de pistolet, d'un arc et de ses flèches ? Des accessoires franchement rétro, ceux-là, contre tous les super-attributs du bon robot ; et un cri de jungle et une liane contre un « Goldorak, go ! » qui déclenche des combats apocalyptiques avec les engins spatiaux sophistiqués des affreux de la planète Véga ?

Avec Superman, un moment on a cru, comme avec Spiderman, l'homme araignée (probablement en partie la cause



d'une très jolie chanson : « L'araignée, l'araignée, elle oublie ses crottes de nez, attention, elle est née dans un trou de cabinet ! Prends ga-aarde ! Prends ga-aarde ! l'araignée est là ! »), *qu'il y aurait quelques problèmes pour la conquête de l'univers-jeu. Ils tombaient presque tous en même temps. Et se sont arrangés entre eux. Juste d'ailleurs pour mettre fin à la mode vampire ; une autre histoire, à laquelle il nous était, nous les vieux, plus facile d'apporter quelques pierres transylvaniennes : il fallait bien expliquer le pourquoi de ces mâchoires en plastique rose ou blanc, vendues avec des petits grains de bonbon (globules ?) chez le libraire installé juste en face de l'école maternelle, et qui passaient allégrement de bouche en bouche, troquées contre un sachet d'images de Maya l'Abeille, ou d'Elliot, ou de Casimir, selon les humeurs du moment.*

Tout ça pour expliquer que, si on veut être juste dans l'analyse iconographique du dessin ci-dessus, il ne faut pas oublier de noter une certaine tournure des mandibules un rien draculéennes, une certaine prestance (un rien de l'affiche du film Superman...*) et peut-être aussi un certain faciès rembourré à la Nounours, et des cornes à cheval entre l'oreille d'âne ou de petit lapin...*

On dit que ça vient de la télé. Sûrement. Mais, au fond, Brice n'a pas tellement eu besoin d'aller y voir. Il connaissait Goldorak avant même d'avoir regardé un seul épisode du feuilleton — et après, ce qui l'intéressait presque exclusivement, c'était le générique (il avait bien raison, tout y était dit, et c'était le meilleur, question animation). Pour lui et ses copains du même âge, Goldorak a conquis autrement : quelque grand frère initié, deux ou trois images-chocs au départ, sur lesquelles est venu se greffer le scénario habituel des badges, vignettes, affiches, posters, albums, livres, 45 tours, emballages de chewing-gum et de bonbons, tee-shirts, mannequins, etc. ; en vente partout sur le parcours ruineux de l'école.

Cet été on aurait peut-être pu oublier. Mais non. Les esquimaux glacés aussi étaient enveloppés dans du Goldorak. Et, pour la rentrée, beaucoup de cartables, dans les rayons des grands magasins, portent la tête cornue...

Goldorak parviendra-t-il à maintenir ses positions, cette année ? (A suivre.)

Cela dit, encore et toujours, Brice adore qu'on lui et relise les rééditions de Babar. GENEVIÈVE BREERETTE.

Pour un cinéma auquel ils ont droit

L'AMOUR des enfants pour le cinéma se développe, et il n'y a pas à s'en plaindre. Si Nicolas, à treize ans, voit sept fois *la Guerre des étoiles*, si Olivier, à huit ans, raconte, plan par plan, en respectant la durée, *le Chat qui vient de l'espace*, ce n'est pas un signe d'appauvrissement, simplement la preuve que l'imaginaire se nourrit d'autres histoires.

Mais, en France, cette passion réciproque, que l'on fait dévier vers les voies obligées de la consommation, est bien mal assouvie. Depuis la fin des années 50, depuis l'heureux temps de *Crin Blanc* et du *Ballon rouge*, d'Albert Lamorisse, il n'y a pas eu de films pour enfants. Jean Image poursuit (difficilement) son œuvre de dessins animés, quelques réalisateurs comme Jacques Demy avec *le Joueur de flûte de Hamelin* et *Peau d'Ane*, ou Pascal Kané avec *Dora et la lanterne magique*, font exception à la règle (mais ils ne s'adressent pas uniquement aux enfants), et c'est tout. Parents et enfants doivent se débrouiller avec les moyens du bord, les uns précipitant les autres dans les bras de Walt Disney.

Ce n'est pas qu'il manque des créateurs : il y a beaucoup de cinéastes qui auraient quelque chose à dire aux enfants, comme d'autres écrivent pour eux, ou dessinent, ou font du théâtre, mais on ne leur donne pas les moyens de les atteindre. Quel est le producteur qui financera un projet de ce type, sachant qu'il ne sera pas distribué ? Les films ne manquent pas non plus : en Scandinavie, dans les pays de l'Est, des structures existent pour permettre ce type de production. Là encore, c'est l'intermédiaire qui fait défaut, le distributeur qui fait écran et n'achète pas les droits.

S'il y a ce blocage au niveau de la diffusion et de la distribution on se doute bien que ce n'est pas par principe. C'est parce que le marché du cinéma pour enfants n'existe pas. Il n'y a qu'un monopole, celui des produits portant la marque Walt Disney. Il faut actuellement trois ans pour « rentabiliser » un film pour enfants, et une quinzaine de semaines pour faire huit cent mille entrées avec une reprise de *Cendrillon*.

Face à une situation aussi dramatique, il y a évidemment des gens et des associations pour se battre. Interlocuteur officiel de l'UNESCO, des différents ministères concernés, et du Centre national de la cinématographie, le Centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse (le C.N.F.E.J.), a pour tâche principale d'organiser chaque année un festival international et un colloque.

Présidé par M. Georges Hacquard, directeur de l'Ecole alsacienne à Paris, le C.N.F.E.J. aspire à l'existence d'un « cinéma de qualité ». Au cours d'une conférence de presse préparatoire au festival qui a eu lieu l'automne dernier à Strasbourg, M. Georges Hacquard a insisté sur l'aspect éducatif de ce cinéma et préconisé des classiques, des chefs-d'œuvre, de même qu'il faut « *montrer* Phèdre *aux enfants* ».

Il y a aussi l'initiative de Mme Sonika Bo, avec le « club Cendrillon », le comité français du cinéma pour la jeunesse, et bien sûr, tout le secteur non commercial des fédérations de ciné-club, l'Ufoleis, la fédération Jean-Vigo, et la F.F.C.C. Depuis quelque temps, il y a surtout le travail du Comité-manifeste « Pour un cinéma auquel les enfants ont droit » et celui, parallèle, de la commission de promotion Cinéma et Enfants de l'A.F.C.A.E. (Association française des cinémas d'art et d'essai).

« *Il ne suffit pas qu'un film soit un chef-d'œuvre pour qu'il puisse être vu par les enfants* », dit Gérard Lefèvre, membre du Comité et de la commission de l'A.F.C.A.E., « *les enfants de six à dix ans ont des différences indéniables avec les adultes, qui font qu'on ne peut pas tout leur montrer. Or, avant dix ans, il y a une carence terrible. Et il est rare de trouver des films où l'adulte puisse accompagner l'enfant sans avoir à rougir, puisse partager un intérêt, un plaisir, éventuellement dialoguer* ».

Composé d'une quinzaine de « volontaires », le Comité-manifeste n'est pas une association, mais un regroupement informel lancé à l'initiative de la section cinéma de la maison des arts et de la culture de Créteil (avant qu'elle soit licenciée, à l'issue d'une première semaine internationale sur le cinéma et les enfants organisée à Créteil en janvier 1976). Une deuxième semaine a été mise sur pied en 1978, et un manifeste rédigé qui revendique : « *un cinéma spécifique, qui ne soit ni moralisateur (intégrateur), ni enseignant « instructif », ni distractif d'évasion, d'illusion).*

En liaison avec les premières journées internationales, l'A.F.C.A.E., dont la commission enfance avait été créée en 1975, présentait une semaine du cinéma pour enfants, aidée par le C.N.C. et présentée dans plus de vingt endroits. C'était sa première manifestation. Depuis, la commission s'attache à découvrir des films, a recensé une quarantaine de salles prêtes à les accueillir, et son but principal est d'ouvrir ce marché qui fait défaut. Elle s'appuie notamment sur les deux petites maisons de distribution des fédérations de ciné-clubs qui permettent à celles-ci d'acquérir des droits commerciaux. Citevox et Ciclop ont ainsi acheté les droits d'*Aventure dans la baie d'Or*, de Bretislav Pojar, *Aventures fantastiques*, de Karel Zeman, *Hugo et Joséphine*, de Kjell Grede, *Laissez-nous jouer*, de Ivanka Grabtsheva...

« *Notre analyse*, expliquent les membres de la commission, *a toujours mis en avant le fait que la production (donc la création) française de films pour enfants naîtrait de cette dynamique de la diffusion : il s'agit de créer en aval un appel d'air qui encourage les réalisateurs français à s'adresser aux enfants par le cinéma.* » Sur ce type de projet, le C.N.C. est prêt à apporter son soutien. — *Cl. D.*

LES ENFANTS

L'amour de la danse

ENTRE les séances d'initiation programmées à la maternelle et les quelques heures libérées, plus tard, dans le cadre du tiers-temps pédagogique, il est difficile de parler de véritable enseignement de la danse à l'école. Ce n'est pourtant pas faute de participants à en juger par la profusion d'établissements spécialisés : quatre-vingt-six ateliers, instituts et écoles ont été recensés par le Centre national d'animation musicale (C.N.A.M.) ; des cours pour tous les âges et toutes les sensibilités, danse classique ou ethnique, flamenco ou claquettes, *« expression gesto-rythmique »* ou *« relations corps et son »*.

Dans le domaine de la danse proprement dite, le choix des enfants se limite essentiellement au classique, de structures en apparence plus rigides, mais dont le prestige reste intact en province et auprès des filles, et au moderne qui suscite depuis une dizaine d'année un véritable engouement.

Qu'il soit authentique ou « suggéré », le besoin d'user d'un corps de moins en moins sollicité dans la vie quotidienne n'est pas toujours canalisé avec discernement, et les idées reçues ou les négligences peuvent être lourdes de conséquences. Classique ou moderne, la danse demande la même persévérance , les mêmes sacrifices et, commencée trop tôt par inconscience des parents, ou dans de mauvaises conditions à cause d'un professeur incompétent, elle peut engendrer de graves déformations ; des efforts trop prononcés ou de mauvaises positions prises au moment de la croissance compromettent irrémédiablement un avenir de danseur. Le futur diplôme de professeur, obligatoire dans le secteur public mais facultatif dans le privé, devrait limiter ce genre de risques.

Si l'enfant « accroche », si, après l'école de danse, le conservatoire de région, il satisfait aux critères physiques encore plus impitoyables pour les femmes que pour les hommes. Il peut briguer une place au Conservatoire national (celui de Lyon ouvrira en octobre) puis à l'école de l'Opéra. Ce cheminement est parfois bloqué au niveau des études secondaires, tant il est difficile de mener de pair ces deux activités, et, même facilité par la création d'un nouveau baccalauréat F II avec spécialité musique et option danse, il n'est mené à son terme que par quelques rares individualités plus rares encore parmi les garçons.

Pour la très grosse majorité, la passion de la danse ne dépasse pas le stade des loisirs et c'est dans cet esprit que le club Art et le comité des fêtes du Chesnay ont conçu et organisé le premier Festival national de danse amateur du Chesnay. Réservé pour sa première édition à la danse classique, il sera l'an prochain entièrement consacré à la danse moderne. Les élèves des écoles et conservatoires qui doivent tous pratiquer depuis quatre ans au moins se mesureront par groupes de trois à quinze du 10 au 24 novembre, au cours d'éliminatoires et d'une finale. Plutôt que de dégager une élite, ce festival a pour but de promouvoir et de faire progresser l'enseignement par des confrontations et des échanges.

Quels qu'en soient le style, l'inspiration ou l'origine, la danse est rarement accessible aux moins de sept ou huit ans pour des raisons morphologiques. En revanche, les plus jeunes peuvent sans danger pratiquer une des nombreuses variantes de l'expression corporelle qui ne fait appel qu'à des gestes naturels et spontanés. Elle est de plus un moyen d'éveil à la maîtrise du corps, indispensable par la suite quel que soit le genre adopté. L'*« expression primitive »* s'en inspire assez largement. C'est, selon Herns Duplan, qui en est le concepteur et la pratique au Centre culturel américain de Paris, une *« démarche vers les retrouvailles entre le corps et soi-même »*, par le mouvement, le cri et le respect du rythme fondamental : celui des pulsations cardiaques. Dans cette recherche du spontané qui privilégie l'instinct aux dépens de l'intellect, les enfants (deux ans pour les plus jeunes) sont beaucoup plus réceptifs que les adultes, à tel point qu'Herns Duplan a dû concevoir deux approches bien différentes en fonction des uns ou des autres.

Par une histoire à peine ébauchée pour ne pas être directive, quelques percussions et une flûte, un groupe de gamins devient volée de moineaux, une tête blonde qui rampe convulsivement sur les avant-bras se change en phoque et le parquet en banquise, un timide se métamorphose, rugissant, en *« diplodocus carnivore »*.

YVES CORNU.

★ Comité des fêtes du Chesnay, 4, square Balzac, 78150 Le Chesnay. Tél. 954-43-47.

★ C.N.A.M., 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. 222-93-60.

★ Centre culturel américain, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tél. 033-99-92.

Victor Hugo au lycée Lavoisier

« NOUS sommes allés à la bibliothèque de Beaubourg lire tout le théâtre de Victor Hugo, dit Stéphane. *Il n'y a pas de très bons auteurs contemporains. Sartre, c'est le mieux, mais c'est difficile. Avec Victor Hugo, nous avions le champ libre, et puis on peut en faire ce qu'on veut. Il y a beaucoup de mouvement. Nous cherchons aussi les pièces où il n'y ait pas trop de présences féminines pour ne pas avoir de problèmes. Les filles sont moins motivées ou si elles le sont, ce n'est pas vraiment pour le théâtre. »*

Ils ont commencé avec *Des souris et des hommes*, il y a deux ans. *« Nous sommes partis de cette idée qu'il fallait tout faire nous-mêmes, sans professeurs, pour ne pas tomber dans la fête de fin d'année »*, disent Stéphane et Pierre qui, avec six camarades, ont monté au mois de juin *A quelque chose hasard est bon* (AQCHEB). A l'heure actuelle ils doivent penser aux *Caprices de Marianne* qu'ils ont choisis pour cette année. La troupe sera seulement un peu modifiée, le maître Jacques de AQCHEB étant parti aux Etats-Unis.

Chaussettes rouges, lèvres rouges, cheveux lissés en arrière, délibérément rétros par leur tenue et l'affectation de leur jeu, ils avaient donc présenté cette pièce de Victor Hugo qu'ils appelaient AQCHEB, et pour qui avait eu la chance de se trouver dans ces murs du lycée Lavoisier, sans être ni élève ni parent, cela avait été une révélation, ces adolescents qui faisaient du théâtre, qui avaient travaillé seuls pendant un an, qui avaient travaillé comme beaucoup de comédiens du jeune théâtre ne travaillent plus.

« Au début, il y a eu un travail de trois mois sur le premier acte, sans rapport avec le résultat. Nous avons d'abord tout transformé en burlesque. Nous jouions presque en clowns. On se tombait dessus. On démolissait le texte. On le dynamitait — c'est efficace pour les acteurs ; ils y voient mieux — et nous avons tout recollé après. Petit à petit nous avons appris à faire le vide. Nous enlevions des gags et nous sommes arrivé. à une certaine efficacité dans la mise en scène, à ne pas laisser des choses lourdes, inutiles, répétitives.

» Le plus difficile, c'était les plus belles scènes, les passages dont nous voulions garder l'émotion. Sinon, Victor Hugo on ne peut pas le jouer en se prenant à son jeu sérieusement. C'est triste comme d'un seul coup il casse tout lui-même. On dirait qu'il a honte. Ce nihilisme, les romantiques le pratiquaient tous. C'est indéniable dans Musset. » A l'interlocuteur étonné qui demande s'ils ont appris cela en classe, ils répondent : *« On peut l'apprendre, mais même sans l'apprendre, cela se voit. »*

Les spectateurs (*« ils ne doivent pas être concernés, devenir acteurs »*), ils ne les ont pas réellement trouvés parce qu'ils n'avaient pas assez confiance en eux, ils n'ont joué que dans leur lycée, rendant par leur recette les 900 F qu'ils avaient empruntés. Ils ont été gênés par le public, qui dénaturait la pièce en étant incapable de critiques objectives. Le public, c'était leurs camarades, « les autres », ceux qui les applaudissent, mais les rejettent pendant l'année scolaire. *« Ils sont toujours gênés devant ce qui est positif*, expliquent Stéphane et Pierre, *car la majorité d'entre eux ne fait rien, laisse passer. »* Stéphane expose sa logique : *« Je ne suis pas malheureux. Je ne me sens pas mal. J'accepte le système ; simplement, quand il est maladroit cela me déplait. »*

Ce ne sont plus des enfants. Dans la troupe, cela allait de quatorze à dix-sept ans, lorsqu'ils ont monté Victor Hugo. Quand on leur dit qu'ils figureront dans un numéro du *Monde* consacré à l'enfance, ils restent perplexes. Ils aiment les spectacles rock, avec des rayons laser, l'esthétisme pur, Michel Bouquet, Francis Huster, Klaus Kinski et MacDowell. Ils disent que la génération précédente s'est lancée dans des luttes qui ne la concernaient pas, que l'émotion de l'art ne doit pas être mise au service d'une cause politique. Ce ne sont plus des enfants, mais, pour avoir fait du théâtre aussi sérieusement, sans rien devoir à personne, ce sont bien des enfants d'aujourd'hui.

CLAIRE DEVARRIEUX.

Pourquoi A.Q.C.H.E.B. ?

ON ne peut prétendre qu'il ait été un grand dramaturge : son théâtre est vide de toute pensée profonde, ses pièces sont interminables... (ce ne sont là que ses défauts les plus flagrants)...

Ses recueils poétiques présentent d'ailleurs les mêmes caractéristiques, sont remplis de hiatus, d'enjambements, de rimes douteuses soutenant une réflexion d'une indigence affligeante.

Pourquoi Victor Hugo ?

Parce que, malgré tous ses défauts, on ne peut nier la puissance de son œuvre, parce qu'on ne peut lire un seul de ses livres sans s'arrêter le souffle coupé (« à lécher le le parquet », P. Dauptain) par la beauté, la force de certains vers, de certaines tirades.

Nous avons choisi Hugo parce que c'est un maître en illusion et en démagogie ; nous l'avons choisi à cause de son vide et de son importance.

Hugo écrivit « A quelque chose hasard est bon » *à seize ans, mais sa jeunesse n'est pas à mettre en cause : il l'eût écrit à la fin de sa vie que la pièce n'y aurait gagné qu'en sénilité.*

A.Q.C.H.E.B. n'a aucun contenu, voir cette pièce ne peut rien apporter de positif au spectateur. Et c'est ce vide esthétique que nous recherchons.

STEPHANE OLRY.

(Texte distribué aux spectateurs.)

OLIVIER,

QU'EN est-il de la lecture des enfants en cette période de développement massif de la culture parallèle (télévision, cinéma, B.D.) ? Selon que l'on écoute les éducateurs en contact quotidien avec les enfants, qui se plaignent du conditionnement télévisuel, ou que l'on se reporte à l'intérêt grandissant pour la littérature de jeunesse et aux tirages des éditeurs, on aura un avis bien différent. Au-delà des schémas simplificateurs, examinons quelques cas concrets.

Olivier H., treize ans, père administrateur, élève de cinquième dans la banlieue sud-est, dit : *« Je n'ai jamais aimé lire, mais il y a des livres à la maison : dans ma chambre, il y a plein de livres qui ont appartenu à ma sœur aînée... Mon père lit. »* En apparence, pas de difficulté pour déchiffrer le texte, mais aucun livre ne l'a profondément marqué. *« Je n'arrive pas à me concentrer*, explique-t-il. *Au bout d'un quart d'heure, il faut que je fasse autre chose. »*

Il ne lit que des B.D., regarde les films à la télévision, va assez souvent au cinéma, assiste à des spectacles de variétés au centre culturel. Pour lui, le livre est associé à l'univers scolaire et ne « vit » pas.

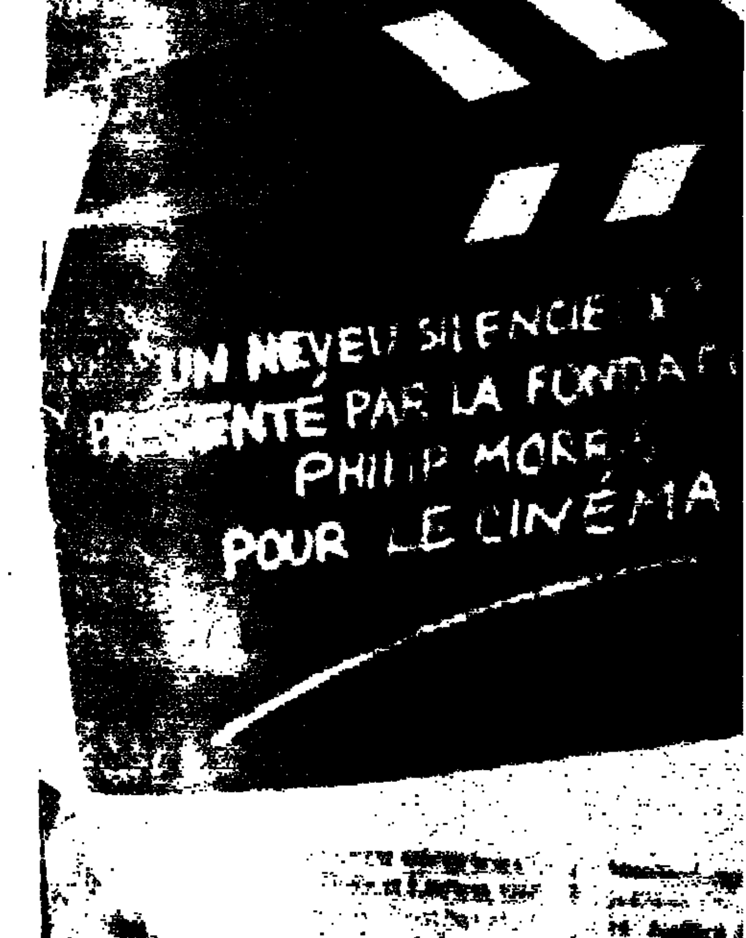
Il faut être seul

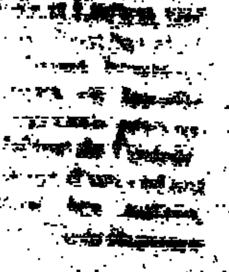
Comme le dit Colette Chiland, *« sans vie fantasmatique (rêve et rêveries) et sans un intérêt pour cette vie fantasmatique, on ne peut prendre plaisir à cet acte austère qu'est la lecture... Pour lire, il faut être seul, même en présence de quelqu'un. Il faut se tenir tranquille et être pourtant actif... Il faut être capable d'une activité intérieure sans actions effectives et sans agitation »* (1). Olivier H., trop agité, incapable de se concentrer, est inapte à cette discipline.

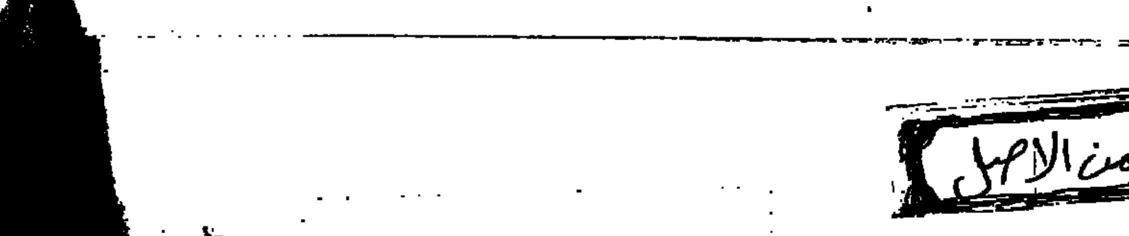
Pour Julien L., dix ans et demi, élève de CM 2 à Paris, dans le 13e arrondissement, parents enseignants, le livre joue déjà un rôle beaucoup plus grand. Pourtant, il a une vie sociale très importante : dès la sortie de l'école, il joue au











LES ENFANTS

... Lavoisier

Il faut être seul

OLIVIER, JULIEN, SOPHIE ET LES LIVRES

« foot » avec ses copains puis les invite à jouer chez lui. Le soir, il regarde la télévision : western, film historique, dossier de l'écran.

Deux moments de lecture : en classe et le soir dans son lit. En classe, il n'apprécie pas tellement, car c'est lorsqu'il a fini son travail avant les autres : *« On n'a pas le temps de lire beaucoup ni de finir un chapitre. Les livres sont difficiles. »*

Mais le grand moment de la lecture, c'est le soir dans son lit. Ses parents, lorsqu'il était plus jeune, lui lisaient des contes ou des romans. Il en a pris l'habitude. Il lit tantôt une demi-heure, tantôt une heure. Moment de plaisir et de délassement : *« Je suis dans mon lit et je me repose. »* Ses livres préférés sont : *le Petit Nicolas, les Contes du Chat perché, les Trois Mousquetaires*, des romans policiers. Il en parle en classe, il conseille à ses amis de lire ceux qui lui ont plu.

Il lit aussi beaucoup de documentaires sur les sujets qui le passionnent : l'automobile, la menuiserie, le bricolage : *« C'est bien expliqué. On apprend beaucoup de choses. »* Il choisit d'ailleurs aussi bien des documentaires pour la jeunesse que pour adultes. Il adore les schémas et les plans.

Sophie L., douze ans, élève de sixième en banlieue parisienne, père ingénieur, mère documentaliste, lit beaucoup depuis deux ans seulement. Elle lit surtout le soir jusqu'à 10 ou 11 heures, quand le livre la passionne et qu'elle veut savoir la fin. Elle dévore les « Folio junior » : *l'Appel de la forêt, le Petit Nicolas, le Roi Mathias Ier*, etc. Elle vient de lire d'une seule traite *Ce jeudi d'octobre* (« Livre de poche jeunesse »). Elle regarde aussi la télévision, va assez souvent au cinéma et parfois au théâtre. Elle lit peu les B.D. et les documentaires. Lorsqu'elle a beaucoup aimé un livre, elle en parle en classe et le prête à ses amis.

Ces trois cas confirment qu'il y a toujours de grosses différences entre les filles et les garçons. Beaucoup de garçons ne lisent plus du tout, sinon des B.D. La lecture est-elle liée au milieu socioculturel des parents ? Pas seulement. Le livre est surtout lié à un rapport affectif avec les adultes, à un moment privilégié de communication. Il demande un intercesseur. Sinon, l'enfant ira directement à un média plus facile et plus gratifiant en apparence.

A tout moment, même chez un bon lecteur, le livre peut céder la place à la télévision et soutient difficilement sa concurrence. Sa situation est toujours fragile.

D'autre part, les mass media ont donné aux enfants un certain nombre d'exigences. Même lorsqu'ils aiment lire, ils attendent du livre une construction rigoureuse, une intrigue bien ficelée, du suspense, un rythme soutenu. Pour les garçons, les documentaires sont une source importante de connaissances parallèlement aux autres médias.

En cette période de transition, faite de moments éclatés, discontinus, où l'enfant, au même titre que l'adulte sinon plus, participe à la société de consommation, la place du livre est sans cesse attaquée par des loisirs plus faciles et donnés immédiatement. Mais, après une journée hachée, agitée, l'enfant a aussi besoin de se rassembler, de trouver le calme et l'apaisement : ce peut être le rôle du livre si un intermédiaire adulte a su, dans un rapport affectif, en révéler les pouvoirs.

PAUL LIDSKY,
Collaborateur de la revue le Français aujourd'hui, revue de l'Association française des enseignants de français.

(1) *La Revue des livres pour enfants*, n° 66, mai 1979.

Visite au Planétarium

L'ATTENTE est un peu longue. Enfin, peu à peu, la coupole devient noire, et des étoiles apparaissent. Puis une personne arrive pour nous parler des planètes, du Soleil, des étoiles... Elle nous décrit la constellation du Cancer, celle du Scorpion... Tout d'un coup se forme une ligne, et l'on se croirait dans un panier dont l'anse serait cette fameuse ligne. Ensuite surgit un petit carré dont le centre est occupé par le Soleil. Autour de ce petit Soleil, il y a quatre fois la Terre pour la représenter au printemps en été, en automne et en hiver.

Le monsieur nous dit qu'aux pôles le soleil rase l'horizon. Il nous le montre en faisant passer le Soleil en accéléré. Après, il nous décrit les étoiles à l'hémisphère sud. Il nous explique que, si on y était, on serait complètement désorienté. En effet, les groupes d'étoiles qui se trouvent à droite sur l'hémisphère nord sont à gauche sur l'hémisphère sud.

Le Soleil est une étoile naine, et pourtant il mesure à peu près 1 390 000 kilomètres de diamètre. Parmi les étoiles supergéantes, les plus grosses ont à peu près trois mille fois le diamètre du Soleil. Une galaxie est un ensemble de billions d'étoiles, et il y a des billions de galaxies dans l'univers. L'ensemble de toutes les galaxies, par rapport à l'univers, est comme trois petits lapins par rapport à l'Europe.

VALENTIN, huit ans et demi.

Marco Ferreri à l'école maternelle

APRÈS le désespoir absolu de la Dernière Femme, *et de* Rêve de singe, *où toutefois la dernière image — celle d'une petite fille sur la plage — esquissait déjà une frêle espérance, Marco Ferreri semble s'être réconcilié avec l'humanité. Après avoir, de film en film, disséqué les névroses de l'homme d'aujourd'hui, il a voulu se plonger dans le monde, beaucoup plus humain — dit-il, — des enfants.*

Dans Chiedo Asilo *(signifiant à la fois* Je demande asile *et* Je demande maternelle*) dont il achève, en ce moment, le tournage, les principaux protagonistes sont cent quatre-vingts enfants âgés de trois à cinq ans. Pour créer le climat de spontanéité indispensable au tournage de ce film, Ferreri a vécu pendant deux semaines au milieu d'eux, dans une école maternelle de Bologne. C'est ensuite qu'il a filmé. (Quelques autres scènes ont été tournées dans des studios romains et sur les plages de Sardaigne.)*

Chiedo Asilo *raconte les aventures et les mésaventures d'un jeune éducateur, Roberto Benigni (un comique extraordinaire, adulé des téléspectateurs, qu'on appelle déjà le Woody Allen italien), au milieu de ces enfants, d'Isabelle (Dominique Laffin), la mère de l'un d'entre eux dont Roberto tombe amoureux, et d'un nouveau bébé...*

« Si on s'intéresse aux hommes — *dit Marco Ferreri* — on s'intéresse aux enfants. En parlant de l'enfant je veux parler de l'homme en tant qu'espèce. Je cherche l'image la plus proche de l'homme physiologique, de l'espèce humaine, et j'ai choisi des enfants de trois à cinq ans, parce que je pense qu'après, les jeux sont faits : après il n'y a plus que l'image de l'homme et non pas sa réalité. »

« Je ne critique pas la société : je dis seulement que la société, c'est terminé. La chose importante actuellement, ce n'est pas de chercher un autre modèle de société, mais un autre modèle d'homme. Les dessins dans les cavernes montrent qu'à l'époque de la préhistoire on savait déjà tout. Il n'y a pas un Picasso qui vaille celui qui peignait les murs des cavernes. Petit, je pense qu'on a le potentiel que déjà l'homme de la préhistoire avait un peu perdu mais qu'il avait sûrement beaucoup plus que nous. Ce qu'on appelle le merveilleux voyage de l'homme n'est ni merveilleux ni un voyage, c'est, au contraire, un oubli.

— Y a-t-il encore un espoir pour l'homme de se retrouver ?

— Je vois chaque jour un espoir plus fort.

— Vous n'avez pas toujours pensé cela.

— Non, j'ai marché moi aussi avec cette société. J'ai eu des moments révisionnistes, des moments différents. Maintenant, je dis que j'ai l'espoir parce que les choses ont changé, depuis vingt ans surtout : en vingt ans, vingt mille ans se sont écoulés. Toute la construction fragile de cette société s'est écroulée. Tout tenait sur un système économique et social très petit, la civilisation n'a pas beaucoup changé.

» Avant, il y avait les esclaves, disait-on, mais, en fait, le principe de la civilisation restait toujours le même : il y en avait dix qui mangeaient et quatre-vingt-dix qui ne mangeaient pas pour nourrir ces dix privilégiés. Notre civilisation, c'est cela. Puis est arrivée la machine, et alors ce fut la fin de l'homme-outil. Maintenant, l'homme recommence à se retrouver homme, il doit s'habituer à ne plus être un outil.

— Peut-être ne le sait-il pas encore ?

— Il le sait, il le sait chaque jour davantage, et s'il ne le sait pas il va être obligé de le savoir.

— Et que sera-t-il lorsqu'il cessera d'être outil ?

— Alors, j'espère qu'il sera un homme.

— Qu'est-ce que c'est un homme ?

— Un homme, c'est un enfant... Un homme, c'est comme un chien, comme une puce, comme une abeille, c'est un être vivant. Mais nous, on n'est plus des vivants...

» Je ne suis pas du tout cynique mais, au contraire, je suis très optimiste. Je pense que l'homme est déjà en train de travailler pour se refaire, c'est un travail qui n'est pas très apparent, mais il est profond, très concret. Je m'en aperçois lorsque je parle avec les gens. De plus en plus ils essaient de s'autodéfinir, de s'autodéterminer. Presque personne ne veut plus accepter des choses qui sont imposées, chacun veut être responsable de soi-même.

» Voilà la chose importante. Lorsque je dis que j'ai confiance dans les gens, je veux dire que j'ai confiance dans le petit instituteur qui s'agite — comme Roberto Benigni dans le film — toujours en dehors du pouvoir. Il risque d'être persécuté, mais en fait, cette société n'est même plus capable de persécuter, elle est capable de tuer, d'éliminer, mais pas de persécuter. Le petit instituteur est dangereux dans la mesure où il représente la force qui s'échappe. On essaie avec la police, l'armée, les chars, de contenir, de rattraper le pouvoir qui s'échappe de tous côtés. De façon peu éclatante sans doute mais toujours plus. Ce n'est pas un phénomène uniquement italien. En Italie c'est plus évident parce qu'il y a une bureaucratie très faible, mais c'est vrai aussi dans les autres pays. Dans toute l'Europe.

— Mais dans votre film, que se passe-t-il ?

— Dans un film avec des enfants, on ne peut pas les obliger à exprimer des choses qu'un homme de cinquante et un ans imagine que les enfants doivent dire. Ce serait idiot. Ce qu'il faut tenter, c'est chercher à faire sortir des enfants des choses qu'ils savent, qu'ils ont en eux. Ce qui apparaît le plus important dans ce tournage avec les enfants, c'est ce sentiment terrible de frustration face à la merveille, à la force et à la possibilité d'expression de l'homme. On se rend compte qu'on n'est vraiment que des fantômes de l'homme lorsqu'on voit ce qu'il peut être et on le voit dans les yeux des enfants. Dans leur logique.

» Bien sûr, ça ils vont le perdre, ils commencent déjà à le perdre, lorsqu'ils commencent à parler. Moi, je n'essaie pas de montrer quoi que ce soit, je ne propose rien, j'essaie seulement de faire voir le point de départ.

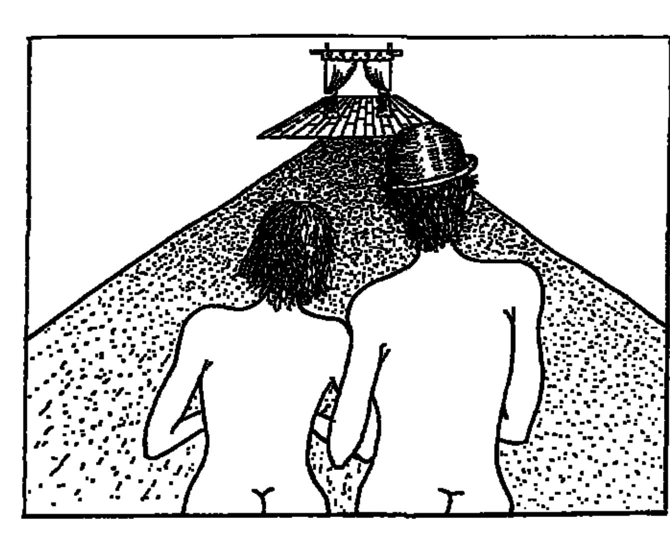
» Ce film m'a donné un sentiment absolu de frustration. J'ai appris en tout cas une chose : ce n'est pas vrai que l'homme meurt une fois, il meurt beaucoup de fois, il meurt déjà à deux ans. »

Propos recueillis par
VANJA LUKSIC.

— ON SE RETROUVERA !

(Dessin de CHENEZ.)

une sélection



« Charles et Lucie » de Nelly Kaplan vu par Bonnaffé

cinéma

CHARLES ET LUCIE DE NELLY KAPLAN

Comment le goût de l'indépendance vient à une concierge et à son bohème d'époux, floués par des escrocs, mais remis à flot par une voyante qui n'est autre que la cinéaste. Pierre Perret égrène la chansonnette, donne le ton à cette ballade des braves gens réveillés de leur angoisse.

PASSE TON BAC D'ABORD DE MAURICE PIALAT

Etre au lycée, être seulement lycéen, à Lens, quand on s'imagine l'amour alors qu'il s'agit d'autre chose. Maurice Pialat a tout compris de ces êtres à la lisière, jeunes entre l'adolescence et la vie qui s'annonce, ou ne s'annonce pas du tout. Univers comme entre parenthèses. Un constat livré avec justesse où l'émotion renforce la bonne sociologie.

Le divorcement, de Pierre Barouh : la fin des épousailles, avec ce goût amer de meurtrissures. Des *choses qui n'arrivent pas forcément qu'aux autres*; **Ceddo**, de Sembene Ousmane, quand l'Afrique s'éveille et que se trouve spectaculairement dénoncée l'oppression : une fresque ; **Renaldo et Clara**, de Bob Dylan. Le roman du chanteur et sa solitude jalonnée de musiques.

théâtre

NO MAN'S LAND AU GYMNASE

Un jeu d'échecs avec des mots, entre deux vieillards, sur le damier bleu d'un salon trop net pour être honnête. Une mise en scène impitoyable de Roger Planchon, et Michel Bouquet, fascinant.

MARIE DE L'INCARNATION AU LUCERNAIRE

L'acteur Marcel Bozonnet s'est pris de passion pour une grande classique de la littérature mystique, Marie de l'Incarnation, née à Tours en 1599, et qui alla fonder un couvent d'ursulines à Québec. Le texte est celui des lettres de Marie, édité par l'abbaye de Solesmes.

Dominique Lavanant et **Elle voit des nains partout** à la Cour des miracles : deux manières de rire qui ne sont pas communes. **Bruno Garcin** au Café d'Edgar : panache et sensibilité.

musique

FESTIVAL A MONTMARTRE

Aussi curieux que cela paraisse, il n'y avait pas encore de festival à Montmartre. Sous le patronage de Télérama et du Monde de la musique, avec la collaboration de France-Inter, le premier festival tente de réunir toutes sortes de programmes et de musiques ; il y aura même du théâtre. En attendant le concert du groupe Madrigal, le 9 septembre, dans la crypte du Sacré-Cœur, le récital du violoniste Gérard Poulet à l'église Saint-Pierre, le 14 septembre, et surtout *Didon et Enée* au square Villette, le 23 septembre, dont on voudrait croire avec les organisateurs qu'il s'agit d'une création à Paris, le Festival rendra hommage à Reine Flachot : après avoir promené son violoncelle au Japon depuis trois ans, elle n'a pas oublié la France pour autant (samedi 8 septembre, à l'église Saint-Pierre).

PARIS-MOSCOU

Parmi les grands mystères de la musique, les concerts de l'exposition Paris-Moscou, qui reprendront quotidiennement à partir du 13 septembre, devraient figurer en bonne place. Dans leur volonté délibérément didactique, ils ressemblent à une rétrospective, mais à qui s'adresse-t-elle puisque le public de l'exposition change tous les jours et que les badauds à eux seuls suffisent généralement à combler le petit espace réservé aux concerts ? Comme le programme est nouveau tous les soirs, même si les vrais curieux peuvent à peine découvrir un endroit pour s'asseoir, ils ont du moins l'eau à la bouche. (Du 13 septembre au 6 octobre, tous les jours sauf le mardi, à 18 h 30. Œuvres de Scriabine, Roslavetz, Obouhov, Tcherepine, Wyschnegradsky, etc.)

Roberto Benzi dirigera la Deuxième Symphonie de Mahler, à Bayonne, le 8 septembre. Festival Berlioz au palais Garnier, avec l'Orchestre de l'Opéra de Paris, sous la direction de Sylvain Cambreling (mardi 11 septembre) ; Leonard Bernstein et l'Orchestre national de France se retrouveront les 11 et 12 septembre au Théâtre des Champs-Elysées, pour un programme Bernstein - Rachmaninov, auquel participera Alexis Weissenberg ; jeudi 13, à l'église Saint-Merri, le quatuor Esterhazy se mettra en cinq pour interpréter les quintettes de **Mozart**.

expositions

LE TONDO DE MONET A NOS JOURS AU MUSEE DES SABLES-D'OLONNE

Si le tableau de format rond — le tondo — a pu avoir une importance particulière dans la peinture de la Renaissance, de tout temps il y a eu des peintres pour en éprouver les qualités spatiales. Aujourd'hui encore. Et c'est l'objet de l'exposition du musée de l'abbaye Sainte-Croix que de le montrer. A travers une cinquantaine d'œuvres d'art de Arp, Sonia Delaunay, Domela, Glarner, Bryen, Zao-Wou-Ki, Viallat, Meurice, etc.

ALECHINSKY ET REINHOUD A ARLES

Alechinsky et Reinhoud dans l'ancienne chapelle désaffectée de La Charité. Entre le dessin tracé au souple pinceau japonais de l'un et les formes courbes-pointues de l'autre, il y a une parenté d'esprit et de sang : ce sont les mêmes monstres habitués des fantasmes nordiques qui ont nourri la peinture cobra, dont les deux artistes se réclament.

DEGOTTEX A GORDES

Œuvres inédites de Jean Degottex à l'abbaye de Senanque. Un peintre du signe et du geste qui s'incarne sur la toile blanche. Un langage plastique inventé, qui vient du chaos et devient *une réalité intelligible*.

Fernand Léger, au château de Vascoeuil : un Normand dans des vieilles pierres normandes où vécut Michelet ; **Roman Cieslewicz**, à Auxerre : soixante-dix photomontages récents et souvent « paniquants » ; **Hartung**, à **Antibes** : le geste et l'abstraction ; **Paris-Moscou**, au Centre Georges-Pompidou : un énorme rassemblement d'œuvres et de documents, la plupart venus des musées soviétiques, pour évoquer les échanges *culturels entre les deux capitales*, entre 1920 et 1930.

jazz

AZUQUITA Y SU MELAO A LA CHAPELLE DES LOMBARDS

Azuquita et son groupe proviennent de divers endroits des Caraïbes, mais se sont rassemblés autour de la musique des Portoricains et des Dominicains vivant aux U.S.A. : la salsa. Rodolpho Patchenko, annoncé la semaine précédente au même endroit, mais qui a déclaré forfait au dernier moment faute de musiciens, se joindra à ce Melao d'Azuquita (22 h 30).

HAL SINGER A LA HUCHETTE

Le Caveau de la Huchette, toujours fier d'être la plus vaste voûte souterraine de Paris, y accueille le saxophoniste Hal Singer, un ancien de chez Ellington, nouveau chez Alan Silva, fortement marqué par le son et les syncopes du Rhythm and Blues et plus qu'apte donc à renouer avec la bonne musique de danse et faire taper du pied le plus difficile des amateurs de jazz.

FRANÇOIS COUTURIER ET JEAN-PAUL CELEA AU RIVERBOP

François Couturier et Jean-Paul Celea appartiennent tous deux à la plus jeune génération de jazzmen français et officient dans le quintette de Jacques Thollot. Couturier a montré, lors de ses diverses apparitions sur scène, une rigueur et une personnalité au-dessus de tout soupçon et, s'il continue dans cette voie, il pourrait fort bien devenir un des pianistes majeurs du jazz européen (22 h. 30).

Expositions

CENTRE POMPIDOU

Entrée principale, rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h.; sam. et dim., de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

PARIS - MOSCOU, 1900 - 1930. — Jusqu'au 5 novembre.

EMILE GILIOLI. Sculptures. — Jusqu'au 8 septembre.

ENVIRONNEMENT DE SOTO. — Hall. Jusqu'à l'automne.

LES ENFANTS DANS LE PARIS DES REVOLUTIONS : 1789, 1830, 1848, 1871. — Jusqu'au 1er octobre.

MUSEE DES SACRIFICES, MUSEE DE L'ARGENT. — Jusqu'au 24 septembre.

AU-DELA DU SILENCE. — Grand foyer du premier sous-sol. Du 6 au 24 septembre.

BERENICE ABBOTT. Photographies. — Salle « Animation ». Jusqu'au 24 septembre.

Centre de création industrielle
B. P. I.

AFFICHES DE FILMS SOVIETIQUES ET FRANÇAISES. — Jusqu'au 17 septembre

VU EN CHINE. — Photographies. Jusqu'au 26 novembre.

MUSEES

LE LOUVRE D'HUBERT ROBERT. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F; gratuite le dimanche. Jusqu'au 29 octobre.

AUBIGNY - ARCHITECTURES. — Galeries nationales du Grand Palais, porte A, entrée avenue du Général-Eisenhower. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 septembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES DU MUSEE DU LOUVRE. — Tissages et vêtements de l'Egypte du désert ; Petra et la Nabatène ; Sculptures françaises de la Renaissance ; François Rude ; Théorie et pratique du paysage, de Corot à Bonnard. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président - Wilson (723 - 36 - 53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et d'imprimerie en taille - douce. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40 ; mercredi, jusqu'à 20 h. 30. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 octobre.

L'AVENTURE DE PIERRE LOEB. Galerie Pierre (Paris, 1924-1964). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 7 octobre.

CHRYSSA. — Peintures récentes. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

HOMMAGE A GARBELL (1963-1979). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 9 septembre.

DANILO ROMERO : Une histoire d'enfants. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de *Paris, 14, avenue de New-York* (animation gratuite sur rendez-vous au 723-61-27, le mercredi). Du 7 septembre au 31 décembre.

ABBAYES NORMANDES. — Musée des monuments français, palais de Chaillot (727-97-27). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 15. Entrée : 6 F. A partir du 6 septembre.

DESSINS POUR LA MAISON POMPEIENNE DU PRINCE NAPOLEON. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 1er octobre.

LA CARTE POSTALE D'AVANT-GARDE. — Hall du Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 15 septembre.

LA PETITE REINE. Le vélo dans l'affiche à la fin du dix-neuvième siècle (110 affiches : 1890-1914). — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (824-50-04). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 23 septembre.

TROIS GENERATIONS D'ARTISTES : Maurice Denis, Marcel et Antoine Poncet. — Musée Bourdelle, 16, r. Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusque fin septembre.

IMAGERIE DU TABAC ET DES ALLUMETTES. — Galeries du SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim., de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

HEBERT ET LE SECOND EMPIRE. — Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 5 novembre.

IMAGERIE DE JEANNE D'ARC. — L'INVISIBLE DANS LA MEDAILLE : la médaille religieuse autrefois et aujourd'hui. — Musée de la monnaie, 11, quai de Conti. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

PHILIPPE VIDAL. Peintures. — Orangerie du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (033-95-00). Jusqu'au 16 septembre.

VOYAGES EN MONGOLIE. Autochromes et films (1912-1913) des collections A. Kahn. Photographies prises en 1976 par C. Leprette. — Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-65). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Jusqu'au 30 septembre.

MODES ENFANTINES (1750-1950). — Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de Serbie (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 8 F. Jusqu'en octobre.

POULBOT. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (606-61-11). De 14 h. 30 à 18 h. 30 ; dim., de 11 h. à 17 h. 30 Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 septembre.

ANNEE DE L'ENFANT. — Musée de l'Assistance publique, 13, rue Scipion. Mer., sam. et dim., de 10 h. à 17 h. ; jeudi et vendr., de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TROIS MILLIONS D'ANNEES D'AVENTURE HUMAINE. LE C.N.R.S. ET LA PREHISTOIRE. — Museum national d'histoire naturelle, 38, rue Geoffroy - Saint - Hilaire (555-92-25, poste 2537). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

RITES DE LA MORT. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (505-70-60). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'en juillet 1980.

L'ART POPULAIRE DE LA TURKMENIE. — Hall du Musée de l'homme et salle publique d'Asie. Jusqu'au 30 septembre.

CENTRES CULTURELS

DESSINS D'ARCHITECTURE. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30 Jusqu'au 16 septembre.

LEDOUX ET PARIS. — Rotonde de La Villette, square Léon-Paris, *place de Stalingrad (206-23-58). Sauf* lundi, de 14 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 septembre.

METIERS D'ART/3 Dix artisans, cent vingt-trois œuvres. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Tous les jours, de 9 h. à 19 h. Jusqu'au 12 septembre.

ŒUVRES GRAPHIQUES HONGROISES D'AUJOURD'HUI. Tableaux dédiés à Bartok. — FIAP, 30, rue Cabanis (hall du premier étage). Jusqu'au 1er octobre.

EN PROVINCE

AIX-EN-PROVENCE. Traces et reliefs : Sheila Hicks et Daniel Graffin. — Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 octobre.

ANCY-LE-FRANC. Les chemins de la création. Dessins d'écrivains : hommage à R. Queneau en soixante-dix dessins. - Estève, œuvres de 1919 à 1978. — Château. Jusqu'au 16 septembre.

ANGERS. Les travailleurs du chanvre. — Musée des beaux-arts (88-64-45). Jusqu'au 15 octobre.

ARLES. Alechinsky et Reinhoud. — Chapelle de la Charité (96-49-76). Jusqu'au 16 septembre.

Pol Bury : œuvres de 1962 à 1978. — Cloître Saint-Trophime. Jusqu'au 30 septembre.

AUXERRE. Roman Cieslowicz, photomontages. — Maison du tourisme. Jusqu'au 30 septembre.

AVIGNON. Nicolas Mignard. — Palais des papes. Jusqu'au 15 octobre.

BIDART. De l'art et des équivalences : parfums, musique, couleurs. — Musée des épices. Eté.

BRAUX-SAINTE-COHIERE. Martine Boileau, sculptures. — Château. Jusqu'au 15 septembre.

CALAIS. Takis : signaux, œuvres magnétiques et musicales. — Musée. Jusqu'au 23 octobre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman en Aunis et Saintonge. — Musée (82-01-23). Jusqu'au 30 septembre.

EU. Centenaire de Violet-le-Duc. — Musée Louis-Philippe. Jusqu'au 31 octobre.

FONTEVRAULT. Les rois à Fontevrault. — Abbaye. Jusqu'au 31 octobre.

GINALS (Tarn-et-Garonne). Empreintes d'un territoire : aspects de l'art présent Midi-Pyrénées-Languedoc. — Abbaye de Beaulieu (30-76-84). Jusqu'au 16 septembre.

GORDES. Au temps des Gaulois, la vie quotidienne dans le midi de la France. — Abbaye de Sénanque. Jusqu'au 30 septembre. Degottex. Œuvres inédites 1979. — Abbaye de Sénanque Jusqu'au 8 octobre.

GRENOBLE. Champollion cent cinquante ans après... — Aspects de la recherche française en égyptologie. Maison de la culture. Du 6 au 30 septembre.

LOUVIERS. Sculpture de l'Antiquité à nos jours. — Musée. Jusqu'au 30 septembre.

MARCQ - EN - BARŒUL. Gromaire. Fondation Prouvost, galerie Septentrion (78-30-22). — Jusqu'au 30 septembre.

MENERBES. Folon, gravures. — Galerie Cance Manguin (72-31-81). Jusque fin septembre.

MENTON. Daumier et la sculpture. — Palais Carnolès, avenue de la Madone. Jusqu'au 23 septembre.

MONTPELLIER. Le portrait à travers les collections du musée. — Musée Fabre (72-96-26). Jusqu'à fin octobre.

NANTES. Affiches et dessins de F. Starowieyski. — Château des ducs de Bretagne (47-18-15). Jusqu'au 7 octobre.

NICE. L'art religieux à Venise : 1500-1600. — Musée national. Message biblique Marc Chagall (81-75-75). Jusqu'au 1er octobre. — Le monde de Marcel Proust. Musée des beaux - arts (88 - 53 - 18). Jusqu'au 30 septembre. — Chers maîtres et Cie, peintures françaises de 1818 à 1914. Galerie des Ponchettes (85-65-23). Jusqu'au 30 septembre. — De l'or au bronze, monnaies françaises et européennes. Musée Masséna (88-11-34). Jusqu'au 30 septembre. — Fluxus international. Galerie d'art contemporain des musées de Nice (85-65-23). Jusqu'au 23 septembre.

RATILLY (Yonne) : André du Bouchet-Pierre Tal-Coat. — Château. Jusqu'au 15 septembre.

RENNES. Cerfs-Volants, messages et sculptures dans le ciel. — Maison de la culture, 1, rue Saint-Helier (79-26-26). Jusqu'au 14 octobre.

LES SABLES - D'OLONNE : Le Tondo, de Monet à nos jours. — Musée de l'Abbaye-Sainte-Croix. Jusqu'au 30 septembre.

SAINT - PAUL (Alpes - Maritimes). Joan Miro. — Fondation Maeght. Jusqu'au 30 septembre.

TOULON. Le portrait dans les collections du musée de Toulon. — Musée (93-15-54). Jusqu'au 30 avril. — Bob Rauschenberg. Travaux récents — Musée. Jusqu'au 23 septembre.

UZES. Jean-Pierre Rinck. — Hôtel-de-Ville. Jusqu'au 17 septembre.

VALREAS. Yves Brayer. — Château de Simiane. Jusque fin septembre.

VANNES. Centenaire. Jean Frelaut. — Palais des arts. Jusqu'au 29 septembre.

VASCŒUIL (Eure). Fernand Léger, huiles, gouaches, dessins, tapisseries. — Château. Jusqu'au 20 septembre.

Les festivals de province

ALSACE

NIEDERBRONN

Casino, le 8, 20 h. 30 : Orchestre de chambre du sud-ouest de l'Allemagne Pforzheim (Haendel, Stamitz, Mozart).

AQUITAINE

Musique en Béarn

MOURENX

Gymnase, le 11, 20 h. 30 : Pépé de Cordoba et son Quadro Flamenco.

MORLANE

Château, le 9, 20 h. 30 : Ensemble Guillaume de Machaut.

(Musique en Côte Basque)

CIBOURE

Le 6, 21 h. : A. Ciccolini, J.-P. Wallez (Beethoven).

BAYONNE

Cathédrale, le 8, 21 h. : Orchestre de Bordeaux-Aquitaine. Dir. : R. Benzi (Mahler).

CHANTACO

Hôtel, le 9, 21 h. : Rita Streich, J. di Marco, J. Marais (Schubertiade).

AUVERGNE

VOLLORE

Château, le 7, 21 h. : Pierre Réach, Brigitte Nicolaysen (Mozart, Schubert, Brahms, Mahler).

FRANCHE-COMTÉ

BESANÇON

(XXXIIe Festival)

Le 6, 9 h. 30 et 14 h. 30. Le 7, 14 h. 30. Le 8, 9 h. 30 et 14 h. 30, Casino : Orchestre Philharmonique de Lorraine (Berlioz, ou Verdi ou Haendel).

Théâtre, le 6, 20 h. 30 : Zoltan Kocsis (Chopin, Liszt, Bartok) ; le 8, 20 h. 30 : Beaux-Arts Trio de New-York (Haydn, Ravel, Schubert) ; le 9, 20 h. 30 : Orchestre de Paris.; Dir. : P. Dervaux (Mozart) ; le 10, 20 h. 30 : Finale du Concours de J.C.O., avec l'Orchestre Philharmonique de Lorraine - Metz (Wagner, Saint-Saëns, Stravinsky); le 11, 20 h. 30 : Orchestre Philharmonique de Lorraine. Dir. : M. Tabachnik (Beethoven, Mahler); le 12, 20 h. 30 : Orchestre de Chambre de Prague. Dir. : J. Suk (Mozart, Dvorak).

Palais des Sports, le 7, 20 h. 30 : Orchestre de Paris. Dir. : P. Dervaux (Chabrier, Beethoven, Roussel, Rimsky - Korsakov) : même concert le 8, 20 h. 45, à la Maison des Arts et Loisirs de Sochaux.

SALINS

Eglise Saint-Anatole, le 9, 15 h. 30 : Ensemble Instrumental de Franche-Comté (Mozart).

DOLE

Eglise Saint-Jean, le 9, 20 h. 30 : Beaux-Arts Trio de New - York (Haydn, Chostakovitch, Schubert).

CENTRE

BLOIS

Château, le 7, 21 h. : Trio G. Jarry, F. Lodéon, D. Hovora (Brahms, Ravel, Beethoven).

CHARTRES

Eglise de la Madeleine, le 8, 21 h. : Les Quilapayun (Jara, Advis, Becerra, Manns, Neruda).

Cathédrale, le 9, 17 h. : M. Branstetter, *orgue*.

MIDI-PYRÉNÉES

TOULOUSE

Salle Capitulaire, cloître des Jacobins, le 10, 21 h. : Quintette de Harpes F. Alberti (Haendel, Bach, Respighi...).

Festival J.-S. Bach

AUSSILLON

Salle des Fêtes, le 9, 20 h. 45 : Orchestre de chambre de Rouen. Dir. : J. Aquino. Chœurs de la Session.

CASTRES

Cathédrale Saint - Benoît, le 7, 20 h. 45 : Orchestre de chambre de Rouen. Dir. : R.-P. E. Martin. Solistes et chanteurs de Saint-Eustache.

MAZAMET

Grand Temple, le 8, 20 h. 45 : mêmes Ensembles que ci-dessus.

VABRE

Eglise réformée, le 6, 20 h. 45 : mêmes Ensembles que ci-dessus (Bach, Lotti).

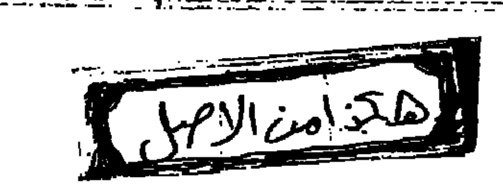
PICARDIE

LAON

Les Heures Médiévales, Rencontres

Cathédrale, le 9, 16 h. : Orchestre P. Kuentz (Corelli, de Saint-Georges, Boccherini, Chailley, Mozart).





Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les théâtres de Paris

AIRE-LIBRE (322-70-78) (D. soir). 20 h. 30, mat. dim. 17 h. 30 : Délire à deux ; 22 h., mat. dim. 19 h. : Que n'eau, que n'eau.
ANTOINE (208-77-71) (D. soir. L.) 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : le Pont japonais.
ATELIER (606-49-24), (D., L.), 21 h. : les Chantiers de la gloire (à partir du 7, et à bureaux fermés les 10, 11, 12).
CARTOUCHERIE DE VINCENNES : Atelier de l'Epée-de-Bois (808-39-74) à partir du 10 septembre 1979 (D. soir), 20 h. 30, dim. 16 h. : Œdipe.
BOUFFES DU NORD (239-34-50) (D.), 20 h. 30 : Tête d'or.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), (D. soir. L.), 21 h., mat. dim., 15 h. : le Charlatan.
COMEDIE - CAUMARTIN (742-43-41) (J.), 21 h. 10, mat. dim. 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03 et 256-02-15) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
ECOLE DE L'ACTEUR FLORENT (...-60-22), jusqu'au 10, 21 h. : les Précieuses ridicules.
FORUM DES HALLES (236-26-56 et 2..-60-99).
GYMNASE (523-05-62) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 18 h. : No man's land (à partir du 11).
HUCHETTE (326-38-99) (D.), 20 h. 30 : la Leçon. La Cantatrice chauve.
IL TEATRINO (322-25-92) (D., L.), 21 h. : l'Epouse prudente.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.) I. : 18 h. 30 : Parle à mes oreilles, ma tête est en vacances ; 20 h. 30 : Supplément au voyage de Cook ; 22 h. 15 : Roméo et Georgette. — II. : 18 h. 30 : Toi l'artiste, dis-moi quelque chose ; 20 h. 30 : Marie de l'Incarnation ; 22 h. 30 : Un cœur simple.
MADELEINE (265-07-09) (L.), 20 h. 30, mat., dim., 15 h. et 18 h. 30 : le Préféré.
MICHODIERE (742-95-22) (L.), 21 h., mat. dim. 15 h. : Coup de chapeau (à partir du 7).
MICHEL (L.), 21 h. : Duos sur canapé (à partir du 7).
NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D.), 21 h., mat. dim., 17 h. : C'est à quelle heure-ci que tu rentres ?
ŒUVRE (874-42-52) (D., L.) : 21 h. : les Aiguilleurs.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : Je veux voir Mioussov.
PLATEAU SAINT-MERRI (222-95-38) (mer., sam.), 21 h., mat. dim., 16 h : la Passion de Jeanne-d'Arc selon Gilles de Rais.
PLAISANCE (320-00-06) à partir du 11, 20 h. 30 : l'Isoloir.
PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 17 h. : les Morosophes.
SAINT-GEORGES (878-74-37), à partir du 11, 20 h. 30 : Un roi qu'a des malheurs.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : l'Avocat du diable (à partir du 7).
VARIETES (233-09-92 et 508-42-41) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : la Cage aux folles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.) 21 h. : Marie Bizet ; 22 h. 15 : le Futur aux herbes ; 23 h. 30 : Ces vilains bonshommes.
BLANCS - MANTEAUX (887 - 97 - 58) (D.) 20 h. 15 : Ernesto Rondo ; 21 h. 15 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : Pierre Triboulet.
CAFE D'EDGAR (322-11-02) (D.) I : 20 h. 30 : Signé Francis Blanche (dern. le 11) ; 22 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon ; 23 h. 15 : Bruno Garcin ; II : 22 h. 30 : Popeck.
CAFE DE LA GARE (273-52-51) (D., L.) 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. 30 : le Bastringue.
COUPE - CHOU (272 - 01 - 73) (D.) 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en 80 jours.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.) 20 h. 30 : R. Magdane ; (D., L.) 21 h. 30 : Commissaire Nicole Bouton ; (D.) 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
L'ECUME - CLUB (542-71-16) 22 h., le 5 : mini-concert avec synthétiseur, par P. Guerre ; le 6 : chansons traditionnelles méconnues, par F. Gartal ; les 7 et 8 : J.-J. Blanger et J. Remignard.
LE FANAL (233-91-17) (D.) 19 h. 45 : Florence Brunold ; 21 h. : le Président.
LUCERNAIRE - FORUM (544-57-34) (D.) 20 h. 30 : Arlette Mirapeu ; 22 h. 30 : Show Bizz-Art (J.-L. Debattice).
MIRANDIERE (329-11-13) (D., L., Mar.) 19 h. 30 : A la rencontre de Marcel Proust.
PETIT CASINO (278 - 36 - 50) (D.) 20 h. 45 : Florence Blot ; 22 h. 15 : Douby.
LES PETITS PAVES (607 - 30 - 15) (Mar.) 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchère et J.-P. Mahé.
THEATRE DE DIX - HEURES (606-07-48) (D.) : Festival de musique brésilienne.
THEATRE DES 400 - COUPS (329-39-69) (D.) 20 h. 30 : La baleine est jaune ; 21 h. 30 : On vous écrira ; 22 h. 30 : Cause à mon c..., ma tête est malade.

Variétés

Les music-hall

BOBINO (322-74-84), à partir du 11, 20 h. 45 : Georges Chelon.
CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 14 h. 30 : Parisline.
ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79) (D.), 21 h., mat. sam., 17 h. : Rip Off.
OLYMPIA (742-25-49), à partir du 10, 21 h. : Warda.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-18-50), (V., S., D.), 20 h. 45, mat. sam. et dim., 14 h. 30 : la Belle de Cadix.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : [illegible]

Jazz, pop', folk, rock

CAVEAU DE LA HUCHETTE [illegible]
CAMPAGNE PREMIERE [illegible]
CHAPELLE DES LOMBARDS [illegible]
GIBUS, [illegible]
PALACE [illegible]
PETIT FORUM DES HALLES [illegible]
RIVERBOP, [illegible]
SLOW-CLUB [illegible]
THEATRE D'EDGAR [illegible]
THEATRE EN ROND [illegible]

Concerts

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : Katia Koleva, piano (Brahms, Beethoven, Debussy, Chopin).
EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT, 21 h. : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, Telemann, Mozart, Bach).

JEUDI 6 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 5.
EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT, 21 h. : voir le 5.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 5.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 5.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 5.

LUNDI 10 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. : Simon Escure, piano (Bach).

MARDI 11 SEPTEMBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES, 20 h. 30 : Orchestre national de France, direction : M. Bernstein (Bernstein, Rachmaninov).
LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 10.
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Orchestre P. Kuentz, sol. : B. Soustrot, J.-M. Gamard (Mozart, Boccherini, Telemann, Stoelzel, Challey).

Festival estival de Paris

JUSQU'AU 22 SEPTEMBRE
(633-61-77)

EGLISE SAINT-SEVERIN, le 5, 20 h. 30 : G. Leonhardt, clavecin (Ritter, Bohm, Bach).
RADIO-FRANCE (studio 105), le 6, 18 h. 30 : Trio Stradivarius, D. N'Kaoua, piano (Brahms, Schumann). — Le 8, 18 h. 30 : Joëlle Leandre, J.-P. Heisser, B. Pasquier, E. Belmas, H. Derrien (Rossini, Constant, Scelsi, Schubert, Druckman, Cage, Kurtz).
EGLISE SAINT-MERRI, le 7, 20 h. 30 : Trio de l'English Consort (Bach). Le 10, 20 h. 30 : R. Gerlin, clavecin (la Monodie italienne au seizième siècle).
CONCIERGERIE, le 9, 18 h. 30 : Nella *Anfuso, soprano, A. Bedois, clavecin* (Frescobaldi, Scarlatti, Vivaldi, Marcello, Galuppi).
SAINTE-CHAPELLE, le 11, 18 h. 30 et 21 h. : Chœurs de Radio-France, dir. : J. Jouineau (Lassus, Victoria, Ingbegneri).

Festival de Montmartre

(586-10-71)

THEATRE DES JEUNES DE LA BUTTE (6, rue de la Bonne), les 6, 7 et 10, à 20 h. 30 : C. Breteau, violoncelle, et « le Horla », de G. de Maupassant.
JARDIN DU SACRE-CŒUR - SQUARE WILLETTE, le 9, à 20 h. 30 (le 10 en cas de pluie) : « les Gens du Marais », de W. Soyinka.
EGLISE SAINT-PIERRE DE MONTMARTRE, le 8, à 20 h. 30 : Reine Flachot, violoncelle (Bach, Villa-Lobos) ; le 14, à 20 h. 30 : Gérard Poulet, violon (Pergolèse, Haendel, Beethoven, Ravel et Prokofiev).
CRYPTE DU SACRE-CŒUR, les 9 et 16, à 15 h. : Ensemble Madrigal (Tartini, Haydn, Francex, Beethoven).
MOULIN DE LA GALETTE-SQUARE GIRARDON, les 11 et 12, à 20 h. 30 : le mime Cotillard.
SQUARE DES ABBESSES, le 15, à 15 h. (le 6 en cas de pluie) : concert du groupe rock Ocean.

Dans la région parisienne

BRETEUIL, château, le 9, 17 h. : Esther Lamandier, musique du Moyen Age.
FONTAINEBLEAU, Automne musical, le 7, 21 h. : Quatuor Loewenguth (Haydn, Françaix, Schubert), chapelle de la Trinité.
NANTERRE, Théâtre par le Bas (775-91-64) (L., Mar., Mer.), 20 h. 30 : les Ecrits de Laure.
SCEAUX, XIe Festival, Orangerie du château (660-07-79), le 7, 20 h. 45 : *U. Studer, W. Christie, J. Ter Linden* (Purcell, Blow, Couperin, Rameau, Geminiani, Cladara, Haendel) ; le 8, 17 h. 30 : Duo A. F. Doreau-A. Loewenguth (Beethoven) ; le 9, 17 h. 30 : Quilapayun (musique populaire d'Amérique latine).

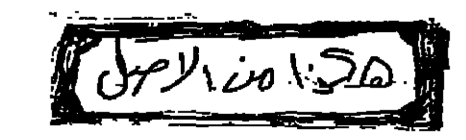
Fête de l'Humanité

FETE DE « L'HUMANITE », Parc de la Courneuve, le 8 : *François Béranger, Catherine Ribeiro + Alpes*, Cimarrons, *Mongo Santamaria*, B. Lavilliers, Ronnie Coutteure, Jacqueline Dorian, « Sidérurgie m'était contée », Homus Animalis, J. David, Charles Trénet, les Octaves, Martine Sarri, Théâtre du Petit Miroir, Cirque Arizona, Patrice Bourgeon, la Bamboche, le Grand Rouge, Yvan Dautin, Pia Colombo, Gwendal, Théâtre du Silence ; le 9 : Giovanna Marini, Pierre Perret, Fabienne Thiebault, G. Vigneault, Orchestre et Chœurs de Leipzig (Wagner, Dessau, Haydn, Weber, Schonberg, Beethoven), R. Coutteure, Arlette Renard, Carnaval de Dieppe, Festival Rock, F. Imbert et Françoise Moreau, Tchouk Tchouk Nougah, *Homus Animalis*, Théâtracide Troupe, les Maringouins, Cirque Gruss, Moun'Kika, C. Grimm, Karumanta, Frida Boccara, Marcel Azzola, Cirque Arizona, les Octaves, Patrice Bourgeon, *G. Pierron, Michèle Bernard*, Philippe Chatel, Mireille Rivat, Imago, G. André, Isabelle Aubret, Stockon's Wing.











● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e. T.l.j.	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

DINERS... DANS UN JARDIN-TERRASSE

BRASSERIE DE L'ALMA 359-57-11 5, place de l'Alma, 8e. T.l.jrs	De 12 heures à 1 heure du matin. Vue magnifique sur l'avenue George-V, la place de l'Alma et la Seine.
LE MOULIN DU VILLAGE 265-08-47 25, rue Royale, 8e. F/dim.	Cité Berryer. Déjeuners. Dîners jusq. 22 h. 15. Christian VANNEQUE et Charles SCUPHAN vous reçoivent dans la rue de leur village.
FLORA DANICA ELY. 20-41 142, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	19 h. à 23 h. 30. Vue sur agréable jard. Spéc. Danoises et Scandinaves. Hors-d'œuvre danois. Festival de saumon. Mignon de rennes. Canard.
LA CREMAILLERE 1900, 606-58-59 15, place du Tertre 18e. T.l.jrs	Huîtres et Coquillages toute l'année. Vivier d'eau de mer. Spéc. : Magret de Canard pommes rouergates. Dîners. Soupers. Amb. music.

DINERS

RIVE DROITE

LE COMMERCE 233-12-16 12, rue Coquillière, 1er. F/mercredi	Ouvert jour et nuit. Ses spécialités : le Délice des Hautes-Vosges, 32. Entrecôte Fort des Halles 80 (pour 2). Ses poissons. Sa Tarte Tatin.
ASSIETTE AU BŒUF - POCCARDI 9, boulevard des Italiens, 2e. T.l.jrs	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande Carte de Desserts. Ambiance musicale.
DARKOUM 742-53-60 44, rue Sainte-Anne, 2e. F/lundi	Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines, Méchoui, Vin de Boulaouane. Salon, salle climat. On sert j 23 h. 30.
LA TOUR HASSAN Rés. 233-79-34 27, rue Turbigo, 2e. F/dim.	Spécialités marocaines. Couscous, Méchoui, Tagines, Bastelas. Déjeuners. Dîners. Soupers jusqu'à minuit. Ambiance musicale.
LE GABRIELLE D'ESTREES F/D. 69, rue des Gravilliers, 3e. 274-57-81	Dans son ancien hôtel, sous ses authentiques et énormes poutres de 1550. Jusqu'à 23 h. Spécial. de viandes : 20 Grillades, 6 Brochettes.
CHEZ JANOU F. sam. et dim. 33, rue des Tournelles, 3e. 272-28-11	Place des Vosges. Jusqu'à 23 heures dans un authentique bistrot. Cuisine familiale. Rôti de veau charentais au cognac 32. Desserts.
LE GRENIER SUR L'EAU 271-03-39 14, rue du Pont-Louis-Philippe, 4e.	Jusqu'à 23 h. 30, l'aimable accueil d'une jeune équipe. Cadre 1930 authentique, ambiance feutrée. Cuisine originale. Déjeuners d'affaires.
ASSIETTE AU BŒUF 123, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande Carte et Desserts. Ouvert le dimanche.
BISTRO DE LA GARE 73, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.n.c. Le soir jusqu'à 1 h. du matin. Grande Carte de Desserts. Décor d'un bistrot d'hier Ouv. dim.
POULARDE LANDAISE 359-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8e.	Fermé samedi et dimanche. Jusqu'à 22 h. 30. Spéc. Land. : Pipérade 28, confit canard 56, Foie gras frais maison 56 Ses grillades. Prix nets.
RELAIS BELLMAN F/Sam. s. et D. 37, rue François-Ier, 8e. 359-33-01	Jusq. 22 h. Cadre élégant, confort. Bar, salle climat. Cuis. franç. tradit. Sole aux courgettes. Gratin de nouilles. Fricassée de lapereau.
LA MENARA 742-06-92 8, bd de la Madeleine, 8e. F/dim.	Jusqu'à 23 h. 30, dans le cadre féerique d'un palais marocain : Pastilla aux pigeons - Méchoui - Ses Tagines et Brochettes MENU 90 F.
LE SIMPLON 324-51-10 1, faubourg Montmartre, 9e. T.l.jrs	A l'angle des Grands Boulevards, de 19 h. à 1 h. du matin. Spécialités FRANCO-ITALIENNES, Poissons, Viandes grillées, Pâtes fraîches.
L'AUBERGE DES TEMPLES T.l.jrs 74, r. de Dunkerque (Mo Anvers), 9e	Rest. Cambodgien, fine cuis. époque d'Angkor, spéc. chin., vietnam., thaïl., japon., prépar. par anc. chefs du pays. Env. 50 F - 874-84-41.
DOUCET EST 206-40-62 8, rue du 8-Mai-1945, 10e. T.l.jrs	A 24 h. Cadre nouv au rez-de-chaussée : Brasserie, menus 26 F s.n.c. et carte. Rest. gastronomique au premier. Spéc. du Chef. Ses Poissons.
LOUIS-XIV 208-56-56 - 200-19-90 8, boulevard Saint-Denis, 10e.	Déjeuners, Dîners. Soupers après minuit. Fermé le lundi et le mardi. Huîtres. Fruits de mer. Crustacés. Rôtisserie. Salons. Parking
LE SALAMMBO 727-71-91 121, avenue Victor-Hugo, 16e. T.l.jrs	Jusq. 23 h. 30. Nouv. cadre 1930 confortable et douillet Ses grillades de 20 à 36 F. ses poissons et plats du jour - PARKING proche.
LE BŒUF SUR LE GRIL 727-98-40 47, avenue R.-Poincaré, 16e. F/dim.	Jusq. 23 h. 15. Ses entrées : Tourteau frais décortiqué 28 F, Salade de foie gras 35 F. Carré d'agneau aux herbes pour deux personnes 85 F.
CHEZ GEORGES 574-31-00 273, bd Pereire, 17e, Porte Maillot.	Ses plats du jour. Son petit salé, son gigot, ses pièces tranchées devant vous. Fermé le samedi
LE GUERLANDE 606-59-05 12, rue Caulaincourt, 18e. T.l.jrs	Jusqu'à 23 heures. Au pied de la Butte, un cadre confortable, une table variée riche en suggestions. Ecrevisses - P.M.R. : 100 F.

RIVE GAUCHE

AU VIEUX PARIS ODE 79-22 2, place du Panthéon, 5e F/dim.	J. 22 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : saucisson d'oie farci, foie gras de canard, confits, piperades, chipirons à la basquaise. Sa cave PMR 80 F.
ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face église St-Germain-des-Prés, 6e	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c Jusqu'à 1 h. du matin avec ambiance musicale. Grande carte de desserts. Ouv. dim.
BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnasse, 6e. T.l.jrs	3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.n.c. Décor classé monument historique. Jusqu'à 1 h. du matin Grande Carte de Desserts. Ouv. dim.
TAVERNE ALSACIENNE 828-80-60 286, rue de Vaugirard, 6e.	Ouverte tous les jours. Une des MEILLEURES CHOUCROUTES DE PARIS.
LAPEROUSE 326-68-04 51, q. Grands-Augustins, 6e F/dim.	On sert jusqu'à 23 h. 30. Grande carte. Ses salons de deux à cinquante couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.
CHEZ FRANÇOISE 551-87-20 Aérog. Invalides. F/lundi 705-49-03	Guy DEMESSENCE. Foie gras frais. Barbue aux petits légumes. Filets de sole « Françoise ». Lapereau sauté au vinaigre de Xérès
LA MANDRAGORE 331-69-01 22, rue des Gobelins, 13e.	Déjeuner. Dîner. Jusqu'à minuit. Fermé dimanche et lundi midi. Cadre intime. Spécialités et plats du jour. P.M.R. : 100 F.

HORS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE **** Rolleboise, 60 km de Paris.	UN WEEK-END GOURMAND DANS VOTRE CHATEAU - HOTEL. TEL : 093-21-24.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE CONGRÈS Pte Maillot, 12 h à 2 h mat. 574-17-24 80, av. Grande-Armée. POISSONS. BANC D'HUITRES toute l'année. Spéc. de viandes de bœuf grillées.

LE PETIT ZINC rue de Buci, 6e ODE 75-34 Huîtres - Poissons - Vins de pays.

GUY 6, r Mabillon, ODE 87-61 Saint-Germain-des-Prés Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978 Feijoada - Churrascos - Camaroes

LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 - 033-21-68 Au piano Yvan Mayer

WEPLER 14, place Clichy, 14. 522-53-24 SON BANC D'HUITRES Foies gras frais - Poissons

LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis, 200-19-90. Fermé lundi-mardi. HUITRES FRUITS DE MER. Crustacés. Gibiers.

LE MUNICHE 27, rue de Buci, 6e 633-62-09 Choucroute - Spécialités

CHEZ HANSI 3, pl. 18-Juin-1940 Face Tour Montparnasse. Choucroute. Fruits de mer toute l'année. Ouvert jusqu'à 3 h. du matin. Tél. 548-96-42

BRASSERIE - TABAC PIGALLE Pl. Pigalle, 606-72-90. Choucroute Bières Löwenbraü. Banc d'huîtres.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

MAISON D'ALSACE 39, Ch.-Elys. 359-44-24 Foie gras. Choucroute. Bc huîtres. Boutique de Produits régionaux. Sa boutique de comestibles.

LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille, 344-32-19 Cadre élégant et confort. T.l.jrs De midi à 1 h. 15 mat. Grill. Poiss.

AU PIED DE COCHON Le fameux restaurant des Halles Fruits de mer - Grillades 6, rue Coquillière. 236-11-75 +

LE GRAND CAFÉ BANC D'HUITRES REFRIGERE POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - 742-75-77

ALSACE AUX HALLES T.l.jrs 16, r. Coquillière, 1er. 236-74-24	Spéc. d'Alsace : charcuterie 25, pâté en croûte à la strasbourgeoise 25, coq Riesling 35, les 3 choucroutes. Poissons, grillades, sa cave.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

CHAILLOT (704-24-24)

La cinémathèque

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

15 h. : le Trésor d'Arne, de M. Stiller ; 18 h. : Sa Majesté la femme, d'H. Hawks ; 20 h. : Des garçons et des filles, d'E. Perier ; 22 h. : la Merveilleuse Visite, de M. Carné.

JEUDI 6 SEPTEMBRE

16 h. : l'Enfance de Maxime Gorki, de M. Donskoï ; 18 h. : En gagnant son pain, de M. Donskoï ; 20 h. : Mes universités, de M. Donskoï ; 22 h. : la Revanche de Yukinojo, de K. Ichikawa.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

16 h. : la Mère, de V. Poudovkine, d'après Gorki ; 18 h. : Enamorada, d'E. Fernandez ; 20 h. : l'Etang tragique, de J. Renoir ; 21 h. : l'Idiot d'A. Kurosawa.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

16 h. : le Fils du cheik, de G. Fitzmaurice ; 18 h. : les Quatre Cavaliers de l'apocalypse, de R. Ingram ; 20 h. : Eugénie Grandet, de R. Ingram ; 22 h : Arènes sanglantes, de F. Niblo.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

15 h. : les Espions, de F. Lang ; 18 h. : Fanny, de M. Allégret, scénario et dialogues de M. Pagnol ; 20 h. : le Plaisir, de M. Ophuls ; 22 h. : Funérailles en rose, de Matsumoto.

LUNDI 10 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 11 SEPTEMBRE

16 h. : Hollywood Melody, de S. Sylvan Simon ; 18 h. : Barkeley Square, de F. Lloyd ; 20 h. : Lumière d'été, de J. Grémillon ; 22 h. : Femmes criminelles, de T. Ishi.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

15 h. : The Golden Age of Comedy, de R. Youngson ; 17 h. : Quand la terre s'ouvrira, d'A Marton ; 19 h. : le Cheval de fer, de J. Ford ; 21 h. : Plus de whisky pour Callaghan, de W. Rozier

JEUDI 6 SEPTEMBRE

15 h. : la Salamandre d'or, de R. Neame ; 17 h. : le Couple invisible, de N. Mc Leod ; 19 h. : l'Aventurier du Texas, de B. Boetticher ; 21 h. : Hold-up à Londres, de B. Dearden.

VENDREDI 7 SEPTEMBRE

15 h. : Tabou, de F. W. Murnau ; 17 h. : le Retour de Topper, de R. Del Ruth ; 19 h. : les Massacreurs du Kansas, d'A. de Toth ; 21 h. : les Gangsters, de S. Hayers.

SAMEDI 8 SEPTEMBRE

15 h. : The Black rose, d'H. Hathaway ; 17 h. : Rendez-vous avec la peur, de J. Tourneur ; 19 h. : la Lance brisée, d'E. Dmytryk ; 21 h. : Ma cousine Rachel, d'H. Koster.

DIMANCHE 9 SEPTEMBRE

15 h. : Bomber's Moon, de C. Fuhr; 17 h. : Juliette des esprits, de F. Fellini ; 19 h. 30 : Sur la piste des Mohawks, de J. Ford ; 21 h. : Adieu ma belle, d'E. Dmytryk.

LUNDI 10 SEPTEMBRE

15 h. : Torpilles sous l'Atlantique, de D. Powell ; 17 h. : Kwaidan, de M. Kobayashi ; 19 h. : Gun Fury, de R. Walsh ; 21 h. : le Clan des Siciliens, d'H. Verneuil.

MARDI 11 SEPTEMBRE

Relâche

Les films nouveaux

CHARLES ET LUCIE, film français de Nelly Kaplan : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain - Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).

UN NEVEU SILENCIEUX, film français de Robert Enrico : la Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).

LE FOUINEUR, film italien d'Ettore Scola (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828 - 20 - 64) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24).

THE BIG FIX, film américain de Jeremy Paul Kagan (v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Parnassien, 14e (329-83-11) V.o./v.f. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées - Point Show, 8e (225-67-29).

NE TIREZ PAS SUR LE DENTISTE, film américain d'Arthur Hiller (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rio - Opéra, 2e (742 - 82 - 54) ; La Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LE RABBIN AU FAR-WEST, film américain de Robert Aldrich (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis-Saint - Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount - City, 8e (225-45-76). V f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90); Max-Linder, 9e (770-40-04); Paramount-Gobelins, 13e (707 - 12 - 28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE DERNIER SECRET DU POSEIDON, film américain de Irwin Allen (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74); Wepler, 18e (387-50-70).

Les exclusivités

L'ASSOCIE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

AVALANCHE EXPRESS (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).

AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

BETE, MAIS DISCIPLINE (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nations, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

BOB DYLAN, RENALDO ET CLARA (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).

CEDDO (Sén., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).

CLAIR DE FEMME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65).

CORPS A CŒUR (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99) ; Templiers, 3e (272-94-56).

LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Parnassien, 14e (329-83-11) ; (V.f.) 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE DIVORCEMENT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40), Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359 - 92 - 82), Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassien, 14e (320-83-11) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LA DROLESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : J. Renoir, 9e (874-40-75).

ET LA TENDRESSE ?...BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Français, 9e (770-33-88).

FAUT TROUVER LE JOINT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; (V.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

FELICITE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

HAIR (A. ,v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; (V.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

HAMBURGER, FILM-SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).

HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : le Seine (325-95-99).

L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99).

I LOVE YOU, JE T'AIME (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-23) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-4...

INTERIEURS (A., v.o.) : Studio ... pha, 5e (033-39-47).

LA LETTRE ECARLATE (Al., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-...

LA LIBERTE SAUVAGE (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-1...) ; v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13) ; ... 9e (770-84-64) ; Athéna, 12e (3... 07-48) ; Clichy-Pathé, 18e (5... 37-41).

LINA BRAAKE FAIT SAUTER ... BANQUE (All., v.f.) : U.G.C.-Opé... 2e (261-50-32).

MELANCOLY BABY (Fr.) : U.G... Danton, 6e (329-42-62) ; Biarri... 8e (723-69-23).

MEURTRE PAR DECRET (A., v.o.... Publicis Champs-Elysées, 8e (7... 76-23).

MEURTRES SOUS CONTROLE (... v.f.) (**) : Paramount-Mariva... 2e (742-83-90).

MICKEY JUBILE (A., v.f.) : Rich... lieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, ... (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-... 82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Ga... mont-Sud, 14e (331-51-16) ; Mo... parnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramoun... Galaxie, 13e (580-18-03) ; Par... mount-Montparnasse, 14e (329-... 10).

LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.... Marbeuf, 8e (225-18-45).

MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (22... 87-23).

MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Pa... ramount-Opéra, 9e (742-56-31).

NORMA RAE (A., v.o.) : Noctambu... les, 5e (033-42-34) ; Balzac, 8e (56... 10-60) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (35... 90-81).

NOUS MAIGRIRONS ENSEMBL... (Fr.) : ABC, 2e (236-35-54) ; Col... sée, 8e (359-29-46) ; Gaumon... Convention, 15e (828-42-27).

NOW VOYAGER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).

OURAGAN (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon... 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, ... (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (23... 83-93) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-... 01-90) ; Paramount - Galaxie, 1... (580-18-03) ; Mistral, 14e (53... 52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (60... 34-25).

PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Sain... Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Mont... Carlo, 8e (225 - 09 - 83) ; Sain... Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympi... 14e (542-67-42) ; Parnassien, 1... (329-83-11).

PASSEUR D'HOMMES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) v.f. : Re... 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Opéra, ... (261-50-32) ; Tourelles, 20e (63... 51-98).

LA PERCEE D'AVRANCHES (A... v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (74... 56-31) ; Paramount-Montparnass... 14e (329-90-10).

PERSONNALITE REDUITE D... TOUTES PARTS (Fr.) : Le Sein... 5e (325-95-99).

PHANTASM (A., v.o.) (**) : Biarrit... 8e (723-69-23) ; v.f. : Miramar, 1... (320-89-52) ; Maxéville, 9e (77... 72-86).

PROPHECY (A., v.o.) (*) : Publicis Champs - Elysées, 8e (720-76-23) v.f. : Paramount-Opéra, 9e (74... 56-31) ; Paramount - Galaxie, 1... (580-18-03) ; Paramount-Montpar... nasse, 14e (329-90-10).

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; v.f. : Calyps... 17e (754-10-88).

ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (32... 95-99).

LE ROMAN D'ELVIS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (74... 56-31).

LA SECTE DE MARRAKECH (A... v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Ga... de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistra... 14e (539-52-43).

SERIE NOIRE (Fr.) : Balzac, ... (561-10-60).

LE SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée d... bois, 5e (337-57-47).

TOTO, MISERE ET NOBLESSE (It... v.o.) : Gît-le-cœur, 6e (326-80-25...

UTOPIA (Fr.) : Le Seine, 5e (32... 95-99).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFE... (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, ... (354-20-12) ; U.G.C. - Marbeuf, ... (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, ... (261-50-32).

ZOO ZERO (Fr.) : Le Seine, ... (325-95-99) ; Palais des Arts, ... (272-62-98).





LES SPECTACLES

Cinéma

Les grandes reprises

INSI VA L'AMOUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e 783-64-66).
MARCORD (It., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
NDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
NNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : les Tourelles, 20e (636-51-98), mar., 21 h.
ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
RSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-07-76).
AUTRE (A., v.o.) (*) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
EN HUR (A., v.o.) : George V, 8e (225-41-46) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
A BETE (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
IG BOSS (Chin., v.f.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
ARRIE (A., v.f.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40).
E CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
E CHASSEUR DE SCALPS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
HRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
OUSIN-COUSINE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
E CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
E CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
RIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
ES DIABLES (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
ELIVRANCE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75).
E DESERT DES TARTARES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
01, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
A FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
RANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
E GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours impairs.
A GUERRE DES ETOILES (Amér., v.f.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40) (sf Mardi).
ES HOMMES DU PRESIDENT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Mer., V., D., Mardi.
LA HONTE DE LA JUNGLE (Fr.-Belg.). Studio Raspail, 14e (320-38-98).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (333-00-11).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (*) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; les Tourelles, 20e (636-51-98), sam., 17 h.
KOUNAK, LE LYNX FIDELE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (548-62-25). H. Sp.
LAWRENCE D'ARABIE (A., 70 mm, v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90). J.S.L.
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
MAHLER (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
LA MAISON DU Dr EDWARDES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
MAMA-ROMA (It., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
MONTY PYTHON (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LE MYSTERE DE LA CHAMBRE JAUNE (Fr.). Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). Jours pairs.
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
ORANGE MECANIQUE (Amér., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PANIQUE A NEEDLE PARK (Amér., v.o.) : les Templiers, 3e (272-94-56).
PADRE PADRONE (It., v.o.) : 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE PARFUM DE LA DAME EN NOIR (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). Jours impairs.
LE PARRAIN (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
PLAY-TIME (Fr.) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78). Jours pairs.
LE PRIVE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
REPULSION (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Moulin Rouge, 18e (606-63-26).
SANDRA (It., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
SOLEIL VERT (A., v.f.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40) (sf Mardi).
SOUDAIN L'ETE DERNIER (Amér., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (Amér.) (**) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).
LES AMANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), 20 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 30).
DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30 (sf. D.).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sf. D.).
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).
LIFE BOAT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).
MATA HARI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).
LA MONTAGNE SACREE (Mex., (V.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), (22 h. 30).
MYRA BRECKINRIDGE (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97), L. à 21 h.
NATHALIE GRANGER (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
LE TROISIEME HOMME (Ang., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
UNE PETITE CULOTTE POUR L'ETE (Jap., v.o.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30.
WOMEN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf. S., D.).

Les festivals

CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 14 h 10 : Bilitis ; 16 h. 5 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 20 : J'ai même rencontré des Tziganes heureux ; 20 h. (+ S., 0 h. 30) : Cabaret ; 22 h. 10 (+ V., 0 h. 30) : Orange mécanique. — II, 13 h. : Pink Narcissus ; 14 h. 20 : Sonate d'automne ; 16 h. 15 : A bout de souffle ; 18 h. : A la recherche de Mr. Goodbar ; 20 h. 20 : Easy Rider ; 22 h. 20 : Pierrot le Fou ; V., S., 0 h. 20 : l'Œuf du serpent.
HOMMAGE A BETTE DAVIS (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90), mer., J. : Confession à un cadavre ; V., S. : Chut ! Chut ! Chère Charlotte ! D., L., mar. : La mort frappe trois fois.
CINE-ROCK FESTIVAL (v.o.), Vidéostone, 6e (325-60-34).
ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), en alternance : le Ballon rouge ; Crin Blanc.
MIZOGUCHI (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), mer., S. : les Contes de la lune vague après la pluie ; J. : les Amants crucifiés ; V. : la Vie d'O Haru, femme galante ; D., mar. : l'Impératrice Yang Kwei Fei ; L. : le Héros sacrilège.
WIM WENDERS (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; mer., V., D. : Alice dans les villes ; J., L. : Au fil du temps ; sam. : Faux Mouvement ; mar. : l'Angoisse du gardien de but au moment du penalty.
MARILYN MONROE (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; jours impairs : Chérie, je me sens rajeunir ; jours pairs : Les hommes préfèrent les blondes.
HOMMAGE A RENE CLAIR, Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; mer. : 14 Juillet ; J. : Tout l'or du monde ; V. : A nous la liberté ; S. : les Grandes Manœuvres ; D. : Porte des Lilas ; L. : Sous les toits de Paris ; mar. : le Million.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), 13 h. 45 : Tom et Jerry ; 15 h. 15 : Alice au pays des merveilles ; 16 h. 45 : les Aventures de Robin des Bois ; 18 h. 30 (sf L., Mar.) : Tex Avery. L. et Mar., 18 h. 30 : Flesh Gordon ; 20 h. 10 (sf Mar.) : le Locataire ; 22 h. (sf Mar.) : Marathon Man ; Mar., 21 h. : Macbeth.
STUDIO 28 (v.o.), 18e (606-36-07), Mer. : Agatha ; J. : Hardcore ; V. : Boulevard Night ; S. : Graffiti Party ; D. : Répétition d'orchestre.
HOMMAGE A JEAN RENOIR, Action République, 11e (805-51-33). Mer. : la Règle du jeu ; J. : la Grande Illusion ; V. : les Bas-Fonds ; S. : le Carrosse d'or ; D. : le Fleuve ; L. : Une partie de campagne ; Mar. : le Petit Théâtre.
HOMMAGE A LA RKO (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50). Mer. : Sinbad le marin ; J. : l'Aventure inoubliable ; V. : les Garçons aux cheveux verts ; S. : la Maison dans l'ombre ; D. : les Amants de la nuit ; L. : la Femme sur la plage ; Mar. : Vivre libre.
COMEDIES MUSICALES U.S.A. (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Mer. : Tous en scène ; J. : Un jour à New-York ; V. : Gigi ; S. : Chantons sous la pluie ; D. : Beau fixe sur New-York ; L. : la Jolie Fermière ; Mar. : les Girls.
B. WILDER, V. MINNELLI (v.o) : Olympic, 14e (542-67-42), Mer. : Ziegfield Follies ; J. : Gigi ; V. la Vie privée de Sherlock Holmes ; S. : Témoin à charge ; D. : Un, deux, trois ; L. : Melinda ; Mar. : la Garçonnière.
A. HITCHCOCK (v. o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50), mer., jeudi : Mr and Mrs. Smith ; ven., sam. : Number 17 ; dim., lundi, mar. : The Skin Game.
MARX BROTHERS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), mer. : Un jour aux courses ; jeudi : Les Marx au grand magasin ; ven. : Une nuit à l'Opéra ; sam. : Monkey Business ; dim. : la Soupe au canard ; lundi : Chercheurs d'or ; mar. : Plumes de cheval.
MUSIQUE (v.o.), Avacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Ball Game ; 14 h. 45 : Words and Music ; 16 h. 45 : Dancing Lady ; 18 h. 30 : Ziegfield Follies ; 20 h. : Cabaret ; 22 h. : Jimi Hendrix.
H. BOGART (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78), mer. : le Trésor de la Sierra-Madre ; jeudi : Accross the Pacific ; ven. : les Passagers de la nuit ; sam. : la Femme à abattre ; dim. : Key Largo ; lundi : Bas les masques ; mar. : Passage to Marseille.
H. HUSTON (v.o.), Dominique, 7e (705-04-55), mer., jeu. : les Misfits ; mar., ven., sam. : Reflets dans un œil d'or ; dim., lundi : le Piège.
J. LOSEY (v.o.), New-Yorker, 9e (770-63-40), mer., ven. : Cérémonie secrète ; jeudi, lundi : Pour l'exemple ; sam., mardi : le Messager ; dim. : Monsieur Klein.
STUDIO de l'Etoile, 17e (380-19-93), 14 h. 30 : Edward Munch, la Danse de la vie ; 17 h. 15 : Casanova de Fellini ; 20 h. : les Clowns ; 22 h. : les Trente-Neuf Marches (H.)
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50) (v.o.), I. : 13 h. The Song Remains the Same ; 15 h. 10 : Jeremiah Johnson ; 17 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 19 h. 50 : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Phantom of the Paradise ; vendredi, samedi : 23 h. 50 : Orange mécanique. — II. : 13 h. 45 : la Balade sauvage ; 15 h. 45 : Easy Rider ; 17 h. 45 : Un après-midi de chien ; 20 h. 05 : Taxi Driver ; 22 h. : Chiens de paille ; ven., sam. : 24 h. : Rollerball.
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71), 13 h. 30 : les Damnés ; 15 h. 35 : Un tramway nommé Désir ; 18 h. 5 : Retour ; 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 : Rocky Horror Picture Show ; ven., sam. : Panique à Needle Park.
CINEMA ALLEMAND (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), mer., jeudi, ven. : Les nains aussi ont commencé petits ; sam. : Effi Briest ; dim. : la Femme gauchère ; lundi, mardi : l'Ombre des anges.









LE MONDE DES SPECTACLES

Cinéma

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, L. Jouvet (966-20-07) : Pour une poignée de dollars ; Mar. 21 h. (v.o.) : le Lauréat.
CONFLANS - SAINTE - HONORINE, U.G.C. (972-60-96) : Passeur d'hommes ; Voyage au centre de la terre ; Big Boss (*).
LE CHESNAY, Parly II (954-54-00) : Au revoir, à lundi ; le Rabbin au Far-West ; Ne tirez-pas sur le dentiste ; l'Ouragan ; le Dernier Secret du Poséidon.
LA CELLE-SAINT-CLOUD, Elysées II (969-69-65) : le Rabbin au Far-West ; Bambi.
ELANCOURT, Centre des Sept-Mares (062-81-84) : le Bon, la Brute et le Truand ; Quatre bassets pour un danois ; Histoire d'O ; les Chiens de paille.
LES MUREAUX (474-38-90) : l'Associé ; Emmanuelle (**) ; Quatre bassets pour un danois ; Voyage au centre de la Terre.
LE VESINET, Cinécal (976-38-17) : Quatre bassets pour un danois ; les Valseuses (**) ; la Madriguera.
MANTES, Domino (082-04-05) : Au revoir, à lundi ; Clair de femme ; l'Ouragan. — Normandie (477-02-35) : Passeur d'hommes.
MAULE, Etoiles (478-85-74) : Pour une poignée de dollars ; Avalanche express.
POISSY, U.G.C. (965-07-12) : l'Associé ; Bête, mais discipliné ; Ne tirez pas sur le dentiste ; le Dernier Secret du Poséidon.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, C 2 L (451-04-08) : Au revoir, à lundi ; I love you, je t'aime.
VELIZY, Centre commercial (946-24-26) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.
VERSAILLES, Cyrano (950-58-58) : Clair de femme ; l'Associé ; le Fouineur ; Bête, mais discipliné ; I love you, je t'aime ; la Secte de Marrakech. — C 2 L (950-55-55) : Charles et Lucie. — Club (950-17-96) : Play-Time ; les Vacances de M. Hulot.

ESSONNE (91)

BRUNOY, Palace (046-98-50) : la Drôlesse.
BOUXY SAINT-ANTOINE, Buxy (900-50-82) : le Rabbin au Far-West ; l'Associé ; l'Ouragan ; le Fantôme de Barbe noire.
BURES-ORSAY, Les Ulis (907-54-14) : Bête, mais discipliné ; Ben-Hur ; Ne tirez pas sur le dentiste ; le Dernier Secret du Poseidon.
CORBEIL, Arcel (088-06-44) : la Percée d'Avranches ; l'Ouragan ; Bête, mais discipliné.
EVRY, Gaumont (077-06-23) : Charles et Lucie ; Clair de femme ; Mickey jubilé ; le Dernier Secret du Poseidon ; Avec les compliments de Charlie.
GIF, Val Courcelles (907-44-18) : Avec les compliments de Charlie ; Quatre Bassets pour un Danois ; la Honte de la jungle.
GRIGNY, Paris (905-79-60) : Supersonique en péril.
RIS ORANGIS, Cinoche (906-72-72) : Voyage à Tokyo ; le Goût du Sake.
STE-GENEVIEVE-DES-BOIS, Perray (016-07-36) : Au revoir, à lundi ; Buck Rogers au 25e siècle ; le Divorcement ; Quatre bassets pour un danois.
VIRY-CHATILLON, Calypso (944-28-41) : la Secte de Marrakech ; Avec les compliments de Charlie.

HAUTS-DE-SEINE (92)

ASNIERES, Tricycle (793-02-13) : Charles et Lucie ; Clair de femme ; le Dernier Secret du Poseidon.
BAGNEUX, Lux (664-02-43) : Quatre Bassets pour un danois.
BOULOGNE, Royal (605-06-47) : Quatre Bassets pour un danois ; le Bon, la Brute et le Truand.
CHAVILLE (926-51-96) : les Dames ; l'Humanoïde.
LA GARENNE, Voltaire (242-22-27) : l'Incroyable Hulk ; Et pour quelques dollars de plus.
GENNEVILLIERS, Maison pour tous (798-80-04) : Quintet ; Play-Time.
LEVALLOIS, G.-Sadoul (270-83-84) : If ; Et pour quelques dollars de plus.
MALAKOFF, Palace (253-12-69) : Délivrance (**) ; l'Incroyable Hulk ; Quatre Bassets pour un danois.
NEUILLY, Village (722-63-05) : l'Associé.
RUEIL, Ariel (749-48-25) : Clair de femme ; Bête, mais discipliné — Studio (749-19-47) : Passeur d'hommes ; le Temps d'une romance ; les Professionnels.
SCEAUX, Trianon (661-20-52) : Oliver's Story (v.o.) ; Au bout du bout du banc ; Parfum de femme (v.o.).
VAUCRESSON, Normandie (741-28-60) : Quatre Bassets pour un danois ; la Drôlesse ; l'Homme de marbre (v.o.).

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AULNAY-SOUS-BOIS, Parinor (931-00-05) : Au revoir, à lundi ; Clair de femme ; la Secte de Marrakech (*) ; Mickey jubilé. — Prado : Quatre bassets pour un Danois ; l'Amour violé.
BAGNOLET, Cin'Hoche (360-01-02) : Au bout du bout du banc.
BOBIGNY, Centre commercial (820-69-70) : Passeur d'hommes ; Attention, on va s'fâcher ; Quatre bassets pour un danois.
LE BOURGET, Aviatic (284-17-85) : Clair de femme ; le Divorcement ; le Dernier Secret du Poséidon.
MONTREUIL, Méliès (858-90-13 : l'Associé ; le Rabbin au Far-West ; Ne tirez pas sur le dentiste.
LE RAINCY, Casino (302-32-32) : Ben Hur.
PANTIN, Carrefour (843-28-02) : l'Associé. Bête, mais discipliné ; le Rabbin au Far-West ; Ne tirez pas sur le dentiste ; l'Ouragan ; Prophecy.
ROSNY, Artel (528-80-00) : Au revoir, à lundi ; Bête, mais discipliné ; Ben Hur ; l'Ouragan ; Prophecy ; la Secte de Marrakech.
VINCENNES, Palace : Clair de femme ; Mickey jubilé ; la Liberté sauvage.

VAL-DE-MARNE (94)

CACHAN, Pléiade (665-13-58) : Meurtres sous contrôle. Mar. soir : Norma Rae (v.o.).
CHAMPIGNY, Pathé (880-52-97) : Charles et Lucie. Clair de femme. Bête, mais discipliné. Le dernier secret du Poséidon. Avec les compliments de Charlie.
CHEVILLY-LARUE, CC (686-54-48) : l'Arnaque.
CRETEIL, Artel (898-92-64) : Au revoir, à lundi. L'Associé. Le Fouineur. Prophecy. La Secte de Marrakech (*). Voyage au centre de la Terre.
FONTENAY - SOUS - BOIS, Kosmos (876-41-70) : l'Homme en colère. L'Arnaque.
LE PERREUX, Palais du parc (324-17-04) : Ben Hur.
LA VARENNE, Paramount (883-59-20) : Mickey jubilé. Le Rabbin au Far-West. L'Associé.
MAISONS - ALFORT, Club (376-71-70) : Clair de femme. Big Boss (*). Quatre Bassets pour un danois.
NOGENT-SUR-MARNE, Artel (871-01-52) : Au revoir, à lundi. L'Associé. Le Fouineur. Le Rabbin au Far-West. — Port : Ne tirez pas sur le dentiste.
ORLY, Paramount (726-21-69) : le Rabbin au Far-West. L'Associé.
THIAIS, Belle-Epine (686-37-90) : Charles et Lucie ; Clair de femme ; Bête, mais discipliné ; Ben Hur ; le Dernier Secret du Poseidon.
VILLEJUIF, Théâtre Romain-Rolland (726-15-02) : les Yeux de Laura Mars (v.o., v.f.).
VILLENEUVE-ST-GEORGES, Artel (389-21-31) : Bête, mais discipliné ; Ne tirez pas sur le dentiste ; le Rabbin au Far-West.

VAL-D'OISE (95)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : Au revoir, à lundi ; Passe ton bac d'abord ; l'Associé ; Bête, mais discipliné ; Ne tirez pas sur le dentiste ; Big Boss (*). — Gamma (981-00-03) : le Rabbin au Far-West ; Ben Hur ; l'Ouragan ; Mickey jubilé.
CERGY - PONTOISE, Bourvil (030-46-80) : Clair de femme ; Bête, mais discipliné ; le Dernier Secret du Poseidon ; Prophecy.
ENGHIEN, Français (417-00-44) : Clair de femme ; Au revoir, à lundi ; I love you ; Prophecy ; Passeur d'hommes ; le Fouineur — Marly : l'Associé.
GONESSE, Théâtre J.-Prévert (985-21-92) : le Bon, la Brute et le Truand.
SAINT-GRATIEN, Toiles (989-21-89) : Play-Time ; Pour une poignée de dollars ; Quatre bassets pour un danois.
SARCELLES, Flanades (990-14-33) : Bête, mais discipliné ; Ne tirez pas sur le dentiste ; Big Boss (*) ; le Rabbin au Far-West ; Prophecy.

RADIO-TÉLÉVISION

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

L'Antarctique, continent vierge

L'Antarctique, 14 millions de kilomètres carrés, 25 à 30 millions de kilomètres cubes de glace, soit le tiers de toute l'eau douce de la planète, est un continent physiquement unique en son genre. C'est aussi un continent unique politiquement : tout ce qui est au sud du 60e parallèle est voué à la recherche scientifique et à la coopération internationale depuis une dizaine d'années.

Les « Dossiers de l'écran » du 4 septembre, sur Antenne 2, avaient choisi ce continent vierge, pour leur émission de rentrée. Le film-prétexte a été, pour une fois, superbe et passionnant. Il s'agissait du *Voyage au bout du monde* réalisé pendant l'été austral 1972-1973 par le commandant Cousteau et son équipe à l'extrémité de la péninsule antarctique. Images d'une exceptionnelle beauté : somptueux paysages antarctiques, cocasserie des manchots (les pingouins, eux, volent et vivent dans l'hémisphère nord, notamment en Bretagne), difficultés de la navigation dans les tempêtes successives et dans les glaces.

L'Antarctique (comme l'Arctique, mais la zone polaire nord est océanique) est une région privilégiée pour l'étude de l'environnement terrestre (ionosphère, atmosphère proche et lointaine, activité solaire, etc.). Et ses glaces constituent les archives climatiques de la Terre. Claude Lorius, glaciologue et directeur de recherches au C.N.R.S., a montré comment l'analyse d'une carotte de glace d'une longueur de 1 000 mètres permet de retrouver l'histoire climatique des trente mille dernières années : de — 30 000 à — 15 000 ans, la dernière des grandes glaciations ; à partir de — 15 000 ans, réchauffement général rapide, fonte des calottes polaires continentales de l'hémisphère nord, mais permanence de la calotte polaire antarctique ; ensuite, stabilité du climat actuel, anormalement chaud, depuis dix mille ans. Si on veut s'essayer à prévoir les futures variations climatiques, il faut d'abord chercher à comprendre les mécanismes régissant le climat.

Pour les ressources, tous les participants au débat ont été d'une prudence extrême. Paul-Emile Victor, ancien directeur des Expéditions polaires françaises, Jean-Paul Bloch, directeur scientifique des Terres australes et antarctiques françaises, ont fait remarquer que 2 % seulement du continent antarctique n'étaient pas cachés par plusieurs milliers de mètres de glace. L'Australie, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud et l'Antarctique orientale, ont fait partie, il y a 225 millions d'années, du même continent. Les trois premières étant riches en ressources minérales, on peut légitimement penser que des minéraux utiles existent dans le substratum rocheux de l'Antarctique orientale. Mais l'exploration et l'exploitation de ceux-ci ne sont pas envisageables avant des décennies ou des siècles. De même pour l'éventuel pétrole *off shore*.

La matière vivante ? Certes, les mers antarctiques pourraient probablement produire une bonne centaine de millions de tonnes de petites crevettes (le krill). Japonais et Soviétiques commencent à en pêcher. Mais tous les participants au débat, sauf Jean-Paul Bloch, ont protesté : le krill est immangeable.

L'avenir de l'Antarctique ? MM. Roger Brenot, commandant de la *Calypso*, Haroun Tazieff, directeur de recherches au C.N.R.S., ont insisté sur la nécessité de préserver l'Antarctique, ses beautés, son milieu naturel, sa démilitarisation, son apolitisme. Mais les treize Etats parties au traité de l'Antarctique ont-ils tous des intentions aussi pures ? Comme l'a noté Paul-Emile Victor, les Etats-Unis et l'Australie ont trois bases antarctiques, la France une, etc., mais l'U.R.S.S. en a huit, réparties tout autour et sur le dernier continent (presque) vierge.

YVONNE REBEYROL.

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 30. Un, rue Sésame ; 18 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 25. Journal ; 19 h. 55. Football : Coupe d'Europe des nations (Suède-France) en direct de Stockholm.

21 h. 50. L'histoire en jugement : le maréchal Mikhail Toukhatchevski.

Jugé à huis clos le 8 juin 1937 et exécuté le lendemain, le maréchal Toukhachevski fut la première des victimes de la grande épuration organisée par Staline au nom de la cause soviétique. Toukhachevski fut accusé de haute trahison. En 1961, Khrouchtchev le réhabilitait...

Le colonel Michel Garder, ancien membre du 2e bureau, ainsi que le romancier Pierre Nord, et plusieurs journalistes et historiens (Drago Arsenijevic, Alain Guérin, de l'Humanité, et notre collaborateur Jean-Marc Theolleyre) composent le jury fictif de ce numéro de l'histoire en jugement.

0 h., Journal.

CHAINE II : A 2

11 h. 30. Obsèques de lord Mountbatten en direct.

12 h. 30. Quoi de neuf ? ; 12 h. 45. Journal ; 13 h. 25. Dessin animé ; 13 h. 35. Feuilleton : Les arpents verts ; 14 h., Aujourd'hui Madame (Musiques tziganes) ; 15 h., Série : Drôles de dames (Une prison pour ces dames) ; 15 h. 50. Sports.

18 h., Récré A 2 ; 18 h. 30. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 35 FILM : DROLE DE DRAME, de M. Carné (1937) avec M. Simon, F. Rosay, L. Jouvet, J.-P. Aumont, J.-L. Barrault, N. Vogel, H. Guisol (N. Rediffusion) :

A Londres, en 1900, un respectable botaniste cousin d'un évêque anglican écrit des romans policiers sous un pseudonyme. Un malin concours de circonstances fait qu'on le soupçonne d'avoir tué sa femme, qui a quitté la maison et se cache.

D'après un roman de J. Storer-Clouston, un film d'« humour anglais » (avant que la mode n'en vienne en France) par Carné et Prévert. Des situations, des dialogues d'une saveur inoubliable.

22 h. 20. Documentaire : Sept jours en Perse (III : la Perse archéménide).

Promenade archéologique jusqu'au tombeau de Cyrus, l'unificateur de l'antique empire.

23 h. 15. Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Association française de prospective sociale ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE CAPORAL EPINGLE, de J. Renoir (1961), avec J.-P. Cassel, C. Brasseur, O. E. Hasse, C. Rich, J. Carmet, J. Jouanneau (N. Rediffusion.)

En 1940-1942, les tentatives d'évasion successives d'un caporal français prisonnier en Allemagne.

Des souvenirs de la Grande Illusion, *mais aussi la réalité de la captivité dans les camps de l'ordre nazi et le besoin physiologique de la liberté. Les derniers feux du style Renoir.*

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Mini-passeport », de Tybor ; 19 h. 30. Sciences : Darwinisme et génétique des populations ;

20 h., La musique et les hommes : le chant sacré dans les grandes traditions orales ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : Le film noir.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5. Jazz ;

20 h., Informations - festivals ; 20 h. 30. Festival du Marais : concert donné en l'église Saint-Merri par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, avec F. Lodeon, J. Chamonin et E. Dume (Bizet, Saint-Saëns, Franck) ;

22 h. 30. Ouvert la nuit : Impressions d'Italie (Mercadante, Bottesini, Storace) ; 23 h., En revenant de Nantes : hommage à Jules Verne (Berlioz, Wagner, Mendelssohn) ; 1 h., Les chants de la terre : musiques traditionnelles.

JEUDI 6 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 13 h., Journal ; 13 h. 55. Objectif santé : les champignons dangereux ; 14 h., Acilion et sa bande.

18 h., TF Quatre ; 18 h. 30. Un, rue Sésame ; 18 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35. le Loup-Cervier, d'A. Dhouailly, d'après G. Croussy, avec M. Maillfort, M. Vitold, A. Bellec.

Une bonne étude des rapports des hommes dans l'entreprise, ici mise en « dramatique ». Ou comment la vie familiale d'un jeune homme qui veut arriver haut et loin, tout comme celle d'un syndicaliste acharné, se trouve singulièrement compromise au nom de la marche des affaires.

22 h., Magazine : L'événement.
23 h. 45. Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? ; 12 h. 45. Journal ; 13 h. 25. Dessin animé ; 13 h. 35. Feuilleton : Les arpents verts ; 14 h., Aujourd'hui Madame (Le sucre) ; 15 h., Série : Drôles de dames (L'antiquaire) ; 15 h. 55. Sports.

17 h. 55. Récré A 2 ; 18 h. 25. C'est la vie ; 18 h. 50. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 35. Variétés : Sacha Distel show ;
21 h. 35. Magazine : Cinéma ;

Une revue des derniers films sortis.

22 h. 35 Documentaire : Fenêtre sur... les enfants en question (Œdipe et l'enfant).

Le B.A. BA du « complexe », par Bénédicte Batilot-Hardy.

23 h. 5. Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Phénix ; 19 h. 10. Journal ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LE CLAN DES SICILIENS, de H. Verneuil (1969), avec L. Ventura, J. Gabin, A. Delon, I. Demick, A. Nazzari, S. Chaplin, E. Cegani (Rediff.)

Un jeune tueur qui s'est évadé grâce au « clan des Siciliens » aide le patriarche de ce clan à organiser un sensationnel vol de bijoux. Mais il commet l'erreur de séduire la belle-fille du vieillard.

Mécanique dramatique bien huilée, suspense remarquablement soutenu, technique solide et le duo Gabin-Delon.

22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Vieille Allemagne ; 8 h. 32. Histoire de maudits : Les cagots ; 8 h. 50. L'escalier d'or ; 9 h. 7, Matinée de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zig-zag à A. Boudard : « le Corbillard de Jules » ; 11 h. 2, La musique en vacances : la musique tunisienne (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5. Nous tous chacun ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Renaissance des orgues de France : à Barr ; 14 h., Un livre, des voix : « les Genêts », d'An Sernin ; 14 h. 42. Départementale : Abbeville ; 16 h. 50. Libre appel ;

18 h. 30. Feuilleton : « Mini-passeport » de Tybor ; 19 h. 30. Sciences : le darwinisme aujourd'hui ;

20 h., Nouveau répertoire dramatique : « Why Arizona » et « Play-Mate », d'A. Muschg ; 22 h. 15. Musique enregistrée ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : Le film noir.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien-vacances ; 9 h. 2, Estivales... Objectif-pupitre : Purcell, Torelli, Telemann, Copland ; 10 h. 30, Ancienne musique tchèque : Vranicky ;

12 h., Les vacances du musicien : Bach, Mozart ; 12 h. 35. Jazz : Summer sequence ; 13 h. 5. Devoir de vacances : Liszt ;

14 h., Estivales... Poulenc et la musique instrumentale : Poulenc et l'Opéra ; 16 h., Nouveaux solistes de Radio-France ; 17 h., Les chants de la Terre : musiques traditionnelles ;

18 h. 2. Kiosque ; 19 h. 5. Jazz ;

20 h., Informations-festivals ; 20 h. 30. Musique à découvrir : « Indépendants d'aujourd'hui » (R. Loucheur, J. Chailley, P. Arma, M. Mihalovici), avec N. Lindeblad, G. Audin, M.-Th. Chailley, K. Graf ; 22 h. 30. Ouvert la nuit : en revenant de Nantes (Bartok) ; 0 h. 51, Le pas de Retz (Dukas, Stockhausen).



CARNET

Naissances

— Mme François ODIER a la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille

Fanny SEYRIC,

née le 31 août 1979.
2, rue du Bel-Air,
92190 Meudon-Bellevue.
11, rue Léon-Blaise,
92260 Fontenay-aux-Roses.

— Arielle et Claude STERN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Fleur,

le 22 août 1979.
22, rue Georges-Bizet,
75016 Paris.

Mariages

— Mme Maxime Briaucourt, Mme Albert Conte, Mme Louis Masse, M. Jean Ricaud et Mme,
Le docteur Michel Conte et Mme,
L'ingénieur général Pierre Ricaud et Mme,
ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants et petits-enfants,

Sophie CONTE
et
Jean-Louis RICAUD,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
ingénieur des Mines.

La messe de mariage aura lieu le samedi 8 septembre 1979, à 15 h. 30, en l'église Saint-Sébastien de D'Huison-Longueville.
La Commanderie,
D'Huison-Longueville,
91590 La Ferté-Alais.
12, rue Robert-Schuman,
91200 Athis-Mons.

Décès

— Mme Jean-Baptiste Bénédetti,
Le docteur et Mme Alexis Turc, née Florette Bénédetti,
Dominique, Jean Denis et Philippe, ses enfants et petits-enfants,
Ses frères et sœur,
Les familles alliées Desanti, Bollea, Turc,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Baptiste BENEDETTI,
ancien combattant 1914-1918
et 1939-1945,
directeur du service
des I.M. du Maroc,
officier du Ouissam Alaouite,
Citation américaine (1944),
officier des Palmes académiques,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
survenu le 6 août 1979.

« Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »
(Jean, XV, 12)

19, rue Léon-Blum,
13090 Aix-en-Provence.

[Né le 24 juin 1897 à Aullène (Corse), Jean-Baptiste Bénédetti fit sa carrière au Maroc, où il contribua à la création du service des Instruments de Mesure. Officier de réserve-interprète, il participa à la campagne d'Italie (C.E.F., Cassino, Rome, Sienne) et fut chargé des consulats de Bari, Gênes, Livourne (1944-1945).

Ecrivain régionaliste et poète corse, il se consacra à la défense de la langue corse, écrite et parlée. Collaborateur de la revue « U Muntese », il fut aussi, en 1973, couronné par le prix Petru Rocca pour son livre « Ricordi d'altri tempi ».]

Le sculpteur
Joseph BIBRING
est décédé le 27 août 1979 à Chambord.
Il continuera à vivre dans son œuvre et le souvenir de ceux qui l'ont aimé.

— Tunis, Paris.
Mme Charles Bismuth,
M. le docteur Richard Berrebi et Mme, née Michèle Bismuth,
M. et Mme Guy Bismuth,
M. et Mme Gérard Bismuth,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M. Charles BISMUTH,
société TUNIPARCO,
survenu le 4 septembre 1979, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques auront lieu jeudi 6 septembre 1979.
Réunion porte principale du cimetière de Pantin-Parisien, à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
[illegible], rue de l'Arsenal, [illegible] Paris.
[illegible], rue du [illegible], Tunis.

— Mme Elisabeth Bréant, son épouse,
M. et Mme Philippe Bréant et Dominique,
Mme veuve Jacqueline Mestre et ses enfants,
M. et Mme Bernard Bréant et leurs enfants,
Mlle Marie-Hélène Bréant,
M. et Mme Pierre Bréant et leurs enfants,
M. et Mme André Bréant et Stéphane,
M. et Mme Alain Bréant et Wladimir,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bréant, Merle, Bi[illegible]-Dubuc,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BREANT,
instituteur honoraire,
survenu à Guernes, le [illegible] août 1979, dans sa soixante-quatorzième année.

Après une brève cérémonie religieuse dans la plus stricte intimité, conformément au vœu du défunt, son corps a été remis à la faculté de médecine de Paris, le [illegible] août 1979, pour servir à la recherche et à l'enseignement médical.

Que ceux qui l'ont connu s'associent en cet instant au [illegible] du disparu.
Rue des Chaimsets, [illegible] Guernes.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui

Louis COUHE,
grand-croix de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
directeur général honoraire
au ministère de l'Air,
président-fondateur
d'Aéroport de Paris,
pieusement décédé le 3 septembre 1979, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

De la part de :
Mme Louis Couhé, son épouse,
M. et Mme André Couhé d'Estrade et leurs enfants,
M. et Mme André Couhé et leurs enfants,
M. et Mme Eric Bismart et leurs enfants,
Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7e, place du Président-Mithouard, le jeudi 6 septembre, à 10 h. 30.

Une absoute suivie de l'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, à Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais).

Cet avis tient lieu de faire-part.
[illegible]
[illegible] Paris.

— M. Raoul Moreau, président d'Aéroport de Paris,
M. Gilbert Dreyfus, directeur général,
MM. les membres du conseil d'administration et les directeurs,
Le personnel d'Aéroport de Paris,
ont le regret de faire part du décès de

M. Louis COUHE,
président-fondateur
d'Aéroport de Paris,
grand-croix de la Légion d'honneur,
survenu à Paris, le 3 septembre 1979.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7e, place du Président-Mithouard, le jeudi 6 septembre, à 10 h. 30.

Une absoute suivie de l'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, à Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais).

Cet avis tient lieu de faire-part.
291, boulevard Raspail,
75675 Paris Cedex 14.

— Michel Etcheverry,
Marie-Laure et Olivier, Gérard et Antoine, Monique et Agathe, Daisy, Sylvain, François Hébel,
Louis, Monique, Luc, Sylvia, Marc Yves Hébel, René et Arlette Dupuy,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline ETCHEVERRY,
survenu le 29 août 1979.
La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 3 septembre 1979 en l'église Notre-Dame-des-Otages.

— Mme François Fourcade,
M. Jean-François Fourcade et son fils Gilles,
M. et Mme William Lemoine,
Toute sa famille,
Et ses amis,
font part du décès de

François FOURCADE,
professeur honoraire,
survenu à Aix-en-Provence, le 2 septembre 1979, à l'âge de soixante et onze ans.

— Après une longue et douloureuse maladie, le Seigneur a rappelé à Lui

Mme veuve Jean GALBRUN.

De la part de M. et Mme André Dufot, M. et Mme Claude Dufot, Jean, Philippe et Dominique, ses enfants et petits-enfants.

Selon la volonté expresse de la défunte, ses obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité le 30 août 1979.

Une messe sera célébrée ultérieurement.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Annie Genevois,
M. Jean Genevois, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Remy-Caillet, Baetzner et Maurice Durand,
font part du retour à Dieu de

Mme Louis GENEVOIS,
née Renée Caillet,
survenu brutalement le 27 août 1979.
Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité à Nolay (Côte-d'Or) le 29 août 1979.
17 bis, quai Voltaire, 75007 Paris.

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Maurice GREBERT,
de « l'Est républicain »,
décédé lundi 3 septembre à Nancy.
Ses obsèques seront célébrées le jeudi 6 septembre à Heillecourt (Meurthe-et-Moselle).

[Né le 21 mars 1916 à Ban-de-Laveline (Vosges), Maurice Grébert entre à « l'Est républicain » dès l'âge de treize ans. Nommé à la direction des services photographiques du journal nancéien le 1er février 1959, Maurice Grébert devait, le 29 septembre prochain, fêter ses cinquante années de fidélité à « l'Est Républicain ».]

— Mme Roger Kahn, née Marie-Louise Lévy-Dorville, son épouse,
M. Laurent et Mlle Francine Kahn, ses enfants,
Mme veuve Félix Kahn, sa mère,
Ses frères et sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger KAHN,
croix de guerre 1939-1945,
ancien combattant de la Résistance,

survenu le 3 septembre 1979, dans sa soixante-septième année.
Les obsèques auront lieu le vendredi 7 septembre 1979.
Réunion à 11 h. 15, au cimetière Montmartre, avenue Rachel.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

114, avenue Mozart,
75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— L'Amicale d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie a la profonde tristesse de faire part du décès de son fidèle et grand ami,

Roger KAHN,
combattant volontaire
de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945.

Il était le fidèle compagnon de notre si dévouée vice-présidente Marie-Louise Kahn.

Les obsèques auront lieu le vendredi 7 septembre, à 11 h. 15, au cimetière Montmartre, entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Lucile LANSAC.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la petite chapelle de l'hôpital d'instruction des armées Bégin (70, avenue des Minimes, à Saint-Mandé), le vendredi 7 septembre 1979, à 15 h. 30, où l'on se réunira.
Cet avis tinet lieu de faire-part.

— Le docteur José Mascaro, professeur à la faculté de médecine de Barcelone, ses fils José-Manuel et Xavier,
M. et Mme François Galy,
Le docteur et Mme Marcel Pourquier, leurs enfants,
M. et Mme Philippe Galy, leurs enfants,
M. Jacques Galy,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quarante et unième année, de

Mme le docteur J.-M. MASCARO,
née Catherine Galy,
ancienne externe
des Hôpitaux de Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le samedi 1er septembre, à Barcelone.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
105-113, calle Santalo, Barcelone.
18, rue de l'Assomption,
75016 Paris.

— Madd Nelson, née Giannattasio, sa femme,
Ugo et Rory, ses fils,
Les familles parentes, alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul NELSON,
architecte D.P.L.G. et A.I.A.,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
des Arts et Lettres,
survenu à Marseille le 30 août 1979.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale, à Varengeville (Seine-Maritime).
Chemin Rousset,
Quartier Pommé, 13530 Trets.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la SETIMEG,
ont le profond regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. René PLAS,
commandeur
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
nombreux ordres français et étrangers,
vice-président
de l'Association française
de la Libération française
du 8 novembre 1942,

gouverneur honoraire
du Fonds de rétablissement
du Conseil de l'Europe,
président-directeur général
de la
Banque française intercontinentale,
vice-président
de la Compagnie tunisienne
de thermalisme et de tourisme.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à La Celle-Saint-Cloud, le 30 août 1979.

— Le conseil d'administration, la direction générale et le personnel de la Banque française intercontinentale ont le profond regret de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. René PLAS,
également président de la Société intercontinentale de participations à Luxembourg.

— La famille et les amis de

Clotilde VIANNAY,
aide-soignante,
médaillée de la Résistance,
ont la tristesse de faire part de sa mort, survenue le mercredi 29 août, dans sa soixante-quatrième année.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu, du

Père
Albert-Marie Charles AVRIL,
dominicain,
une messe sera célébrée le vendredi 14 septembre 1979, à 18 heures, au couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e.

— Pour l'anniversaire du décès de

Maria CARITA,

une messe sera dite le jeudi 6 septembre, à 8 h. 30, en l'église de la Madeleine à Paris.

— En ce troisième anniversaire de la mort de

Louis CORDIER,
en fidèle hommage à sa rayonnante mémoire, une prière ou une pensée est demandée à ses amis de France et de Yougoslavie.

— Il y a un an disparaissait prématurément

Roger REINER,
docteur en chirurgie dentaire
(faculté de chirurgie dentaire
de Paris 1973 et 3e cycle 1975),
Post Graduate
de l'University of Southern
California (1966).

Il est vivant dans le souvenir et l'affection de sa famille et de ses nombreux amis.

Communications diverses

— Offices de Rosh-Hashanah et Yom-Kippour, de l'Union libérale israélite de France, salle Pleyel et 24, rue Copernic : vendredi 21, samedi 22 septembre, dimanche 30 septembre et lundi 1er octobre.
Retenez vos places dès maintenant : 24, rue Copernic, 75116 Paris.
Aucune entrée ne sera délivrée au moment des offices.

TALMUD-TORAH
Reprise des cours d'instruction religieuse : mardi 25 septembre 1979, à 18 heures ; mercredi 26 septembre 1979, à 9 heures.
Centre Copernic, 24, rue Copernic, 75116 Paris. — Centre Quartier-Latin, 20, rue Servandoni, 75006 Paris.
Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser au : 24, rue Copernic, tous les après-midi.

— Prix de l'Union des athées 1979. — Le prix de l'Union des athées 1979 a été attribué à la librairie Maloine pour la diffusion du livre « Lourdes et l'illusion » des docteurs Thérèse et Guy Valot (décédés). La remise officielle de ce prix aura lieu le lundi 17 septembre, à 18 h. 30, dans le salon des grandes conférences de Paris, 35, avenue F.D.-Roosevelt, Paris-8e (métro F.D.-Roosevelt).
L'entrée sera libre et gratuite dans la limite des places disponibles. Union des athées, 03330 Bellenaves. Tél. (70) 58-30-13.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 481

HORIZONTALEMENT

I. Caractère qu'on peut attribuer à tout ce qui est très lourd. — II. Certains portent la plume. — III. Lettres de Paris ; Vaut plus cher quand il a une grande queue. — IV. Peut se voir à côté d'une bombe. — V. Qui n'avaient donc pas été bien cachées ; Se dit dans l'intimité. — VI. Gros légumes. — VII. Se vendent généralement en plaquettes. — VIII. Peut nous faire mal quand il arrive en courant ; Expérimenté. — IX. Se consacrent à la reproduction ; Pour lier. — X. Azur en partie. — XI. Mot qui se met souvent au féminin.

VERTICALEMENT

1. Se divisent pour multiplier. — 2. Possessif ; Sortes de dindes quand elles sont blanches. — 3. Vieille ville ; Qualité qu'on peut attribuer à celui qui ne dort jamais. — 4. Crapauds d'Amérique ; Où il n'y a rien à ajouter. — 5. Son fils avait une tête de faucon ; Traité comme un dieu. — 6. Jouent un rôle de catalyseur. — 7. Ville qui évoque des lentilles ; Mieux que rien. — 8. Pour faire un tour, il ne lui faut qu'une minute. — 9. Préposition ; D'un auxiliaire ; On y coupe les foins.

Solution du problème n° 2 480

Horizontalement

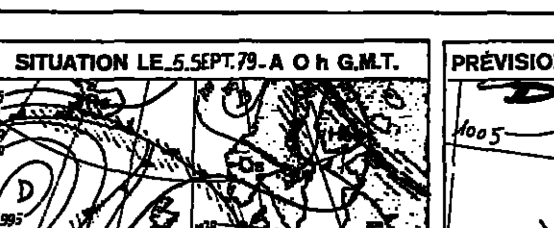
I. Impératif. — II. Morceau. — III. Peu ; Rei. — IV. Ors ; Richi. — V. Pétrir. — VI. Aisance. — VII. Lance ; Ou. — VIII. Archétype. — IX. Isée ; Rein. — X. Ri ; Corde. — XI. En ; Nausée.

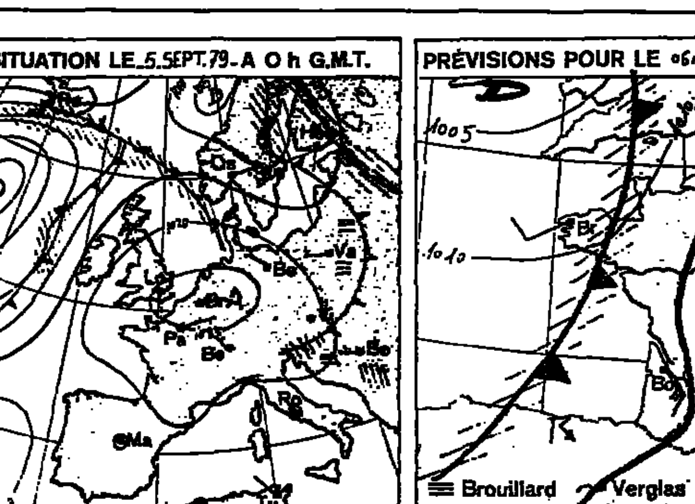
Verticalement

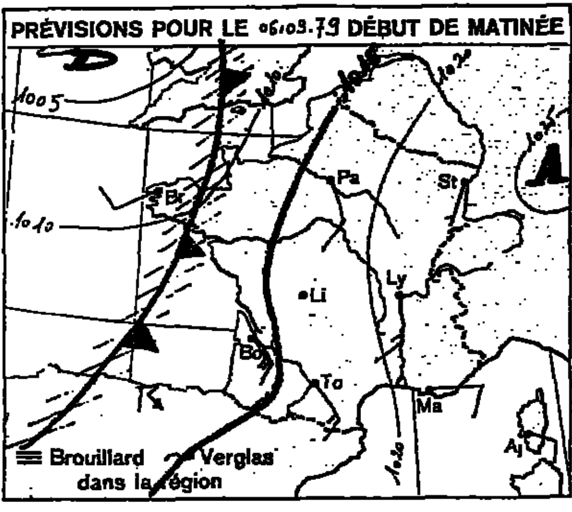
1. Impopulaire. — 2. Moire ; Anon. — 3. Prestance. — 4. Ecu ; Riche. — 5. Re ; Risée ; Ca. — 6. Aa ; Ira ; Trou. — 7. Turc ; Noyers. — 8. Eh ; Cupide. — 9. Fraie ; Enée.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE







Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 septembre à 0 heure et le jeudi 6 septembre à 24 heures :

Un front froid venant de l'Atlantique atteindra l'Europe occidentale, où il sera précédé d'un affaiblissement sensible du champ de pression et d'une évolution orageuse sur la péninsule Ibérique et la France.

Jeudi 6 septembre, ce front froid touchera dès le matin la Bretagne et le Cotentin, où il donnera des pluites passagères ou des averses. Sur ces régions, quelques éclaircies se produiront ensuite dans un flux modéré de secteur ouest, mais les températures subiront une légère baisse. Ailleurs, le temps restera chaud, et les températures maximales s'élèveront encore un peu sur l'Est et le Nord-Est, où le ciel sera clair ou peu nuageux après la disparition de quelques brumes matinales dans les vallées. En revanche, sur les régions s'étendant des Pyrénées et de l'Aquitaine au Bassin parisien, des éclaircies matinales seront suivies d'un temps progressivement plus nuageux et orageux. Des orages débuteront sur le Sud-Ouest et deviendront plus nombreux et plus forts l'après-midi et le soir. Les vents, qui souffleront du sud-est ou du sud, seront généralement faibles ou modérés, mais de violentes rafales sont à craindre durant les orages.

Mercredi 5 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 022,0 millibars, soit 767 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 25 et 10 ; Brest, 20 et 10 ; Caen, 21 et 10 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 22 et 7 ; Dijon, 21 et 12 ; Grenoble, 24 et 9 ; Lille, 20 et 8 ; Lyon, 22 et 9 ; Marseille, 27 et 15 ; Nancy, 20 et 8 ; Nantes, 22 et 12 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 21 et 9 ; Pau, 25 et 10 ; Perpignan, 30 et 12 ; Rennes, 22 et 12 ; Strasbourg, 20 et 9 ; Tours, 23 et 11 ; Toulouse, 26 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 15 ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 29 et 18 ; Berlin, 18 et 10 ; Bonn, 19 et 9 ; Bruxelles, 20 et 9 ; îles Canaries, 30 et 22 ; Copenhague, 20 et 9 ; Genève, 21 et 13 ; Lisbonne, 31 et 15 ; Londres, 22 et 10 ; Madrid, 33 et 17 ; Moscou, 20 et 9 ; New-York, 29 et 23 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 18 et 10.

Visites, conférences

JEUDI 6 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, Mme Bachelier : « La mode enfantine de 1750 à 1950 ».

15 h., devant l'église, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Chaux : « Saint-Jacques-du-Haut-Pas, paroisse janséniste ».

15 h., place du Puits-de-l'Ermite, Mme Hulot : « La mosquée racontée aux jeunes ».

15 h., 1, quai de l'Horloge, Mme Pennec : « La conciergerie du palais des Capétiens ».

15 h., entrée Château, Mme Saint-Girons : « Château d'Ecouen et ses collections Renaissance » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., Palais de la découverte : « Aujourd'hui la dent » (L'art pour tous).

15 h., métro Abbesses, M. Ragueneau : « Montmartre » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., métro Mabillon : « Saint-Germain-des-Prés » (M. Teurnier).

20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville : « Hôtels du Marais illuminés » (M. Teurnier).

15 h., 42, avenue des Gobelins : « Ateliers des Gobelins en activité » (Tourisme culturel).

Concours

● *Concours P.M.I.* — Deux concours sur titres sont ouverts :

— A la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Vendée, pour le recrutement de deux médecins à temps complet. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Vendée, 196, boulevard Briand, 85020 La Roche-sur-Yon.

— A la préfecture de Côte-d'Or (D.D.A.S.S.), pour le recrutement d'un médecin à temps plein au service de protection maternelle et infantile. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, administration générale, 1, rue Nicolas-Berthot, à Dijon.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Importante Société Française d'Ingenierie
Recherche pour participer aux études et réalisations de formation de personnels :

CADRE TECHNIQUE Spécialiste des Transports en industrie lourde — Réf. M 2157 A

A cours de sa carrière passée en grande partie au sein du Service Transports d'un grand complexe industriel, le candidat devra avoir acquis une expérience des différentes fonctions de l'activité transports.

AGENTS TECHNIQUES formateurs aux transports en Sidérurgie — Réf. M 2157 B

Ayant une certaine expérience de l'exploitation d'un Service Transport d'un complexe industriel.

Pour ces postes qui sont à pourvoir rapidement à l'étranger, une première expérience de formation serait appéciée.

Adresser C.V. + photo sous référence choisie à :
PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris.
qui transmettra

Pour important groupe français Afrique francophone
DIRECTEUR TECHNIQUE
savonnerie produits entretien
Formation ingénieur chimiste
Age : 35 ans minimum
Expérience minimum 10 ans
Rémunération selon expérience
Adresser C.V. et photo sous référ. 1.911 à SWEERTS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09.

Bureau d'études français à vocation internationale recherche
INGÉNIEUR ROUTIER
Diplômé d'une grande école, s'exprimant en anglais, cet ingénieur est disponible pour participer, en pays anglophone, à une étude routière (projet et organisation). Ce poste implique une expér. professionnelle d'une dizaine d'années, acquise pr partie à l'étranger, et, si possible, ds une structure de l'Administration ou d'un organisme internation. de financement. Merci d'écrire (joindre C.V.) et d'indiquer votre dernière rémunération. Mentionnez la référ. 1.497 à MÉDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

AGENT TECHNIQUE LAVERIE
6.500.000 CFA — Compagnie Minière Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (4.000 p.) implantée en Afrique Equatoriale recherche un Agent Technique Laverie. Sous les ordres du Chef de Section Laverie, il sera chargé d'assurer la liaison entre la section Laverie et le magasin Mine ou le service Approvisionnement, avec suivi et mise à jour des approvisionnements automatisés (vérification stocks physiques...), lancement et suivi des commandes spéciales, centralisation de la documentation, consultation des fournisseurs. Il tiendra le fichier des installations et appareillages des laveries (spécifications, entretien préventif, interventions...). Il établira les plannings d'entretien préventif et il en suivra la réalisation. Il participera aux études techniques de modification ou modernisation des installations. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation Bac Technique ou équivalent, possèdera quelques années d'expérience professionnelle en entretien mécanique d'installations industrielles. La pratique du dessin industriel est indispensable. Ce poste pourrait convenir à un candidat non diplômé mais présentant de très sérieuses références en organisation et suivi d'entretien d'installations industrielles. Ecrire sous réf. 284 M à

G.R.H. Conseils
3, Avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

AMNESTY INTERNATIONAL
offre un poste de
CHERCHEUR

dans la section Asie du département de la recherche de son secrétariat international à Londres.

Le travail se rapporte à l'étude de la situation des droits de l'homme dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et consiste principalement en la préparation de biographies de prisonniers, de rapports sur l'emprisonnement politique dans les pays concernés, ainsi que la préparation de missions et autres tâches se rapportant au travail d'Amnesty dans ces pays.

Le candidat doit posséder une connaissance spécialisée de la région, académique ou bien acquise par une expérience de travail. L'anglais parlé et écrit est indispensable ainsi qu'au moins une langue asiatique. La connaissance du français est un avantage.

Salaire de départ : £ 5.457,90 par an. Date limite d'entrée des candidatures : le 30 septembre 1979.

Pour plus de renseignements, écrire à : Personnel Office, 10 Southampton Street, London WC2, ou téléphoner : 01-836-7788 ext. 289.

BRUXELLES. Société française base Paris recherche pour la réalisation d'un important projet industriel (extension d'une usine Tôlerie-chaudronnerie, Mécanique, Montage, etc...)

INGENIEUR COORDONNATEUR DES ACTIVITES D'ETUDES et DE TRAVAUX.

Adjoint du Directeur de Projet
(bâtiments et équipements industriels).

Il s'agit d'abord d'une mission à durée limitée (12 à 18 mois) prorogeable compte-tenu des développements attendus. Le poste convient à un ingénieur mécanicien diplômé ayant quelques années d'expérience d'engineering industriel et parlant si possible couramment allemand. Logement et tous frais de séjour remboursés.

Adresser dossier de candidature sous référence 39 M 143

CPA
Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Monceau 75008 PARIS
Partenaire pour la France de
Consult-Eur

CHEF DE SERVICE DOUANE
7.000.000 CFA/an — Afrique francophone

Une société spécialisée dans le transit et les transports internationaux (facturation : 660 millions de FF - effectif : 1.500 pers.) opérant dans de nombreux pays d'Afrique francophone, recherche un Chef de Service Douane pour l'une de ses agences. Sous l'autorité du Directeur du Service Transit de l'agence et avec l'assistance d'une trentaine de personnes, il sera chargé de l'ensemble des opérations douanières tant à l'importation qu'à l'exportation. Il connaîtra de façon approfondie la totalité des formalités et régimes douaniers (mise à la consommation, formalités de sortie, entrepôt fictif, admissions temporaires...).
Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, possèdera une solide formation générale et une expérience professionnelle de plusieurs années obligatoirement acquise dans le même secteur d'activités. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.

Ecrire sous référence 291 M à

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Unique fabricant européen de biens d'équipement ménager de haute technicité
recrute
CHEF DES VENTES

— Après formation au siège, le poste est à pourvoir aux Etats-Unis pour développer, à partir de notre antenne de New-York, un réseau commercial sur tout le pays.
— Les candidats ont un niveau E.S.C., un anglais parfait, d'excellentes notions de gestion et disposent d'une forte autonomie sur le plan personnel.
— Préférence sera donnée à candidats ayant séjourné aux Etats-Unis.

Envoyer lettre + C.V. + prétentions à n° 23.457 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux — emplois régionaux

Filiale Menuiserie Aluminium d'un des Grands Groupes Français des produits pour la Construction,
nous recherchons
2 CHEFS DE VENTE

ZONE D'ACTIVITE:
- Région parisienne et nord de la France
- Région sud-est.

Ils auront pour mission de contrôler et d'animer les vendeurs qui sont chargés de prospecter et commercialiser nos produits auprès d'une clientèle d'entreprises du batiment.

Ils trouveront dans notre société:
- Une politique de vente ambitieuse
- L'appui d'une marque de notoriété internationale.
- Une rémunération par fixe + primes d'objectifs + voiture fournie + remboursement des frais.
- Statut cadre.

Les hommes que nous recherchons auront plusieurs années d'expérience de la vente au cours desquelles ils auront appris à maîtriser la technique de vente et, si possible, à encadrer les hommes.

Merci d'adresser C.V. manuscrit détaillé et photo à No 8733 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG
recherche
UN INGÉNIEUR SOUS CONTRAT
pour affectation au Service de Contrôle des Constructions soudées du Chantier des Sous-Marins Nucléaires

Cet ingénieur devra pouvoir assurer, à terme, la direction du service (70 personnes) pour l'exécution et l'interprétation des contrôles avant, pendant et après assemblage des structures en aciers spéciaux ainsi que pour la proposition d'éventuelles solutions de réparation. Ces fonctions mettent l'intéressé en collaboration étroite avec les chantiers, les ateliers, le bureau d'études et le Centre d'essais pour l'élaboration et l'entretien des spécifications de mise en œuvre et de contrôle ainsi que pour la mise au point des méthodes d'assemblage.

Les possibilités variées de développement de carrière conviennent à des ingénieurs Arts et Métiers ou C.N.A.M. ou niveaux équivalents. Diplôme E.S.S.A. apprécié.

Le poste nécessite le goût des responsabilités techniques et de l'aisance dans les relations humaines.

Rémunération mensuelle nette envisagée de 5 500 à 6 300 francs.

Ecrire en envoyant curriculum vitae et photo à DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de la Section du Personnel
Place Bruat, 50107 CHERBOURG

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour la Direction chargée de la Construction d'Installations Pétrolières
UN INGENIEUR INSTRUMENTS

Issu d'une Grande Ecole électronique avec si possible une option informatique.

Expérience de 4 à 5 ans mini dans l'industrie pétrolière de préférence et comportant impérativement une activité dans le domaine de l'informatique industrielle (conduite de «Procédés»), en outre, une bonne connaissance des matériels d'instrumentation utilisés dans l'industrie pétrolière ou chimique serait souhaitable.

Connaissance de la langue anglaise «impérative».

Lieu de travail : Aquitaine

Nombreux déplacements France et étranger prévus et possibilité d'expatriation dans le cadre de l'évolution de carrière.

Envoyer C.V. et photo à no 23094 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

mutuelles unies
RECHERCHE :
auditeur interne

débutant(e) ou avec 1 ou 2 ans d'expérience pour s'intégrer à une petite équipe jeune dont la conception de l'Audit interne dépasse largement le cadre comptable.

La mission consiste à effectuer des études ponctuelles dans les divers secteurs du Groupe ou de ses filiales afin de contrôler :
— l'efficacité de la gestion,
— sa conformité avec les politiques,
— la sauvegarde du patrimoine du Groupe.

Nous sommes une des premières Sociétés d'assurances à forme mutuelle : 1 million de sociétaires, 1,1 milliard de chiffre d'affaires.
Nous pratiquons toutes les formes d'assurance, en France et à l'étranger (U.S.A., Canada).
Notre Siège Social est à Rouen, A 1 HEURE DE PARIS, dans la verdure..... et nous sommes aussi à Paris (9ème) et dans les régions.

Écrivez-nous avec C.V. manuscrit et photo :
MUTUELLES UNIES, Direction du Personnel,
3037 X — 76041 Rouen Cedex.

Fabricant de matières colorantes et produits auxiliaires textile recherche
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
pour la région Rhône-Alpes. Formation Grande Ecole Textile ou Chimie. Expérience industrielle textile de plusieurs années impérative pour assistance technique et vente à l'industrie textile. Envoyer C.V. et prétentions à I.R.C.T., n° 316, 71, r. Chaptal, 92300 Levallois-Perret

---

Service Juridique Société d'Expertise comptable, région Centre, rech. Collaborateur lic. en droit, D.E.S. ou D.J.C.E. Haut niveau, capable prendre en charge portefeuille Stés. - Envoyer C.V. avec lettre manuscrite sous le n° 8472, « le Monde » Publicité, 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09, qui transmettra.

Sté de taille humaine située dans une région agréable de Vendée recherche pour prise en charge service informatique :
1 ANALYSTE PROGRAMMEUR
Position cadre.
Connaissances IBM 32-34 indispensables pour mise en place et développement d'applications importantes. Rémunération motivante. Disponible rapidement. Envoyer C.V. détaillé et prétentions à H.A.P. n° 942.139 - B.P. 148 85006 LA ROCHE-S/YON Cedex.

SPERRY VICKERS
Automatisation + Pneumatique
26, r. Pierre-Curie, 94200 IVRY
cherche
AGENT TECHNICO-COMMERCIAL
Niveau minimum B.T.S. électromécanique, pr vente composants électropneumatiques et hydrauliques.

Expérience exigée : 3 ans vente matériels industriels ou fabrication.

Visite clients : animation trois agents officiels, prospection régions : NORD-NORMANDIE-CHAMPAGNE.

Envoyer C.V. + prétentions à : Direction générale Ivry.

Direct. de la formation profess. des télécommunications recherche pr ses services à Montpellier
UN AGENT CONTRACTUEL
ayant expér. dans la formation audiovisuelle des adultes aux langues étrangères.
Ecrire avec C.V. à : D.F.P.T. allée Jules-Milhau 34035 Montpellier Cedex
Tél. : (67) 58 25-20 p. 311

Ets PETIT EFFECTIF rech.
ÉDUCATEUR (TRICE)
ou STAGIAIRE pouvant encadrer enfants difficiles, mais intelligents, - Internat semaine. Convention collective 1966. Envoyer C.V., référ., photo, à M. LE DIRECTEUR de l'Institut psychopédagogique place de l'Eglise 60740 SAINT-MAXIMIN Tél. : (4) 455-96-10.

SOCIETE DE CONSEILS D'ENTREPRISES offre en province situation intéressante à
CONSEIL JURIDIQUE ET/OU FISCAL
Sérieuse expérience professionnelle indispensable
Adr. C.V. ss référ. 8.533 à : P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Ds le cadre d'activités nouvelles sur le contrôle des substances et préparations dangereuses centre de recherches Nancy RECRUTE

UN DOCUMENTALISTE
- Possédant maîtrise chimie ;
- I.N.T.D. apprécié.

INGÉNIEUR CHIMISTE
- Diplôme d'ingénieur exigé. Spécialiste en chimie organique, expérience souhaitée chromatographie en phases liquides ;
- Anglais lu indispensable.

Pour ces deux emplois, une expérience professionnelle est indispensable.
- Nombreux avantages sociaux.
- Restaurant d'entreprise.
- Horaires variables.

Adr. C.V., prétentions et photo sous référ. 1938 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

Important constructeur matériel filature, très forte position exportatrice, recherche
JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL
H.E.C.-E.S.C.-I.E.C.S. ou similaire. Anglais courant, deuxième langue (allemand ou espagnol) souhaitée.

Mission : mise au point et suivi des parties financières et juridiques d'importants contrats d'exportation. Relations avec banques (financements export). Gestion des polices Coface.

En liaison avec une équipe d'ingénieurs technico-commerciaux, il participera aux négociations des contrats. Brefs déplacements intermittents. Deux à trois ans d'expérience (exportations biens d'équipements, techniques financières export) souhaitées. Résidence ville de l'Est, agréable région touristique.

Adr. C.V. dét. s/réf. 859 à SELETEC Conseil en recrutement 67009 STRASBOURG CEDEX.

PETIT-BATEAU

Marque internationale leader sur le marché de l'habillement de l'enfant
recherche
dans le cadre de son expansion internationale

DIRECTEUR DES VENTES ALLEMAGNE

Rattaché au Directeur Général Adjoint, il aura pour mission de contribuer au développement des ventes de la marque déjà implantée chez les spécialistes, notamment par l'animation et le suivi de l'Equipe de Vente, ainsi que par l'utilisation optimum de la logistique en place dans le pays.

Ce poste conviendrait à une personne âgée d'au moins 35 ans, parfaitement bilingue, ayant déjà l'expérience du travail en équipe dans un poste similaire.

Nécessité de résider en France, à proximité de la frontière allemande.

Situation stable et d'avenir pour candidat valable.

Envoyer curriculum vitae détaillé + photo + prétentions à : VALTON S.A., Madame J. BAUDIN, 525 X, 10081 TROYES Cedex.

Totale discrétion assurée.

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN — EVREUX — ELBOEUF
recherchent
UN CHEF DU SERVICE COMMERCE EXTERIEUR

Sa mission :
— Créer le service commun interconsulaire.
— Animer et promouvoir les exportations des trois C.C.I.
— Etre le correspondant du C.F.C.E.
— Préparer et réaliser des missions à l'étranger.

Profil du candidat recherché :
— Une formation supérieure en gestion, une expérience en entreprise et une pratique réelle de l'exportation.
— L'Anglais parlé couramment.
— Des capacités d'initiative et d'adaptation.
— Résidence : ROUEN.

Envoyer CV photo et prétentions sous référence 670 au

CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

SOCIETE PHARMACEUTIQUE VETERINAIRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche son :
RESPONSABLE DU MARKETING

qui aura la charge dans l'équipe de direction de définir et mettre en œuvre la politique commerciale de la firme.

Le candidat retenu sera pourvu d'une excellente formation et aura au moins 5 années d'expérience dans la vente.

Une connaissance des milieux de l'élevage serait utile mais non indispensable.
Résidence 200 km Sud de Paris.

Adresser C.V. et photo sous N° 816 244 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR
de dimension financière importante
recherche pour la région lyonnaise son
CHEF DE DÉPARTEMENT "MAISONS INDIVIDUELLES"

Missions ● Responsabilité de l'activité en termes de C.A. et de marge ● Animation de l'action commerciale ● Passation et suivi des marchés de construction ● Surveillance et coordination des travaux ● Gestion administrative et financière du département.

Profil ● 30 ans minimum ● Formation supérieure aux techniques du bâtiment ● Expérience de plusieurs années dans une fonction technique chez un constructeur de maisons individuelles ● Connaissance appréciée de la spécificité commerciale du secteur.

Poste offrant de réelles possibilités d'évolution.
Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 8242 D, à :

AVISO conseil 11 quai Rambaud 69002 LYON
RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES

Ecole Supérieure de Commerce de Nantes cherche à pourvoir de toute URGENCE
un poste d'
ASSISTANT EN MARKETING

Adresser curriculum vitae à J.-C. CLERGET Directeur ESCAE Nantes - BP 72 44803 NANTES CEDEX Téléphone (40) 29-44-33



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	58,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,29
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

Société d'Études et Conseils

AERO

(Automation - Electronique
echerche Opérationnelle)
recherche

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ÉCOLES
OU EQUIVALENT
(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience)
pour études techniques et technico-opérationnelles dans les domaines suivants :

- Analyse et conception de systèmes techniques complexes (télécommunications, systèmes d'armes, transports, etc.).
- Recherche opérationnelle (études coût-efficacité, techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique).
- Analyse de systèmes, relations homme-machine.
- Informatique scientifique de haut niveau ;
- Traitement statistique de données.
- Optique théorique et électromagnétisme.
- Réalisation de logiciel temps réel (commutation téléphonique).

QUALITÉS D'IMAGINATION ET CRÉATIVITÉ PARTICULIÈREMENT APPRÉCIÉES

Env. C.V. détaillé 3, av. de l'Opéra, 75001 Paris.



se développe et crée des postes DEPARTEMENT QUALITE

INGENIEUR QUALITE-COMPOSANTS
Electronicien ou Physicien

— Il intervient en support fonctionnel des groupes projets; il participe à la définition de la politique qualité des composants et suit son application.
— Il est par ailleurs responsable des expertises et et encadre une équipe de 6 agents techniques.
— Le profil recherché concerne un ingénieur grande école ayant une expérience professionnelle de 4 ans environ acquise de préférence dans un service Contrôle Qualité ou études.
— Déplacements occasionnels de courte durée en France et à l'étranger, nécessitant une bonne connaissance de l'anglais. Réf. A.

INGENIEUR DE LABORATOIRE
ELECTRONICIEN - ENSI - ISEP - ISEN...

— Il est responsable du laboratoire, chargé des études de composants (composants actifs, passifs et petits électromécaniques).
— A ce titre, il organise le travail d'une équipe d'agents techniques (10 personnes environ). Il conçoit le matériel de contrôle et d'essais et définit les procédures et les spécifications d'essais.
Ce poste conviendrait à un ingénieur disposant d'une 1ère expérience industrielle si possible dans le même domaine. Réf. B.

Service Télémesures INGENIEUR D'AFFAIRES

— Il est responsable de la conception, du suivi et des essais de matériel de télémesures embarqué sur engins.
De formation grandes écoles électroniques (E.S.E.-E.N.S.I. - I.S.E.P. - I.S.E.N.), le candidat peut avoir une 1ère expérience professionnelle et doit être intéressé par des techniques évolutives et très diversifiées. Réf. C.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous Nº NK 491 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B P Nº 1 78140 VELIZY

GROUPE BANCAIRE PRIVE PARIS-8°
recherche pour son service gestion
CRÉDITS AUX PROMOTEURS

COLLABORATEUR (TRICE)

— Expérience souhaitée dans gestion comptable.
— Expérience dans gestion immobilière appréciée.

Envoyer C.V., prét. et photo à nº 8.729, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris qui transm.



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de filiale
référence MT 127 AM

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIAUX ET PRODUITS INDUSTRIELS filiale d'un puissant groupe européen, recherche un Directeur capable d'animer une équipe performante (vente et exploitation) et d'orienter la politique de diversification et d'expansion de la société.
Ce poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.
Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F +
Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

Responsable études de marchés produits nouveaux
référence WI 113 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (9 usines, CA plus d'un milliard de francs) recherche un Responsable des Études de Marchés pour les produits nouveaux.
Il s'agit de collaborer étroitement avec les services Recherche et Développement en vue d'évaluer les perspectives commerciales et la rentabilité prévisionnelle, des propositions d'innovation et de participer ainsi aux orientations du développement.
Poste très intéressant, concernant des secteurs industriels variés, au sein d'une équipe dynamique, pouvant convenir à un candidat HEC, ESSEC, ESC, Sciences Po... ayant au moins 3 ans d'expérience dans le Marketing de produits industriels.
Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Paris.

Ingénieur direction de filiale
référence LX 104 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (secteur mécanique et moteurs) recherche le Directeur d'une de ses filiales. Il s'agit de gérer et de développer un centre de profits réalisant un CA d'environ 30 millions de francs et ayant son autonomie de production, vente et gestion.
Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé ECP, AM ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience technique et commandement (acquise dans secteur mécanique moyenne, de préférence réalisations unitaires) et l'habitude (ou des aptitudes marquées pour s'y adapter) des problèmes commerciaux et de gestion.
Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste.
Situation intéressante pour candidat ayant le profil d'un "patron d'entreprise"
Poste : grande ville Normandie.

Attaché de direction générale assistant du D. G.
référence JC 140 AM

UN TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS : PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION, offre au sein de sa société mère PARIS poste intéressant et très formateur à JEUNE HEC - ESSEC - MBA - SCIENCES PO ou formation de même niveau, disposant 1 à 2 ans expérience ou même débutant.
Ce jeune cadre se verra confier des missions ponctuelles dans un large éventail d'activités : contrôle et coordination filiales, analyses de marché, organisation administrative - gestion sociale - analyses financières et ceci, tant au niveau de la société mère que des filiales.
L'expérience très riche qu'il pourra acquérir dans ces fonctions lui ouvrira de réelles possibilités de carrière au sein du groupe.

Ingénieur de ventes
référence TA 132 AM

LA FILIALE FRANÇAISE DE BINDER, FIRME RÉPUTÉE DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS ÉLECTRO-MAGNÉTIQUES ET ORGANES DE TRANSMISSIONS, poursuit son expansion et recherche un Ingénieur de Ventes.
Son rôle est de développer une clientèle variée de constructeurs de machines et de biens d'équipement.
Technicien de formation (Ingénieur grande école ou équivalent) 30 ans minimum, il devra avoir une expérience des négociations technico-commerciales auprès d'une clientèle comparable.
La société bien implantée sur son marché peut offrir une situation bien rémunérée et évolutive à un candidat bon technicien ayant le sens des relations commerciales.
La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.
Lieu de travail : Paris.

Chef de service entretien et sécurité
référence WD 134 CM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une de ses usines de 1000 personnes (chaudronnerie inox, parc machines important et diversifié) le Responsable de l'Entretien et de la Sécurité.
Ce poste conviendrait à un candidat ingénieur diplômé ou niveau équivalent, ayant une solide expérience similaire acquise dans usine de chaudronnerie ou de mécanique avec bonnes connaissances en mécanique et électricité, capable de définir la politique d'entretien et de sécurité, de gérer son budget, d'organiser les activités de son équipe et de l'animer (30 personnes).
Situation intéressante pour candidat dynamique et organisateur.
Poste ville 120 km Est Paris.

Jeune cadre exportation responsable de zone
référence KR 125 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS, leader dans sa branche, offre un poste intéressant de Responsable de Zone Exportation.
Cette situation conviendrait à un candidat, ESC ou formation équivalente, ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience de vente à l'exportation (la candidature d'un débutant d'un bon niveau, ayant fait des stages intéressants, peut être envisagée).
Il sera chargé de suivre, de développer et de gérer une clientèle, d'apporter une assistance aux filiales.
Parfaite connaisance de l'anglais indispensable.
Poste basé à Paris.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

sciences humaines

Dans le cadre de sa politique de formation interne, la Direction France de la Compagnie Cii-Honeywell Bull recherche son

responsable formation au management

De l'analyse critique des attentes et des besoins en formation de l'ensemble de l'encadrement à la conception et à l'animation de Séminaires, ses MISSIONS requièrent toutes :

- un haut niveau d'intervention,
- une solide connaissance de l'environnement socio-économique de l'Entreprise.

Une FORMATION SUPERIEURE et une expérience de 5 années au moins dans l'étude des organisations et des Sciences Humaines sont demandées.
Une compétence en animation de groupes est souhaitée.

Lieu de travail : région parisienne (quelques déplacements en Province).

Envoyer c.v. et prétentions sous réf. 34 M à Cii Honeywell Bull Direction France Poste Courrier 1F103 61-63, rue d'Avron, 75980 PARIS Cedex 20.

Cii Honeywell Bull

UN JEUNE — PARIS NORD 90.000 F +

CONTROLEUR DE GESTION

Nous commercialisons des produits semi-finis à travers 18 unités de distribution en France et des filiales en Europe. Notre C.A est supérieur de 1 milliard de NF. Nous recherchons l'adjoint direct du contrôleur de gestion (actions ponctuelles, audit interne et externe, fiscalité, assistances diverses). Il a plus de 30 ans, le D.E.C.S. ou un diplôme de SUP de CO option Finances - Compta, il se débrouille en anglais et est prêt à voyager en moyenne une semaine par mois.

Adresser votre dossier sous nº 420. GABRIEL MARCU, 154, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

CGI Compagnie Générale d'Informatique

cherche

Jeunes Universitaires

Les candidats retenus recevront :

une formation à nos méthodes propres (CORIG, PAC ...) et aux techniques avancées de l'informatique (micro-processeurs, télétraitement, bases de données ...).

A l'issue de cette période d'éducation, ils seront affectés à l'une de nos équipes spécialisées dans :

- la conception et la réalisation de systèmes
- l'ingéniérie
- la mini-informatique
- les progiciels d'application
- les produits programmes généraux.

Adresser CV + photo à Martine de SAINT SERNIN - CGI 84 rue de Grenelle 75007 Paris

GÉRANT - ÉLECTROMÉDICAL - MARKETING

DANAVOX France cherche pour le développement de ses affaires en France un homme de marketing et de management qui a fait ses preuves d'initiative et de bons résultats dans une position similaire.
Il devra avoir 35 ans minimum et parler et écrire couramment l'Anglais. Formation universitaire souhaitable. Notre organisation Française comprend actuellement 10 personnes et il aura la responsabilité totale de la filiale Française. Nos produits de qualité sont vendus en France depuis des années, mais ce n'est que cette année que nous avons pris en main propre le service marketing. Nous promettons une position qui donnera beaucoup de challenge et beaucoup de satisfactions.

DANAVOX fait partie du groupe Danois le plus important dans le domaine de l'électronique et produit des prothèses auditives distribuées dans plus de 75 Pays



Envoyer C.V. et prétentions à : DANAVOX FRANCE - Tour Neptune cedex 20 - 92086 Paris la Défense 1 à l'attention du Gérant (discrétion garantie)

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
recherche

Contrôleur de Gestion Adjoint

Il sera chargé :
— de l'analyse des tableaux de bord,
— du contrôle de la fiabilité des résultats,
— de missions et d'études ponctuelles concernant la gestion et l'organisation administrative.

Il devra :
- avoir une formation supérieure, type Sup de Co, option Finances ou D.E.C.S.
- posséder une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à M. ROCHER, 24, rue Auguste-Chabrières, 75737 PARIS CEDEX 15.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche
pour son Service Applications en Mécanique

un ingénieur

Ayant plusieurs années d'expérience en calcul de structures en particulier pour des applications non linéaires.
Ayant une bonne connaissance des méthodes aux éléments finis (et différences finies) en mécanique des milieux continus (solides, fluides).
Intéressé par une activité technico-commerciale :
- Responsabilité d'un groupe de produits,
- Suivi et promotion des activités du service essentiellement dans le domaine des calculs non linéaires.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à :
CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

L'Od'A (OFFICE D'ANNONCES)
REGISSEUR EXCLUSIF DE LA PUBLICITE DANS LES ANNUAIRES OFFICIELS DES PTT (TELECOMMUNICATIONS)
recherche un

TELEINFORMATICIEN

pour participer, à un haut niveau, à la responsabilité technique du projet:

ANNUAIRE ELECTRONIQUE.

Cet INGENIEUR à la fois ELECTRONICIEN et INFORMATICIEN doit avoir l'expérience :
1) du télétraitement (procédures et protocoles de transmissions),
2) des micro-ordinateurs et de leur programmation,
3) de la technologie télévision et des techniques de digitalisation d'images,
4) des mini-ordinateurs; il doit savoir programmer dans un langage d'assemblage et connaître leur système d'exploitation.

L'Od'A offre à ce collaborateur une situation stable, et lui assure une rémunération et un avenir intéressants.

Adresser c.v. détaillé avec photo et note manuscrite à Mme J. PLANADE Od'A,
6, rue Monsigny - 75083 PARIS - Cedex 02.

HAVAS CONTACT



INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

1° Pour la création et le développement de ses agences de service après-vente réparties sur tout le territoire national, des

INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

(D.U.T., B.T.S.)
(Réf. 774)
ayant des connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés, après un stage de formation au siège social.
Anglais apprécié.
Voiture personnelle indispensable.

2° Pour son établissement d'ORSAY (zone industrielle de Courtabœuf 91)

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

(BAC F 2)
(Réf. 775)
pour contrôle qualité.
Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce, à Direction du personnel.

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

P.M.E.

commerciale
parisienne
spécialisée
importante

CHEF COMPTABILITÉ

Dirige, anime, organise, redresse, contrôle le travail de 25 personnes encadrées de Chefs de Groupe.

Propose amélioration et simplification à la Direction.
Connaît l'informatique depuis 10 ans (KIENZLE 2000).

Règle les 100 problèmes de détail jusqu'au Bilan avec Expert.

Niveau DECS mini — 40 ans mini — 10 ans expérience direction équipe importante.

Libre rapidement.

C.V. + photo + prétentions à BLEU Publicité sous référence n° 72.785 M
17, rue du Docteur-Lebel. 94300 VINCENNES



THOMSON-CSF

Nous créons une nouvelle division :

Division Composants Microonde

Nous fabriquons des composants spécifiques, orientés vers les télécommunications et les applications radar.

Nous offrons plusieurs postes à des

INGENIEURS D'AFFAIRES

ESE, IEG, ENSHEIT, ISEP, ESME, etc ...

- Missions en France et en Europe
- Contrats d'études et de développement avec les administrations
- Analyses de marché - Définition de nouveaux produits et recherche de nouveaux domaines d'application
- Anglais nécessaire - La connaissance d'une langue secondaire, notamment italien ou espagnol, serait appréciée
- Une expérience technique ou industrielle dans une activité à haute technicité est recommandée.

Adresser curriculum vitae à THOMSON CSF/DCM à l'attention du Chef du Personnel
101, bld Murat 75781 PARIS CEDEX 16.

HAVAS CONTACT

BUITONI
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Pour démarrage IBM 38
Niveau I.U.T.
Gestion informatique
GAP 11 apprécié
Evolution possible

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo, à BUITONI
Direction du Personnel
76, rue Garibaldi,
94100 SAINT-MAUR

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue Nord de Paris

recherche

pour études sur l'origine mécanique des bruits dans le cadre de son secteur « Acoustique industrielle »

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Ayant :
— Une solide formation en mécanique vibratoire
— Expérience pratique des bancs d'essais
— Une bonne connaissance de l'anglais et lisant l'allemand.

Adresser C.V., photo et prétent., à n° 22.893, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris 1er

Recherchons pr Paris-Sud

FORMATEUR ÉCONOMIQUE

ayant de préférence une formation agronomique. Env. C.V. à IFOCAP, 6 bis, avenue Henri-Barbusse, 91210 DRAVEIL.

STE D'EDITION recherche

ANIMATRICES

temps partiel pr réseau vente et promotion livres enfants. Paris et R. P. Bonne culture générale, téléph. et voiture. Env. lettre manusc., C.V. et N° de tél. à Mme De Sainte-Marie, 21, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 PARIS.

ingénieurs débutants

La Direction France de la Compagnie Internationale pour l'Informatique CII-Honeywell Bull recherche pour PARIS ET PROVINCE des

ingénieurs commerciaux

(Réf. 35 M)
– prospection de nouveaux marchés;
– vente des produits et des services de la compagnie.

ingénieurs technico-commerciaux

(Réf. 36 M)
– assistance technique avant-vente;
– mise en œuvre et/ou réalisations de systèmes informatiques.

- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (Scientifique ou Commerciale).
- Vous voulez débuter votre carrière chez le premier constructeur européen d'ordinateurs.
- Vous pourrez y exercer votre sens des affaires dans un domaine technique en plein développement après avoir suivi une formation.

Envoyer lettre manuscrite et c.v. en précisant la référence du poste à:
Cii Honeywell Bull
Direction France
Poste Courrier 1 F 103
61-63, rue d'Avron,
75980 PARIS Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 22265 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES des TELECOMMUNICATIONS

recherche

INGENIEURS de RECHERCHE

Débutants de haut niveau ou chercheurs, ayant quelques années d'expérience.
Adresser C.V. avec prétentions au CNET - Département TCR/DEF - 38/40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Deux ingénieurs civils des mines

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (activités et implantations internationales) rattachée à un groupe de premier plan recherche Deux Ingénieurs Civils des Mines de fort potentiel, ayant environ 5 ans d'expérience en exploitation de mines ou carrières.

- **POUR DIRIGER son principal établissement minier** (un million de tonnes en exploitation souterraine).
Connaissances en anglais et/ou espagnol appréciées.
Poste : banlieue parisienne Nord Ouest.
référ. HA 138 CM

- **POUR DIRIGER l'exploitation minière d'une de ses filiales** (800.000 tonnes, 3 établissements dont 2 souterrains) en association avec un groupe allemand de premier plan.
Connaissances de l'allemand nécessaires et de l'anglais souhaitées.
Poste : région Thionville.
référ. IB 139 CM

Les deux candidats devront dominer rapidement les aspects techniques et économiques de l'exploitation afin de pouvoir progresser au sein d'une firme en expansion rapide sur le marché international.

Écrire en précisant la référence

4 rue Massenet
75016 PARIS
DISCRÉTION ABSOLUE





HARRIS
COMMUNICATION AND INFORMATION PROCESSING

HARRIS-MARINONI, fabricant français de machines rotatives offset destinées à l'imprimerie de labeur et de journaux (C.A. 200 millions FF - Hors taxes - dont 70% à l'exportation, effectif 600 personnes) filiale du Groupe U.S. HARRIS Corporation, recherche pour MONTATAIRE près de Chantilly (Oise - 40 kms Nord de Paris) :

BUREAU D'ETUDES MECANIQUES :

1 JEUNE INGENIEUR

MEME DEBUTANT
Diplômé des A.M., I.D.N. ou Ecole Nationale d'Ingénieurs
Anglais souhaité

SERVICE DES VENTES :

1 JEUNE INGENIEUR DE VENTES

MEME DEBUTANT
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.
Anglais et/ou allemand indispensables.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V., photo et prétentions à M. KUNZ - Directeur du Personnel - MARINONI S.A. - B.P. no 22 à 60160 MONTATAIRE - Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Société d'Instrumentation Scientifique
Filiale de Creusot Loire

RECHERCHE

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Ingénieur Grandes Ecoles, rattaché directement à la Direction Générale, il aura la charge d'une unité de 100 personnes fabriquant des matériels complexes à l'unité ou en petites séries.

Adr. curriculum vitae et prétentions, à : I.S.A., Division Riber - B.P. 231
92505 RUEIL-MALMAISON
à l'attention de M. BUISSON

SPERRY UNIVAC

2ème constructeur mondial d'Ordinateurs
recherche pour renforcer son équipe de spécialistes de produits-programmes à PARIS

ingénieurs diplômés grandes écoles

afin d'
installer, développer et suivre des applications concernant la
Gestion Industrielle

- La connaissance pratique des langages COBOL et ASSEMBLEUR est nécessaire ;
- Votre expérience de la gestion de production sera appréciée ;
- Votre formation, objectif principal la première année, se poursuivra tout au long de votre carrière.

Veuillez adresser votre candidature avec C.V. détaillé à :
SPERRY UNIVAC - Service du Personnel
3, rue Bellini 92806 PUTEAUX - sous référence M 5/9
(réponse et discrétion assurées).

winterthur assurances

développe son département informatique et propose après une FORMATION assurée par l'entreprise :

- aux jeunes titulaires d'un D.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT des postes de

programmeurs

- aux jeunes titulaires d'un DIPLOME D'INGENIEUR ou EQUIVALENT des postes d'

analystes

Les postes sont à pourvoir à dater du 3/9/79.

Adresser C.V. manuscrit et photo sous référence 2781 à
J.C. DIDON - Tour WINTERTHUR
CEDEX 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION DES PRODUITS GRAND PUBLIC
vous propose de rejoindre son équipe

D'INGENIEURS DE VENTE

BANLIEUE SUD PARIS

Vous êtes ingénieur ou diplômé (ée) de l'enseignement supérieur scientifique ou commercial.

Vous avez de l'ambition, de la personnalité et une forte motivation pour la vente.

Vous ne craignez pas la mobilité.

Vous saurez saisir les opportunités de carrière que notre Société offre aux éléments de valeur. Anglais souhaité.



Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo, prétentions, date de disponibilité sous référence ECD/979/030 à Madame LE GUET
T.I.F. - Boite Postale no 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET

Deux ingénieurs civils des mines

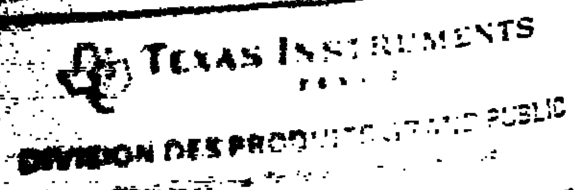




1 JEUNE INGENIEUR

1 JEUNE INGENIEUR DE VENTES

RESPONSABLE DE PRODUCTION



D'INGENIEURS DE VENTE

offres d'emploi

AFNOR

Association Française de Normalisation
recherche pour sa division «TRANSPORTS»

deux ingénieurs

Secteurs d'activités :

1/ **véhicules routiers**
Automobiles, Poids Lourds, Motocycles, Cyclomoteurs.
Coordination de la normalisation française et internationale.
Coordination avec la réglementation technique internationale.
Profil : Ingénieur Grande Ecole (Centrale, A.M. option B, ...).
Connaissance de l'automobile
Anglais courant indispensable
Allemand souhaité.

2/ **mécanique, aéronautique, construction navale.**
Coordination de la normalisation française et internationale.
Profil : Ingénieur Grande Ecole ou équiv.
Bonnes connaissances pratiques dans les domaines cités
Anglais courant indispensable
Allemand souhaité.

Ces activités comportent l'animation des commissions d'experts et le suivi technique et administratif des travaux qui en découlent. Elles impliquent une approche globale des problèmes industriels tant économiques que techniques.

Adresser c.v. avec photo et rémunération actuelle s/réf. 3294 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris La Défense.

IMPTE SOCIÉTÉ (1.500 PERSONNES)

Fabricant d'instruments avec techniques de pointe
recherche pour PARIS-20e

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL OPTO-ÉLECTRONIQUE

Pour étude avec les clients de leurs problèmes techniques dans le domaine des systèmes et asservissements, comprenant à la fois optique, électronique, mécanique de précision. Nécessité d'une expérience de quelques années dans un service technico-commercial soit optique, soit électronique.

Env. C.V. à SOPELEM, à l'attention de M. SEREY, 102, rue Chaptal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

Le Directeur Financier d'un important groupe de sociétés — secteur tertiaire — cherche son

responsable contrôle budgétaire

Avec l'aide de deux collaboratrices, il sera chargé : • de préparer les budgets annuels, d'en suivre l'exécution et d'analyser les écarts, • d'établir et de mettre à jour les plans pluriannuels, • de généraliser le système des tableaux de bord, • de concourir à l'évolution des outils de gestion informatisée.

Il est indispensable, pour ce poste, d'avoir 30 ans minimum, une formation école de gestion + DECS, et une réelle expérience pratique du contrôle budgétaire.

Salaire de départ de l'ordre de 130.000 F annuels.

Veuillez écrire sous référence 4704 M, à

CSNCR — CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

Société d'Instrumentation Scientifique Filiale de Creusot Loire

recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

Formation A. M. ou équivalent appréciée.

En collaboration avec les études et le développement, il réalisera l'industrialisation de matériels complexes fabriqués en petites séries.

Adresser C.V. et prétentions à : I.S.A. Division Biber — B. P. 231 92505 RUEIL-MALMAISON

IMPORTANT GROUPE PRIVE D'ASSURANCES solidement implanté sur le marché recherche

INGENIEUR CONFIRME

pour lui confier la fonction d'assistant technique en production et règlements, pour tout ce qui concerne les risques BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS.
Cette fonction exige :
- une formation d'ingénieur dans la spécialité concernée,
- une expérience de 5 à 10 ans dans un organisme d'assurances ou un bureau de contrôle technique,
- le sens des contacts à tous niveaux.
Poste basé à Paris avec quelques déplacements en Province.
Réf. 3308/A

RESPONSABLE DU SERVICE PRODUCTION BATIMENT

pour lui confier l'animation et la gestion du service.
Cette fonction exige :
- une formation juridique,
- une bonne expérience de l'assurance construction, acquise de préférence en Compagnie.
Poste basé à Paris. Réf. 3308/B

Pour ces postes, adressez c.v., photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la référence à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE TRAVAIL TEMPORAIRE
Paris 8è, spécialisée en Informatique et Secrétariat, recherche d'urgence

1 directeur régional

Formation Informatique et expérience dans la profession souhaitée, pour le développement d'un secteur et l'animation d'une équipe de technico-commerciaux.

Situation d'avenir.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 7300/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

INDUSTRIEL offre à CADRE 30 ans min.
Formation Grande Ecole.
Ayant l'esprit d'entreprendre.

l'OPPORTUNITÉ

de créer, gérer et faire prospérer un nouveau département chargé de commercialiser un produit micro-informatique (conçu et testé) destiné aux P.M.E. et P.M.I.

Ecrire avec curriculum vitae et photo sous no 8.475, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

---

ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocessing des Ingénieurs système.

Le matériel actuellement installé se compose de :
- TROIS 3033 - 8000 K chacun,
- UN 370/168 AP - 8000 K,
- 800 terminaux téléprocessing.



Envoyer CV, sous réf. 4706 au Service du Personnel, Tour Franklin cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

pierre-brillan

Pour participer à la réalisation de son PLAN INFORMATIQUE

LOCAFRANCE

recherche

PROGRAMMEURS COBOL CONFIRMÉS

Expérience O.I.C.S. - D.L. 1 très appréciée.
— Equipe dynamique.
— Formation permanente assurée.

Adresser C.V., photo et prétent. au Département Formation et Recrutement, 43/47, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS.

NOUS SOMMES L'UN DES LEADER EUROPEEN DU VEHICULE INDUSTRIEL (proche Banlieue Ouest)

Nous recherchons pour notre Direction des Pièces de rechange

UN CONSEILLER COMMERCIAL

PROFIL :
Vous avez 28 ans minimum.
Vous avez une formation commerciale supérieure ou acquis une expérience confirmée dans le marketing industriel.

MISSION :
Vous serez chargé - d'assister et conseiller le réseau - d'appliquer le plan marketing - d'étudier les marchés potentiels régionaux - de promouvoir les ventes.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et vos prétentions à No 23281, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Une totale discrétion vous est garantie et nous vous assurons une réponse rapide.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Paris-Ouest
recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour laboratoire d'études

Adresser C.V détaillé sous no 753 à C.G.P., 23, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra

---

- Important Groupe de Transport (Quartier La Défense) recherche :

1 CADRE ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Niveau ingénieur ou I.U.T. 2 ans d'expérience minimum.
- Pour renforcer son équipe informatique dans ses activités centralisées.
- Expérience Cobol, bases de donnés et gestion du Personnel appréciées.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à notre service informatique GEFCO, 113, r. Danton, 92402 COURBEVOIE Cedex

---

Pour un Groupe Français

DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

35 ANS MINIMUM
Formation Supérieure.
Expérience minimum de 8 ans dans le milieu industriel en entreprise de 300 à 1.000 personnes.
Anglais indispensable.

120.000 à 160.000 F/AN

Envoyer C.V. détaillé et photo sous référence 1942 à SWEERTS, B.P./269, 75424 Paris Cédex 09, qui tr.

Bruno-Petit

TROISIEME CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherche

analyste

pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de son plan informatique. Rattaché au responsable informatique, il aura la charge de l'analyse face aux utilisateurs des différentes Sociétés du Groupe.

Il contrôlera la réalisation éventuellement confiée à un sous-traitant.

Le candidat aura une formation de niveau DUT minimum ou MIAGE et 3 ans d'activité professionnelle; son expérience lui aura permis d'aborder les mini ordinateurs et le télétraitement.

Adresser C.V. et photo à BRUNO PETIT Direction des Relations Humaines 42, rue d'Arthelon 92190 MEUDON

Organisme professionnel assurance

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour fonctions de responsabilité auprès du Secrétaire Général.

FORMATION THEORIQUE ET PRATIQUE en assurance, étude économique et statistiques.

Envoyer curriculum vitae + salaire annuel actuel ou prétentions à B.P. 194 - 75826 PARIS Cedex 17.

PRICEL

recherche

FUTURS CONTROLLERS

Les candidats retenus seront du niveau D.E.C.S.

Ils remplissent actuellement des fonctions de «senior» dans un cabinet d'audit anglo-saxon où ils ont acquis 3 à 4 ans d'expérience.

D'abord, ils seront affectés au département d'audit interne du groupe afin de se familiariser avec ses méthodes. Ils seront alors amenés à se déplacer fréquemment en province.

Ensuite, en fonction de leurs aptitudes et de leur dynamisme, ils se verront confier un poste de Controller.

Envoyer C.V., photo et prétentions 24, rue des Jeuneurs PARIS 2ème.

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES A PARIS

recrute

UN CADRE

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques et titulaire d'un doctorat en droit international public ou équivalent.

Dans le cadre de la promotion des activités spatiales françaises, il étudiera les questions économiques et politiques internationales et participera à négociations et rédaction des accords et protocoles.

Parfaite maîtrise de la langue anglaise indispensable. Connaissances espagnoles souhaitées.

Env. C.V. et prétentions au Service du Personnel, 129, rue de l'Université, 75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche d'urgence

ÉLECTRONICIEN
(SUPELEC, INSA Rennes, ESIEE...)

pour études de conception de circuits intégrés à la demande :

— Définition et réalisation de circuits en numérique ou linéaire.

Ce poste peut convenir à un débutant ou à un Ingénieur ayant 1 à 3 ans d'expérience.

Lieu de travail : Banlieue SUD

Envoyer C.V. et prétent., no 22 584 Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

Société Nationale ELF AQUITAINE PRODUCTION

recherche

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES
(déjà technico-commerciaux ou désirant s'orienter vers le commerce international).

Ayant connaissances en calculs économiques et si possible dans le domaine pétrolier (production et transport).

Anglais courant et quelques années d'expérience professionnelle indispensables.

Aptitudes à des déplacements fréquents et ultérieurement à l'expatriation.

Adresser CV et photo à SNEAP 21 bis, avenue des Lilas Service Recrutement 64000 PAU.

CABINET CONSEIL EN ORGANISATION
recherche

INGÉNIEUR EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE

— Formation supérieure (E.S.C. ou assimilée).
— Ayant expérience confection.
— Capable d'aborder l'informatique.

Nombreux déplacements en métropole.

Adresser curriculum vitae et photo sous le no T 015196 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

THE ANALYTICAL INSTRUMENT DEPT of the french subsidiary of a wellknown US Company is looking for its

sales manager

- Age 35
- PhD or equivalent
- 5 years experience in sales of chromatographf and Data systems

■ High salary + bonus ■ expenses + fringe benefits
Send application to A.M.P. sous référence 7304/S 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

HAVAS CONSEIL
recrute

RESPONSABLE DE BUDGETS

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience de gestion de budgets de grande consommation. Vous êtes chef de publicité confirmé. Vous voulez devenir responsable de budgets importants dans une structure légère.

Envoyez votre curriculum vitae et prétentions à : HAVAS CONSEIL - Service du Personnel, 135, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS LAITIERS
recherche
POUR SON SIEGE A PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Vous possédez :
- une expérience de 2 ou 3 ans de produits de grande consommation dans la vente ou le marketing ;
- une formation commerciale ;
- une capacité à faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et facilité d'adaptation.

Les candidats intéressés devront adresser lettre manuscr., C.V., photo et prétentions, s/réf. 816.263, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE

recherche

UN ASSISTANT RELATIONS PUBLIQUES

Très bon organisateur et rédacteur.
Solide expérience (5 ans minimum) dans domaine relations publiques acquise dans une entreprise ou agence spécialisée.
Anglais indispensable (rédaction et conversation).

Envoyer C.V. et photo à no 21 816, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

Entreprise 1er rang dans sa spécialité, région parisienne *recherche* pour sa Division capteurs à jauges de contrainte

INGÉNIEUR A.M.
30 ANS MINIMUM

Le candidat retenu devra :
- prendre en charge l'unité de production. Le côté technique de cette fonction, fabrication, contrôle qualité et développement se situe dans une technologie de pointe.
- Etre capable d'assurer la gestion de celle-ci qui pourra éventuellement devenir autonome.

Envoyer C.V. sous référ. 1945 à SWEERTS - B.P. 269 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

INGÉNIEURS
MINI et MICROPROCESSEURS
pour logiciel temps réel, installations réseaux télex

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
MICROPROCESSEURS
Places stables
Tél. pour rendez-vous : 522-11-71

Etablissement d'enseignement privé secondaire et supérieur hors contrat recherche

PROFESSEURS AGRÉGÉS
physique - biologie et anglais, allemand, espagnol, pour classes préparatoires grandes écoles. Ecrire no 9.172 Publi Meesters, 113, rue de Reuilly, PARIS-12e, qui transmettra.

Sté de courtage recherche

VENDEURS
pour contacts haut niveau, formation assurée. Haute rémunération sur commissions. Tél. 723-78-67, poste 267.

ATTACHÉ (E) CCIAL (E)
pour Paris et région parisienne. Connaissances générales de l'imprimerie. Niv. d'études secondaires min. ayant si possible une 1re expér. commerciale. Fixe + Commissions. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, motivation et prétentions à UGIP, 39, rue Volta, 75003 PARIS

ANALYSTES PROGRAMMEURS
connaissant matériel IBM (OS) Langage PL1 - IMS ou ayant connaissance système 8100 produit VETAM.
Sélect Service - 246-41-57
40, rue de Chabrol, Paris-10e.

Recherchons LIBRE DE SUITE

UN ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

Projeteur mais aussi détails d'exécution pouvant assumer responsabilité groupe d'études.
Tél. pr rdez-vs 261-53-26

PROFESSEUR expression française, BAC C, 23 ans minimum, dégagé obligations militaires. Tél. pour rendez-vous **371-66-96**

offres d'emploi

L'Etat offre des emplois stables bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplômes : consultez la revue France-Carrières (D 18), B.P. 402-09 - Paris (Documentation gratuite sur demande).

Conservatoire Municipal de GARCHES (Hauts-de-Seine) recrute :
— 1 PROFESSEUR de DANSE MODERNE (JAZZ)
— 1 PROFESSEUR de TROMPETTE
— 1 PROFESSEUR de HAUTBOIS
(Postes à temps partiel)
Adresser candidature avec C.V. et photo à :
M. le Directeur du Conservatoire 60 bis, rue du 19-Janvier 92480 GARCHES

MAIRIE de SAINT-DENIS (équipée d'un 370-115, base de données : télétraitement), recherche : ANALYSTE PROGRAMMEUR débutant ou 1 à 2 ans expér. Niveau MIAGE ou équivalent. Envoy. C.V. Service Personnel, 59, rue de la République 93200 Saint-Denis

Ecole technique privée rech. pour enseignement 1 PROFESSEUR de dessin technologique Diplôme Ingénieur E.N.S.A.M. Téléph. : 222-83-60

Ville de Rueil-Malmaison recrute
UN ANIMATEUR COMPÉTENT
pour ses clubs troisième âge. Candidature et C.V. à adresser à M. le Maire de Rueil-Malmaison 92500

STE EXPERTISE COMPTABLE rech. COLLABORATEURS
— Min. D.E.C.S., 2-3 ans d'expérience. 1) p. informatique organisat., gestion des PME. 2) pour commissariats et dossiers expertises.
— Lieu de travail : ILE-DE-FRANCE (Ouest de Paris).
— Candidat. manuscrites, C.V. à M. Legris, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS.

Organisme Enseignement privé à distance cherche pour compléter son équipe de correcteurs à domicile, professionnels de la comptabilité, titulaires B.T.S. Comptable ou D.E.C.S., en vue correction copies d'élèves préparant C.A.P., Probatoire, B.E.P., B.P. de Comptable. Adr. C.V. avec lettre manuscr. à PARIS-ETOILE 76, av. des Champs-Elysées, PARIS (8e), qui transmettra.

Centre alternatif à la Psychiatrie ch. pour compléter son équipe. PERSONNES motivées, expérimentées. Un gros investissement sera demandé. Ecr. : Centre ENSAPE, 46, av. E.-Renan, 94120 Fontenay-s/Bois

Ch. pour s'occuper enfant de 20 mois Dame ou Jeune Fille. LOGEE, NOURRIE. Tél. : (16) 81 340-12-75, ou écrire : Mme NADAUD, 4-6, rue du Congo, 75012 Paris

Cabinet Commissaires aux Comptes, Paris, recherche : AUDITEUR. Env. C.V., ph. à : C.G.S., 22, r. Boissière, Paris-16e

VILLAGE VACANCES RÉGION PARISIENNE recherche
ADJOINTE DE DIRECTION
EMPLOI PERMANENT ANGLAIS LU et PARLE
— Responsable accueil : familles, retraités et groupes de travail ;
— Responsable personnel : réception, administration, planning réservation, clubs d'enfants, services ménage et blanchisserie.
Expér. exigée en organisation encadrement personnel.
Adresser C.V. + photo (retournée) ss n° 7.953 à : LTP 31 bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02, QUI TRANSMETTRA.

IMPTE SOCIETE INDUSTRIELLE GROS MATERIEL D'EQUIPEMENTS proche banlieue nord (1.200 personnes) recherche
ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL
Homme - 35 ans minimum
Expérience de la fonction en milieu industriel. Personnalité affirmée, autorité, dynamisme, devra assurer particulièrement toute la gestion administrative pour prendre à moyen terme la totalité de la fonction.
Env. lettre manuscrite et C.V. dét. à n° 23.724 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

ECOLE MAGENTA recherche
PROFESSEURS D'ALLEMAND
Tél. de 14 à 18 h. : 607-60-74.

IMPTE SOCIETE CONSTRUCTION MATERIEL ELECTROMECANIQUE proche banlieue nord rech.
JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRO-TECHNICIENS
Grandes écoles 2 ou 3 ans d'expérience TECHNICO-COMMERCIAL EXPORTATION
Anglais courant, seconde langue appréciée. Prévoir déplacements à l'étranger.
Adr. C.V. détaillé à n° 23.721 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

SOCIETE FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE recherche
RÉVISEURS
D.E.C.S. FORMATION SUPER. Ecr. à INDEX 02, r. La Boétie, 75008 PARIS.

Groupe société électronique Versailles recherche urgent pour son BUREAU D'ETUDES
UN INGÉNIEUR
Env. C.V. et prét. à sté PROMOCAB, 56, r. Jean-de-la-Fontaine, 78000 Versailles ou tél. pour R.-Vs. : 950-31-26.

Association pour l'Initiation à la Recherche dans le Bâtiment recrute
UN INGÉNIEUR DÉBUT. ou UN UNIVERSITAIRE
à mi-temps ou temps complet, pr animation, à partir 1er oct. IRBAT 39 av. d'Iéna 75116 Paris

BANQUE ANGLAISE Paris-8e recherche URGENT
ADJOINT AU RESPONSABLE COMPTABILITÉ CONTROLE FINANCIER
connaissances comptables et fiscales bancaires approfondies. Travaux matériels importants.
Anglais lu et parlé indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. n° 4758 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Entreprise banlieue NORD-OUEST, recherche :
PROGRAMMEUR
matériel C 11 - HB pour 61/40, ultérieurement 62/40.
Adr. C.V., photo, prétentions, n° 23.037 Contesse Publicité 20, avenue Opéra, Paris-1er

Assoication professionnelle recherche
INFORMATICIEN
De formation supérieure, ayant quelques années d'expérience de suivi d'applications informatiques du stade de l'avant-projet jusqu'à la réalisation concrète.
Ecrire avec C.V. n° 23.784 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES recherche
UN INGÉNIEUR QUALITE
Ayant des connaissances en mécanique des fluides.
Une expérience industrielle de 5 ans de préférence dans un service de fabrication.
Anglais indispensable.
Le titulaire du poste sera chargé de la définition et du suivi des dispositions d'assurance. Qualité. Mises en œuvre chez certains industriels dans le cadre d'un grand projet européen.
Adresser C.V. et prétentions à CNES, Service du Personnel Immeuble Helios, rue Charles-Baudelaire, 91000 EVRY

Clinique Ermont (95) 15 mn gare du Nord. rech. :
— Panseur ou Panseuse D.E.
— Infirmière D.E. Chirurgie
— Aide-soignante D.E.
Postes stables, hor. agréables. Salaires intéressants. Téléph. pour RVs au 959-48-12.

Groupe mondial transport-transit rech. pour banlieue Paris nord
DIRECTEUR
SERV. TRANSIT MARITIME Exploitation techn. et cciale. Anglais courant indispensable. Age min. 35 ans avec 10 ans d'expérience. Rémunération de 100 à 140.000 F par an + primes. Env. C.V. et photo sous référ. 1921 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS cedex 09

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Z.I. NANTERRE
Proximité Rond-Point du Petit-Colombes
recherche
UNE SECRÉTAIRE
Parfaite STENO-DACTYLO pour service administratif. 3 ans d'expérience dans poste similaire.
Niveau B.T.S. secrétariat.
Libre d'engagement
Statut agent de maîtrise et assimilé
40 heures semaine - horaire variable - 13e mois avantages sociaux - Restaurant d'entreprise
Ecrire avec C V. détaillé n° 23.378 Contesse Publicité, 20. av. Opéra, Paris-1er, qui tr. WpONTESSE

CABINET COMPTABLE Métro Luxembourg recherche
SECRÉTAIRE
titulaire B.T.S. ou Bac G 1 débutante ou non. Env. curriculum vitae man. au CABINET VANTURI 97, bd Saint-Michel, Paris (5e).

QUARTIER SAINT-AUGUSTIN Pour poste réclamant initiatives, dynamisme et sérieux SYNDIC PROMOTEUR rech.
SECRÉTAIRE-STENODACTYLO
Expérimentée - Réf. exigées Ecrire : SEICAP S.A. 113, bd Haussmann, Paris (8e).

demandes d'emploi

CADRE HAUT NIVEAU, 44 ans
D.E.S. Sciences Economiques.
Expérience confirmée :
- Achats et vente.
- Gestion et contrôle de gestion.
- Marketing.
- Promotion et publicité.

Dans secteurs :
- Presse.
- Vente par correspondance.
- Magasins à succursales multiples.

Recherche
Direction générale P.M.E. ou Direction commerciale
Ecrire n° 1.099 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Cadre 30 a. Diplômé Sc. Po. Goût des contacts, sens des négociations, désirant faire carrière dans le COMMERCIAL, ch. situat. dans entreprise pouv. offrir perspectives d'avenir. Ecr. s/n° 23716, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CHEF DU PERSONNEL 43 ans, 15 ans expér. de la fonction, dans industrie métallurgie, chimie et confection. Connaiss. approfondie des problèmes de Gestion du Personnel, paie, recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs, ch. situation dans entreprise industr. ou tertiaire, province région indiff. Ecrire sous n° 23.567, Contesse Publicité, 20, av. l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

DIRECTEUR construction immobilière, exp. approfondie entreprises, ingénierie, promotion, bien introduit dans milieu immobilier, gestionnaire confirmé, recherche situation de responsable département immobilier ds industrie., promot. ou banq. Ecr. n° T 015104 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.H. 26 ans, Maîtrise Sc. ECO. Dynamique et travailleur, aimant contact, ch. emploi ST-ETIENNE, LYON ou région. Disponible rapidement. MORENNE, 7, rue Saulpic, 94300 Vincennes - T. : 365-61-50

Dame 52 ans, niveau universitaire, aimant rédiger, sténo, dactylo, notions anglais et espagnol, ch. reprendre activité, préf. domaine culturel ou politique. Téléphone : 975-97-57

Traductrice indépendante membre S.F.T. Anglais, français, espagnol, étudie tte propos. Téléph. : 554-03-79

Militaire retraité, marié sans enft, 50 ans, ch. pl. gardiennage imm. ou indiffér. ou régisseur de propriété région Côte d'Azur. Tél. : (22) 24-23-27, à part. 8 h.

Jne Fme 24 ans, maîtrise littér. américaine, anc. élève préparationnaire aux écoles norm. sup. Connaiss. approf. de l'anglais, notions d'allemand, ayt enseigné le français à l'étranger, ch. empl. dans tourisme, presse, librairie, enseignem., traduction, relat. publiques. Ecrire référ. n° T 015184 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Ingénieur A.M. et ENSPM, 58 a. Ex. Ing. de Marine + exp. 12 a. probl. d'environn. industriel ds impte société pétrolière. Rech. poste à caract. tech. ht niv. ou cons. Rég. Bourgogne de préf. Ecr. n° 8476 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, CEDEX 09.

30 ans, excel. présentation habitude des relat. humaines, des responsabilités, de l'organisation, 8 ans expér. prof. informatique, études sup. : Sc. Po, Sc. Eco, Anglais et italien cour. rech. travail à temps partiel, motivant, informatique ou autre branche. Paris ou banl. Est. (sal. actuel, tps complet. 10 000 mens.) Ecr. n° T 15159 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

Ancien officier supérieur ayant occupé important poste administratif, financier et de contact, cherche occupation de responsabilité à temps complet ou partiel. Ecrire sous référence T 015190 M à Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

F. Ing. chimiste spécialiste prop. industr., longue expér. direction d'un service dans l'industrie, cherche situation similaire région Paris ou province. Etudie ttes propos. emploi salar. ou association pour exercice profession libérale. Ecrire n° T 015185 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J.F., B.T.S. commerce international, interprète conférences anglais, études de droit, rech. octobre poste responsabilités, service export. Ecrire n° 22400 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

J.F. TRADUCTRICE EXPERIMENTEE allemand - anglais technique, économique, juridiq., ch. emploi. Ecr. n° T 015.177 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H., 28 ans, 4 ans exp. librairie, pap., presse, diplômé lettres, stages gestion Chambre com. fort désir. réussite, ch. poste d'intérêt. Edition ou gér. libre. Région indif. Tél. 366-46-77

Cadre comptable parl. angl. conn. compt. franç. anglo-sax. OCAM, igue exp. stés amér. et Afrique, ch. emp. Paris ou étr. Ecr. n° 1299 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Comptable, 42 ans, bilingue français arabe, étudie ttes prop. trav. étranger, HAVAS, 351 VILLEFRANCHE S/S. 69655

J.F. DUT gestion (finance-comptabilité) Major de promotion recherche Emploi région Sud-Est. Libre immédiatement. Ecrire HAVAS, Aix-en-Provence n° 1774

J.F., bne présentation, maîtrise anglais bilingue diplômée et exp. enseign. audio-visuel, dactylo, cherche emploi ds service formation permanente étud. ttes autr. prop. T. 376-11-06 ap. 18h30

JEUNE FEMME 24 ans
D.E.S.S. DROIT
rech. 1er emploi dans entreprise PRIVEE ou PUBLIQUE. Mme Sylvie Michel Coutant, 13, rue des Paradis, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

CADRE COMPTABLE
31 a., Franç. BTS, DECS, CES, J.F., niv. R.C. 7 a. d'expér. en France Anglais moy. arabe courant, ch pl. à responsab. dans PME ou Sté à vocation internationale. - Ecrire s/n° T 015189 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

ANIMATRICE DE FORMATION
31 ans. 5 ans expér. pédagogiq., maîtrise sociolog. des communications Paris-V, rech. vacat. RELATIONS HUMAINES PSYCHO-PEDAGOGIE CONDUITE DE REUNION TECHNIQUE D'EXPRESSION AUDIO-VISUEL. TOUTES REGIONS. Ecr. n° T 15163 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

EXPORT
— Votre société est dynamique
— Vous avez de bons produits
— Vous avez les moyens de les produire
— Vous souhaitez conquérir les marchés étrangers, mais vs n'avez pas l'homme dynam., entreprenant et efficace

JE SUIS PEUT-ETRE VOTRE CHANCE
Je recherche Stés françaises désirant me confier représentation pour pays à marché potentiel. Réponse assurée. Ecrire s/n° 56.565, Publicité Muratet, 15, rue Taitbout, 75009 Paris.

CHAUFFEUR DIRECTION
cherche poste. Tél. 654-16-46

ACHETEUSE GESTION
PAPIER - IMPRESSION ECRITURE, 45 a., lib. ch. poste cclal achat ou vente. Faire offre à Mme Jolly, 12, r. Doudeauville 75018 Paris. Tél. 202-99-19

travail à domicile

Demande

Secrétaire direction rech. tous travaux dactylo : manuscrits de livres, spécial. dans formules notices techniques. T. 914-86-03.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

Femme dynamique, H.E.C.J.F., langues : anglais, italien - Ex-chef d'entreprise éditions spécialisées, parfaitement introduite milieux vins, cuisine, restauration, gastronomie (niveau national et international), excellente animatrice, habituée contacts médias, souhaitant utiliser connaissances et relations.

PROPOSE ses services de « conseiller ». Apportera sérieuse collaboration à restaurateurs, public-relations, exportateurs, éditeurs spécialisés, etc. (Section BCO/JV.)

CADRE DE DIRECTION - 38 ans - Diplôme I.E.P. Paris + licence ès lettres - 11 ans d'expérience professionnelle dans Société promotion immobilière et urbanisme.

RECHERCHE : poste gestion administrative et financière ou chargé d'études dans Société de promotion, bureaux d'études d'urbanisme ou organisme d'aménagement (Section F).

COLLABORATRICE DE DIRECTION « haut niveau » - 40 ans - Bac G - sténodactylo - Bonnes connaissances d'anglais - 15 ans d'expérience dans des secteurs divers.

RECHERCHE : poste à responsabilité (stable) - Paris - banlieue. (Section BCO/JCB.)

ATTACHEE DIRECTION - 36 ans - Diplôme universitaire E.S.I.T. - allemand - anglais - Habitude collaboration direction dans entreprises internationales - initiative et responsabilités.

RECHERCHE : poste similaire Paris - 72 000 par An. (Section BCO/JCB.)

ANPE
s'adresser à:
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt.

MARAIS Près PL. des VOSGES - Original appt 107 m2, entrée, en 3 chbres, 2 bains, cuisine, entrée, cheminée, poutres, A PERSONNAL. A voir, Prix tr. compét. Demain de 14 à 18 h, 52, r. St-Antoine - 4e

PROX. PARC ROYAL 354-42-70 - 2 CHBRES + double séjour, baies sur JARDIN PRIVÉ 100 m2

5e arrdt.

Près JARDIN DES PLANTES 2 P., 40 m2, cuisine équipée, 3e et dernier ét. Vue dégagée s/verdure. 270.000 F. 587-33-34.

190 m2 QUAI DE LA SEINE Enorme appt flottant, tt confort et téléphone à bord Prix : 450.000 F net Téléphone : 344-77-66

6e arrdt.

Mo ODEON Séjour, 1 chambre, cuis., wc, s. bains, poutres. Immeuble restauré. 420.000 F - 387-75-02.

SAINT-GERMAIN-DES-PRES VUE DEGAGEE, BALCON, 3 réceptions, 4 chambres, 220 M2, ascens. 354-95-16.

7e arrdt.

CŒUR 7e, bon 5 P. tt conft., bel imm PIERRE DE TAILLE, possib. profession libérale. 1.200.000 F - 548-76-25.

8e arrdt.

EUROPE 6 pièces, bains, 2e ét., 180 m2, luxueusement aménagé. Possibilité profession libérale. MICHEL & REYL - 265-90-05

11e arrdt.

Mo Voltaire, P. de T., 2/3 P. aménagem., parf. 3e ét., imm. bourgeois. 370.000 F. 229-52-98.

12e arrdt.

Mo BEL-AIR Résidentiel - Grand 3 pièces tt confort, balcon, 4e étage, box, soleil, calme, parfait état. Libre à la vente : 475.000 F. S/pl. le 6 de 14 h 30 à 18 h 30 : 26, rue Mousset-Robert 252-04-98

14e arrdt.

4 Pces, entrée, cuis., sél., 3 chbres, s. de bns, w.-c., cave. Ma voir les 5, 6 et 7 sept. de 13 à 18 h., 106, bd du Général-Leclerc, PARIS-14e. Prix : 450.000 F.

16e arrdt.

RUE LA-FONTAINE, imm. classé, 70 m2 tt cft., magnifique atelier 7,50 m sous plafond + chambre. 567-22-88.

ÉTOILE - FOCH SUR AVENUE, imm. tt confort, côté soleil, 4e étage, belle réception, 2 chambres service, 300 m2 environ. A RENOVER. Le matin, 9 h 30 à 12 h : 723-38-58.

MUETTE Appart. gde classe, magnifique réception, parfait état, 200 m2 environ + service, bel immeuble pierre de taille - 266-61-09.

17e arrdt.

Bel imm. pierre de taille 3 P. tout confort, impeccable. 350.000 F. Voir les 5 et 6, 14 à 16 h : 40, rue Dautancourt.

S.F.P.G.I. (groupe Suez) vd 44, AV. GRANDE-ARMEE. Très bel imm. 1920 restauré, 3 PIECES ET 5 PIECES. S/pl. mardi, mercredi, jeudi, 14 h. à 18 h. 30 ou 755-98-57.

18e arrdt.

18e RESIDENTIEL, 4-5 Pces, immeuble RECENT, tout conft. 590.000 F - 878-97-52.

MAIRIE 18e. UNIQUE Séj. dble + 2 chbres, w.-c., s. d'eau, cuis., entrée, 3e ét., pl. soleil. Prix : 295.000 F, créd. 80 %. Voir pptaire, jeudi, vend. 14 h. 30-19 h., 28, rue Letort.

Lamarck, tr. bel imm. P. de T., calme, splend. 2 P. c., w.-c., dche, soleil, 45 m2 exc. 878-41-65

94 Val-de-Marne

BOIS VINCENNES près R.E.R. ét. élevé, asc., gd 3 P. entrée, cuis., w.-c., s. bns, balc., ch., park. 415.000 F Tél. 345-82-72.

SAINT-MANDÉ Bel appt 160 m2 + terrasse 160 m2, très bon plan, 2 gar. fermés. Prix intéressant. Tél. au 073-93-89

92 Hauts-de-Seine

PLACEMENT NEUILLY PLEIN CENTRE Vue imprenable, 125 m2 loué Rendement 4,8 % (hors ts frais) TEL. 750-28-21 ou 534-75-83

Immeubles récents tout confort BOULOGNE 70, quai du POINT-DU-JOUR Beau Studio 37 m2 + 5 m2 balcon, 6e étage. Bon placement.

ST-CLOUD 3 mn Gare VAL-D'OR 40, rue du MONT-VALERIEN 2e ét., esc. G, Beau 3-4 P. 90 m2 + balcon-loggia, cave, park. Vue sur Paris. Renseign. : SEICAP - 073-73-45

appartem. achat

COTIMO - 783-62-74 recherche pour clients sérieux STUDIO à 5 P. RIVE GAUCHE dans bon imm.

Rech. appts 2 à 4 pces PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e avec ou sans travx, paiem. cpt. chez notaire. Tél. : 873-23-55.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e. 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

INVALIDES 200 m2 gd standing 354-95-10

pavillons

WISSOUS, PAVILLON 1956, 3-4 Pces t cft., gar., s/417 m2. Prix : 360.000 F. 666-08-27.

locations non meublées Offre

Paris

RUE PRONY 6 pièces, 230 m2, cuis., bains + chbre service, gd stand. 4.500 F + charg. 924-92-45.

17e Imm. 1910 pierre de taille 5 P. tt cft, 155 m2, 5e ét., asc. 4.500 F + charg. S/pl. jeudi, 13, RUE M.-RENAULT, 13-16 h.

Studio tt conft, 1.100 F + ch. Visite jeudi 14 h. à 15 hres. 9, rue Van Loo, 3e ét., porte F.

Région parisienne

NEUILLY SAINT-JAMES Luxueux 3 p., style, 75 m2, téléph., moquette, balcon, sur jardin, refait neuf, 4.900 F net - 256-02-78.

locations non meublées Demande

Paris

Part. ch. appart. 5 Pces dans 12e ou 13e arrdt. Tél. entre 8 et 10 heures : 337-46-76.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavill. ttes banl. Loyers garantis 4.000 maxi. 283-57-02.

locations meublées Offre

Région parisienne

ST-CLOUD Résidentiel Propriété 1.600 m2 jardin, triple réception + 6 chbres, 3 bains + cab. toil., cuisine équipée + pavillon gardiens, 14.000 F. - 359-17-67.

8 km Compiègne, en pleine forêt, villa de grand standg., 6 Pces princ., tt cft., luxueusement meublée, 1.600 m de terrain. 3.000 F charges compr. MICOT : 344-43-87.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour Cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 Pces. LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades. 285-11-08.

bureaux

BASTILLE (11e) PROPRIETAIRE loue 1.600 m2. Impeccable climatisés, loyer 800.000/an. Libres. 563-83-33.

FOCH - V.-HUGO 160 à 320 m2 bureaux. Qualité exceptionnelle. ETRESA - 776-07-30

immeubles

Tolbiac-Choisy en totalité, 2 bâtim. R. + 3 (20 locataires). Loi 48. 766-50-45.

NOGENT-SUR-MARNE petit immeuble plusieurs corps de bâtiment. Partie libre, partie occupée, pr rénovation, jdin. Tél. : 825-42-17 - 49-15.

villas

Epernon, centre ville 40' Montp. Mais. bourgeoise anc. entiér. rest. 110 m2 habit. Joli jard. clos 575 m2. 560.000 F. (37) 83-48-31

PRES LYCEE ENGHIEN SAINT-GRATIEN Belle villa confortable, séj. en L + 4 ch., calme et très résident., dble garage, jardin - 989-31-74.

URGENT CAUSE DEPART Part. à Part. vends : MERVEILLEUSE VILLA DANS PARC PRIVÉ DU PERREUX très résid., 15 mn ctre Paris. Aucun travx à faire, décorat. luxe, tt cft., moderne, 300 m2 envir. habit. S/jardin 600 m2. Prix : 1.600.000 F. Pour ts renseign. tél. de 10 à 14 h. et ap. 19 h. : 324-84-71.

viagers

STE SPECIALISTE VIAGERS F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00 Prix, indexation et garanties. Etude gratuite, discrète.

Vendez rapidement conseil expertise indexation gratuit. Discrétion. ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire. 355-61-58.

maisons de campagne

PR. DE NOGENT-LE-ROTROU (E.-et-Loir) à 1 h. 30 de Paris SORTIE BOURG TOUS COMMERCES habit. de suite, maison de campagne entièrement restaurée comprenant : grande cuisine, salle à manger, grand salon av. poutres apparentes et cheminée, chambre, superbe terrasse vitrée, salle de bains, w.-c., chff. central, grand garage, terrain attenant, exposition plein sud et beau panorama. Px 220.000 F. Pour renseignements et visite : A. BUSSONNIER, 1, rue de la Libération, 61260 CETON. Tél. : (16) 37-29-77-26 de préférence avant 9 h. ou après 20 h.

A 6 KM D'ORANGE VAUCLUSE MAISON A RESTAURER AVEC 5 PIECES, PORTE COCHERE, JARDIN, EXPOS. SUD PRIX 130.000 F AVEC 13.000 F CPT + CREDIT 80 % POSS. CATRY - TEL. 16 (91) 54-92-93

HAUT PLATEAU ARDECHOIS sport, hiver, été, altitude 1.000 m FERMETTE belles pierres, toiture neuve, emplac. except., vue panoram. sur vallée de la Loire, 3 pces habit. + possib. 3 autres. Terrain 12.000 m2. Px. 155.000 F

CHAUMIÈRE Tr. bon état ds hameau typique 1 gde pièce habitable + 200 m2 à aménager, jdin, cour, prairie. Px. 110.000 F. Catry, tél. jeudi (91) 54-92-93, jrs suivants tél. (66) 46-10-04, hres repas et visite même le w.-end, M. Blanc, hôtel Enjoiras (Coucouron).

propriétés

CHAUVRY FORET MONTMORENCY 350 m2 habit. IMPECC. + mais. gardien. - MATHELIN, 989-31-74.

A 30 km au nord de CAHORS (Lot), part. vd maison ancienne, style Quercynois dont intérieur à rénover. Comprenant : 4 P. dont 1 avec cheminée rustique. Au-dessus, grenier aménageable + cave, dépendances et gde grange, le tout sur 4 ha de terrain boisé et lande clos. Px. 400.000 F. Possib. visite s/place. Pour tous renseignem. écr. M. ARNAL, 45, rue de Turbigo, 75003 PARIS.

A vendre TOURAINE, petit château XIVe siècle, 11 pièces dont 4 encore à restaurer, 11 cheminées, salle de bains, w.-c., dépend., eau, électr., tél., 8 ha bois, jardins, vergers. Prix demandé : 1.750.000 F. Tél. (16-47) 05-22-63.

CHEVREUSE situation exceptionnelle très belle maison de caractère sur 5.000 m2 de terrain avec très beau parc boisé, entrée, cuis. équ., salon, salle à manger, 4 chambres, 2 bains, garage 4 voitures. 050-03-36 - 050-98-01

terrains terrains

NEW-JERSEY (U.S.A.)
TERRAIN 420.000 m2
pour la construction de 105 maisons individuelles

avec tous les permis de construction et de viabilité ainsi que raccordements aux canalisations et approvisionnement (de tels permis ne sont plus délivrés pour de nouveaux projets).

Très bel emplacement dans une région résidentielle en pleine expansion près de New-York. Prix U.S. $ 1.500.000. Bon rendement garanti par la viabilité.

Investissement solide. Pour de plus amples informations veuillez vous adresser à : Walter Schmitz. Katterbachstrasse 102 D-5060 Bergisch Gladbach 2. Tél. : 19-49-2202/8 39 05 Telex 887 941 cfind.

CORBEIL Terrain constructible, surface 3.876 m2, façade 33 m., COS 0,20, 0,30 et 0,40. Prix 872.000 F. DEPARDIEU, 7, rue La Fayette, Paris 9e.

Morbihan, terrain bâtir, 100 m océan, tennis, environnement tr. except. Tél. : 924-41-61.

fermettes

A 100 km de PARIS (OISE), jolie fermette sur 1.200 m2, tt cft. Tél. 16 (4) 443-01-09. Prix à débattre.

représent. offre

Société de Travail Temporaire recherche
COLLABORATEURS SERIEUX
1 DIRECTEUR RÉGIONAL Homme de terrain
1 CHEF D'AGENCE DYNAMIQUE
3 TECHNICO-COMMERCIAUX
Ecrire 69002 LYON Référence n° 9112

proposit. com. capitaux

OFFRE PARTICIP. MAJORIT. A INGENIEUR PR REPRISE AFFAIRE PERSONNELLE FABRIQUANT BIENS EQUIP. C.A. 3 MILLIONS. PROGRAM. POUR DOUBLER APPORT 500.000 F. TEL. : 233-15-24.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

BUGGY LM 2 MAI 1975 - 7 CV Marron pailleté - Sièges baquets Jantes alu larges - Pot Pecco 17.000 F - Révisé sur factures Possibilité crédit Tél. bureau : 681-15-60, poste 50 ou : 671-10-99.

12 à 16 C.V.

PART. vend, cause dble emploi, PEUGEOT 604 - Année 1976 75.000 km - Pierre de lune, int. cuir beige, vitres teintées, toit ouvrant. Très soignée. 26.800 F. Tél. M. Jordan 491-02-32 ap. 18 h.

divers

NEUBAUER PEUGEOT VEND QUELQUES 504 DIESEL ESS. Neuves d'exposition, 0 km. PRIX TRES INTERESSANT Tél. : M. ROLAND 766-02-44

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

LA TOUR EIFFEL EST A VENDRE pièce exceptionnellement composée de 2 500 000 allumettes échelle 1/100 reproduction la plus fidèle de l'authentique, nombreuses expositions. Conviendrait à amateur d'objets d'art, collectionneurs ou expos. dans un musée. Prix à débattre. Ecr. n° 1276 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Art

Particulier vend Marmorée de Joséphine BEAUDOUIN. 79X68 Tél. 208-05-72

Enseignement

ETUDE D'ANGLAIS à l'université d'Etat de SAN DIEGO, Californie. Programmes en langue américaine, culture, et Anglais académique. Veuillez contacter le directeur des programmes, ALI, College of Extended Studies, San Diego State, SAN DIEGO, CA. 92182 U.S.A. - Tél. (714) 286.5819

Cours

Etudiants maîtrise et médecine donnent cours MATH - ANGLAIS ttes classes et série. - 775-92-67

Professeur de français donne cours particul. tous niveaux. Tél. 527-75-75

Chargé de cours fac-sciences donne cours maths ou stats ts nivx, ttes classes. T. 628-24-65.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET, 19, rue d'Arcole, 4e. T. 033-00-83

Instruments de musique

A SAISIR pour achalandage rentrée pianos droits et à queue neufs et occasions, très récents, avec tous crédits garantie service après-vente et livraison. DANIEL MAGNE PIANOS 50, rue de Rome, Paris-8e Tél. 522-21-74

Moquette

SUPER SOLDES moquettes laine et synthétique gros stock, belle qualité - 757-19-19

Rencontres

RENCONTRES ET LOISIRS POUR HOMMES ET FEMMES formule de rencontre entre des milliers d'adhérents (tes) par fiches / sélect. / photo / téléph. ttes régions. Env. vos nom, âge, adresse pr recev. la docum. « M 1 » d'adhésion à ELYSEES-CLUB, 60, rue de Ponthieu, 75008 Paris. Soirées / après-midi cocktails. Tél. 256-02-47

Tennis

TENNIS ROYAL COURT Location tennis couvert, reste qqs hres à louer saison 79-80. Rens. 631-09-58





Le Monde

économie

BUDGET

La loi de finances

(Suite de la première page.)

L'alourdissement fiscal est beaucoup plus lourd pour les tranches suivantes qui ne seront relevées que de 4 % (9e et 10e tranches) ou même pas du tout (11e, 12e et 13e tranches). C'est dire que, d'une façon générale, les contribuables seront en partie imposés sur des augmentations de revenus fictives puisqu'annulées par la hausse du coût de la vie. Mais le gouvernement a voulu que cet effort fiscal, qui s'aggrave à partir du taux à 40 % du barème, soit beaucoup plus important pour les rémunérations importantes.

En revanche, les limites d'exonération seront relevées de 10 %.

Deux mesures avaient été gardées secrètes : l'une concerne les profits des entreprises de production d'hydrocarbures, l'autre la création d'une vignette sur les motos de plus de 500 cm3.

● Les entreprises qui, en France, produisent du gaz et du pétrole (Elf-Aquitaine, mais aussi Esso et Shell), vont devoir payer une taxe exceptionnelle qui ne touchera pas les firmes de raffinage et de distribution. Les entreprises qui extraient des « richesses du sol » peuvent — la loi leur donne ce droit — mettre en provision une fraction (23,50 %) de la valeur de leurs ventes. Ces provisions échappent donc, sous certaines conditions d'emploi, à l'impôt sur les bénéfices. Le renchérissement des prix pétroliers ayant accru les revenus des sociétés produisant des hydrocarbures, le gouvernement a décidé de créer une taxe exceptionnelle sur cette provision dénommée *« pour reconstitution de gisements »*.

L'EMPRUNT D'ÉTAT PORTÉ A 7 MILLIARDS SOUSCRIT DANS LA JOURNÉE

Le troisième emprunt d'État lancé cette année par le Trésor a été porté, sans annonce préalable, de 6 milliards à 7 milliards de francs, le 4 septembre. Officiellement ouverte dans la matinée, l'émission était close dans la soirée. Comme de coutume, les banques et les compagnies d'assurances ont souscrit la quasi-intégralité de cet emprunt, qui porte à 14 milliards de francs la somme collectée par l'État depuis le début de l'année.

Avec le quatrième emprunt, qui sera probablement lancé avant la fin de cette année, l'État couvrira environ la moitié du déficit budgétaire escompté pour 1979 (40 milliards de francs).

● Les motos de grosses cylindrées — c'est-à-dire au-delà de 500 cm3 — paient une vignette dont les tarifs iront, selon la puissance du moteur, de 100 F à 800 F (100 F pour 6 CV, 160 F pour 7 CV, 280 F pour 8-9 CV, 560 F pour 10-11 CV et 800 F au-delà de 11 CV). Les motos déjà anciennes (plus de cinq ans d'âge) paieront moitié prix.

Le souci d'inciter aux économies d'énergie — joint à celui d'une certaine redistribution des revenus par l'impôt — explique deux autres mesures qui feront grincer bien des dents :

1) Les avions et hélicoptères de tourisme ou d'affaires seront soumis à une taxe annuelle ; les navires de plaisance supporteront des droits plus importants ;

2) La vignette automobile payable le 1er décembre 1980 sera sensiblement augmentée (la mesure ne concerne pas, soulignons-le, la vignette que les automobilistes paieront le 1er décembre prochain, qui, elle, restera inchangée). Les tarifs au 1er décembre 1980 seront les suivants :

140 F pour les moins de 5 CV (au lieu de 120 F, soit + 16,7 %) ; 240 F pour les 5 à 7 CV (au lieu de 200 F, soit + 20 %) ; 560 F pour les 8-9 CV (au lieu de 480 F, soit + 16,7 %) ; 640 F pour les 10-11 CV (au lieu de 480 F, soit + 33,3 %) ; 1 100 F pour les 12 à 16 CV (au lieu de 840 F, soit + 30 %). Enfin, pour les très grosses voitures (au-dessus de 16 CV) la vignette passera de 1 200 F à 5 000 F pour les véhicules ayant moins de cinq ans d'âge.

AL. V.

Réintégration de nouveaux crédits dans la masse soumise à l'encadrement

Le gouvernement va, d'autre part, être obligé de prendre des mesures pour limiter l'accroissement des liquidités (masse monétaire), qui, depuis le début de l'année, s'effectue à un rythme plus rapide que prévu. Calculé en variation d'une année sur l'autre (glissement), la masse monétaire a augmenté d'environ 14 %, en base annuelle, pour les cinq premiers mois de 1979, au lieu des 11 % prévus par les pouvoirs publics.

Parmi les causes de ce « dérapage » figurent une nette progression de certaines des composantes de la masse monétaire, notamment les disponibiltiés quasi monétaires (comptes à terme et bons de caisse dans les banques), l'épargne logement gérée par les banques (+ 12 % sur cinq mois en rythme annuel) et les crédits à l'économie dont le rythme de distribution a progressé de 1,7 % en mai, atteignant 12 % sur une base annuelle entre le 1er janvier et le 31 mai. Pour redresser la situation, il faut agir sur les contreparties de la masse monétaire : or et devises, créances sur le Trésor public, concours à l'économie (crédits bancaires).

L'or et les devises ? Dans le passé, les rentrées massives de devises ont pu contribuer dangereusement au gonflement des liquidités : ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Les créances sur le Trésor ? Responsables déjà d'un dérapage de la masse monétaire au premier trimestre 1976, en liaison avec le financement d'un déficit budgétaire de 40 milliards de francs (plan de relance de l'automne 1975), elles vont continuer à se gonfler en 1980, précisément pour financer de nouveau un déficit budgétaire massif. L'ampleur de la création monétaire entraînée par l'émission massive de bons du Trésor pourra seulement être limitée par le recours plus important à des ressources longues (emprunts obligataires).

Restent les concours à l'économie, c'est-à-dire les crédits bancaires : un nouveau tour de vis pourrait être donné en poursuivant la réintégration des crédits « désencadrés » au sein de la masse des crédits soumis à encadrement. On sait que les sommes « désencadrées » (financement à moyen terme des exportations et des économies d'énergie, prêts immobiliers conventionnés, prêts complémentaires d'épargne-logement, crédits professionnels sous caution mutuelle) progressent très rapidement (+ 35 % à + 40 % pour certains d'entre eux, contre 5 % pour les crédits « classiques » des grandes banques). Déjà à l'automne 1977, l'ampleur de cette dérogation, jugée dangereuse, avait commencé à être limitée, 15 % de l'augmentation annuelle de ces crédits désencadrés se trouvant réintégrés dans l'enveloppe globale soumise à encadrement. A l'automne 1978, ce pourcentage avait été porté à 20 %. Cette fois-ci, il pourrait atteindre 25 % sinon plus.

Relevons enfin que parmi les causes réelles de l'augmentation trop rapide des liquidités figure la forte croissance des dépôts dans les caisses d'épargne (plus de 450 milliards de francs, soit plus de 25 % des liquidités de l'économie), qui, chose curieuse, ne figurent pas parmi les composantes de la masse monétaire retenue par les pouvoirs publics pour leurs calculs (dite M 2), mais dans la définition plus large de la masse monétaire (dite M 3) retenue par l'Allemagne fédérale notamment. Or les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent actuellement à vive allure, ce qui a provoqué une augmentation (en rythme annuel) de 17,3 % de l'ensemble M 3 durant les cinq premiers mois de 1979. De plus, et surtout, ces capitaux à court terme sont « transformés » par la Caisse de dépôts en crédits à long terme (prêts aux H.L.M., aux collectivités locales), ce qui entraîne une création monétaire notable dont une partie se retrouve sous forme de dépôts dans les banques, et donc dans la masse M 2.

Jusqu'à présent, l'ensemble des opérations des caisses d'épargne-Caisse de dépôts n'entre pas, par convention, dans le calcul de la masse monétaire M 2, alors que leur nature n'est pas différente de celle des réserves bancaires classiques.

FRANÇOIS RENARD.

● *Le budget de l'agriculture pour 1980-1981* prévoira *« une croissance des dépenses d'équipement plus importante que celle des dépenses de fonctionnement »*, a déclaré le 4 septembre M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants agricoles), à l'issue de la conférence mensuelle au cours de laquelle le ministre de l'agriculture a présenté aux responsables syndicaux les grandes lignes du projet de budget. *« Il enregistrera une croissance globale de 3 points au-dessus du taux d'inflation »*, a précisé M. Guillaume, qui semblait relativement satisfait du projet, mais s'est, en revanche, inquiété de la progression prévue des cotisations sociales agricoles (+ 25 % en 1980).

P.T.T.

LE TÉLÉPHONE EN FRANCE : UN MÉNAGE SUR DEUX EST ÉQUIPÉ

Au mois de janvier 1978, 51,3 % des ménages en France disposaient du téléphone, révèle une enquête de l'INSEE sur « l'équipement des ménages en biens durables ». La France a cependant tendance à rattraper rapidement son retard dans l'équipement téléphonique. Au mois de janvier 1977, 37,6 % seulement des ménages avaient le téléphone.

Selon l'enquête de l'INSEE, le téléphone est encore très inégalement réparti dans la population : un ménage d'ouvrier sur trois disposait du téléphone en janvier dernier (36,1 %), alors qu'on trouvait cet appareil chez les neuf dixièmes des ménages de cadre supérieur ou de profession libérale (86,4 %). Au cours des quatre dernières années, le parc téléphonique français a doublé, passant de six millions de lignes en 1974 à douze millions en 1978.

MARCHÉ COMMUN

La Commission de Bruxelles dénonce le poids excessif des dépenses agricoles

De notre correspondant

Bruxelles *(Communautés européennes)*. — La Commission européenne a délibéré, le 4 septembre, d'un projet de rapport sur les conséquences financières pour chacun des États membres des mécanismes budgétaires de la Communauté. Elle a conclu qu'en 1979 et plus encore en 1980 la contribution du Royaume-Uni au budget européen, comparée à son P.N.B. et surtout à ce qu'il recevra en retour, sera anormalement élevée.

Les gouvernements membres sont donc implicitement invités à faire le nécessaire pour que cette évolution inéquitable soit corrigée. En outre, la politique agricole commune — largement responsable de cette situation et, de façon plus générale, des défauts et insuffisances de la politique budgétaire de la Communauté — doit être réformée.

Les commissaires n'ont pas encore formellement adopté le texte. Ils souhaitent, semble-t-il, qu'auparavant sa présentation soit quelque peu modifiée. Toutefois il est peu vraisemblable que les retouches à venir en modifient sensiblement la substance.

Ainsi le grand débat sur les finances de l'Europe, qui va occuper une place centrale dans les travaux communautaires au cours des prochains mois, est engagé. En juin, au Conseil européen de Strasbourg, Mme Thatcher avait obtenu que le problème de la contribution britannique au budget communautaire soit attentivement examiné.

Le présent rapport fait ressortir comme prévu que, si rien n'est fait pour corriger cette évolution, le Royaume-Uni, tout en comptant parmi les pays les moins prospères de la C.E.E., est en passe de devenir un débiteur net important du budget européen. Son déficit atteindrait 527 millions d'unités de compte en 1979 et 1 550 millions en 1980 (1 u.c. = 5,80 F environ).

La contribution du Royaume-Uni, calculée comme celle des autres États membres, résulte de l'addition des droits de douane et prélèvements agricoles perçus sur les importations en provenance des pays tiers, et d'une partie des recettes de la T.V.A. Alors que la part du produit national brut britannique dans le P.N.B. de l'ensemble de la Communauté est de 16 %, cette contribution devrait atteindre 17,6 % en 1979 et 20,5 % en 1980. En effet, à partir de 1980, les dispositions du traité d'adhésion, qui ont pour objet de limiter la prestation britannique pendant une période de transition, ne joueront plus.

Déception italienne

En réalité, l'ampleur du déficit net du Royaume-Uni tient surtout moins à une contribution excessive qu'à la faiblesse des transferts opérés à son profit par le budget européen. Selon les calculs de la Commission, les crédits affectés au Royaume-Uni représenteront 13,5 % de la masse budgétaire disponible en 1979 et 10,3 % en 1980. Ce déséquilibre, note la Commission, est dû au fait que le Royaume-Uni bénéficie très peu des remboursements effectués par la Communauté au titre du soutien des marchés agricoles.

Pour la Commission, il n'y a pas d'autre anomalie significative à signaler dans le fonctionnement du budget européen : d'après ses calculs, en 1979 et en 1980 les autres pays relativement pauvres de la C.E.E., l'Italie et le Danemark, recevront de la Communauté des sommes plus élevées que leur contribution.

Cruelle déception pour les Italiens qui, dans cette affaire, ont joué à fond la carte anglaise, espérant que l'opération engagée sous la pression de Londres — le rééquilibrage des comptes de l'Europe — leur profiterait aussi largement. Les auteurs du rapport conscient de la situation ainsi créée et certainement peu soucieux d'amener le gouvernement de Rome à réexaminer sa position, ajoutent dans leurs conclusions — thème qui apparemment déborde largement le mandat confié à la Commission par le Conseil européen — que la Communauté n'a jusqu'ici guère permis de réduire, comme il l'aurait fallu, les inégalité régionales. Il conviendrait donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel rééquilibrage alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'Europe du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du porjet du rapport : *« La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble pèse plus particulièrement sur les pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas. »* Voici donc à nouveau reliés, par ce qu'il faut bien appeler un étonnant tour de passe-passe, le dossier britannique et le dossier italien. Le principal responsable des difficultés communes aux deux pays est clairement désigné : il s'agit bien sûr du Marché commun agricole.

PHILIPPE LEMAITRE.

ENVIRONNEMENT

A Brest

Visite à un « S.V.P. » anti-marée noire

De notre envoyé spécial

Brest — M. François Delmas, secrétaire d'État à l'environnement, s'est rendu, le 4 septembre, à Brest pour faire un premier bilan des activités du centre de documentation, de recherche et d'expérimentation (CEDRE) sur la pollution accidentelle des eaux.

Installé à Brest depuis cinq mois, le Cedre (1) — on ne l'appelle plus qu'ainsi — est un peu l'enfant de la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz*. La fameuse marée noire de mars 1978 avait révélé — entre autres — une dramatique ignorance en matière de techniques antipollution. Quels sont les produits, les spécialistes, les matériels vraiment efficaces ? Comment, où et quand les expérimenter ? Au lieu de créer une nouvelle administration, on a réuni une vingtaine de jeunes ingénieurs, qui ont pour mission de dénicher toute la documentation disponible et de coordonner les multiples recherches entreprises. En cas de malheur, ils sauront au moins de quels moyens on peut disposer, comment il convient de les employer et ce qu'il faut éviter. L'équipe du Cedre fonctionnera comme une sorte de S.V.P. anti-marée noire.

Elle a déjà commencé sa tâche. Sur les quais du port de commerce de Brest, M. François Delmas a pu examiner les premiers véhicules spécialement équipés pour défendre les plages menacées. L'un porte des barrages flottants, l'autre des moto-pompes qui ont fait leur preuve. Des sapeurs-pompiers s'entraînent à les disposer en des points déterminés à l'avance. Pour ramasser le mazout il faudra parfois l'épaissir. Le secrétaire d'État a vu fonctionner des lances qui projettent des poudres constituées de lave, de caoutchouc broyé et même de débris de cuir. Des barges peuvent alors « écrémer » plus facilement la surface de l'eau. Mais tout cela n'est vraiment efficace que sur de faibles surfaces, par mer calme, dans les baies abritées ou les ports.

Au large, il faut donc traiter les nappes avec des produits dispersants. Plusieurs exercices ont eu lieu cet été en Méditerranée et dans la Manche pour essayer d'en savoir davantage sur l'effet de ces substances, les conditions de leur épandage, etc. Que faire encore lorsque le pétrole s'est déposé dans la vase des anses, qu'il s'est échoué sur les plages et qu'il a été recouvert par du sable ? Le Cedre a fait labourer une plage proche de Portsall, puis répandre des produits qui, théoriquement, digèrent le mazout ou le liquéfient. La marée devait faire le reste. Echec quasi total : sur 2 tonnes de pétrole enfoui dans le sable, quelques kilos seulement sont repartis...

Un radar à Ouessant

Dans les abers — ces fjords bretons semés de parcs à huîtres, — c'est pire encore. Les hommes du Cedre ont calculé que 100 000 tonnes de brut venant de l'*Amoco Cadiz* étaient mélangées à des millions de mètres cubes de vase. Comment les en chasser ? Il faudrait remuer les fonds, laisser remonter le mazout, le traiter à la poudre et le ramasser avec de gigantesques épuisettes. Labeur énorme et probablement ruineux. Faut-il se résigner à fermer pour des décennies les exploitations ostréicoles ?

En vérité, plus on avance plus on se rend compte qu'une fois le pétrole échappé de ses cuves tout devient dérisoire. Les marins le savent à présent. A la préfecture maritime de Brest comme en temps de guerre un petit état-major veille jour et nuit. Dans les nouveaux couloirs de circulation, au large de Ouessant, les navires de garde se relaient. Il ne se passe pas de jour sans qu'ils dressent contravention. Récemment, un tanker britannique de 200 000 tonnes annonçait que ses machineries montraient des signes de faiblesse. On ne l'a laissé passé que flanqué de deux remorqueurs. Et l'*Abeille* de 20 000 CV basée à Brest se tenait prête à foncer. A Ouessant, on se hâte de dresser une tour radar pour mieux surveiller le large. *« Pour remplir ma mission antipollution,* dit l'amiral de Casanove, préfet maritime de Brest, *j'ai besoin de quatre ou cinq garde-côtes de 2 000 tonnes filant 22 nœuds. Quand me les donnera-t-on ? »*

Aux 10 millions qui sont nécessaires chaque année pour le fonctionnement du Cedre, il faudra donc ajouter encore bien des dépenses. Dix-huit mois après le naufrage de l'*Amoco-Cadiz*, la facture continue à s'allonger. Comme si la note du pétrole n'était pas déjà assez salée !

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Cedre, 16, quai de la Douane, 29200 Brest.

DU THALLIUM REJETÉ PAR PLUSIEURS CIMENTERIES OUEST-ALLEMANDES

Les matériaux utilisés dans les cimenteries françaises ainsi que les rejets atmosphériques de ces entreprises vont être analysés pour y déceler la présence éventuelle de thallium. C'est ce qu'ont décidé le mardi 4 septembre les membres du Syndicat national des fabricants de ciment, au cours d'une réunion à Paris.

Cette décision fait suite à la découverte en Allemagne fédérale de traces de thallium — poison violent utilisé dans la mort aux rats — sur les cultures entourant la cimenterie de Lengerich, en Rhénanie-Wesphalie. Le thallium, métal très courant dans l'écorce terrestre, se trouve à raison de 150 grammes par tonne dans les pyrites de fer, elles-mêmes utilisées à raison de 5 % dans la fabrication des ciments spéciaux pour travaux sous-marins.

Des traces de thallium ont été découvertes au début de la semaine dans des exploitations agricoles situées autour de sept des dix cimenteries du Bade-Wurtemberg. On attend les résultats des prélèvements effectués en Bavière.

Pour les cimenteries françaises, les prélèvements et analyses en cours seront connus au début de la semaine prochaine. Le syndicat des fabricants de ciment se dit « très surpris » de ce qui se passe en Allemagne, mais il fait observer que les pyrites de fer sont peu employées en France et qu'aucun accident n'a jamais été signalé aux alentours des cimenteries françaises.

SOCIAL

SELON LA DIRECTION DE LA SONACOTRA

La grève des loyers est suivie par 10 000 personnes au lieu de 17 000 il y a un an

M. Pierre Bon, directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), a fait le point, mardi 4 septembre, sur la grève des loyers qui affecte, parfois depuis plus de quatre ans, un grand nombre de foyers d'immigrés gérés par cette société d'économie mixte. Selon M. Bon, la situation s'est nettement améliorée depuis quelques mois. De plus de 17 000 à la rentrée l'an dernier — chiffre communiqué le 16 octobre 1978 par le président de la Sonacotra, M. Philippe Daublain, — le nombre des résidents qui refusent les paiements est passé à 12 878 au 30 juin dernier et à 11 078 au 31 juillet

Toujours au 31 juillet 1979, le nombre de foyers concernés (situés surtout en région parisienne et dans l'Est) s'établissait à 71 au lieu de 82 à la fin de juin 1979. Sur ce total de 71 établissements, 26 (au lieu de 35 le mois précédent) étaient en situation de blocage, c'est-à-dire que les paiements étaient inférieurs à 80 % des recettes normales.

Depuis le mois de mars, des protocoles d'accord pour la reprise des paiements ont été signés séparément par des « comités de résidents » dans treize foyers, dont trois contresignés par les représentants des municipalités (à Elancourt, Drancy et Montreuil), dans quatre cas en présence de représentants de la C.G.T. et dans un cas en présence de représentants de la C.F.D.T.

Dans chacun de ces accords, les résidents doivent s'engager individuellement à deux obligations : l'acquittement immédiat de la redevance de septembre et la reprise des paiements selon un calendrier qui prévoit le remboursement des arriérés. Les chiffres relatifs à l'évolution de la situation au mois d'août n'ont pas été collectés, mais, dans plusieurs foyers, une forte majorité ou la totalité des résidents auraient accepté les propositions de la Sonacotra de régulariser leur situation. *« On peut raisonnablement estimer*, a conclu M. Bon, *que le nombre des refus de paiements est actuellement inférieur à dix mille. »*

Un déficit de 101 millions de francs

Sur le fond du conflit, le directeur général de la Sonacotra a rappelé que le déficit de la société gestionnaire — qui est loin d'être imputable à la grève des loyers — s'élevait à 101 millions de francs pour la seule année 1978. Le montant des impayés pour cessation collective de paiement en 1978 s'élevait à 45,7 millions de francs (non inclus dans le déficit d'exploitation). L'évolution du déficit s'établit comme suit : 33 millions en 1975, 49 millions en 1976, 70 millions en 1977, pour atteindre les 101 millions dès 1978. Parallèlement, le montant des impayés est passé de 9 millions en 1975 à 15 millions en 1976, 20 millions en 1977 et 45,7 millions de francs en 1978.

Pour le reste, les dirigeants de la Sonacotra ne semblent pas devoir revenir sur leurs positions après les mesures policières et judiciaires prises ces derniers mois contre les résidents en cessation de paiement. Deux mille décisions d'expulsion sont *« susceptibles d'être exécutées d'ici au 1er décembre »*.

A propos du conflit de Garges-lès-Gonesse, où les immigrés jetés à la rue continuent de camper devant l'immeuble de la Sonacotra, M. Bon a estimé que *« la plate-forme revendicative ressassée parfois depuis quatre ans par le comité de coordination des foyers est à présent démodée »* et que, *« devant l'obstination manifestée par ce comité, la situation est sans issue, d'autant qu'il y a eu décision de justice et expulsion des contestataires »*. D'ailleurs, a ajouté M. Bon, le foyer de Garges-lès-Gonesse sera fermé plusieurs mois en raison de travaux d'aménagement

Reconnaissant qu'une certaine libéralisation de la vie des foyers a été arrachée par la grève, M. Bon a fait état des améliorations proposées dans les nouveaux accords, avec pour objectif *« la transformation des relations entre la Sonacotra et les résidents »*, l'amélioration des conditions de vie des locataires par *« le desserrement des foyers, la disparition des cloisons sonores et l'agrandissement des chambres de 4,50 m2 existant dans 20 % des établissements, l'augmentation des surfaces des locaux collectifs et divers aménagements sur le plan de l'hygiène et du confort »*. Dans le nouveau système de tarification, les locataires disposeront d'un formulaire distinguant la structure des diverses redevances, charges, prestations individuelles (comme le blanchissage) et loyer proprement dit. Enfin, la Sonacotra poursuit actuellement « *un effort de restructuration et de décentralisation* » qui se traduit notamment par des licenciements du personnel de la société frappant surtout l'agence de Marseille.

J. B.

LA SEMAINE D'ACTION C.G.T. CHEZ CHAUSSON

« Ils n'osent pas bouger »

Chez Chausson à Gennevilliers, la ville est dans l'usine. Des deux côtés de la rue, « c'est la même boîte ». Mardi 4 septembre, un peu avant midi, une bonne vingtaine de militants dévoués de la C.G.T. attendent la sortie des quatre mille cent salariés, le badge autocollant sur le cœur et le tract à la main.

Mais où sont passés les ouvriers ? Il semble que l'usine ait été désertée. A la vérité, la cantine n'acceptant que les rationnaires par petites vagues successives, les hommes sortent par groupes de cinq ou six, certains pressés, d'autres nonchalants, tous, ou presque, portant les stigmates dorés du soleil. On prend son tract sans interrompre sa marche ni la conversation.

Devant cette absence de foule, M. Gérard Négrier, secrétaire de l'union départementale C.G.T. des Hauts-de-Seine, peut difficilement faire entendre son mégaphone, ressorti pour l'occasion du placard où il avait passé l'été ; d'autant que le ballet des lourds semi-remorques oblige les militants qui occupent l'entrée à se plaquer contre le portail à chacun de leur passage.

Manifestement, le syndicat reprend très vite le collier, mais il a encore les jambes lourdes. Aussi, la prudence s'est imposée : on fait un « travail à la base », accompagné de prises de parole dans les ateliers, mais uniquement pendant les pauses « casse-croûte » ; seul un arrêt de travail d'un quart d'heure a eu lieu, dans l'atelier le plus fortement syndiqué.

Quant à la revendication, en reprenant les thèmes confédéraux, on a opté pour le solide et le classique : de meilleures conditions de vie et de travail, 200 francs de plus par mois tout de suite, allocation de 600 F par enfant pour la rentrée, remboursement de la carte orange par l'employeur et blocage des prix ; le tout devant être financé par une taxe de 1 % sur les grosses fortunes et de 0,5 % sur les bénéfices des grandes sociétés capitalistes.

Pourtant, nouveauté de la rentrée, les déclarations étaient traduites en arabe sur cassettes, accompagnées de musique maghrébine. Il faut dire que l'entreprise emploie environ trois mille immigrés. Mais il semble que tout ne soit pas encore parfaitement au point, car, au dire de certains syndicalistes marocains, *« au début, on ne pensait pas que c'était de l'arabe »*.

Ceux-ci, interrogés par le reporter d'un hebdomadaire proche du syndicat organisateur, se prêtent de bonne grâce à une maïeutique éprouvée :

« Tu dis bien qu'il faut un grand mouvement national ?

— Oui, il faut un large mouvement national... Tu comprends, on fume tous à la même pipe. »

De fait, comme chez la plupart des militants présents, c'est l'inquiétude qui domine : la vie au foyer Sonacotra tout proche, le racisme, les investissements (est-ce qu'on en fait assez pour préserver l'emploi, ou trop pour pouvoir nous renvoyer ?). Il n'est donc pas étonnant que, dans la masse des immigrés, il y ait *« un peu de recul et un peu de peur... Ils n'osent pas bouger »*.

Alors, on se retrouve entre soi, on manifeste son espoir dans l'ouverture faite par M. Edmond Maire à « Cartes sur table », et on attend ce que va dire M. Georges Séguy place de la République. Mais, pour l'instant, rien n'est prévu pour la suite de la semaine d'action, et on n'a pas eu le temps d'organiser une délégation massive pour assister au discours du secrétaire général.

On attend les consignes sur un fond d'inquiétude, mais dans la discipline. — P. L.

LES PROPOSITIONS DE CONCERTATION DE M. BARRE

M. Ceyrac : la préférence du patronat va à un aménagement annuel des horaires

Les partenaires sociaux continuent de s'interroger — voire de s'inquiéter — sur les propositions de concertation du premier ministre. M. Raymond Barre, qui devrait prochainement annoncer dans une nouvelle lettre les thèmes prioritaires à débattre (« le Monde » du 5 septembre), devrait ajouter aux bas salaires et à la réduction des horaires celui de l'expression des salariés dans les entreprises. En ce qui concerne la durée du travail, l'accent devrait être mis sur l'extension du travail en cinq équipes.

La proposition de concertation du premier ministre pourrait *« être un premier pas vers un échange et la recherche d'une entente meilleure »*, a déclaré M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., mardi 4 septembre à Antenne 2.

Prenant l'exemple de *« la solidité du consensus entre le patronat et le syndicat ouest-allemand D.G.B. »*, M. Ceyrac a souhaité que cette concertation *« s'engage en France sans invective ni imprécation »*. Il a réaffirmé la volonté du patronat d'aboutir à un accord sur l'aménagement annuel de la durée du travail afin de préserver la rentabilité des machines.

Au sujet de la situation des entreprises, M. Ceyrac a affirmé que *« si les bénéfices réalisés n'ont pas abouti à des créations d'emploi, c'est qu'il est encore trop tôt, que nous ne sommes pas encore à l'après-demain du déblocage économique »*.

Interrogé sur l'action de M. Barre, le président du C.N.P.F. a estimé *« comprendre très bien que certaines catégories de Français soient découragées »*. Cependant, pour lui, le *« procès brutal qui est fait au premier ministre relève plus de la démagogie facile et de la critique politicienne » (...). Il faut voir les choses avec beaucoup plus de sang-froid, il y a des échecs, comme l'absence de réforme de la Sécurité sociale, de relance de l'investissement et de l'emploi, mais il y a aussi des éléments très positifs, notamment la bonne santé de la monnaie et du commerce extérieur. »*

Pour M. Ceyrac, les entreprises qui ont amélioré leurs résultats financiers l'an dernier ne savent pas encore quels investissements elles doivent entreprendre, compte tenu du *« brouillard qui règne sur l'économie mondiale »*. Deux cent quarante-huit milliards de francs — soit la moitié du budget de l'Etat — ont déjà été investis en 1978 par les entreprises et, en 1979, a précisé le président du C.N.P.F., *« on espère faire 2 % de mieux globalement »*.

● *« La concertation doit s'engager très rapidement »*, déclare dans un communiqué la C.F.T.C., après la réunion de son bureau. *« Les salariés veulent une politique économique et sociale plus vigoureuse et un effort mieux réparti. »* Elle se déclare prête à engager la discussion avec les autres centrales et va répondre favorablement à l'invitation du parti socialiste.

● *L'UNAF accepte la concertation avec le premier ministre.* — Dans sa réponse à M. Raymond Barre, l'UNAF affirme qu' *« on ne peut plus différer le réexamen conjoint de la fiscalité et des systèmes de protection et d'aides sociales »*.

● *Un débat parlementaire sur la politique familiale.* — Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, a déclaré qu'elle était favorable à la demande de l'UNAF d'organiser un débat parlementaire de politique familiale avant la discussion de la loi sur l'avortement.

F.O. en progression de 5 % par an

« S'il n'y a plus de grain à moudre, la politique contractuelle mourra avec tout ce que cela comporte de grave », a déclaré au *Matin* (5 septembre) M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., en s'inquiétant des nouvelles recommandations que se propose de présenter M. Raymond Barre.

Le dirigeant de F.O., après avoir indiqué que les revendications prioritaires sont les prix, les salaires, puis la réduction des horaires, a affirmé que s'il n'y a pas de négociation il faudra bien *« envisager le recours à la grève »*. *« Nous n'avons jamais eu d'opposition formelle à l'unité d'action avec n'importe quel syndicat en ce qui concerne les branches professionnelles. Mais il est bien évident que nous ne sommes absolument pas favorables à l'unité d'action au niveau confédéral. »*

M. André Bergeron a, d'autre part, précisé, à propos de *« la constante progression »* des effectifs de sa centrale, que *« le nombre de cotisations payées est en progression de 5 % par an depuis six ans. »*

ÉTRANGER

DIMINUTION DU CHOMAGE EN R.F.A.

Nuremberg *(A.F.P.)*. — Le chômage en Allemagne fédérale a touché en août 798 900 personnes, en baisse de 4 800 (0,6 %) par rapport à juillet. En un an, par rapport à août 1978, la diminution est de 125 100 (13,5 %). Le pourcentage des sans-emploi dans la population active est de 3,5 %, inchangé par rapport à juillet. Il était de 4 % en août 1978.

Les offres d'emploi non pourvues se sont élevées en août à 178 800, soit 8 900 postes de plus (plus 5,4 %) qu'en juillet. Toutefois, elles ont régressé de 400 unités (moins 0,2 %) par rapport à août 1978.

Le chômage est plus important chez les femmes (5,1 % de la population active) que chez les hommes (2,4 %). Il a régressé en août par rapport à juillet plus fortement chez les hommes (346 900 chômeurs, soit moins 3 400 ou moins 1 %) que chez les femmes (452 000 femmes sans emploi, soit moins 1 400 ou moins 0,3 %).

LA GRÈVE DES DOCKERS PARALYSE LE PORT DE ROTTERDAM

Les installations pétrolières de Rotterdam, aux Pays-Bas, ont à leur tour été touchées, le mardi 4 septembre, par la grève déclenchée depuis plus d'une semaine par les dockers. En solidarité avec les autres grévistes, les soixante-dix employés des services de remorquage ont cessé le travail pour vingt-quatre heures dans les bassins spécialisés dans le déchargement des produits pétroliers, minéraliers et autres produits en vrac. Dans les autres installations du port, où sont manipulés annuellement 30 millions de tonnes de marchandises, les ouvriers à quai et le personnel de remorquage sont toujours en grève depuis le 23 août.

Les grévistes — environ huit mille — réclament des augmentations de salaires et une réduction du temps du travail. Ils n'ont pas obtenu, jusqu'à présent, l'appui des organisations syndicales. Mardi, trois mille d'entre eux ont manifesté devant les bureaux du syndicat des transports. Après avoir vainement tenté de persuader les grévistes de reprendre le travail, les responsables de cette organisation ont entrepris de négocier avec les employeurs une révision de la convention collective, avec toutefois des exigences plus modestes que celles des grévistes. — *(A.F.P.)*

SOCIAL

LE CONFLIT DES ARSENAUX

Les syndicats contestent le démenti du ministère sur les primes versées à des non-grévistes

En dépit du démenti publié par le ministère de la défense, les syndicats C.F.D.T. des personnels de la défense nationale et C.G.T. des travailleurs de l'Etat, réaffirment que des *« primes et des allocations diverses »* ont bien été versées à certains personnels des arsenaux et notamment à des non-grévistes (*le Monde* du 1er et du 5 septembre).

Dans un communiqué rendu public mardi 4 septembre, la C.G.T. annonce qu'elle tient à la disposition de la presse des feuilles de paie qui ne laissent aucun doute sur cette affaire. De son côté, la C.F.D.T. réclame que des précisions soient données sur la nature des primes accordées ainsi que sur les critères de choix des bénéficiaires. *« Des travailleurs de Cherbourg,* affirme la C.F.D.T., *se sont vu attribuer au mois d'août des sommes, qui selon les salaires, vont de 1 000 à 2 000 F. »* La direction locale, ajoute-t-elle, *« n'a pas démenti qu'une prime identique serait versée fin septembre et que les bénéficiaires seraient au nombre de sept cents ».*

D'autre part, à l'établissement d'Indret (Loire-Atlantique), toujours selon la C.F.D.T., un responsable administratif du bureau des salaires aurait indiqué que soixante-dix-neuf personnes auraient perçu une compensation salariale correspondant selon les cas à six ou huit jours de grève, ces personnes ayant déclaré n'avoir pu travailler du fait des piquets de grève. Mais, dit la C.F.D.T., le chiffre total avoisinerait les trois cents personnes car des sommes moins importantes auraient aussi été versées. Le syndicat demande l'extension de cette prime à tous les travailleurs qui ont été contraints à la grève durant neuf semaines et précise que si tel n'était pas le cas, ces primes constitueraient des primes anti-grève et qu'elle se verrait contrainte de donner à cette affaire des suites juridiques.

● *L'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce* (UNEDIC) a décidé de faire appel de la décision du tribunal de commerce de Briey (Meurthe-et-Moselle) qui, le 18 août, a condamné l'ASSEDIC de Nancy à verser 970 297 F d'indemnités à quarante-cinq salariés licenciés en juin dernier à la suite de la mise en liquidation de biens de l'entreprise de chaudronnerie Les Ateliers de Longwy (*le Monde* du 21 août).

TRANSPORTS

● *Ligue Corse-continent : réductions des tarifs maritimes.* — La Société nationale maritime Corse Méditerranée (S.N.C.M.), qui assure la totalité des liaisons entre le continent et la Corse, vient d'annoncer l'application de tarifs réduits pendant la période d'octobre à mai. Si les automobiles bénéficient déjà, pendant cette période d'environ deux cents jours, d'une réduction de 50 %, les passagers pourront désormais voir le prix de leurs billets réduits de 25 %, et un demi-tarif sera proposé aux personnes âgées : soixante ans pour les femmes et soixante-cinq pour les hommes.

● *Grande-Bretagne : hausse des tarifs aériens limitée à 6 %.* — Le gouvernement britannique a autorisé un relèvement immédiat de 6 % seulement des tarifs aériens au départ de Grande-Bretagne vers l'Europe, au lieu des 10 % recommandés par l'Association du transport aérien international (IATA). Les autorités d'outre-Manche ont, en effet, estimé *« injustifiée »* une augmentation de 10 %, six mois à peine après une majoration de 5 % à 7 %. British Airways a protesté contre cette décision qui, selon elle, va à l'encontre de la politique de libéralisation des prix adoptée par le gouvernement Thatcher. — *(A.F.P.)*

CONJONCTURE

● *L'indice trimestriel de la production industrielle* calculé par l'INSEE s'est inscrit (hors bâtiment et travaux publics) à 130 au premier trimestre 1979 (sur la base 100 en 1970 et après correctio nde svariations saisonnières) contre 132 au quatrième trimestre 1978 ce qui traduit une baisse de 1,5 %. Par rapport au premier trimestre 1978, la production industrielle est en hausse de 3,2 % (+ 3,4 % pour les biens intermédiaires, + 3,8 % pour les biens de consommation, — 1,5 % pour les biens d'équipement). Au premier trimestre 1979 (par rapport au quatrième trimestre 1978) la production de biens intermédiaires n'a pas variée, celle de biens de consommation a baissé (— 0,7 %) de même que la production de biens d'équipement (— 7,6 %). Mais l'indice énergie a progressé de 8,9 %.

AFFAIRES

Campenon-Bernard va reprendre l'essentiel des activités de la société Ducassou

La société Campenon-Bernard va reprendre l'essentiel des activités de l'entreprise bretonne de constructions Henri Ducassou, de Lorient, qui avait connu de graves difficultés en 1978.

Créée en septembre 1945, la société Ducassou et ses filiales ont employé en France et à l'étranger jusqu'à deux mille sept cents personnes pour un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de francs, dont le quart à l'exportation (Afrique, Proche-Orient).

Trois chantiers ayant entraîné en 1978 un déficit d'exploitation de 8 millions de francs, qui se rajoutait à d'autres difficultés, la société bénéficiait, en octobre de la même année, de la procédure de suspension provisoire des poursuites. En février 1979, le tribunal de Rennes approuvait le plan de redressement qui lui était proposé (augmentation de 5 millions de francs du capital social, réalisation d'immeubles en exploitation pour 9 millions de francs), dans la mesure où le carnet de commandes de la société lui assurait douze mois de travaux. La perte de plusieurs marchés iraniens amenait de nouvelles difficultés à mille cent personnes et la recherche d'un partenaire.

L'accord avec Campenon-Bernard (filiale de Paribas, de la Compagnie générale des eaux et du Crédit du Nord, 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires) prévoit la création d'une nouvelle société (Société armoricaine de construction Ducassou) qui reprendra en location-gérance la majeure partie de l'ancienne société Ducassou.

La hausse des titres du holding Fiat intrigue la Bourse italienne

De notre correspondant

Rome. — Les observateurs financiers s'interrogent depuis un certain temps sur la hausse spectaculaire des actions de l'IFI (Institut financier industriel), la société financière qui détient 28 % du capital de la Fiat. En un peu plus d'un mois, le titre a augmenté de près de 50 % à la Bourse de Milan, passant de 2 350 à 3 400 lires (valeur au 4 septembre). Mouvement spéculatif, prémices de nouvelles initiatives du groupe Agnelli ? Les interrogations ne manquent pas. Au siège de l'IFI à Milan, on se borne à déclarer que cette hausse doit être resituée dans le mouvement général de la Bourse, que d'autres valeurs ont enregistré des hausses plus importantes et que, de toute façon, les actions de l'IFI étaient nettement sous-évaluées jusqu'à présent.

Il faut ajouter que la société a clôturé son bilan du 30 juin dernier avec des résultats nettement supérieurs à ceux de l'exercice précédent. Les principaux possesseurs d'actions savaient également que les dividendes de cette année seraient supérieurs à ceux de 1977-1978. Mais tout cela ne semble pas justifier la course aux actions qui s'est engagée. D'autant plus que certains investissements de la société sont restés improductifs au cours de l'année précédente.

Que l'IFI soit en train de prendre de nouvelles initiatives n'est un secret pour personne. L'IFI a acquis 10 % de l'Italmobiliare, une société financière très active dans le domaine bancaire et dans celui des assurances. On affirme également que l'administrateur délégué de l'IFI négocie actuellement aux Etats-Unis l'acquisition d'un important complexe cimentier d'une valeur de 80 milliards de lires. On sait enfin que le secteur immobilier atteint aujourd'hui 35 % des investissements de l'IFI international. Autant de signes qui font penser que le groupe s'oriente vers une diversification de son portefeuille — dont le secteur automobile représente encore aujourd'hui les deux tiers du revenu.

Enfin, autre élément qui peut justifier l'engouement actuel pour l'action IFI : l'important contrat que Fiat négocie avec la Chine dans le domaine agricole. Certes, la concurrence est serrée, les négociations sont toujours en cours, mais, à la Fiat, on considère qu'il s'agit d'une affaire d'envergure, sans vouloir pourtant citer de chiffres. Elle porte sur la fabrication de tracteurs, la construction éventuelle d'usines clés en main, et même la création d'un complexe agricole intégré, comprenant également des travaux d'irrigation. — *(Intérim.)*

Les procédures d'attribution des aides de l'État à l'industrie vont être réformées

Le président de la République a présidé, mardi 4 septembre, un conseil central de planification consacré aux grandes orientations de la politique industrielle. A l'issue de ce conseil, un communiqué a été publié dans lequel il est notamment indiqué : *« Le conseil a arrêté un ensemble d'orientations destinées à permettre de réaliser de nouveaux et importants progrès au cours des prochaines années en simplifiant et décentralisant en province les procédures de décision et en portant l'effort dans les secteurs utiles pour notre stratégie industrielle. »*

« Le président de la République a souligné la nécessité d'inscrire cette action dans une perspective industrielle et technologique à long terme de telle sorte que l'industrie française puisse affronter victorieusement les nouvelles données de la compétition internationale. » Les communiqués publiés à l'issue des conseils centraux de planification sont généralement peu explicites. Celui-ci n'échappe pas à la règle. De ce court texte, on peut cependant déduire que les procédures d'aides de l'Etat à l'industrie vont être profondément réformées.

● *Elles vont, dans un premier temps, être simplifiées.* Les interventions de l'Etat sont, dans ce domaine, nombreuses et obéissent à des objectifs qui ne sont pas toujours convergents. Aides à la décentralisation, à l'innovation, à l'aménagement du territoire, Fonds de soutien et d'adaptation industrielle — cette liste n'est pas exhaustive — constituent autant de cordes à l'arc de la puissance publique. Depuis longtemps, un sourd affrontement oppose le Trésor, qui tient les cordons de la bourse, et le ministre de l'industrie, qui voudrait que les moyens de l'État convergent et viennent à l'appui de la politique de redéploiement industriel. Tout laisse supposer que la rue de Grenelle l'a emporté sur la rue de Rivoli, et que le ministère de l'industrie se verra confier les responsabilités de l'attribution des aides publiques.

● *Les aides seront décentralisées.* Il s'agira de permettre à des entreprises de province d'utiliser ces procédures sans être contraintes de passer par Paris. Cela suppose qu'un fonctionnaire dispose de pouvoirs suffisamment importants pour régler les dossiers qui lui seront présentés.

● *Ces aides seront sélectives.* L'effort devra *« porter dans des secteurs utiles pour notre stratégie industrielle »*, indique le communiqué. La formule est vague, mais on peut penser qu'elle fait allusion aux domaines d'activité dits *« d'avenir »*. On en reviendrait donc dans une certaine mesure à une politique sectorielle, qui, pour l'essentiel, se traduirait par la multiplication de contrats passés avec les entreprises acceptant de prendre des risques.

Les décisions définitives devraient être connues dans le courant du mois de septembre. Auparavant, M. André Giraud, ministre de l'industrie, se sera entretenu avec les représentants des confédérations syndicales et ceux du patronat (C.N.P.F., C.G.P.M.E.). C'est à l'issue de ces entretiens que seront présentées à un conseil des ministres ces nouvelles dispositions qui pourraient également comprendre des mesures propres à renforcer la compétitivité des entreprises.

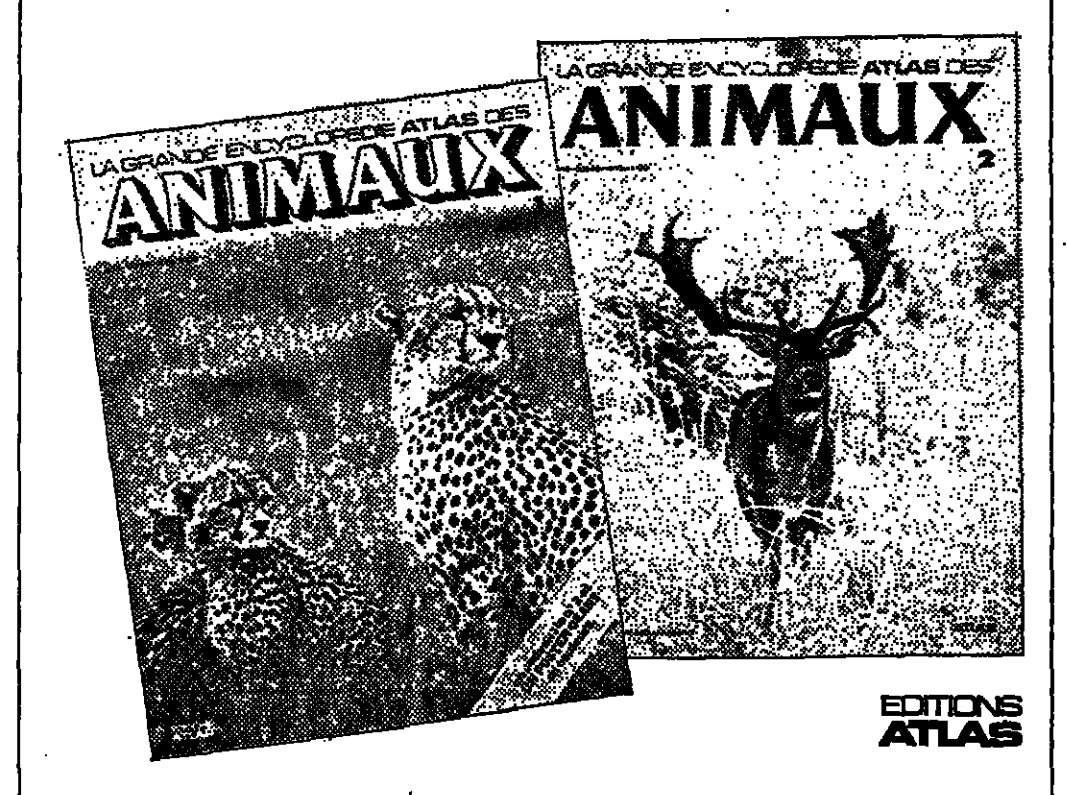
CORRESPONDANCE

Les prix de la réparation automobile

Nous avons reçu d'un lecteur la lettre suivante :

Habitué d'un garage concessionnaire d'une grande marque allemande, à Levallois (92), j'ai eu la curiosité de comparer mes factures de ces deux dernières années, et plus spécialement le prix hors taxe de l'heure de main-d'œuvre tel qu'il m'est facturé :
9 novembre 1977 : 38,12 F l'heure ;
11 septembre 1978 : 46,90 F ;
28 août 1979 : 54,80 F.
Soit une hausse de 43 % en moins de deux ans de la réparation automobile !

● PRECISION. — Dans notre article sur les dépenses sociales aux Pays-Bas publié dans *le Monde* du 5 septembre, il fallait lire *« le pouvoir d'achat... ne sera pas réduit grâce à des primes sociales plus élevées »*, mais *« du fait des cotisations sociales plus élevées qui seront en fait prises en charge par l'Etat »*.



CIRCULATION

RÉFORME DE LA CONDUITE DES MOTOCYCLES

Trois catégories, trois permis

La réforme du permis de conduire des motocycles, qui devrait entrer en vigueur au plus tard le 1er mars 1980 (*le Monde* du 5 septembre), a pour but essentiel, a indiqué, le 4 septembre, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, « *d'élever le niveau de formation des jeunes motards et de veiller à ce qu'ils n'aient accès qu'à la conduite d'engins correspondant à leurs aptitudes* ».

On sait que, aux termes de cette réforme, les personnes âgées de plus de seize ans et de moins de dix-huit n'auront plus accès qu'à une seule et unique catégorie de machines, dites « motos légères », dont la cylindrée n'excèdera pas 80 cm3 et dont la vitesse maximum sera limitée à 75 kilomètres à l'heure. Pour avoir le droit de piloter ces engins, il leur faudra passer des épreuves théoriques et pratiques et obtenir un permis.

Pour s'installer au guidon d'une moto dont la cylindrée s'étagera entre 81 et 400 cm3, il faudra avoir dix-huit ans et passer avec succès les épreuves théoriques et pratiques d'un permis de piloter ces machines baptisées « moyennes ». Enfin, pour les machines dépassant 400 cm3 de cylindrée, dites « motos lourdes », il faudra, à partir de dix-huit ans, obtenir un « super-permis », dont il est évident que les modalités d'attribution seront sévères.

De telles décisions n'iront pas sans susciter, on s'en doute, de très nombreuses réactions de la part des jeunes aspirants motards, des constructeurs et importateurs de motos. Déjà, l'association Pratique Sécurité Moto (P.S.M.) estime, dans un communiqué, qu'en instaurant une catégorie unique de 81 cm3 à 400 cm3 « *les responsables de la sécurité routière prennent le risque considérable de voir s'aggraver le nombre et la nature des accidents des deux-roues à moteur tout en prétendant viser à les réduire* ». Il est vrai que la mise en place d'un permis accessible dès seize ans et intéressant une catégorie de motos allant de 81 cm3 à 125 cm3 aurait pu constituer, comme le note P.S.M., « *une étape d'apprentissage et d'éducation* » avant le passage aux cylindrées supérieures, moyennes ou grosses.

Chez les fabricants, on craint déjà que le marché de la 125 cm3, le plus important, ne subisse un violent coup d'arrêt, un très grand nombre d'utilisateurs de ces machines — qu'elles soient des « routières » ou de « tout-terrain » — étant précisément des jeunes motards, titulaires, souvent dès leurs seize ans, de la « licence » jusqu'ici en vigueur.

Un sujet qui alimentera bien des conversations les 15 et 16 septembre autour du circuit du Castellet où va se courir le 43e Bol d'Or, puis, fin octobre, au Salon du cycle et du motocycle, à la Porte de Versailles.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

● *Les policiers C.G.T. contre le recouvrement immédiat des amendes.* — La Fédération des syndicats de la police nationale C.G.T. s'est déclarée hostile au projet du garde des sceaux visant au recouvrement immédiat des amendes. « *Ce projet est dangereux*, a estimé M. Pascal Martin, secrétaire de la Fédération. *Le gouvernement veut faire rentrer de l'argent plus vite en transformant les policiers en percepteurs. Cela va creuser encore le fossé entre l'agent verbalisateur et le contrevenant. En outre, la police n'a pas à se substituer à la justice.* »

ÉNERGIE

Les deux Allemagnes auraient conclu un important accord de coopération

La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique d'Allemagne ont conclu un vaste accord de coopération dans le domaine énergétique, rapporte le *Financial Times* dans son édition du 5 septembre. Selon les termes de cet accord, d'une durée de six ans, et d'un montant de 6 milliards de detuschemarks, l'Allemagne de l'Ouest livrera du pétrole brut et du charbon à la R.D.A. Celle-ci, de son côté, approvisionnera Berlin-Ouest en pétrole et en divers produits raffinés.

Actuellement, l'Allemagne de l'Est dépend pour une très large part de l'U.R.S.S. pour ses approvisionnements en pétrole. Or, Moscou a averti les pays du COMECOM qu'ils ne devaient pas s'attendre à une augmentation des livraisons de pétrole soviétique après 1980. La R.D.A. avait donc le choix entre l'achat des quantités supplémentaires nécessaires sur le marché libre. Mais à quel prix ? Ou la signature de contrats avec les pays de l'OPEP. Mais il faut alors payer le pétrole en dollars ! L'accord avec l'Allemagne fédérale n'impliquerait pas de paiements comptants et en devises pour le gouvernement de Pankow.

La R.D.A. pourra également s'approvisionner en lignite et en charbon auprès de la R.F.A. Au cours de l'hiver dernier, elle avait déjà acheté du charbon à l'Allemagne fédérale, ses mines de lignite à ciel ouvert étant gelées.

Cet accord a été conclu malgré le refroidissement des relations politiques entre Bonn et Pankow. D'autres contrats entre les deux pays sont en cours de négociation. Ainsi, l'Allemagne de l'Ouest pourrait participer, au cours du prochain plan quinquennal, à la reconstruction des industries chimiques et sidérurgiques de la R.D.A.

Après 1980

L'U.R.S.S. N'AUGMENTERAIT PLUS SES LIVRAISONS DE PÉTROLE AUX PAYS DE L'EST

Les pays socialistes membres du Comecon ne doivent pas s'attendre à une augmentation des livraisons de pétrole soviétique après 1980 et devront s'approvisionner auprès de producteurs non socialistes, a indiqué en fin de semaine M. Lubomir Strougal, premier ministre de Tchécoslovaquie.

Au cours de la période 1976-1980, l'U.R.S.S. a livré 364 millions de tonnes de pétrole brut aux pays du Comecon, qui dépendent à plus de 90 % de leur grand voisin. Ainsi U.R.S.S. fournit 97 % des 18,7 millions de tonnes de pétroles consommées annuellement par la Tchécoslovaquie.

● *En juillet, les importations françaises de pétrole brut* ont atteint 9,9 millions de tonnes, en augmentation de 9 % par rapport à juillet 1978. Pour les sept premiers mois de l'année, les importations se montent à 73,9 millions de tonnes (+ 11,4 % par rapport aux sept premiers mois de 1978).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Technip ouvre un bureau permanent à Moscou.* — La société Technip, l'une des premières firmes françaises d'ingénierie, annonce l'ouverture d'un bureau permanent de représentation à Moscou.

Technip réalise actuellement en Union soviétique deux complexes de produits chimiques (pour 2,5 milliards de francs), une usine de préfabrication de plâtre (75 millions de francs) et l'équipement de deux mille quatre cents puits de pétrole en Sibérie occidentale (850 millions de francs).

Le 22 août, Technip Géoproduction, filiale à 60 % de Technip, annonçait la signature d'un contrat portant sur l'étude et la réalisation de trois plates-formes offshore à Abou-Dhabi.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF	23/8	16/8
1) OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER	160 708	160 528
Fonds de stabilisation des changes	7 928	7 860
2) CREANCES SUR LE TRESOR	19 728	17 448
Monnaies divisionnaires	169	206
Comptes courants post.	240	208
Concours au Trésor public	17 845	14 752
3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT	92 388	87 423
Effets escomptés	46 581	46 498
Effets achetés sur le marché mon. et obl.	36 991	38 981
Avances sur titres	61	64
Eff. en cours de recouv.	8 814	9 959
4) DIVERS	5 737	3 859
	309 209	299 934
PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION	138 846	136 508
2) COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS	6 531	6 393
Comptes des banques institutions et personnes étrangères	1 435	1 298
Compte spéc. du Fonds de stabilis. des changes. Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	3 788	3 786
3) COMPTE COURANT DU TRESOR PUBLIC	315	689
4) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANC.	36 399	22 344
Comptes cour. des étab. astreints à la constitution de réserves	34 110	20 191
Autres comptes dispos. et autres engag. à vue	2 289	2 153
5) RESERVE DE REEVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	96 289	96 289
6) CAPITAL ET FONDS DE RESERVE	1 634	1 634
7) DIVERS	5 785	8 141
	309 209	299 934

Agriculture

● *La cinquième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation* s'est ouverte le 4 septembre à Ottawa, en présence de quatre cents représentants venus de trente-six pays. Au cours de la première journée des débats, les ministres des pays développés et des pays pauvres se sont opposés sur la nature de l'aide à apporter aux pays qui souffrent de la faim. Ainsi, répondant au secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, qui avait insisté sur la nécessité pour les pays les plus pauvres de développer leur production alimentaire, le représentant du Venezuela, au nom du groupe des « 77 » a affirmé que les résultats obtenus par l'aide alimentaire ne correspondaient pas aux dimensions du problème.

Environnement

● *Franche-Comté : surveiller la qualité des toits.* — M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, s'est rendu, le mardi 4 septembre à Besançon (Doubs), pour s'informer du déroulement de l'opération-pilote d'amélioration de la qualité des toits menée actuellement en Franche-Comté. « *Le triple objectif de cette opération, qui doit porter ses fruits dès 1980*, a souligné M. d'Ornano, *est de préserver le paysage, de simplifier les contraintes pour les candidats constructeurs et les professionnels, et d'assurer la rentabilité économique de la fabrication.* » « *Après avoir construit pas mal d'horreurs, défiguré de nombreux paysages, l'Etat entend désormais donner l'exemple, en favorisant pour les constructions publiques des opérations de qualité* », a conclu le ministre.

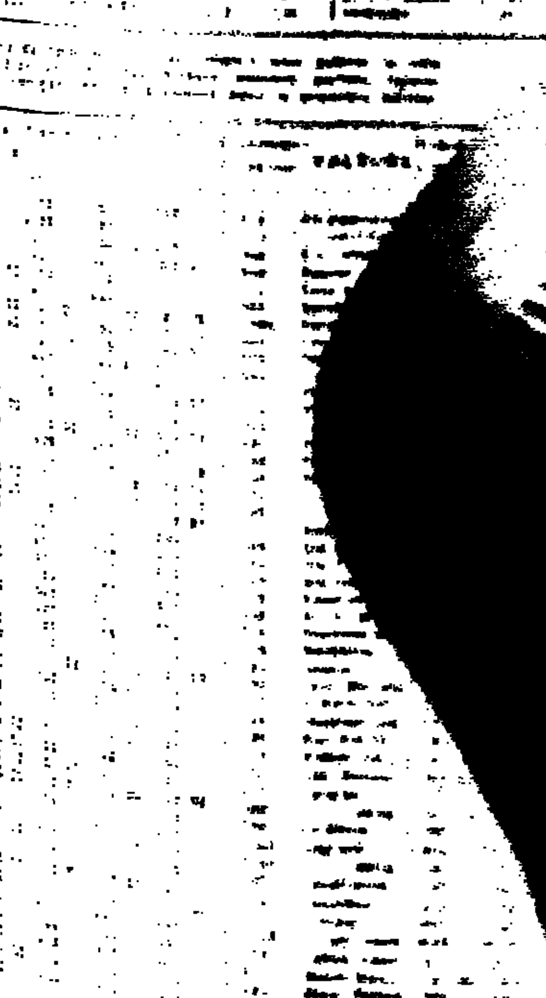
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép —	
$ E.-U.	4,2530	4,2560	— 40	— 10	— 80	— 40	— 285	— 140
$ can.	3,6455	3,6495	— 30	0	— 65	— 15	— 170	— 100
Yen (100)	1,9180	1,9215	+ 60	+ 90	+ 115	+ 150	+ 365	+ 425
DM	2,3300	2,3335	+ 55	+ 80	+ 125	+ 160	+ 420	+ 470
Florin	2,1250	2,1275	+ 20	+ 40	+ 55	+ 80	+ 210	+ 255
F.B. (100)	14,5400	14,5580	— 165	— 40	— 240	— 50	— 290	+ 55
F.S. (100)	2,5670	2,5705	+ 210	+ 235	+ 390	+ 425	+1060	+1120
L. (1 000)	5,2070	5,2125	— 100	— 45	— 245	— 165	— 915	— 765
£	9,5055	9,5165	— 330	— 250	— 565	— 445	—1290	—1120

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	7 1/8	7 1/2	7 1/4	7 5/8	7 5/16	7 11/16	7 9/16	7 15/16
$ E.-U.	30 3/8	30 3/4	11 1/4	11 5/8	11 7/8	12 1/4	12 3/8	12 3/4
Florin	8 7/8	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8
F.B. (100)	10 3/4	11 1/4	11	11 7/8	11 3/4	12 1/8	12	12 5/8
F.S.	11/16	1 1/16	1 11/16	2 1/16	1 3/4	2 1/8	2 9/16	2 15/16
L. (1 000)	10	12	12 3/4	13 1/2	13 1/2	14	14 5/8	15 3/8
£	13 7/8	14 3/8	14 3/8	15	14 3/8	15	14 3/8	15
Fr. franç.	10 7/8	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12	12 1/4	12 11/16	13 3/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 SEPTEMBRE

L'or monte toujours

Les actions, aussi...

Conformément à la tendance internationale le métal jaune traité à Paris a inscrit de nouveaux records historiques, mardi au palais Brongniart. Le lingot a réalisé un bond de 590 francs à 46 990 francs, tandis que le napoléon, qui avait pris un peu de retard lundi, a rattrapé le temps perdu, s'envolant jusqu'à 440,30 F contre 425,80 francs.

Cette nouvelle amélioration des prix de l'or n'a provoqué aucun mouvement notable sur les marches des changes, où le franc est resté assez bien tenu, tandis que le dollar se stabilisait autour de 4,25/4,26 francs.

Il en a été de même pour les actions françaises, qui, bien que peu traitées, ont cependant poursuivi, et même légèrement accéléré, leur mouvement de hausse. A l'issue de la séance, l'indicateur instantané affichait un progrès d'environ 0,7 %.

Les pétroles, maltraités lundi, ont repris la tête de ce mouvement, suivis par la métallurgie, l'alimentation et les magasins.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Chiers (+ 10,7 %), Nord-Est (+ 5,7 %), Marine Wendel, Aquitaine (+ 5 %), Esso, Sacilor, Presse de la Cité (+ 3,5 %). A noter également la hausse de B.S.N.-Gervais Danone (+ 2,7 %).

Le lancement, ce 4 septembre, de l'emprunt d'État de 6 milliards de francs n'a guère ému la corbeille. De même, entre les propos rassurants de M. Barre au Matin *(« Pas de détérioration du climat social »), et ceux de M. Edmond Maire à la télévision (« Pour de longues grèves »), les professionnels paraissent avoir fait leur choix.*

LONDRES

Les industrielles reculent légèrement mercredi matin au Stock Exchange. Même les mines d'or et les fonds d'État s'effritent.

Or (ouverture) (dollars) 333 90 contre 326

VALEURS	CLOTURE 4.9	COURS 5.9
Beecham	139 ...	139 ...
British Petroleum (1)	11 60	11 35/64
Courtaulds	87 ...	87
De Beers	8 06	88
Imperial Chemical	368 ...	366 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	315 ...	314 ...
Shell	330 ...	328 ...
Vickers	168 ...	161 ...
War Loan 3 1/2 %	33 1/2	33 1/2
*West Driefontein	52 ..	52 3/4
*Western Holdings	39 1/2	39 3/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE. — A l'issue du premier semestre de l'exercice en cours, le groupe a réalisé un bénéfice net consolidé de 50,72 millions de francs contre 32,75 millions au 30 juin 1978.

ROUSSEL-UCLAF. — Bénéfice net consolidé pour le premier semestre 1979 : 62,6 millions de francs (+ 5 %). Le résultat net consolidé de l'exercice total serait du même ordre que celui de 1978 (103 millions de francs).

RHONE-POULENC. — Résultat net du groupe pour les six premiers mois de 1979 : environ 300 millions de francs contre 150 millions au 30 juin 1978.

UNION CORPORATION Ltd. — Le semestre clos le 30 juin 1979 s'est soldé par un bénéfice net de 38,85 millions de rands contre 24,43 millions un an plus tôt. Par action, les chiffres correspondants ressortent à 63 cents contre 40 cents. On estime, à la direction de la compagnie, que les résultats du second semestre de l'exercice serait du même ordre que ceux du premier. Le dividende intérimaire a été fixé à 19 cents par action, contre 15 cents en juin 1978.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 1/2 %

NEW-YORK

Forte baisse générale

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a subi un très sévère repli mardi à Wall Street. Dans un marché plus actif que la veille (33,74 millions d'actions ont été échangées contre 26,37 millions mardi), l'indice a enregistré une baisse de 15,02 points (872,61), la perte la plus importante observée en une séance depuis décembre 1978.

Sur 1 870 valeurs cotées au Big Board, 1 281 ont reculé, 277 ont progressé et 312 sont restées inchangées.

La hausse internationale de l'or et la perspective d'un nouveau renchérissement des taux d'intérêts sont directement à l'origine de ce brutal accès de faiblesse.

Dans ce contexte, même l'annonce d'une nouvelle progression des dépenses de construction en juillet (+ 3,4 % après + 0,6 % en juin) est passée quasiment inaperçue...

VALEURS	COURS 31/8	COURS 4/9
Alcoa	56 7/8	54 5/8
A.T.T.	56 1/2	56 1/4
Boeing	48 ..	46 5/8
Chase Manhattan Bank	42 1/8	41 1/2
Du Pont de Nemours	43 1/4	41 3/4
Eastman Kodak	57 3/4	56 1/8
Exxon	56 1/8	54 3/4
Ford	43 1/8	43 1/4
General Electric	53 1/4	52 7/8
General Foods	34 3/4	34 1/8
General Motors	60 ...	58 7/8
Goodyear	15 5/8	15 3/8
I.B.M.	70 ...	68 1/8
I.T.T.	30 1/8	29 5/8
Kennecott	27 1/8	26 3/4
Mobil Oil	43 7/8	42 ..
Pfizer	35 1/2	34 3/8
Schlumberger	86 3/8	83 3/8
Texaco	29 1/4	28 1/2
U.A.L. Inc.	27 5/8	26 1/4
Union Carbide	43 1/2	43 1/4
U.S. Steel	23 ...	22 3/4
Westinghouse	22 ..	21 3/8
Xerox	66 1/2	65 ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 9	5 9
1 dollar (en yens)	221 40	221 17

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	3 sept.	4 sept.
Valeurs françaises	116,9	117,7
Valeurs étrangères	130,5	131

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	101,6	102,4

BOURSE DE PARIS - 4 SEPTEMBRE - COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES / COURS des BILLETS AUX GUICHETS

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4 9	Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 256	4 254	4 100	4 370
Allemagne (100 DM)	233 210	233 180	225 ...	239
Belgique (100 F)	14 552	14 549	13 600	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	212 680	212 600	205	216
Danemark (100 krd)	80 880	80 830	78 ...	83
Norvège (100 k)	84 590	84 530	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 583	9 530	9 300	9 800
Italie (1 000 lires)	5 213	5 208	5	5 400
Suisse (100 fr.)	256 950	256 800	256	263
Suède (100 krs)	100 990	100 925	97	102 500
Autriche (100 sch.)	31 885	31 895	30 950	32 450
Espagne (100 pes.)	6 443	6 443	6 200	6 600
Portugal (100 esc.)	8 650	8 645	7 600	9
Canada ($ can. 1)	3 650	3 640	3 520	3 760
Japon (100 yens)	1 922	1 920	1 860	1 958

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4 9
Or fin (kilo en barre)	46000	46750
Or fin (en lingot)	46400	46990
Pièce française (20 fr.)	425 80	440 30
Pièce française (10 fr.)	302 ..	305 20
Pièce suisse (20 fr.)	400 10	410 .
Union latine (20 fr.)	380	389 ..
Souverain	489 80	494 .
Pièce de 20 dollars	2000	2100 40
Pièce de 10 dollars	990	1100 .
Pièce de 5 dollars	850	640 ..
Pièce de 50 pesos	1838	1854 50
Pièce de 10 florins	384 ..	412 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D F G H

LES CYCLONES AUX CARAIBES

Mille deux cents morts ont déjà été recensés en République Dominicaine

Le cyclone tropical Frédéric a balayé l'île de Saint-Martin, le 3 septembre, et dans une moindre mesure Saint-Barthelemy et la Guadeloupe. Les informations sont encore très fragmentaires car les pluies diluviennes accompagnant Frédéric ont perturbé les réseaux téléphoniques de la Guadeloupe et de Saint-Martin, et le pylone de relais hertzien de Saint-Martin a été renversé par les vents.

Il semble que Saint-Martin ait le plus souffert de Frédéric : il y aurait un disparu, un blessé grave par électrocution, une soixantaine de sans-abri, un pont emporté, plusieurs bateaux et quelques constructions endommagés. La piste d'atterrissage située dans la partie néerlandaise de Saint-Martin a *toutefois* été réouverte le 4 septembre et un Transall venu de la Guadeloupe, apportant des secours et du matériel pour réparer les lignes téléphoniques, a pu s'y poser.

La violence de Frédéric ayant beaucoup diminué, le deuxième cyclone n'a pas fait autant de dégâts sur Porto-Rico que son prédécesseur David. Mais les pluies y ont provoqué de nouvelles inondations et donc de nouvelles coupures des réseaux d'eau et d'électricité.

Après le passage de David, la situation de la République Dominicaine reste tragique. Mille deux cents morts ont été recensés, mais il y a encore plusieurs centaines de disparus. Les survivants (dont trois mille blessés), souvent isolés par les inondations manquent de tout, vivres, médicaments, eau potable, moyens de communication. Et l'arrivée des secours américains a été retardée par le passage de David sur le sud-est des Etats-Unis. Toutefois, deux avions cargos géants sont arrivés, le 4 septembre, à Saint-Domingue, apportant chacun 3,6 tonnes de vivres et un hélicoptère, en plus d'équipes spécialisées dans la purification de l'eau. Sans aide internationale massive, la République dominicaine est dans l'incapacité de faire face à la catastrophe qui l'a frappée.

Pendant ce temps, « David », qui a perdu un peu de sa violence, balaye les côtes est de la Floride, de la Georgie, de la Caroline du Sud et de la Caroline du Nord jusqu'au cap Hatteras. Il ne sembles pas, au moins dans ces trois derniers Etats, avoir fait de victimes, des dizaines de milliers de personnes ayant quitté les zones basses. Mais on ne compte plus les routes bloquées, les agglomérations inondées.

ALLEN, BONNIE, CHARLEY ET LES AUTRES

Les cyclones tropicaux se produisant dans les Caraïbes sont désignés par des prénoms depuis 1953. Chaque liste annuelle suit l'ordre alphabétique. De même, les typhons d'Extrême-Orient portent eux aussi des prénoms.

Jusqu'à l'année dernière pour les typhons et jusqu'à cette année pour les hurricanes des Caraïbes, les prénoms étaient exclusivement féminins. Des mouvements féministes américains ayant fait remarquer que les caprices imprévisibles n'étaient pas le lot des seules femmes, les prénoms sont maintenant alternativement masculins et féminins.

Les listes sont arrêtées longtemps à l'avance par le centre d'études des cyclones de Miami. En 1980, les hurricanes des Caraïbes s'appelleront Allen, Bonnie, Charley, Daniel, Earl, Frances, Georges, Hermine, Ivan, Jeanne, Karl, Lisa, Mitch, Nicole, Otto, Paula, Richard, Shary, Tomas, Virginie et Walter.

LA HAUSSE DE L'OR SE POURSUIT : 328 DOLLARS L'ONCE

Le cours de l'or a battu à nouveau ses records mercredi 5 septembre, atteignant près de 328 dollars l'once de 31,1 grammes sur le marché libre de Londres contre 325 dollars la veille. Cette nouvelle hausse s'est produite en dépit d'un recul du métal sur les marchés des Etats-Unis mardi après-midi, à la suite des mesures prises pour freiner une spéculation effrénée : les dépôts de garantie effectués en espèces par les opérateurs à découvert ont été relevés de 50 %. L'approche de l'adjudication mensuelle du Fonds monétaire (440 000 onces) n'a eu aucun effet.

● *Victor Lebrun,* qui fut l'un des secrétaires de Léon Tolstoï, est mort la semaine dernière, à l'âge de quatre-vingt dix-sept ans, près d'Aix-en-Provence où il s'était fixé à son retour d'U.R.S.S., en 1942.

AU RASSEMBLEMENT C.G.T. A PARIS

M. Séguy devait renouveler sa proposition de rencontrer les autres syndicats

Qualifié de « *temps fort* » de la semaine d'« *information, de renforcement syndical et d'action* », le rassemblement qu'organise la C.G.T. à Paris, place de la République, à 16 h. 30, mercredi 5 septembre, devait être marqué par le « discours de rentrée » de son secrétaire général, M. Georges Séguy.

Le leader de la C.G.T. devait dénoncer la politique « *agressive* » du gouvernement contre le pouvoir d'achat des salariés, justifier la semaine d'action dont le caractère unilatéral est dû, selon lui, à l'attitude des autres centrales, notamment de la C.F.D.T. M. Séguy, insistant sur la volonté de la C.G.T. et sur la nécessité d'une relance unitaire de l'action, devait aussi renouveler sa proposition de rencontrer les autres centrales, sans exclusive, tout en acceptant au préalable une rencontre à deux avec la C.F.D.T.

Ce même mercredi, un autre meeting C.G.T. devait se tenir à Toulouse, où des arrêts de travail sont annoncés, notamment dans la chimie. Mais la plupart des rassemblements en province doivent avoir lieu jeudi ou vendredi. La C.G.T. indique d'autre part qu'à l'occasion des prises de parole dans les entreprises — dont certaines se heurtent soit à l'indifférence, soit à la peur de salariés qui « *n'osent pas bouger* » *(voir page 32)* — des débrayages de plusieurs heures ont été observés. Dans la Vienne, la C.G.T. a décidé de prolonger la semaine prochaine sa campagne d'information et d'action.

Manifestation devant le Printemps

Pour protester contre les propositions de loi déposées récemment à l'Assemblée nationale et au Sénat visant à permettre l'ouverture dominicale des magasins à rayons multiples, plus d'un millier de salariés — en majorité des jeunes femmes — du Printemps-Haussmann et du Prisunic de la rue Caumartin, à Paris (9e), ont débrayé pendant deux heures mercredi matin 5 septembre, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., et U.G.I.C.T. (cadres C.G.T.). Aux cris de « *Jamais le dimanche !* » « *Non aux fermetures tardives* », les manifestants ont défilé boulevard Haussmann et rue de Provence et ont distribué des tracts aux passants, en réclamant aussi une augmentation de 10 % avec un minimum de 300 F.

L'ambassade de Libye à Paris a vécu...

L'ambassade de Libye à Paris est contrôlée, depuis le dimanche 2 septembre, par les « masses » populaires. Conformément à l'appel lancé la veille à Tripoli par le président Kadhafi, qui avait invité « *tous les étudiants, tous les citoyens libyens résidant à l'étranger, à marcher sur les ambassades de la République arabe libyenne populaire et socialiste, et particulièrement celles qui se trouvent en Europe et en Amérique en vue de les transformer en bureaux populaires* » (*le Monde* du 4 septembre).

Un « comité populaire », composé de cinq membres, a été élu parmi d'anciens fonctionnaires de l'ambassade, et les citoyens libyens résidant en France. Son secrétaire, qui sera choisi ultérieurement, est appelé, nous a indiqué mardi un porte-parole de la représentation diplomatique, à succéder au chef de poste, M. Achour Gargoum, qui s'était rendu à Tripoli pour les fêtes du dixième anniversaire de la révolution et à qui « *on a expliqué là-bas les raisons pour lesquelles il devait abandonner son poste* ». Le nouveau « diplomate » devra toutefois avoir l'agrément du gouvernement français.

Notre interlocuteur nous expose les intentions du « comité ». « *Nous allons ouvrir les portes toutes grandes aux citoyens libyens qui ont des problèmes ou qui veulent retourner en Libye, comme le colonel Kadhafi les y a invités dans le même discours* (1). »

En attendant, les portes de tous les bureaux sont symboliquement ouvertes, tandis que des étudiants vont et viennent. Les portraits, jugés sans doute un peu trop conventionnels du président Kadhafi qui en ornaient les murs, sont flanqués de « posters » montrant le dirigeant libyen dans toutes les tenues et sous tous les angles.

Le groupe qui stationne à l'extérieur, compte moins de Libyens candidats au retour que de journalistes en quête de visa. Ils vont pouvoir apprécier les efforts des « *forces révolutionnaires* » et déterminer si elles seront fidèles à la promesse qu'elles ont faite dimanche de « *veiller à l'application d'un autre principe fondamental de la révolution du 1er septembre, qui est la nécessité d'établir des ponts entre les divers peuples de la terre et d'instaurer un dialogue permanent et sincère entre eux* ».

L'ambassade de Libye à Paris a vécu. Le « *bureau populaire arabe libyen en France* » a ouvert ses portes. — R. D.

(1) Le président Kadhafi avait déclaré : « *Il est inadmissible que ces citoyens restent à l'étranger, alors que leur pays est le pays de la liberté, le pays du pouvoir populaire.* »

PLUSIEURS JOURNALISTES INTERPELLÉS EN IRLANDE DU NORD

Plusieurs journalistes — dont M. Pierre Salinger, ancien porte-parole du président Kennedy, et actuellement grand reporter de la chaîne de télévision américaine A.B.C. — ont été interpellés, mardi 4 septembre à Belfast, alors qu'ils venaient d'assister à une conférence de presse du Sinn Fein, formation politique légale de l'IRA. Ils ont été relâchés dans la soirée après avoir été longuement interrogés par des soldats britanniques. Deux films, qui avaient été confisqués, leur ont été rendus après avoir été copiés.

Le même jour, un homme a été tué par quatre individus masqués, qui ont ouvert le feu sur lui alors qu'il se trouvait sur le pas de sa porte. La responsabilité de l'attentat n'a pas été revendiquée.

Les obsèques de lord Mountbatten

C'est, d'autre part, ce mercredi en fin de matinée, à Londres, qu'ont lieu les obsèques nationales de Lord Mountbatten, assassiné par l'IRA provisoire le 27 août dernier avec trois de ses proches non loin des côtes de la République d'Irlande. De très nombreuses personnalités, et l'ensemble des membres de la famille royale britannique, devaient y assister. M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, avait été chargé par M. Giscard d'Estaing d'y représenter le président de la République et le gouvernement français.

Un très important dispositif de sécurité avait été mis en place par les autorités de police le long du trajet que devait emprunter le cortège, et où la foule des Londoniens se pressait depuis l'aube ce mercredi.

A Radio-France

JEAN LEFÈVRE QUITTERAIT LA DIRECTION DE L'INFORMATION

M. Roland Faure, ancien directeur-rédacteur en chef de *l'Aurore* — qui démissionna de ce poste en novembre 1978, — vient d'être pressenti par Mme Jacqueline Baudrier, P.-D.G. de Radio-France, pour prendre la direction de l'information de cette société (qui regroupe France-Inter, France-Culture, France-Musique et Radio-France internationale). Un ultime entretien entre Mme Baudrier et M. Roland Faure — qui est également administrateur d'Antenne 2 en qualité de représentant de la presse écrite — est prévu ce mercredi 5 septembre avant que la décision ne soit rendue officielle.

Rappelons que le poste de directeur de l'information de Radio-France est occupé, depuis janvier 1977, par M. Jean Lefèvre.

M. ALEXANDRE BALOUD NOMMÉ DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DE R.T.L.

A R.T.L., M. Alexandre Baloud vient d'être nommé directeur de la rédaction. Il était déjà directeur adjoint depuis janvier dernier. Rappelons que M. André Lacaze occupe également le poste de directeur de la rédaction à R.T.L.

Signalons, d'autre part, que M. Jean-Pierre L'Hénan devient secrétaire général de la station (dont il était secrétaire général adjoint depuis 1969).

La préparation du « projet socialiste »

LES DÉCISIONS ESSENTIELLES SERONT PRISES LA SEMAINE PROCHAINE PAR M. MITTERRAND

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., a rendu compte à la presse, mardi 4 septembre, de la préparation du « projet socialiste ». M. Chevènement a indiqué que le document qu'il a élaboré (*le Monde* du 1er septembre) est considéré comme une base de discussion par la majorité et par le courant Mauroy, les amis de M. Michel Rocard ayant déclaré pour leur part que ce texte est une base de discussion « *par la force des choses* », mais que sa « *logique* » ne leur convient pas.

Le député de Belfort a affirmé qu'il ne croit pas s'être inspiré des idées du CERES (dont il est l'animateur) dans la rédaction de ce texte, mais qu'il a « *essayé de donner une traduction aussi claire que possible de l'orientation qui s'est dégagée au congrès de Metz* ».

Le comité directeur, convoqué le 29 septembre, sera saisi d'un ou de plusieurs documents, qui seront connus au milieu du mois, après la prochaine réunion de la commission chargée de la préparation du projet, le 11 septembre. C'est au cours de cette réunion que M. François Mitterrand donnera son avis sur le texte de M. Chevènement et sur les contributions et critiques émanant de la majorité et des minoritaires. Des décisions que prendra le premier secrétaire dépendra l'adhésion ou l'opposition des courants Mauroy et Rocard au texte de la majorité et, par conséquent, l'image d'unité ou de division que le parti socialiste donnera de lui-même lors de la convention nationale des 15 et 16 décembre, chargée d'adopter ce qui deviendra le programme du parti.

MORT DE M. CALMELS DOYEN DU SÉNAT SÉNATEUR DE L'HÉRAULT

M. Gabriel Calmels, sénateur de l'Hérault, doyen du Sénat, est décédé à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

[M. Gabriel Calmels était né le 18 septembre 1887 à Villeveyrac (Hérault). Suppléant de M. Pierre Brousse, il avait remplacé ce dernier en septembre 1976, lorsqu'il était entré au gouvernement comme ministre du commerce et de l'artisanat.

Viticulteur d'origine, M. Gabriel Calmels est resté maire de sa commune natale, Villeveyrac, de 1919 à 1977. Il a été conseiller général du canton de Claret de 1930 à 1976. Comme M. Brousse, il appartenait au groupe sénatorial de la Gauche démocratique. Son siège, renouvelable en septembre 1980, donc dans moins d'un an, restera vacant jusqu'à cette date.]

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1979 a été tiré à 571 430 exemplaires.



